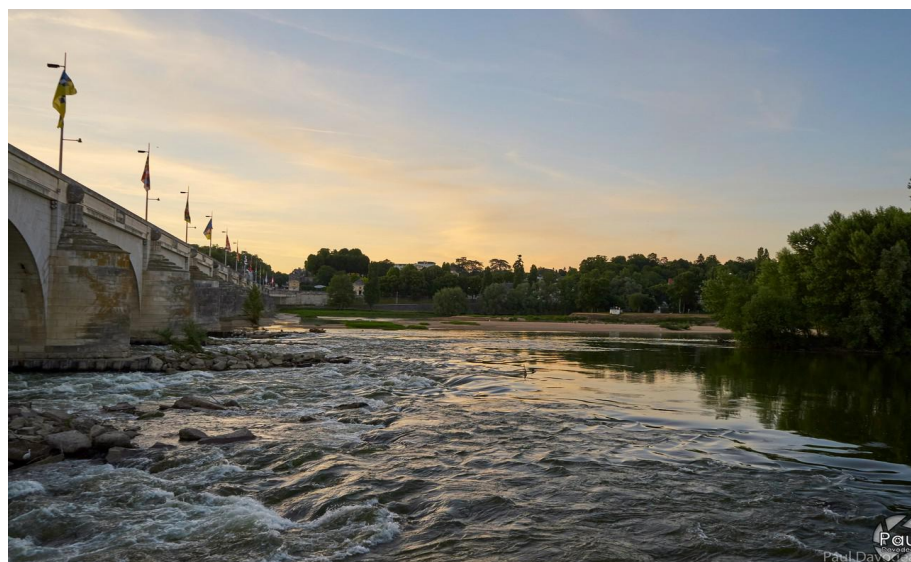


# Stage de groupe DAE4 2016-2017

(18 avril au 7 juillet 2017)

La réappropriation de la Loire sur le territoire métropolitain de Tours  
Construire le discours de la DDT



Organisme d'accueil : Direction Départementale des Territoires 37

Tuteur universitaire : Mathilde Gralepois

Tuteurs professionnels : Marie Thevenin et Elise Poireau

Davodeau Paul  
Lozachmeur Pol-Marie  
Maillard Lucile

## Table des matières

Remerciements.....	6
Liste des acronymes.....	7
Introduction.....	8
1. Un territoire en mutation qui s'inscrit dans un contexte réglementaire important.....	12
1.1. Le risque inondation : une caractéristique du territoire d'étude.....	13
1.1.1. De nombreuses inondations à la fin du XXème siècle au début du XXIème siècle : il devient nécessaire de considérer le risque.....	13
1.1.2. Des objectifs mondiaux et européens qui vont s'appliquer en France.....	14
1.1.3. Comment le risque inondation influence-t-il l'urbanisme ?.....	15
1.2. Une biodiversité à préserver.....	20
1.2.1. Une notion récente qui recouvre une réalité complexe.....	20
1.2.2. Une prise de conscience nécessaire qui met du temps à apparaître.....	20
1.2.3. Des objectifs mondiaux qui se traduisent au niveau national.....	21
1.2.4. La requalification des fronts fluviaux, quelle prise en compte de la biodiversité lors des projets ?.....	23
1.2.5. Documents réglementaires.....	24
1.3. La question des usages liés au fleuve.....	31
1.3.1 Un territoire, riche d'une longue histoire, que l'on cherche à se réapproprier.....	31
1.3.2 Les documents de réglementation en milieu urbain.....	35
2. L'articulation des enjeux liés aux usages, à l'inondation et à la biodiversité : dire d'acteurs.....	41
2.1. Entretien avec M. Laurent Bresson (Directeur de la DDT37) [10/05/2017].....	42
2.1.1. Les sites importants.....	43
2.1.2. La vision globale et les ambitions portées sur la Loire.....	43
2.1.3. Les problèmes et les conflits rencontrés sur le territoire.....	44
2.1.4. La prise en compte et l'articulation des enjeux liés aux usages, à l'inondation et à la biodiversité.....	44
2.2. Entretien avec Mme Isabelle Laluque-Allano (Responsable d'unité Prévention des risques) [04/05/2017].....	46
2.2.1. Les sites importants.....	46
2.2.2. La vision globale et les ambitions portées sur la Loire.....	46
2.2.3. Les problèmes et les conflits rencontrés sur le territoire.....	47
2.2.4. La prise en compte et l'articulation des enjeux liés aux usages, à l'inondation et à la biodiversité.....	47
2.3. Entretien avec messieurs Lionel Guivarch, Jean-Luc Charrier, Jean-Yves Hardy, Fabrice Pasquer et mesdames Françoise Mathieu et Laureen Carreau (Unité Fluviale de la DDT 37) [03/05/2017].....	49

2.3.1. Les sites importants.....	50
2.3.2. La vision globale et les ambitions portées sur la Loire.....	50
2.3.3. Les problèmes et les conflits rencontrés sur le territoire.....	51
2.3.4. La prise en compte et l'articulation des enjeux liés aux usages, à l'inondation et à la biodiversité.....	51
2.4. Entretien avec le Service Eau et Ressources Naturelles (DDT37) [11/05/2017 & 17/05/2017].....	53
2.4.1. Les sites importants.....	54
2.4.2. La vision globale et les ambitions portées sur la Loire.....	55
2.4.3. Les problèmes et les conflits rencontrés sur le territoire.....	55
2.4.4. La prise en compte et l'articulation des enjeux liés aux usages, à l'inondation et à la biodiversité.....	56
2.5. Entretien avec M. Jean-Luc Vigier (Chef du Service Urbanisme et Démarches de Territoires) [10/05/2017].....	58
2.5.1. Sites importants.....	58
2.5.2. La vision globale et les ambitions portées sur la Loire.....	59
2.5.3. Les problèmes et les conflits rencontrés sur le territoire.....	59
2.5.4. La prise en compte et l'articulation des enjeux liés aux usages, à l'inondation et à la biodiversité.....	59
2.6. Entretien avec Mme Clotilde El-Mazouni et M. Roland Rouzies (Chargé de mission politique urbaine et chargé de mission ville durable) [22/05/2017].....	62
2.6.1. Les sites importants.....	62
2.6.2. La vision globale et les ambitions portées sur la Loire.....	63
2.6.3. Les problèmes et les conflits rencontrés sur le territoire.....	63
2.6.4. La prise en compte et l'articulation des enjeux liés aux usages, à l'inondation et à la biodiversité.....	63
2.7. Entretien avec Mme Cécile Gaudoin et M. Laurent Coüasnon (Architecte et Paysagiste conseil à la DDT37) [18/05/2017].....	66
2.7.1. Les sites importants.....	66
2.7.2. La vision globale et les ambitions portées sur la Loire.....	66
2.7.3. Les problèmes et les conflits rencontrés sur le territoire.....	67
2.7.4. La prise en compte et l'articulation des enjeux liés aux usages, à l'inondation et à la biodiversité.....	67
2.8. Entretien avec M. Franck Lellu (Chargé de mission Val de Loire Unesco à la DREAL) [02/05/2017].....	69
2.8.1. Les sites importants.....	70
2.8.2. La vision globale et les ambitions portées sur la Loire.....	71
2.8.3. Les problèmes et les conflits rencontrés sur le territoire.....	71
2.8.4. La prise en compte et l'articulation des enjeux liés aux usages, à l'inondation et à la biodiversité.....	72
2.9. Entretien avec la Mission Val de Loire avec Mme Isabelle Longuet et Mme Myriam Laidet [24/05/2017].....	74
2.9.1. Les sites importants.....	75

2.9.2. L'appréhension globale et les ambitions sur la Loire.....	75
2.9.3. Les problèmes et les conflits.....	76
2.9.4. Comment sont pris en compte et s'articulent les enjeux liés aux usages, à l'inondation et à la biodiversité ?.....	76
3. Synthèse de l'analyse des entretiens.....	78
3.1. Hiérarchisation et articulation des enjeux selon chaque intervenant :.....	78
3.2. Des sites dont l'importance varient selon le point de vue.....	79
4. Réflexion sur le devenir des usages sur la Loire.....	85
4.1. Les usages de la Loire Tourangelle : des dynamiques nouvelles.....	85
4.1.1. La Loire loisirs.....	85
4.1.2. Loire sportive.....	88
4.1.3. La Loire touristique.....	93
4.1.4. La Loire urbaine.....	97
4.1.5. La Loire nature et exploitation du territoire.....	102
4.2. Un positionnement qui doit s'inscrire dans les spécificités de chaque espace.....	106
4.3. Pistes de positions éventuelles concernant les futurs projets.....	109
5. Etude comparative des villes de Blois, Angers et Nantes.....	112
Conclusion.....	126
Notre retour d'expérience sur le stage.....	128
Bibliographie.....	129



## Index des illustrations

Illustration 1: "Vue sur la Loire sous une arche du pont Wilson, Tours" Paul D.....	6
Illustration 2 : "Vue sur la cathédrale, la bibliothèque et son parking, Tours" Paul D.....	7
Illustration 3: Flyer du concours "Envies de Loire".....	8
Illustration 4: Territoire d'étude.....	10
Illustration 5: Synthèse de la réglementation concernant le risque.....	19
Illustration 6 : Chronologie des lois concernant la biodiversité.....	22
Illustration 7: Schéma Régional de Cohérence Ecologique (prairies et forêts).....	25
Illustration 8: Zonage Natura 2000.....	26
Illustration 9: ZNIEFF 1 et 2.....	27
Illustration 10: Ilots concernés par les APB.....	28
Illustration 11: Synthèse de la réglementation concernant la biodiversité.....	29
Illustration 12: "Méandres et bancs de sable APB, Tours" Paul D.....	30
Illustration 13: "Banc de sable APB, Tours" Paul D.....	30
Illustration 14: Synthèse de la réglementation concernant les usages.....	39
Illustration 15: Synthèse de l'ensemble des contraintes réglementaires sur le territoire.....	40
Illustration 16: Enjeux identifiés par la Direction de la DDT37.....	45
Illustration 17: Enjeux identifiés par le SRS de la DDT37.....	48
Illustration 18: Enjeux identifiés par l'unité fluviale de la DDT37.....	52
Illustration 19: Enjeux identifiés par le SERN de la DDT37.....	57
Illustration 20: Enjeux identifiés par le SUDT de la DDT37.....	61
Illustration 21: Enjeux identifiés par les missions politiques urbaines et ville durable.....	65
Illustration 22: Enjeux identifiés par l'architecte et le paysagiste conseil de la DDT37.....	68
Illustration 23: Enjeux identifiés par la DREAL (paysage).....	73
Illustration 24: Enjeux identifiés par la Mission Val de Loire.....	77
Illustration 25: Hiérarchisation des enjeux en fonction des intervenants.....	78
Illustration 26: Classement des sites selon le nombre de fois où ils ont été mentionnés.....	79
Illustration 27: Classement des sites en fonction du nombre d'enjeux qu'ils font converger.....	82
Illustration 28: Synthèse des espaces à enjeux mentionnés au cours des entretiens.....	84
Illustration 29: "Guinguette de Tours, quai des Tanneurs, Tours" Paul D.....	86
Illustration 30: "Plage de Tours, quai Portillon, Tours" Paul D.....	87
Illustration 31: "Lulu Parc, Rochercoarbon" Paul D.....	87

Illustration 32: "Panneau d'interdiction de baignade à proximité de la guinguette de Tours Plage, Tours" Paul D.....	88
Illustration 33: "Pêcheurs à la ligne, La Possonière (49)" Paul D.....	91
Illustration 34: Synthèse des usages de loisirs présents sur la Loire.....	92
Illustration 35: "La Loire à Vélo, Tours" Paul D.....	93
Illustration 36: Synthèse des usages touristiques sur la Loire.....	96
Illustration 37: "Quai portillon, fracture entre le bâti et la Loire, route et parkings, Tours" Paul D.....	97
Illustration 38: "Puits de prélèvement d'eau potable dans la nappe alluviale, île Aucard, Tours" Paul D.....	100
Illustration 39: Synthèse des usages "urbains" sur la Loire.....	101
Illustration 40: "Réserve de pêche du pont Wilson, Tours" Paul D.....	102
Illustration 41: "Ensemble de bateaux de Loire, La Possonière (49)" Paul D.....	103
Illustration 42: Synthèse des usages liés à l'exploitation de la Loire.....	104
Illustration 43: Synthèse des tendances qui apparaissent concernant les usages.....	105
Illustration 44: Synthèse des espaces nécessitant un positionnement spécifique de la DDT.....	107
Illustration 45: Synthèse des espaces nécessitant un positionnement de la part de la DDT (cœur urbain de Tours).....	108
Illustration 46: Propositions de projets ou types d'actions à promouvoir.....	110
Illustration 47: Propositions de projets ou type d'action à promouvoir (cœur urbain de Tours).....	111
Illustration 48: Port de la Creusille (Source : <a href="http://chatmouettes.fr">http://chatmouettes.fr</a> ).....	114
Illustration 49: Projet d'aménagement Cœur de Ville Loire (Source : <a href="http://www.sativa-paysage.com">http://www.sativa-paysage.com</a> ).....	114
Illustration 50: Proposition d'aménagement du Déversoir de la Bouillie (Source : <a href="http://www.agglopolys.fr">http://www.agglopolys.fr</a> ).....	114
Illustration 51: Projet d'aménagement du bas du centre ville et des voies sur berge (Source: Grether Phytolab - Mairie d'Angers).....	116
Illustration 52: Projet de couverture des voies sur berge (Source: Grether Phytolab - Mairie d'Angers).....	116
Illustration 53: Projet d'aménagement du Parc Paysager de Saint-Serge (Source: Grether Phytolab - Mairie d'Angers).....	116
Illustration 54: Les machines de l'île (Source : <a href="http://www.lesmachines-nantes.fr">www.lesmachines-nantes.fr</a> ).....	117
Illustration 55: Plan du site de l'île de Nantes (Source : <a href="http://www.chu-nantes.fr">www.chu-nantes.fr</a> ).....	117
Illustration 56: Anneaux de Buren (Source : <a href="http://www.lemonde.fr">www.lemonde.fr</a> ).....	117

# Remerciements

Nous tenons à remercier toutes les personnes qui nous ont permis de mener à bien cette étude et qui ont contribué à l'élaboration de ce document.

Tout d'abord, nous adressons nos remerciements à Mme Céline Tanguay et Mme Pascaline Robin qui nous ont offert la possibilité de réaliser ce stage.

Nous tenons à remercier notre tutrice de stage, Mme Mathilde Gralepois de l'école d'ingénieurs Polytechnique de l'université de Tours, qui a été à notre écoute et a su répondre à nos questionnements concernant le sujet de notre stage.

Nous remercions nos maîtres de stage, mesdames Marie Thevenin et Elise Poireau, pour leur accueil et leurs conseils. Nous les remercions pour la confiance accordée et l'indépendance qu'elles nous ont laissés pour mener notre étude.

Nous remercions également toutes les personnes qui ont accepté de nous accorder du temps pour des entretiens et des rencontres. Leur disponibilité nous a permis de mener à bien notre réflexion.



*Illustration 1: "Vue sur la Loire sous une arche du pont Wilson, Tours" Paul D*

# Liste des acronymes

**AOT** : Autorisation d'Occupation Temporaire  
**APB** : Arrêté de Protection de Biotope  
**ATU** : Agence d'urbanisme de l'agglomération de Tours  
**CATNAT** : Catastrophe naturelle  
**CG3P** : Code Général de la Propriété des Personnes Publiques  
**DCE** : Directive Cadre sur l'Eau  
**DDT** : Direction Départementale des Territoires  
**DI** : Directive Inondation  
**DPF** : Domaine Public Fluvial  
**DREAL** : Direction Régionale de l'Environnement, l'Aménagement et du Logement  
**EPRI** : Evaluation Préliminaire des Risques d'Inondations  
**PAPI** : Programme d'Actions de Prévention des Inondations  
**PDU** : Plan de Déplacement Urbain  
**PGRI** : Plan de Gestion des Risques d'Inondations  
**PLU** : Plan Local d'Urbanisme  
**PNR** : Parc Naturel Régional  
**PPR(i)** : Plan de Prévention des Risques (Inondation)  
**PSMV** : Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur  
**SAGE** : Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau  
**SCOT** : Schéma de Cohérence Territoriale  
**SDAGE** : Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux  
**SERN** : Service Eau et Ressources Naturelles  
**SNB** : Stratégie Nationale pour la Biodiversité  
**SNGRI** : Stratégie Nationale de Gestion du Risque Inondation  
**SRCE** : Schéma Régional de Cohérence Ecologique  
**SRS** : Service Risque et Sécurité  
**SUDT** : Service Urbanisme et Démarches de Territoires  
**TRI** : Territoires à Risque Important d'Inondation  
**UNESCO** : Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture  
**VUE** : Valeur Universelle Exceptionnelle  
**ZAC** : Zone d'Aménagements Concertés  
**ZAD** : Zones d'Aménagements Différés  
**ZDE** : Zone de Dissipation d'Énergie  
**ZNIEFF** : Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique  
**ZPPAUP** : Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager



*Illustration 2 : "Vue sur la cathédrale, la bibliothèque et son parking, Tours" Paul D*

# Introduction

Depuis les années 1960, la réappropriation des bords de fleuve est une préoccupation pour les villes en Amérique du Nord (Baltimore, Toronto). Cette tendance, qui se développe à l'échelle mondiale, devient un sujet d'actualité en France dans les années 1980.

Ce retour vers le fleuve est lié à un constat : les quais, autrefois occupés par les industries, sont devenus des friches inhospitalières qui dégradent l'image de la ville. On cherche donc à requalifier ces espaces dégradés afin d'améliorer la qualité de vie des riverains mais aussi, et surtout, redynamiser économiquement la ville.

Récemment devenue métropole la ville de Tours, après avoir tourné le dos à son fleuve pendant de nombreuses années, lance en 2017 un grand projet de réappropriation des berges de la Loire : Envies de Loire. Un nom qui en dit long sur les aspirations des acteurs locaux quant au fleuve.

Ce projet, lancé avec le concours de l'agence d'urbanisme de Tours (ATU), a débuté par une phase de concertation citoyenne qui va permettre de faire émerger les "envies" de la population. Par la suite, un concours d'idée va faire intervenir des équipes internationales, celles-ci auront comme base de travail les idées qui auront émergées de la concertation.

Ces projets vont s'inscrire dans un environnement complexe : le fleuve et ses berges. La Loire, par son histoire, sa biodiversité spécifique et ses paysages exceptionnels, est un élément difficile à appréhender. La multitude des usages et réglementations rendent encore plus difficile la compréhension de cet espace. D'après Christophe Bouchet, adjoint au maire de Tours en charge du tourisme et des grands événements : *"les contraintes réglementaires de la loi hyperprotègent le fleuve, d'autant plus qu'à Tours, elle s'inscrit dans un périmètre sauvegardé. Avec les idées citoyennes et l'imagination des créatifs, elles constituent les trois piliers du futur aménagement des bords de Loire."*

Du point de vue de la gestion, l'acteur principal se révèle être la Direction Départementale des Territoires d'Indre-et-Loire (DDT37). En effet, la Loire appartient au domaine public fluvial (DPF) et est à ce titre une propriété de l'Etat.

Il est donc à la charge de la DDT de mettre en œuvre, ou d'être garant, des politiques sur la Loire, notamment relatives à :

- la prévention des risques naturels
- l'aménagement durable, l'urbanisme et le paysage
- la protection et la gestion durable des eaux, des espaces naturels, forestiers, ruraux et de leurs ressources
- l'amélioration de la qualité de l'environnement y compris par la mise en œuvre de mesure de police
- la protection et la gestion de la faune et de la flore sauvage ainsi que la chasse et à la pêche



Illustration 3: Flyer du concours "Envies de Loire"

Le concours Envies de Loire a été un catalyseur de la réflexion que l'administration souhaite entamer quant à la réappropriation des bords de Loire. La DDT souhaite se positionner comme un accompagnateur privilégié des projets d'aménagements sur le fleuve. A ce titre, il est nécessaire de construire un projet et un discours commun entre l'Etat et la métropole de Tours. Le but étant de réussir à concilier politiques locales et volonté citoyenne.

Dans ce cadre la DDT 37 doit, au regard de ses enjeux, pouvoir construire un discours cohérent et argumenté qui permette l'accompagnement des projets d'aménagement sur les bords de Loire. Cette réflexion doit, à plus grande échelle, permettre d'accompagner tous les projets qui vont naître sur le linéaire du fleuve.

Dans ce contexte, une réflexion a été menée au cours d'un stage de 3 mois. Ce document a donc pour but de répondre à la commande suivante : (cf commande en annexe)

- Produire une analyse intégrée et spatialisée des enjeux actuels et à venir sous le triple prisme du risque inondation, de la biodiversité et de la gestion de la végétalisation et des usages urbains des bords de fleuve
- Analyser des projets d'aménagements répondant à l'objectif de réappropriation du fleuve dans d'autres métropoles. Cette analyse doit permettre d'éclairer la DDT sur les questionnements qui ont été au centre des projets ainsi que sur les facteurs ayant favorisé ou freiné l'émergence d'une stratégie d'intervention globale sur ces territoires.

Le territoire d'étude a été déterminé avec la DDT, dans un souci d'efficacité et pour ne pas multiplier le nombre de problématique.

Il se délimite donc au coeur métropolitain de la nouvelle métropole tourangelle dans l'axe est-ouest et le périmètre restreint du val de Loire UNESCO dans l'axe nord-sud.





*Illustration 4: Territoire d'étude*

Le choix de la méthode pour le travail a été laissé à notre libre appréciation. Ce document a donc été réalisé de la manière suivante :  
 Nous avons commencé par effectuer des recherches documentaires sur : le rôle de la DDT, le contexte mondial de réappropriation des bords de fleuve ainsi que les évolutions de la prise en compte du risque et de la biodiversité dans la mise en place des documents d'urbanisme et d'aménagement.  
 Nous avons ensuite rencontré différents acteurs afin d'avoir une vision plus concrète du territoire. Pour cela, nous avons établi des questionnaires (disponibles en annexe). Après retranscription et analyse, nous avons pu mettre en perspective les enjeux portés par la DDT37 avec les visions du territoire de la DREAL et la Mission Val de Loire UNESCO.

D'autres entretiens, non mentionnés dans cette étude ont été utiles pour notre étude. Ainsi, une rencontre avec des membres de l'agence d'urbanisme de Tours nous a permis de mieux comprendre l'objectif du concours Envies de Loire. Des entretiens avec des enseignants-chercheurs du département Aménagement et Environnement de l'école Polytech Tours nous ont permis d'acquérir des connaissances générales sur le territoire. Nous avons croisé les résultats des entretiens avec les documents d'aménagements en vigueur, afin d'obtenir des cartes nous permettant de synthétiser les enjeux que peut porter la DDT sur le site d'étude.

Dans un premier temps, nous avons établi quel est le contexte qui a mené la DDT à être porteuse d'enjeux concernant les risques et la biodiversité. Nous avons ensuite présenté le territoire et ses mutations en matière d'usages qui expliquent la réflexion nécessaire à l'heure actuelle. Par la suite nous avons exposé nos analyses des entretiens réalisés ainsi que les éléments de synthèse que nous avons pu faire émerger. Ces éléments nous ont permis d'établir une vision prospective des usages sur la Loire. Enfin, nous avons réalisé une étude comparative sur les projets de requalification des fronts fluviaux des villes de Blois, Angers et Nantes afin de disposer d'éléments concrets permettant d'éclairer les réussites ou non de projets. Cela nous a aussi permis d'apporter un éclairage quant à la prise en compte du risque et de la biodiversité dans les projets.



# 1. Un territoire en mutation qui s'inscrit dans un contexte réglementaire important

La reconquête des fronts fluviaux qui s'effectue à l'heure actuelle dans de nombreuses villes à travers le monde implique de nombreuses problématiques : écologiques, économiques et sociales. Dans le cadre de notre étude, la réflexion s'est portée sur trois problématiques principales : le risque (inondation), la biodiversité et les usages. Le choix de ces thématiques, comme nous allons le voir, a été impulsé par une évolution de la considération du risque et de la biodiversité au niveau national.

La DDT, en tant que service déconcentré de l'Etat, doit porter (et adapter) les directives nationales à l'échelon départemental. De plus, la Loire appartenant au Domaine Public Fluvial l'Etat y est majoritairement propriétaire. Il est donc à ce titre important de prendre connaissance de la réglementation qui régit le territoire. De plus, c'est au travers des documents réglementaires que ressortent les espaces à enjeu fort ou non. Un règlement contraignant est généralement édicté dans le but de préserver quelque-chose : la population, une espèce emblématique, une qualité paysagère etc..

L'étude de cette réglementation nous permet donc de :

- répertorier les zones présentant des fortes contraintes et celles en présentant moins
- déterminer l'enjeu (risque, biodiversité, usages) qui va pouvoir primer
- déterminer les zones où la concertation est indispensable car plusieurs règlements se recoupent sans qu'un enjeu ne prime réellement
- établir à terme la position (interdiction, prescription, encouragement) que la DDT va devoir adopter quant aux projets

Nous allons donc commencer par voir pourquoi le risque, la biodiversité et les usages sont devenus des éléments importants à considérer dans l'aménagement. Nous verrons ensuite comme ceux-ci sont pris en compte au travers de la réglementation. Enfin, nous établirons pour chacun de ces enjeux, une cartographie reprenant les principaux règlements qui font peser des contraintes sur le territoire.

## 1.1. Le risque inondation : une caractéristique du territoire d'étude

### 1.1.1. De nombreuses inondations à la fin du XXème siècle au début du XXIème siècle : il devient nécessaire de considérer le risque

Les inondations sont la submersion d'une zone de manière plus ou moins rapide.

Plusieurs facteurs peuvent être à l'origine de celles-ci : l'augmentation brusque du débit d'un cours d'eau, les remontées de nappes phréatiques, l'accumulation des eaux de ruissellement, ce dernier phénomène étant particulièrement accentué par l'urbanisation croissante du territoire. En effet, cela imperméabilise le sol, limite l'infiltration et augmente donc le ruissellement des eaux.

La prise de conscience du risque d'inondation en urbanisme est le résultat de nombreuses catastrophes naturelles entre la fin du XXème et le début du XXIème.

En effet, entre 1998 et 2004, de nombreux pays européens sont touchés par des inondations très importantes. L'Elbe et le Danube dans l'est de l'Europe ont débordé et provoqué des inondations de grande ampleur. Plus de 700 victimes ont été à déplorer et 500 000 personnes ont dû être déplacées.

Le coût estimé des dégâts est d'environ 25 milliards d'euros. Les nouvelles inondations de 2005 en Autriche, Bulgarie, Roumanie et Allemagne ont elles aussi causées beaucoup de dommages.

Il faut prendre conscience qu'une grande partie de la population et beaucoup de zones urbaines sont exposées aux inondations. Ainsi, dans la vallée du Rhin, 10 millions d'habitants y sont exposés.

La zone littorale européenne est elle aussi très exposée : les terrains agricoles et industriels, les zones fortement urbanisées sont exposés à ce risque d'inondation... Le coûts des dégâts potentiels est estimé entre 500 et 1000 milliards d'euros. Il y a donc un fort enjeu financier à limiter les dégâts.

Au niveau du territoire français, il y a environ 25 % de la population qui vit en zone inondable. De nombreuses catastrophes naturelles ont touché durement certaines régions françaises pendant ces vingt dernières années. En 1999, les départements des Pyrénées-Orientales, du Tarn, de l'Hérault et de l'Aude ont été touchés par une crue cévenole très importante (intensité des pluies et importance spatiale). Les dégâts matériels et humains ont été très lourds : 35 morts et environ 35 milliards de francs. Dans les années 2000 et 2001, la région Bretagne est elle aussi fortement touchée, plus d'un milliard de francs de dégâts sont à déplorer. Cependant l'événement le plus marquant de tous reste la tempête Xynthia. Cette catastrophe naturelle est restée profondément gravé dans la mémoire collective. En 2011, la houle violente et le niveau de la mer beaucoup plus haut que d'habitude font que de très nombreuses habitations en zones à risques sont touchées par ces inondations : 53 victimes sont à déplorer et 1.5 milliards d'euros de dégâts. De nombreuses polémiques ont eu lieu après cette tragédie, notamment concernant le fait que des habitations n'auraient pas dû avoir de permis de construire.

Tous ces événements ont marqué l'opinion publique, l'enjeu inondation est devenu un enjeu majeur, notamment en urbanisme. On s'est rendu compte que malgré la volonté des hommes a toujours vouloir contrôler les aléas naturels, le risque ne sera jamais nul. Il s'agit donc de préserver et valoriser les zones humides et les zones d'expansion de crues. Il faut aussi prendre conscience des risques et sensibiliser les différentes populations concernées. De nouveaux décrets et lois ont été mis en place pour répondre au mieux à cette problématique actuelle.

En recentrant le contexte sur Tours et l'aire étudiée, les dernières grandes inondations ont eu lieu pendant le XIX<sup>ème</sup> siècle ( 1846, 1856, 1866) avec des crues dépassant les 7 mètres. Ces événements sont aujourd'hui anciens, ils s'effacent peu à peu des mémoires malgré un risque toujours présent. En effet, plus de 100 communes et 180 000 personnes sont concernées (30 % de la population départementale habite en zone inondable. Le Val de Tours est particulièrement vulnérable puisque plus de 110 000 habitants, 66 000 emplois et de nombreux équipements stratégiques du département (gares, CHU, université, infrastructures routières) sont concernés.<sup>1</sup>

### 1.1.2. Des objectifs mondiaux et européens qui vont s'appliquer en France

L'importance du risque inondation en fait donc un enjeu au niveau mondial.

Le bureau des Nations Unies a ainsi rédigé en 2015 le Bilan Mondial sur la réduction des risques d'inondations. C'est l'aléa naturel qui touche le plus de population. De plus, les pertes économiques et humaines sont de plus en plus élevées en raison de l'augmentation constante des biens et personnes exposées à ce risque. D'après cette étude, les inondations représentent 200 milliards de dollars de pertes annuelles moyennes.

Pour revenir à l'espace européen, en 2000 un rapport des Nations Unies a été publié concernant la prévention des inondations dans les bassins versants de l'Europe occidentale. En 2002, suite aux inondations importantes, la Commission Européenne rédige un document technique sur les meilleures pratiques vis à vis du risque inondation. De cette année jusqu'en 2006, de nombreux échanges ont lieu entre les différents acteurs européens, les ONG et autres parties intéressées (entreprises, communauté scientifique etc...). Une position commune est donc adoptée en 2006 par le Conseil Européen et la Directive Inondation est signée en 2007.

Cette directive, entrée en vigueur à la fin de l'année 2007, a pour but de réduire les risques d'inondations ainsi que leurs conséquences négatives. Il s'agit d'identifier et de cartographier des différentes zones à risques puis d'établir des plans de gestion adaptés.

Bien entendu, afin que cette politique soit la plus efficace possible, elle doit être appliquée au plus près du territoire. Pour cela, de nombreuses démarches, adaptées à chaque échelle du territoire, ainsi que des outils et procédures permettant de les réaliser ont été mis en place.

1 Note aux députés « Le risque majeur d'inondation en Indre-et-Loire » SRS DDT37

Au niveau national en application de la DI, la Stratégie Nationale de Gestion du Risque Inondation va chercher à réduire sur l'ensemble de son territoire les conséquences négatives des inondations. Pour cela les Évaluation Préliminaire des Risques d'Inondation (EPRI) et CATNAT (procédure Catastrophe Naturelle) en sont les principaux outils.

Ensuite, au niveau du district, la prévention du risque inondation est géré sous la forme des PGRI avec comme outil les EPRI district.

Enfin, au niveau local, les zones exposées sont organisées en Territoire à Risque Important (TRI). De nombreux outils et procédures permettent une gestion au plus proche des réalités de chaque territoire (PPRI, SCoT, PLU, Cartographie, DICRIM, PCS, PSR...). A noter le fait que la totalité de notre aire d'étude appartient au TRI de Tours.

(Voir Figure 1 dans les annexes)

### 1.1.3. Comment le risque inondation influence-t-il l'urbanisme ?

Comme vu précédemment, l'Union Européenne et la France ont mis en place des directives pour gérer au mieux cet aléa. En effet, la prise en compte du risque dans l'aménagement, notamment du risque inondation est essentiel pour réduire au mieux la vulnérabilité des personnes et des biens.

Afin d'appliquer au mieux les directives, des plans à différentes échelles cadrent l'urbanisation (zonage, réglementation, sensibilisation des populations...). Ces réglementations sont insérées dans les documents d'urbanisme (PLU, SCoT).

Tout d'abord, le Plan de Gestion du Risque d'Inondations fixe les objectifs à atteindre et les moyens mis en oeuvre. Il s'agit de réduire au maximum les conséquences humaines et économiques de possibles inondations. Ce document est opposable aux décisions administratives. Le PGRI oriente les documents d'urbanisme, les PPRI ainsi que tous les documents ayant un lien avec le domaine de l'eau (DCE...).

Ensuite, les Plans de Prévention des Risques naturels prévisibles Inondation (PPRI) vont définir des zones d'interdiction et des zones de prescription, constructibles sous réserve. Un PPRI approuvé a un statut de servitude et d'utilité publique et doit donc être annexé au PLU. Ces plans vont par exemple réglementer l'installation d'ouvrages pouvant gêner l'écoulement des eaux en cas d'inondation. L'objectif de ce plan est double : contrôler l'urbanisation et préserver les zones d'expansion des crues.

Concernant les risques dans notre zone d'étude, nous allons prendre en compte uniquement les aléas liés aux inondations.

En effet, les autres risques naturels et technologiques sont mineurs par rapport au risque inondation, ils sont tout de même présents (Mouvement de Terrain à Rochecorbon...). La gestion et la réglementation des risques inondations sont définis par différents zonages, lois, directives, stratégies..

Ces documents peuvent s'appliquer à différentes échelles, du niveau européen jusqu'au sous-bassin hydrographique. Enfin, ils peuvent être opposables à certaines décisions administratives ou juste avoir une fonction d'orientation et d'information.

Les documents suivants sont donc importants à prendre en compte :

- **Directive Cadre sur l'Eau, d'octobre 2000 <sup>2</sup>:**

Elle a comme principal objectif de chercher une certaine cohérence entre les différents règlements et lois. Cet objectif peut être atteint en mettant en place une politique communautaire globale et concertée dans les domaines ayant un rapport avec l'eau : le risque inondation est donc concerné. Cette directive définit un cadre réglementaire visant à protéger et gérer les eaux par grand bassin hydrographique. Les principaux objectifs de la DCE sont de préserver et restaurer l'état global des eaux superficielles et souterraines. Plusieurs grands principes cadrent cette directive : gestion par bassin versant, planification et programmation, analyse économique, coûts environnementaux, concertation avec la population.

La DCE définit une méthode de travail : identification des problématiques à traiter, conception d'un plan de gestion (en France c'est le SDAGE qui fixe les objectifs), définition des actions à mener, surveillance et suivi des actions à mener.

- **Schémas Directeurs d'Aménagements et de Gestion des Eaux (1992) <sup>3</sup> :**

Ce sont des outils de planification visant à orienter chaque bassin hydrographique vers une gestion durable et équilibrée. Ils visent à atteindre les objectifs environnementaux fixés par la DCE. Afin d'être le plus efficace et adapté au territoire, le SDAGE est organisé en sous bassins hydrographiques pour lesquels des **SAGE** devront être élaborés. Ces schémas directeurs sont complétés par différents documents d'accompagnement : présentation de la gestion des eaux sur le bassin, moyens de financement, programmes de mesures et surveillances, dispositif d'évaluation du SDAGE, ce qui a été fait concernant la concertation avec la population, renseignement et cartographie des eaux souterraines. Les SDAGE et SAGE ont un poids juridique important, ils s'imposent en effet concernant certaines décisions administratives (instruction de déclaration, autorisation administrative....). De plus, certains documents d'urbanisme (SCot, PLU... ) doivent correspondre aux SDAGE et SAGE.

- **La Directive inondation (DI) de 2007 <sup>4</sup>:**

C'est une refonte de la gestion et de la politique nationale de gestion du risque d'inondation. C'est une directive européenne qui a pour objectif de gérer les risques d'inondation quelle qu'en soit l'origine (crues de cours d'eau, submersion marine, ruissellement...). Elle vise à réduire au mieux les conséquences potentielles dues aux inondations. L'objectif final est de faire gagner en compétitivité, en attractivité et en durabilité les territoires pouvant faire face aux inondations. Cette directive favorise donc la gestion à l'échelle des grands bassins hydrographiques ou districts hydrographiques.

La mise en oeuvre en France se fait à plusieurs échelles.

Tout d'abord au niveau national avec la Stratégie Nationale de Gestion du Risque Inondation et des documents de gestion principalement :

2<http://www.eaufrance.fr/comprendre/la-politique-publique-de-l-eau/la-directive-cadre-sur-l-eau>

3<http://www.gesteau.fr/presentation/sdage>

4<http://www.rhone-mediterranee.eaufrance.fr/gestion/inondations/contexteDI.php>

- **La Stratégie Nationale de Gestion du Risque Inondation (SNGRI) de 2010** <sup>5 6</sup>:

Elle porte l'engagement national vis à vis de l'environnement et s'inscrit dans le renforcement de la politique nationale de gestion des risques d'inondation initié par la directive inondation. La SNGRI a 3 principaux objectifs prioritaires : stabiliser voir raccourcir le coût des dommages liés à l'inondation, réduire le temps de retour "à la normale" et enfin, augmenter la sécurité des populations exposées.

Afin d'appliquer la Directive Inondation et la SNGRI, 3 étapes doivent prendre place au niveau de chaque grand bassin hydrographique (ici Bassin Loire Bretagne).

- **Evaluation Préliminaire des Risques Inondations (EPRI)** (événements historiques : inondations, crues, ruptures de digues) qui permet d'identifier les Territoires à Risque Important.
- Réalisation d'un cartographie des zones inondables des TRI (réalisée en 2015 pour Tours).

La totalité de notre aire d'étude appartient au TRI

- On va alors établir un **Plan de Gestion des Risques Inondations (PGRI)** <sup>7 8 9</sup> qui fixe les objectifs de gestion des inondations et les moyens devant être mis en oeuvre. Celui ci, à l'échelle des Tri, va faire l'objet d'une **Stratégie Locale du Risque Inondation (SLGRI)** afin de décliner le plan en actions concrètes et de gérer au mieux les risques de manière intégrée. Ces actions seront mises en place **et** traduites opérationnellement grâce aux **Programme d'Action de Prévention des Inondations (PAPI)**. Les prescriptions réglementaires sont répertoriées dans les PPR et PPRI. De plus, le PGRI est opposable aux documents d'urbanisme (SCoT et PLU) mais aussi au PPRI.

- **Programmes d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) :**

Ils ont pour objectif de proposer une gestion intégrée des risques d'inondation afin de réduire les dommages sur les populations, les biens, l'environnement et l'économie locale.

Ce programme va permettre de mettre en oeuvre une politique de collaboration entre l'Etat et les différentes collectivités. Le PAPI a plusieurs axes de travail : réduction de la vulnérabilité des biens et des populations, gestion dans sa globalité de l'aléa inondation (réhabilitation de zones d'expansion de crues etc...), sensibilisation des populations face aux risques (développement d'une culture du risque).

La 3ème génération de PAPI a pour but de renforcer la concertation et la documentation, de diminuer la vulnérabilité du territoire et de mieux structurer les démarches.

Le but étant, pour chaque territoire, de favoriser une culture du risque et de sensibiliser la population.

5<http://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/prevention-des-inondations>

6<http://www.syndicatdelachere.fr/cadre-reglementaire-et-definition-de-la-strategie-locale-inondation/>

7<http://www.risquesnaturels.re/risques/programme-de-gestion-du-risque-dinondation-pgri>

8[http://www.cher.gouv.fr/content/download/11142/75351/file/presentation\\_PGRI\\_Bourges.pdf](http://www.cher.gouv.fr/content/download/11142/75351/file/presentation_PGRI_Bourges.pdf)

9<http://www.bretagne.developpement-durable.gouv.fr/plan-de-gestion-des-risques-d-inondations-pgri-a2697.html>

- **Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI)** <sup>10</sup> :

c'est l'un des documents les plus importants concernant la réglementation liée au risque inondation.

Ce document a pour objectif de caractériser le risque inondation et de préconiser des mesures visant à réduire la vulnérabilité des biens et des population. Le PPRI est réglementaire et est établi et approuvé par les services de l'État en concertation avec la ville, agglomération et la population (enquête publique). Le PPRI vaut servitude d'utilité publique pour toute autorisation d'urbanisme située en zone à risques. Il est opposable à toute personne publique et privée. C'est le document qui exerce les plus fortes contraintes quant au risque inondation sur notre aire d'étude.

Nous avons donc utilisé principalement le PPRI Tours Val de Luynes pour établir notre carte synthèse de la réglementation. En effet, grâce au PPRI nous avons pu répertorier les espaces impactés par les inondations et les ruptures de digue. Le PPR nous a permis de déterminer les espaces touchés par le risque de mouvement de terrain qui applique lui aussi une contrainte sur notre territoire. Afin de rendre cette carte la plus représentative possible, nous avons décidé d'y représenter non pas la crue centennale mais la crue trentennale. En effet, nous pouvons observer qu'avec cet événement plus "fréquent", impacts seraient déjà très important sur le territoire. De plus, nous avons décidé d'y représenter les ZDE (Zones de Dissipation d'Énergie : Zone de danger représentant l'aléa rupture de digue qui entraînerait une entrée d'eau massive avec une vitesse importante, érosion des sols et destruction de bâti). Ces zones couvrent une grande partie du territoire étudié, ce qui en fait un aléa important sur le territoire.

<sup>10</sup><http://www.indre-et-loire.gouv.fr/Politiques-publiques/Risques-naturels-et-technologiques/Plan-de-prevention-des-risques-inondations>



## Synthèse de la réglementation concernant le risque sur la zone d'étude

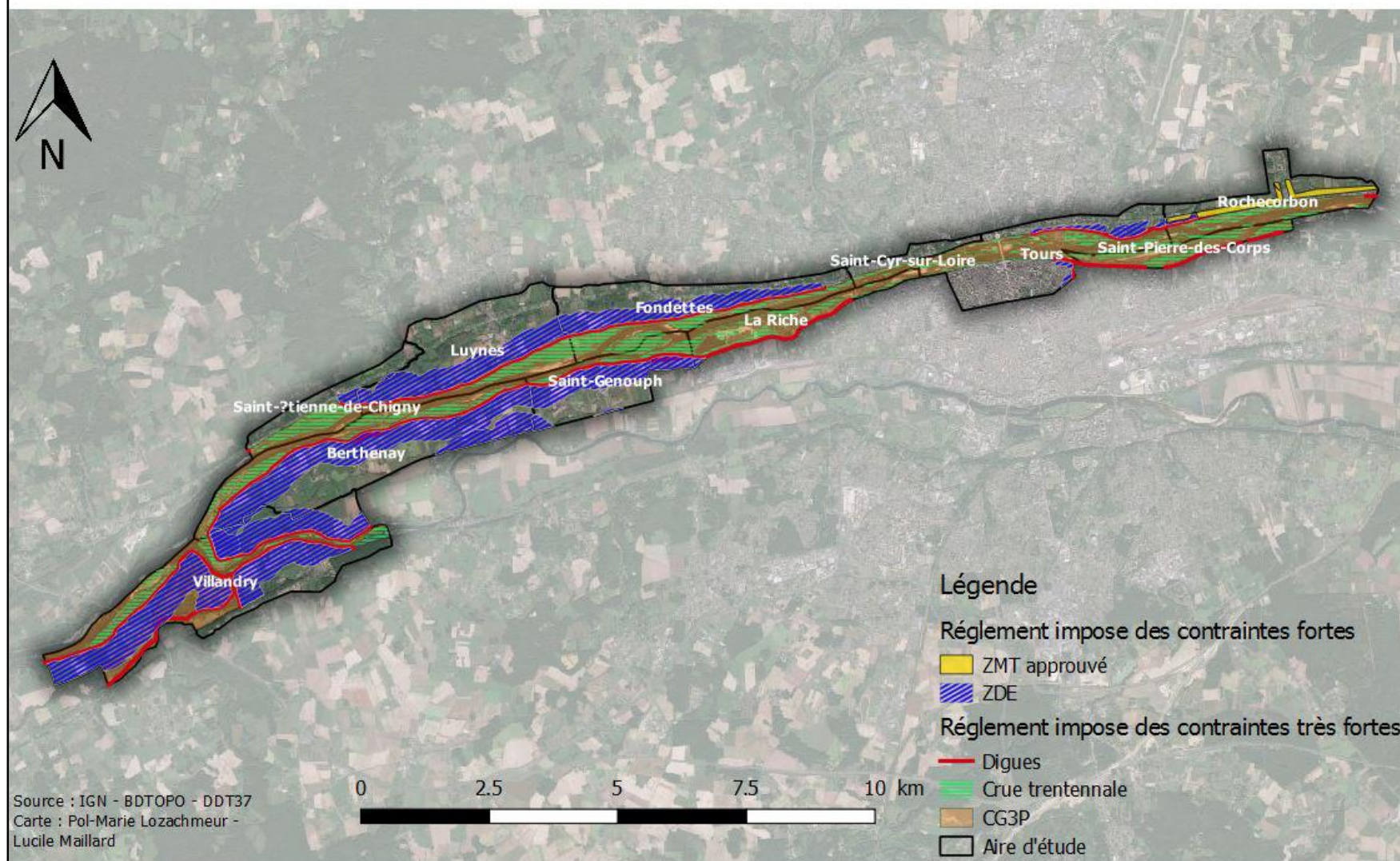


Illustration 5: Synthèse de la réglementation concernant le risque



## 1.2. Une biodiversité à préserver

### 1.2.1. Une notion récente qui recouvre une réalité complexe

Le terme “biodiversité” (issu de la contraction en anglais des termes “biological” et “diversity”) a été introduit dans les années 1980. Il a été rapidement adopté et vulgarisé si bien qu’il est parfois difficile de se rendre compte de ce que recouvre cette notion complexe.

En effet, la biodiversité peut être appréhendée à 3 niveaux qui sont interdépendants :

- diversité écosystémique (diversité des écosystèmes<sup>11</sup>)
- diversité spécifique (diversité des espèces vivantes présentes sur Terre)
- diversité génétique (diversité des gènes de tous les êtres vivants)

On peut ainsi résumer la biodiversité comme étant “le tissu vivant de la planète”.

### 1.2.2. Une prise de conscience nécessaire qui met du temps à apparaître

Le concept de “biodiversité” est apparu dans les années 1980 mais le fait de se préoccuper de la “conservation” des espèces et de la nature date de la fin du XIXème.

En effet, dès lors, des personnalités diverses (artistes, associations de tourisme etc) ont pris conscience de la fragilité des patrimoines naturels face à l’industrialisation galopante. Dans les années 1920 cette prise en compte est même étendue aux relations entre les espèces et le milieu.

Cependant, c’est au cours des années 70, avec la mise en évidence de l’impact des dérèglements climatiques sur la disparition des dinosaures, et les découvertes d’une biodiversité marine jusqu’à lors insoupçonnée, que le débat est relancé. Les découvertes des années 80 font prendre en compte la faiblesse du recensement des espèces par rapport à ce qui est estimé. Or c’est aussi à ce moment là qu’il y a une prise de conscience que de plus en plus d’espèces sont menacées ou en voie de disparition. On se rend alors compte que l’on ne connaît pas la majorité des espèces en train de disparaître.

Les années 90 voit naître les prémices du développement durable. Notamment suite à une sensibilisation de plus en plus importante de la population quant aux impacts des activités humaines sur le climat, l’environnement.. On comprend que si les extinctions d’espèces sont un phénomène normal, l’accélération de celles-ci est en revanche d’origine anthropique. La “sixième extinction de masse” est attribuée à l’action de l’Homme sur la planète.

Dès lors la préservation de la biodiversité à ses 3 échelles au travers du développement durable devient un thème important dans la vie politique, économique etc..

<sup>11</sup>Un écosystème est le résultat d’interactions entre différentes populations d’espèces différentes à la fois entre elles et avec le milieu ambiant.

Le Sommet de la Terre à Rio en 1992 va permettre de formaliser ces considérations pour un très grand nombre d'états. En effet, c'est lors de cette rencontre qu'est lancé officiellement le programme ambitieux de "lutte mondiale contre les changements climatiques, l'érosion de la biodiversité, la désertification, et l'élimination des produits toxiques"<sup>12</sup>.

### 1.2.3. Des objectifs mondiaux qui se traduisent au niveau national

Ainsi, suite à des découvertes scientifiques mettant en évidence l'action néfaste de l'Homme sur le climat et la biodiversité il y a eu une prise de conscience mondiale de l'importance de préserver la biodiversité. Des objectifs sont alors mis en place pour limiter l'impact humain (Sommet de la Terre à Rio en 1992).

En France ces objectifs ont été traduits au travers des différentes lois et orientations. Celles-ci menant à la création d'espaces protégés et ayant pour but la préservation de la biodiversité. Ces lois ont aussi été prises en compte dans les documents d'urbanisme, afin d'essayer de réduire au maximum l'impact de l'expansion urbaine sur la biodiversité et d'inciter à créer des villes plus vertes.

Comme on peut le voir, au regard des différentes lois qui ont vu le jour en France, la protection de la nature a été précédée par la protection des monuments et des paysages. Cette volonté ayant été renforcée en 1993 par la **Loi Paysage**.

Puis peu à peu des actions plus larges concernant davantage la préservation de la biodiversité ont été mises en place. Notamment la **création des Parcs Nationaux** et la mise en place de la **Loi sur la Protection de la Nature**.

Des **plans nationaux de protection des espèces menacées** ont été lancés afin d'avoir une politique cohérente dans toutes les régions de France.

Lors du Sommet de la Terre de Rio (1992), une convention internationale sur la diversité biologique (CDB) a été ouverte à la signature. En ratifiant cette convention la France a accepté de reconnaître "la conservation de la biodiversité comme étant une « préoccupation commune à l'humanité » et une partie intégrante au processus de développement"<sup>13</sup>.

La **Stratégie Nationale pour la Biodiversité (SNB)** est l'application française de cet engagement. La première phase (achevée en 2010) a résulté en la mise en place de plans d'actions sectoriels. La seconde phase 2011-2020 (qui réaffirme l'engagement de la France) vise à engager davantage tous les acteurs afin de répondre aux 20 objectifs fixés par la SNB.

La **loi Grenelle I** en instaurant la **Trame Verte et Bleue** a renforcé la prise en compte de la biodiversité et de la notion de paysage dans l'aménagement. En imposant la création de continuités écologiques même au sein des villes la biodiversité redevient un élément important lors de projets urbains.

<sup>12</sup>[https://fr.wikipedia.org/wiki/Sommet\\_de\\_la\\_Terre#Liste\\_des\\_sommets\\_de\\_la\\_Terre](https://fr.wikipedia.org/wiki/Sommet_de_la_Terre#Liste_des_sommets_de_la_Terre)

<sup>13</sup>Site internet du Ministère de la transition écologique et solidaire (<http://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/strategie-nationale-biodiversite>)

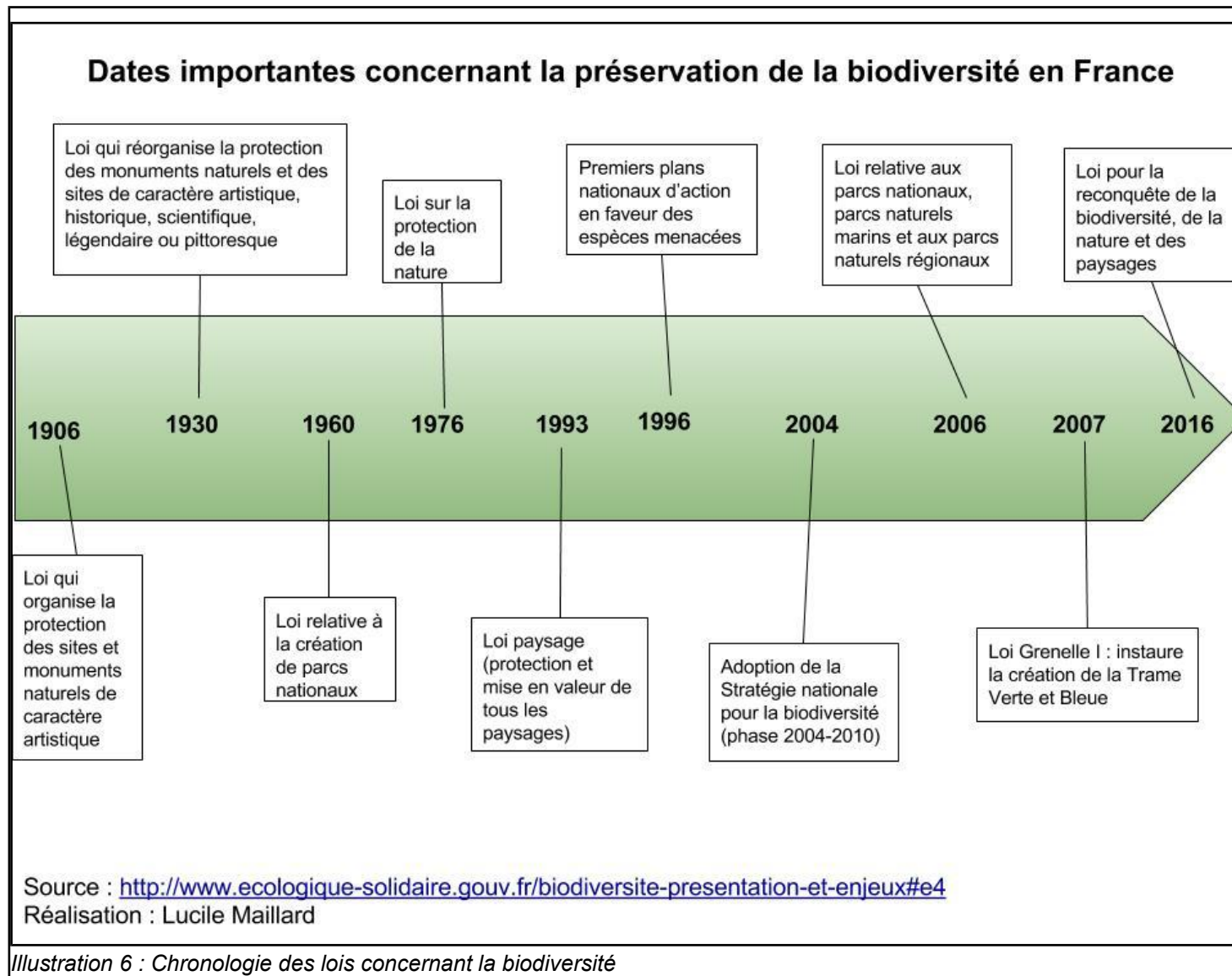


Illustration 6 : Chronologie des lois concernant la biodiversité

Enfin, la **loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages**<sup>14</sup> en 2016 réaffirme l'ambition de la France de se tourner vers l'excellence en matière d'environnement. Elle entend notamment faire appliquer de manière concrète les objectifs de la SNB dans les choix publics et privés. Les questions relatives à l'aménagement étant majeures (séquence éviter-réduire-compenser doivent être plus importantes, la biodiversité urbaine doit être prise en compte dans les plans climat-énergie territoriaux, l'urbanisation commerciale a l'obligation d'intégrer la dimension environnementale etc...).

En France le contexte réglementaire incite donc très fortement à la prise en compte de la question de la biodiversité tant du point de vue public que du point de vue privé. On peut donc voir une volonté nationale de considérer la biodiversité et l'environnement comme étant des préoccupations majeures qui doivent être intégrées lors d'aménagements. C'est en effet par le biais de l'aménagement du territoire, qu'a été amorcée la considération de la biodiversité par l'Etat avec la mise en place de plans permettant la sauvegarde des monuments. La loi pour la reconquête

<sup>14</sup>Site internet du Ministère de la transition écologique et solidaire (<http://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/loi-reconquete-biodiversite-nature-et-des-paysages>)

de la biodiversité, de la nature et des paysages a poursuivi dans cette dynamique en renforçant les contraintes environnementales devant être prises en compte lors des aménagements.

#### 1.2.4. La requalification des fronts fluviaux, quelle prise en compte de la biodiversité lors des projets ?

Nous allons maintenant voir comment, dans les projets de réaménagement des bords de fleuve, sont appréhendées la biodiversité et la nature. En effet, on a pu voir qu'il y a une préoccupation nationale quant à la protection et préservation de la nature. Qu'en est-il lors de la réalisation de projets autour d'un espace "naturel" (il serait en effet faux de considérer que le fleuve est naturel, voire sauvage, car celui-ci est le résultat de l'action de l'Homme : digues, canalisation etc..). Ainsi, il est souhaité une "ouverture de l'espace au public tout en préservant les caractéristiques du milieu naturel"<sup>15</sup>. Le fait de requalifier les fronts fluviaux permet de restituer un espace naturel à la population, ce qui rend plus facile la mise en place d'opérations de densification de la ville.

Toutefois malgré cette volonté on peut se rendre compte que pour les réappropriations qui ont déjà eu lieu le fleuve est davantage considéré comme un "vecteur symbolique". Il apporte une identité et est un outil qui permet de revaloriser des "marges urbaines". On lui attribue une dimension patrimoniale, on met en avant les projets porteurs d'une identité paysagère.

Cependant dans la réalité cela se traduit principalement par des actions de protection et de conservation du patrimoine.

En effet, il faut savoir que, dans la majorité des cas, la réappropriation des fronts fluviaux se fait pour répondre à des enjeux économiques. Ce sont les évolutions actuelles qui poussent à trouver un moyen de redynamiser économiquement les espaces fluviaux. On prend en compte l'existant, on valorise le patrimoine et on met en avant la proximité visuelle avec le fleuve. Cependant, cela se fait dans le but d'attirer des acteurs économiques (principalement le secteur immobilier) ce qui explique que la réappropriation des fronts fluviaux résulte souvent en une privatisation et une commercialisation des berges.

Ainsi, malgré une politique nationale qui incite à protéger et mettre en valeur la biodiversité, on constate que les préoccupations écologiques telles que l'intégration de l'hydrosystème comme milieu de vie au coeur de la ville ne sont pas en réalité le coeur du sujet.

De plus, le travail d'aménagement en ce qui concerne la biodiversité relève de l'esthétique "un platane est planté comme on poserait une sculpture ; un mur est peint en vert, ou une façade vient symboliser une forêt"<sup>16</sup>. On ne considère pas la biodiversité mais plutôt la symbolique de la nature. Une nature artificielle qui correspond aux attentes paradoxales de la population (désir de nature en ville mais peur du côté "sauvage" la nuit).

En conclusion on pourrait dire que malgré une politique nationale et même locale qui vise à mettre en avant et protéger la biodiversité la réalité est autre.

<sup>15</sup>**Sylvain Rode**, « *Reconquérir les cours d'eau pour aménager la ville* », Cybergeographie : European Journal of Geography [En ligne], Aménagement, Urbanisme, document 806, mis en ligne le 30 janvier 2017, consulté le 11 juin 2017.

<sup>16</sup>**Sophie Bonin**, « Fleuves en ville : enjeux écologiques et projets urbains », *Strates* [En ligne], 13 | 2007, mis en ligne le 22 octobre 2008, consulté le 11 juin 2017

Les études qui ont été menées sur les projets de requalification des fronts fluviaux ont montré que l'intégration de l'hydrosystème n'est pas un aspect envisagé. De plus, si ces projets sont communiqués comme permettant une proximité avec la nature il faut tout de même avoir un regard critique. La biodiversité est en réalité réduite à l'idée de la "nature" (parc, arbres etc..) qu'a la population. En effet, on n'intègre pas le fleuve (avec ses dynamiques, sa faune et sa flore) au fonctionnement de la ville. On l'utilise comme un élément patrimonial et visuel et l'on prévoit des espaces de "nature sous contrôle", qui sont une sorte de synthèse des attentes sociales et d'une volonté de préserver des espaces de nature comme élément de valorisation économique. Ainsi la biodiversité n'est bien souvent pas préservée pour elle même mais davantage comme un élément permettant d'obtenir une valorisation économique.

Notre aire d'étude n'a pas encore fait l'objet d'aménagements de ces fronts fluviaux. Nous allons donc nous intéresser à la réglementation qui concerne notre aire d'étude afin de voir quels sont les espaces estimés comme étant à enjeu.

### 1.2.5. Documents réglementaires

C'est en transposant les lois et en créant des zonages spécifiques pour les espaces identifiés à enjeu que l'on peut prendre en compte la biodiversité dans les projets d'aménagements.

Ainsi en ce qui concerne la biodiversité on retrouve différents documents réglementaires et différents zonages qui vont des simples inventaires faunistiques et floristiques à des arrêtés précis qui seront pris en compte dans les documents d'urbanisme et permettront ainsi de concilier urbanisation et préservation de la biodiversité.

Le SCoT affiche une ligne directrice très claire pour la métropole Tours Val de Loire : "La Nature, une valeur capitale : le projet d'aménagement et de développement durable du SCoT ambitionne de protéger et valoriser les espaces naturels, agricoles, forestiers et les paysages, de remettre en bon état les continuités écologiques et de lutter contre l'étalement urbain."<sup>17</sup>

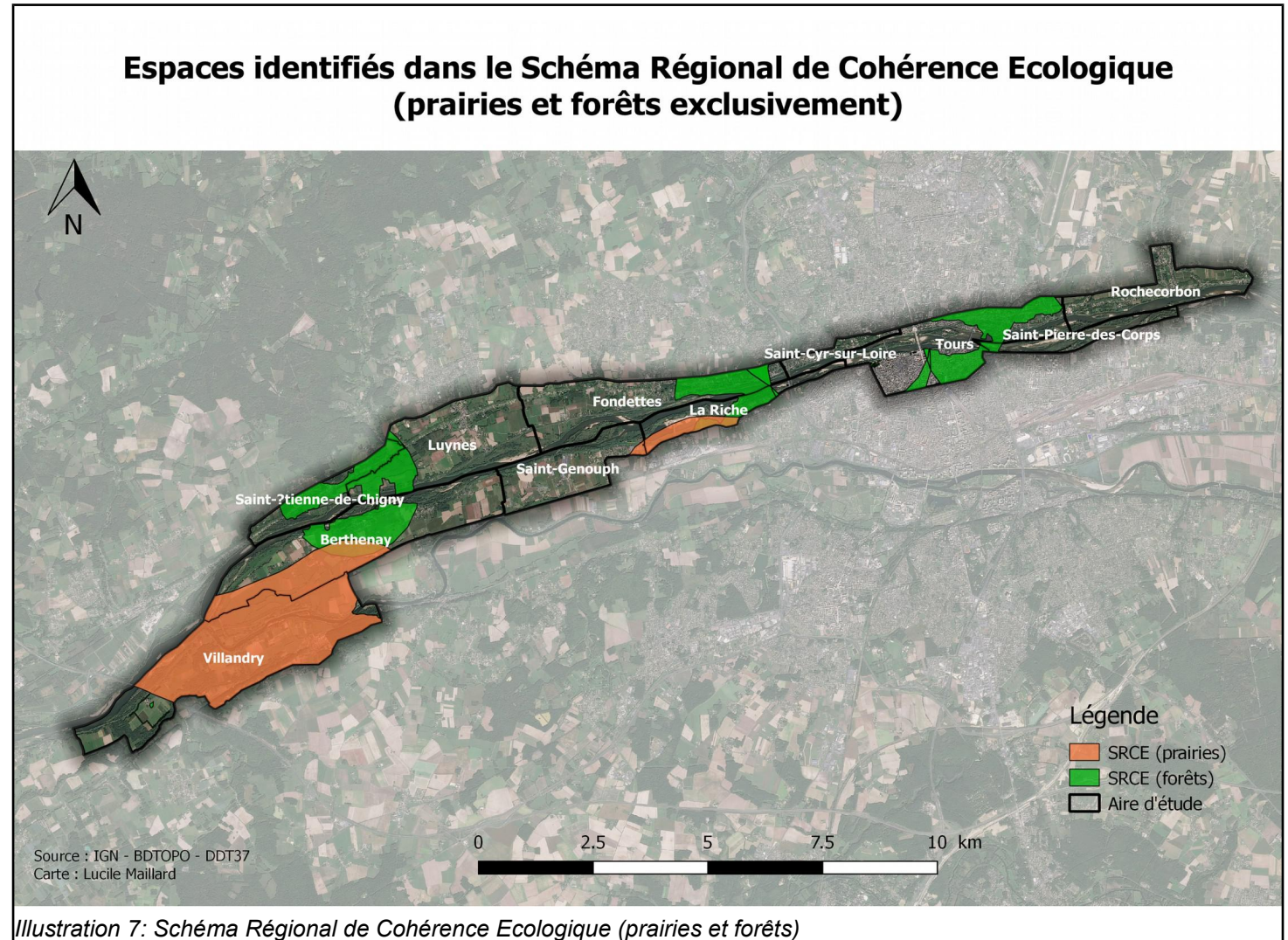
D'un point de vue réglementaire en ce qui concerne la biodiversité on peut citer :

- **La Directive Cadre sur l'Eau** : il s'agit d'une directive européenne qui s'applique aux Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SDAGE) et aux Schémas d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SAGE).
- **Les lois Grenelle** : instaurées à l'échelle nationale lors des Grenelle de l'Environnement elles donnent les orientations et les obligations qui vont être prises en compte dans les documents d'aménagement et documents de gestion
- **Le Code de l'environnement** : il s'applique au document d'urbanisme de manière directe mais aussi indirecte. En effet, c'est le code de l'environnement qui oblige à la mise en place des Plans de Prévention des Risques (qui sont des servitudes pour les documents d'urbanisme).

<sup>17</sup>Projet d'Aménagement et de Développement Durables du SCoT de l'agglomération Tourangelle (page 6)



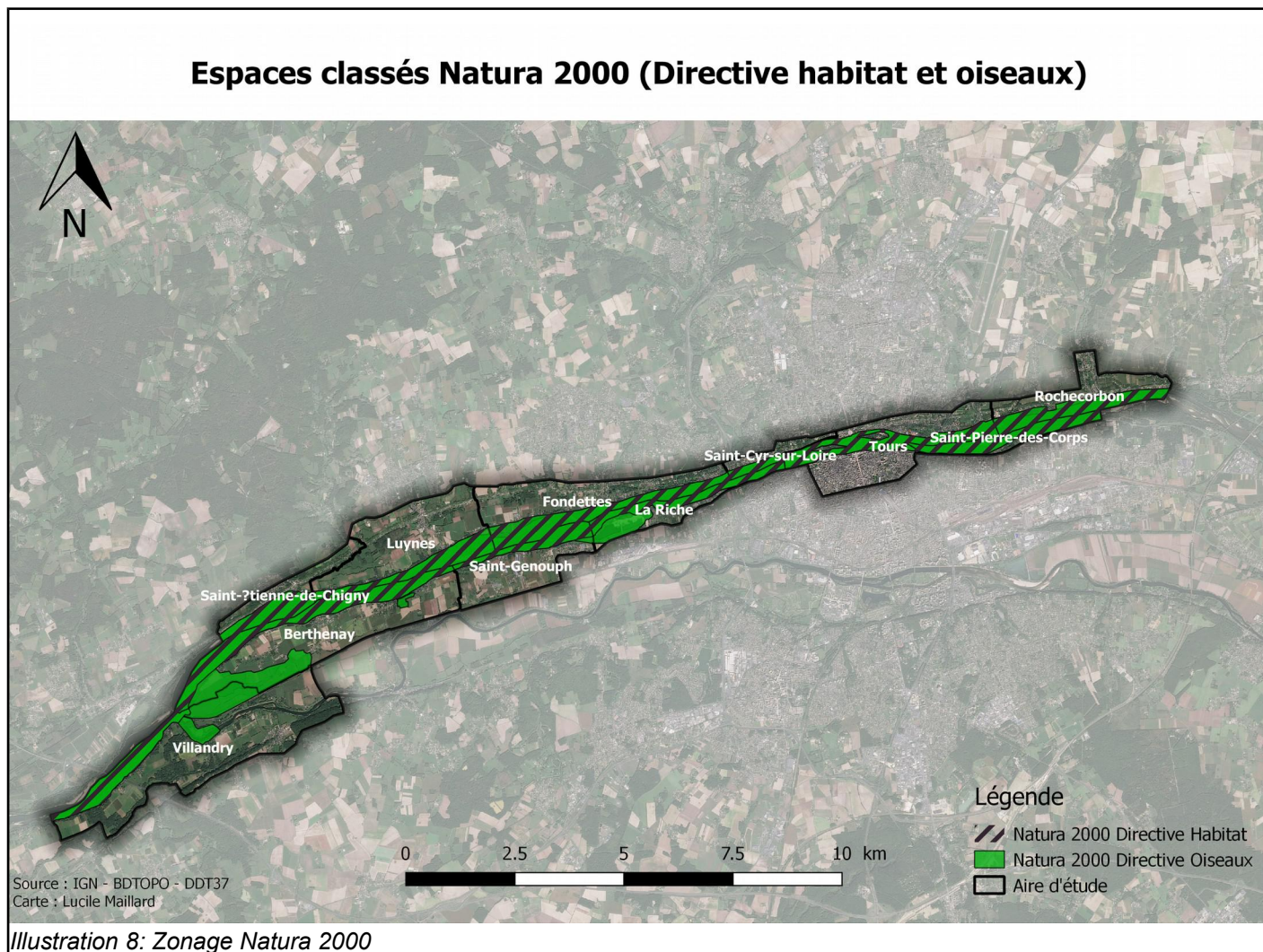
- **SDAGE et SAGE** il s'agit de document d'aménagement et de planification qui s'applique par compatibilité aux SCoTs et aux PLUs. Ils permettent la mise en place d'une gestion équilibrée de la ressource en eau.
- **Schéma Régional de Cohérence Ecologique** : il s'agit d'un schéma dont l'un des objectifs est de participer à la mise en place de la Trame Verte et Bleue. Le SRCE n'est pas opposable au tiers mais doit être pris en compte lors de l'élaboration des documents tels que les SCoT et les PLU. De plus ce schéma doit pouvoir s'articuler avec les autres directives (Natura 2000, Arrêté de Protection de Biotope..).





Sur notre territoire d'étude de manière plus spécifique on retrouve différents zonages. On peut retrouver ainsi le SRCE (détaillé ci-dessus) mais aussi :

- **Des espaces classés au titre de Natura 2000 (Directive Oiseaux et Directive Habitat) :** ces espaces ne constituent pas une servitude d'utilité publique et ne présente ainsi pas d'interdiction particulière. La DREAL veille cependant à leur prise en compte dans les documents d'urbanisme. Il faut toutefois noter que les sites Natura 2000 sont de plus en plus considérés car les états européens sont soumis à une obligation de résultat les concernant. Ainsi afin de préserver les sites une partie des activités (listée dans un document officiel propre à chaque site) sont soumises à une évaluation des incidences Natura2000 afin "d'assurer la conservation des habitats naturels et des espèces ayant justifié la désignation des sites" <sup>18</sup>. On peut dire que, si le réseau Natura 2000 constitue une contrainte (réalisation d'une évaluation des incidences

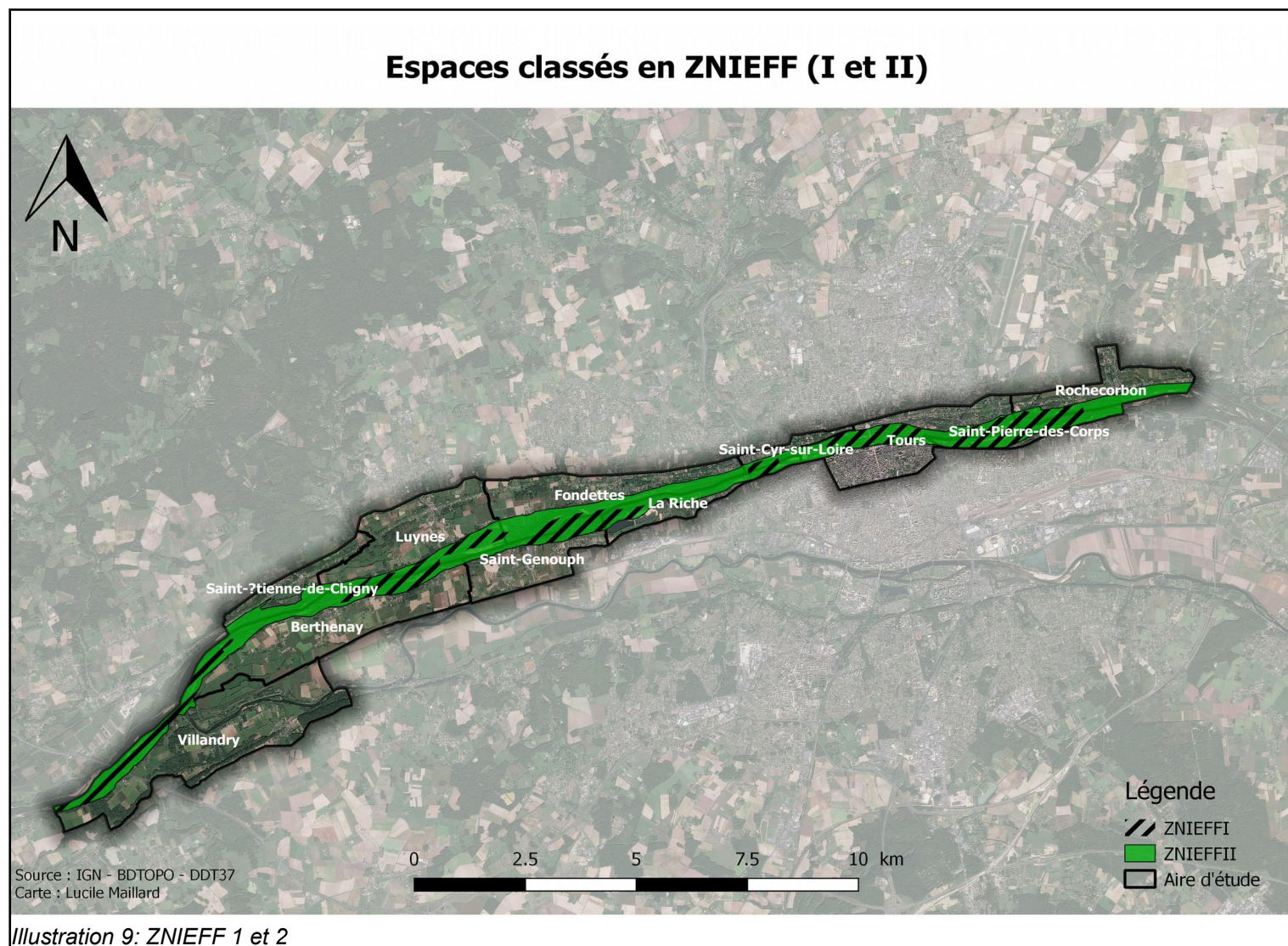




dans la majorité des cas) par rapport aux projets, celle-ci est tout de même assez faible car les projets peuvent être réalisés s'ils passent cette étape avec succès.

**- Les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (type I et type II) :**

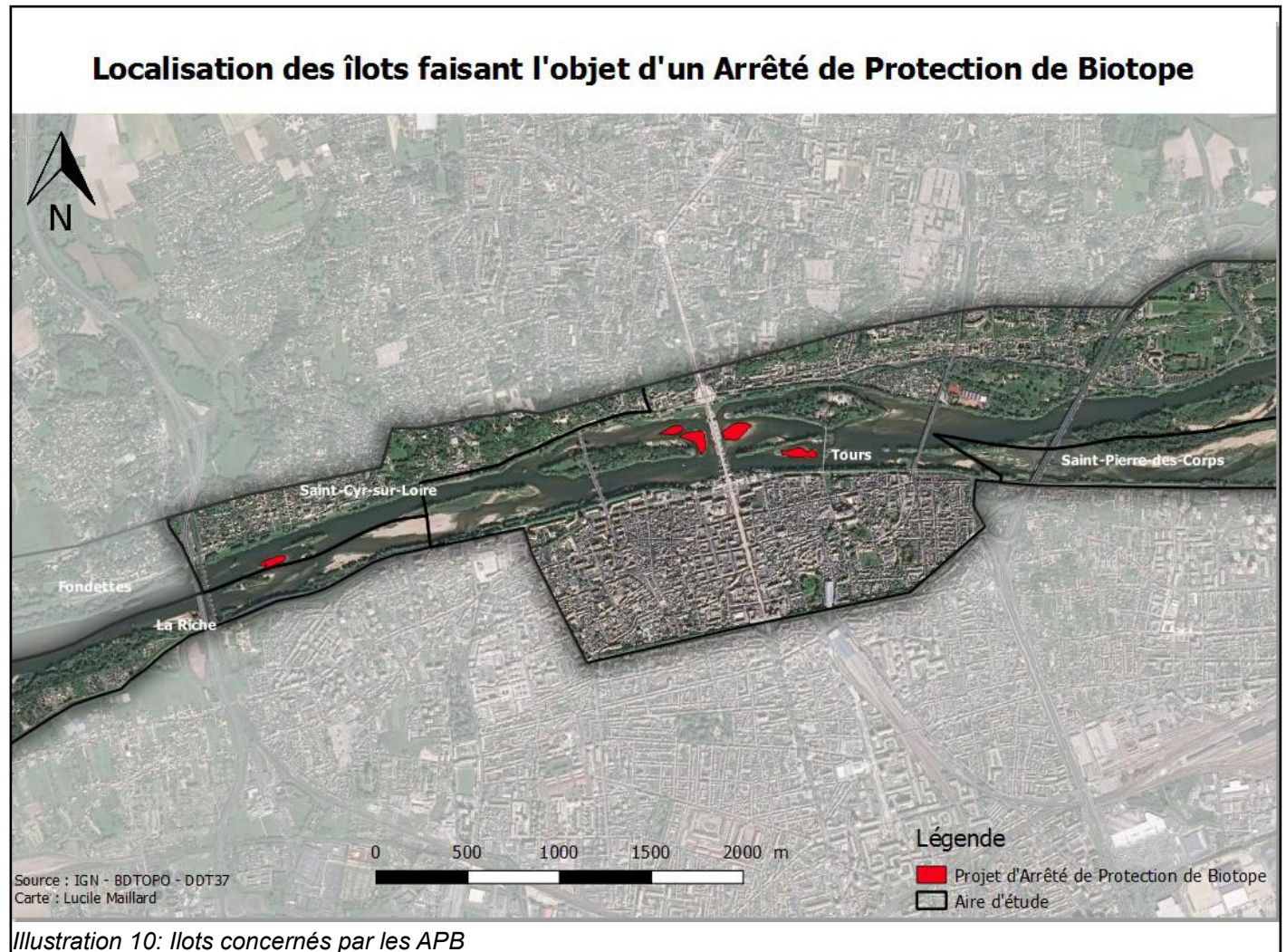
ce sont des espaces qui sont identifiés grâce à des inventaires scientifiques comme ayant un intérêt écologique important. Les ZNIEFF de type 1 étant les espaces les plus intéressants et présentant un enjeu de conservation voire de valorisation. Cependant, ce sont principalement des outils qui permettent la "définition de la politique de protection de la nature"<sup>19</sup>. Ainsi, sans faire l'objet d'une portée juridique, les ZNIEFF doivent être prises en compte dans les documents d'urbanisme et, à ce titre seulement, présente des contraintes particulières (classement en zone N dans la majorité des cas).



<sup>19</sup><http://www.conservation-nature.fr/article3.php?id=148> (06/06/2017)



- **Arrêté de protection de biotope** : l'APB est la mesure la plus contraignante en ce qui concerne les projets sur la Loire. En effet, les arrêtés concernent des îlots présents dans le lit mineur de la Loire. Afin de protéger les sternes qui y nichent, ils sont totalement inaccessibles à l'Homme pendant les périodes de reproduction et de nichage. Il est important de relever que, malgré le fait que lorsqu'ils sont en vigueur les APB restreignent beaucoup l'activité humaine, ils doivent cependant être limités dans le temps ("en fonction de la durée nécessaire au rétablissement de la ou des espèces concernées"<sup>20</sup>). Les arrêtés doivent être pris en compte dans le zonage des PLU.



Les contraintes, dues à une prise en compte croissante de la biodiversité, sur notre territoire d'étude peuvent ainsi être répertoriées de la façon suivante.



## Synthèse de la réglementation concernant la biodiversité

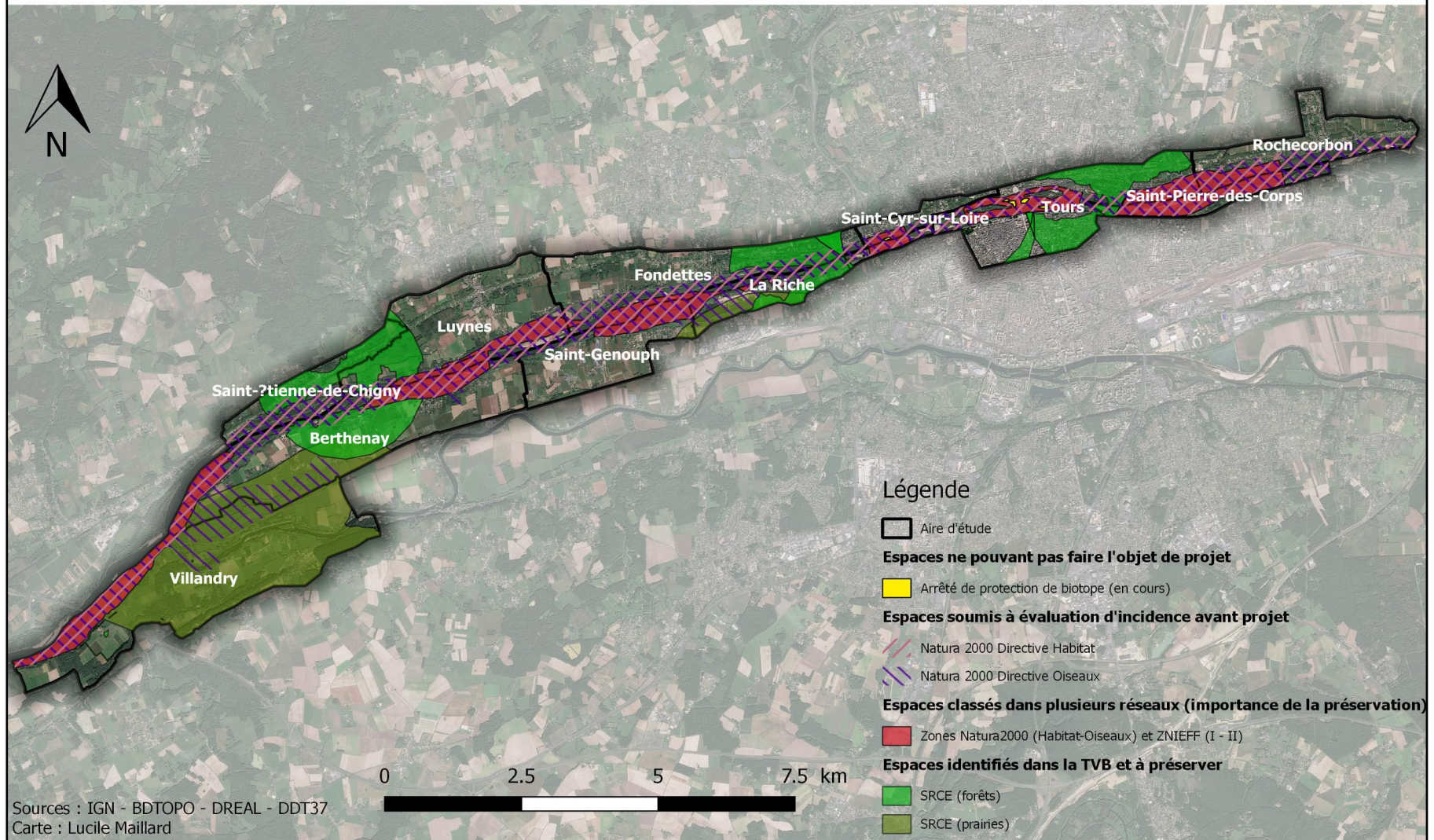


Illustration 11: Synthèse de la réglementation concernant la biodiversité





*Illustration 13: "Banc de sable APB, Tours" Paul D*



*Illustration 12: "Méandres et bancs de sable APB, Tours" Paul D*

## 1.3. La question des usages liés au fleuve

### 1.3.1 Un territoire, riche d'une longue histoire, que l'on cherche à se réapproprier

Les bords de Loire dans l'agglomération de Tours et sur l'ensemble du linéaire ont évolué dans l'histoire, que ce soit leurs formes ou les usages qui s'y trouvent. Le fleuve est aujourd'hui considéré comme un élément de mémoire, un bien transmis, un objet d'amélioration du cadre de vie<sup>21</sup> mais cela n'a pas toujours été le cas. La valorisation des berges en milieu urbain ou le retour au fleuve est un sujet d'actualité car le fleuve, et l'eau de manière générale, sont de plus en plus vus comme porteurs d'une sensibilité collective (un bien commun) qui tend à être valorisée dans nos sociétés urbaines contemporaines<sup>22</sup>.

Après une période de "symbiose" entre les villes et les cours d'eau, les villes se sont petit à petit éloignées de leur fleuve à partir de la révolution industrielle.

Pendant la période des Lumières, les villes ont été asséchées pour des questions d'hygiène. Lors de la révolution industrielle, l'implantation des usines (tanneries, abattoirs...) va se faire sur les berges coupant ainsi la ville de son fleuve<sup>23</sup>.

A partir du XVIIIe les quais vont remplacer les grèves pour protéger la ville des crues. La navigation commerciale sur la Loire à Tours, disparaîtra totalement à la fin du XIXe siècle<sup>24</sup> à la suite du développement de la voiture et du chemin de fer. Cette navigation a façonné le fleuve : les ports, les anneaux et les anciennes cales, les épis et les duits en sont les vestiges.

La Loire n'étant plus navigable, le milieu du XIXe siècle voit de nouveaux usages se développer, les plus emblématiques étant les bains d'utilité publique dans la plupart des villes françaises, puis dans les années 1960, les communes préfèrent les interdire pour ne pas endosser la responsabilité des noyades ce qui pourrait ruiner l'aspect touristique du fleuve<sup>25</sup>.

A la fin des années 60, les digues et autres quais sont accaparés par les routes et autoroutes urbaines. Les passeurs de Loire disparaissent à la même époque. La voiture parachève ainsi la séparation entre les villes et le fleuve. Aujourd'hui encore, les quais de Tours en portent les traces, la rue des Tanneurs, l'avenue Proudhon, le quai Paul Bert ou le quai de Saint-Cyr-sur-Loire en sont les meilleurs exemples.

Petit à petit, les activités sur la Loire se font moins importantes et le fleuve est vu comme un espace dangereux et non maîtrisable. Cette impression sera renforcée au début des années 80 après l'effondrement du Pont Wilson, une des causes étant les extractions massives de granulats réalisées dans le lit mineur de la Loire jusqu'au début des années 90.

Les espaces laissés par la navigation se retrouvent donc isolés entre l'eau du fleuve, les friches industrielles et la voirie. Ils sont petit à petit délaissés car peu accessibles. Ce manque d'accessibilité étant un paradoxe car ils sont généralement situés au cœur des villes. Ceci explique que, depuis une

21Note de synthèse réalisé par Gabriele Lechner, "DGHUC, Le fleuve dans la ville, La valorisation des berges en milieu urbain, Paris 2017"

22Sylvain Rode "Reconquête urbaine de la Loire et risque d'inondation : des représentations aux aménagements urbains" <https://geocarrefour.revues.org/7960>

23Note de synthèse réalisé par Gabriele Lechner, "DGHUC, Le fleuve dans la ville, La valorisation des berges en milieu urbain, Paris 2017"

24"La ville et le fleuve aujourd'hui, renouer avec la Loire à Tours Nord" Master 2 Environnement, Territoire et Paysage 2014-2015

25 Panneaux de l'exposition "Plaisirs de Loire", Mission Val de Loire

vingtaine d'années, ils font l'objet de questionnements quant à leur reconversion, leur mise en valeur et leur dynamisation<sup>26</sup>.

Les acteurs publics utilisent donc depuis quelques années le vocabulaire du "re": renouer, retisser, revenir, ré-investir, réapproprier. On cherche à retourner vers cet espace oublié qu'est le fleuve.

Dès les années 60 aux Etats-Unis puis dans les années 80 en France, plusieurs villes fluviales ont entamé des réflexions sur leurs "waterfront"<sup>27</sup>.

La waterfront attitude<sup>28</sup> qualifie la reconquête des espaces oubliés des fleuves pour des questions, tout d'abord économiques. L'espace libre en centre ville était devenu victime de désertification et de dégradation. La réaffectation des friches portuaires offre une opportunité de modifier les perceptions mais aussi de faire émerger de nouvelles pratiques et de réhabiliter une culture du fleuve.

Cette nouvelle prise en compte du risque inondation et de la biodiversité se développe dans le monde, en particulier par le besoin de plus en plus important de nature. On veut créer des points de vues et des espaces dégagés dans des villes toujours plus compactes et surchargées (on peut citer la reconquête des docks de Londres).

Les atteintes à l'environnement commencent à être prises en considération. Dans les villes possédant un fleuve, celui-ci redevient un espace de nature intéressant, ainsi, de nombreuses opérations naissent pour nettoyer les fleuves urbains. En 1981, la naissance des "contrats de rivières" vient formaliser ce retour qui rassemble le ministère de l'environnement, des élus, le préfet, et l'agence de bassin. Viennent ensuite la loi sur l'eau de 1992 puis les directives européennes des années 2010<sup>29</sup>.

Aujourd'hui, les nombreux projets de requalification des berges sont impulsés par les collectivités et non plus par l'Etat. Les contraintes réglementaires se multiplient et à cela il faut ajouter la modification des rapports d'influence entre les nombreux acteurs. La Loire, faisant partie du domaine public fluvial (DPF), est encore gérée par l'Etat mais se voit de plus en plus contrôlée et influencée par les municipalités, la balance des pouvoirs et des financements allant dans le sens des collectivités. Il est donc impératif que les préoccupations de l'Etat et des collectivités ligériennes se recoupent. Les usages du fleuve doivent donc être contrôlés, certains devant être limités voire complètement interdits tandis qu'au contraire il est intéressant d'en promouvoir d'autres.

Lors de nos entretiens avec les différents services de la DDT et de la DREAL (uniquement sur le volet paysage), nous avons repéré une quarantaine d'usages différents (nature de l'usage ou bien localisation très spécifique), sur la Loire et ses bords aujourd'hui, dans l'agglomération tourangelle.

Les services de l'Etat (DDT et DREAL Paysage)<sup>30</sup> et les propositions citoyennes exprimées grâce à l'outil Carticipe dans le cadre du concours "Envies de Loire" nous ont permis de lister les usages suivant sur la Loire tourangelle (classement reprenant les catégories proposées par le concours "Envies de Loire"):

26Note de synthèse réalisé par Gabriele Lechner, "DGUIHC, Le fleuve dans la ville, La valorisation des berges en milieu urbain, Paris 2017"

27Mot anglais désignant une partie d'une ville proche d'une zone d'eau comme une rivière ou la mer, Cambridge Dictionary

28Formule empruntée à Rachel Rodrigues-Malta, « Une vitrine métropolitaine sur les quais. Villes portuaires au sud de l'Europe », Les Annales de la recherche urbaine, n° 97, décembre 2004, p. 93-101.(CDU)

29Berthier, Isabelle, « Pour que l'eau vive », Diagonal, n° 89-90, mai-juillet 1991, pp.12-14 (CDU); Cherier, Gilles, « Le SDAGE, les SAGE et la DCE : des outils pour la gestion de l'eau », Les Cahiers de l'IAURIF : Le fleuve. Un système, des territoires, des acteurs, op. cit., pp. 51-54.(CDU)

30Entretiens avec les services de la DDT 37 et DREAL Paysage, 2017

Carte/thème	Usage
Loisirs	Guinguettes
	Programmations culturelles
	Parcs d'attraction (Lulu parc, projet de parc animalier)
	Baignade
	Bivouac
	Descentes de Loire : canoës, paddles et planche à voile
	Pêche amateur
	Chasse
	Loire à Vélo
Touristique	Restaurants (sur les berges ou dans le lit du fleuve)
	Monuments historiques (abbaye de Marmoutier)

	Loire à Vélo
	Projets touristiques (découverte de la nature)
	Camping
Urbaine	Parkings sur les berges
	Circulations sur les berges et les traversées de Loire (revoir la place de la voiture et des circulations douces)
	Habitat vulnérable à différents titres (Îles noires, ile Aucard, logements encastrés dans les digues, terrains des gens du voyages de Luynes et Fondettes, personnes en marge de la société)
	Accessibilité au fleuve
	Prélèvement de l'eau de Loire pour l'eau potable
Nature et exploitation du territoire	Agriculture (conventionnelle, agro-pastoralisme et maraîchage)
	Pêche professionnelle
	Réserves de pêche
	Navigation de Loire (port, batellerie)

Tous ces usages ne sont pas présents aujourd'hui sur la Loire, certains appartiennent au passé, certains sont en cours de développement sur l'agglomération tandis que d'autres sont hypothétiques sur la Loire à Tours aujourd'hui. Ce sont généralement des usages qui existent sur le linéaire de la Loire hors de Tours ou qui ont existé à Tours sur la Loire ou ses affluents.

Tous ces usages sont limités, influencés ou promus par les questions de risques et de biodiversité, qu'ils soient légaux ou non. Il faut donc prendre en compte les réglementations en vigueur, ainsi que les règlements et les programmes propres aux politiques de la ville.

### 1.3.2 Les documents de réglementation en milieu urbain

Ainsi afin de réglementer les différents usages que l'on peut retrouver sur le linéaire de la Loire on peut retrouver des nombreux schémas et documents qui régissent l'urbanisme et par là les orientations de la ville concernant le territoire. Cela permet d'orienter les projets selon des lignes qui correspondent aux enjeux portés par les différentes institutions. C'est donc au travers de ces documents que les usages vont être promus ou au contraire beaucoup plus limités.

Tout d'abord on retrouve des documents de planification :

- **SCoT**<sup>31</sup>:

Le SCoT est un outil permettant d'organiser et planifier les stratégies intercommunales. Ce schéma s'applique à une échelle importante, d'un large bassin de vie ou d'une aire urbaine. Le SCoT sert de référence pour les différentes politiques du territoire : organisation de l'espace, urbanisme, mobilités, habitat, environnement.. Comme de nombreux documents d'urbanisme, il doit respecter et mettre en place les valeurs du développement durable. Il s'agit de trouver un équilibre entre un développement urbain maîtrisé, le développement du territoire et le préservation des espaces verts et paysages. A cela s'ajoute, des contraintes environnementales et de mixité sociale. En formulant une ligne directrice pour les documents de planification (PLU(i), PDU, PLH) le SCoT assure une cohérence territoriale.

- **PLU(i)**<sup>32</sup> :

Le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) est le document qui établit le projet global d'urbanisme et d'aménagement d'une communauté de communes. Ce document décrit le fonctionnement et les enjeux de son territoire, il permet de mettre en place un projet de territoire cohérent et réglemente l'utilisation des sols (Que construire ? Où ? ). Ce document doit être compatible avec les documents d'urbanisme du territoire supérieurs comme le SCoT, les chartes des PNR, des SDAGE et SAGE ou encore des PDU. C'est un moyen de concilier usage humain avec la biodiversité et le risque

<sup>31</sup><http://www.cohesion-territoires.gouv.fr/schema-de-coherence-territoriale-scot>

<http://www.sysdau.fr/qu%E2%80%99est-ce-qu%E2%80%99un-scot>

<sup>32</sup>[http://www.maires-isere.fr/agenda2008/RII2015/PLUI\\_Rencontre%20Interco\\_AMI\\_18062015v2.pdf](http://www.maires-isere.fr/agenda2008/RII2015/PLUI_Rencontre%20Interco_AMI_18062015v2.pdf)  
<http://www.futura-sciences.com/planete/definitions/developpement-durable-plan-local-urbanisme-6984/>



- **PLH<sup>33</sup>** :

Le Programme Local de l'Habitat (PLH) est un document stratégique qui va planifier la politique locale de l'habitat. C'est à dire le parc privé, le parc public, gestion du bâti existant et des nouvelles constructions. Ce document doit aussi traiter les besoins en hébergement, la mixité sociale et le renouvellement urbain. Grâce à un diagnostic, le PLH va pouvoir définir des objectifs à atteindre (offre de logement, places d'hébergements).

Ainsi, le document va détailler précisément quel sera le programme pour chaque secteur concerné : le nombre et le type de logement à réaliser, les moyens mis à disposition, l'échéancier et les orientations relatives à l'application du code de l'urbanisme.

Dans le cadre d'une reconquête des fronts fluviaux, qui permet la revalorisation de marges urbaines et ouvre donc de nouveaux espaces, le PLH va devoir évoluer. Cependant la proximité du fleuve oblige la prise en compte de l'importance de la résilience du bâti, ce qui peut s'exprimer dans le PLH. C'est le document qui va permettre d'accompagner la reconquête des fronts fluviaux d'un développement urbain cohérent.

- **PDU<sup>34</sup>** :

Le Plan de Déplacement Urbain (PDU) va définir, à l'échelle d'un certain périmètre de mobilités urbaines (Périmètre de Transport Urbain), les principes d'organisations des transports de marchandises de personnes et de biens, de la circulation et du stationnement.

L'objectif principal est d'établir une stratégie afin de réduire le plus possible le trafic automobile, à développer les transports en commun et les modes de déplacements doux. Le but final étant de diminuer au maximum les nuisances sur la santé et la sécurité ainsi que le renforcement de la cohésion sociale.

Dans le contexte d'une requalification des fronts fluviaux et d'une volonté de développement des modes doux, le PDU permet la mise en place d'un nouveau mode de circulation sur les abords des fleuves en repensant les modes de cheminement et les stationnements en bordure de fleuve.

On retrouve ensuite des documents plus précis qui posent des contraintes plus spécifiques notamment par rapport aux projets. Ces documents font peser des contraintes plus importantes sur le territoire car ils permettent de protéger le patrimoine (excepté pour le CG3P) :

<sup>33</sup><http://www.collectivites-locales.gouv.fr/programme-local-lhabitat-plh>

<sup>34</sup><http://mobilite.agglo-tours.fr/index.php?idtf=43>

[http://outil2amenagement.cerema.fr/IMG/pdf/PDU\\_cle02ad4c.pdf](http://outil2amenagement.cerema.fr/IMG/pdf/PDU_cle02ad4c.pdf)

- **CG3P<sup>35</sup>** :

Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ou CG3P est publié par la Direction générale des collectivités locales. Il regroupe l'ensemble des lois concernant la gestion du domaine public et privé des personnes publiques. Ce code s'organise autour de trois thèmes qui sont la gestion des biens des collectivités territoriales, des établissements publics et les procédures d'acquisition de ces biens ainsi que leurs modes de cession.

Le CG3P est très important à prendre en compte dans le cadre des reconquêtes de fronts fluviaux car les fleuves font partie du Domaine Public Fluvial. Il réduit nettement les possibilités de construction dans le lit du fleuve et interdit la construction dans le lit endigué aux droits de digues.

- **PSMV<sup>36</sup>** :

En France, le Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur (PSMV) est un document d'urbanisme qui remplace le PLU dans le périmètre du secteur sauvegardé. La mise en place d'un secteur sauvegardé dans une ville vise à protéger le patrimoine historique et esthétique.

Les PSMV ont le même contenu que le PLU, sauf qu'il se concentre sur la protection du bâti et leurs prescriptions architecturales. Le document gère l'ensemble des espaces privés et publics ayant un intérêt historique particulier. Tous travaux ou aménagements sur le secteur préservé doivent faire l'objet d'une demande écrite puis d'une d'autorisation après avis de l'architecte des bâtiments de France.

Le centre ville de Tours fait l'objet d'un de ces plans ce qui limite les projets dans ce périmètre.

- **ZPPAUP<sup>37</sup>** :

La Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP) est une servitude d'utilité publique qui répartit les compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat. Le but est de travailler de manière commune sur la mise en valeur du patrimoine.

Cela permet de protéger le patrimoine historique, urbain, paysager et architectural de la zone concernée. La ZPPAUP va chercher à associer protection et projet, le but sera de promouvoir un aménagement respectueux du patrimoine existant plus qu'une conservation stricto-sensu.

Dans le périmètre d'étude on retrouve beaucoup de ZPPAUP qui permettent de mettre en avant le patrimoine riche du val de Tours. Cela fait peser des contraintes sur les projets en matière d'intégration.

<sup>35</sup><http://www.maire-info.com/juridique/droit/un-guide-du-code-general-de-la-propriete-des-personnes-publiques-cg3p-article-8288>  
<https://www.carrieres-publiques.com/actualite-fonction-publique-avez-vous-entendu-parler-du-cg3p-code-general-de-la-propriete-des-personnes-publiques-d-197>

<sup>36</sup><http://www.culture.gouv.fr/culture/infos-pratiques/fiches/fiche14.htm>

<sup>37</sup><http://outil2amenagement.cerema.fr/la-zppaup-decryptee-par-denis-berthelot-a628.html>

Enfin, le dernier document que nous allons mentionner est un peu différent. Produit par la mission Val de Loire celui-ci est uniquement dédié à l'information et la "réglementation" concernant la navigation en Loire.

- **“Schéma Marines et ports de Loire” avec la “Charte de Navigation”<sup>38</sup> :**

Le but de ce document est de mettre en place une certaine régulation des activités nautiques sur le fleuve. La Loire n'est plus navigable mais l'on peut toujours voir des bateaux, canoës ou autres circuler sur le linéaire. En l'absence d'une réglementation, ce document donne un guide de "bonne conduite" qui garantisse la préservation de la qualité UNESCO du fleuve, en donnant un cadre aux activités sur le fleuve ou dans ce qu'il reste des ports de Loire. La charte de navigation de Loire, dans laquelle sont précisés les accès et usages ainsi que toutes les informations relatives aux ports, permet ainsi une certaine régulation des usages.

Afin de représenter les principales contraintes qui régissent les nouveaux projets du point de vue des usages nous avons décidé de représenter les périmètres des documents qui imposent des fortes contraintes exclusivement. Nous n'avons pas représenté les documents de planification car ceux-ci possèdent beaucoup de zones spécifiques mais qui sont soumises au CG3P, au PSMV et au ZPPAUP.

<sup>38</sup><http://www.valdeloire.org/Ressources/Outils-methodologiques-et-reglementaires/Outils-methodologiques/Schema-Marines-et-ports-de-Loire>  
<http://portdeloire.com/Chartedenavigation.pdf>

## Périmètres et zonages devant être pris en compte lors des aménagements (notamment lorsqu'il y a création de structures)

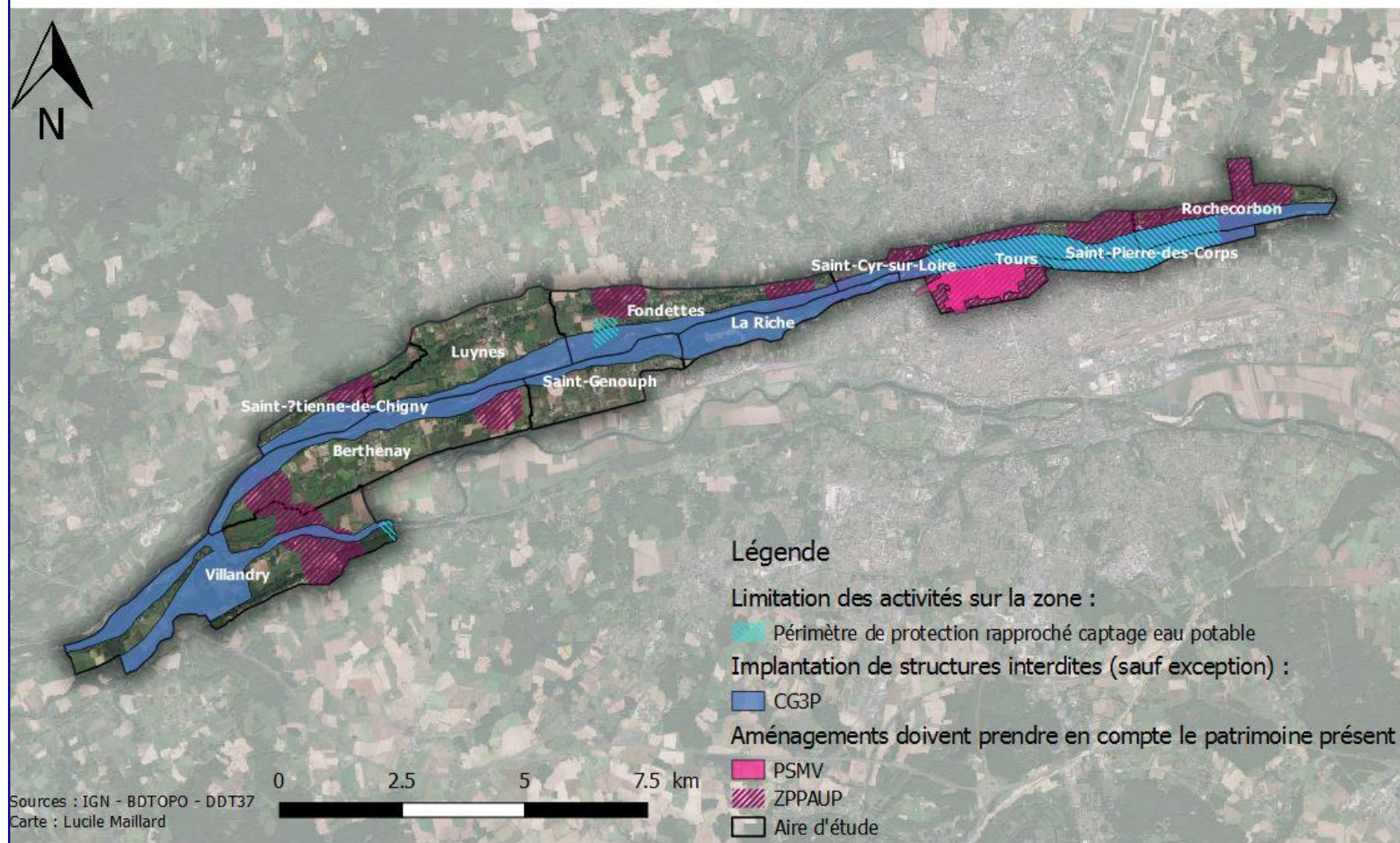


Illustration 14: Synthèse de la réglementation concernant les usages



A partir des différents règlements identifiés ci-dessus on peut établir la carte suivante. Celle-ci permet de déterminer les espaces qui concentrent différents règlements et donc, par extension, les espaces qui vont devoir faire l'objet de concertations. Les espaces combinant plusieurs règlements nécessitent des projets qui intègrent le plus possible les 3 enjeux.

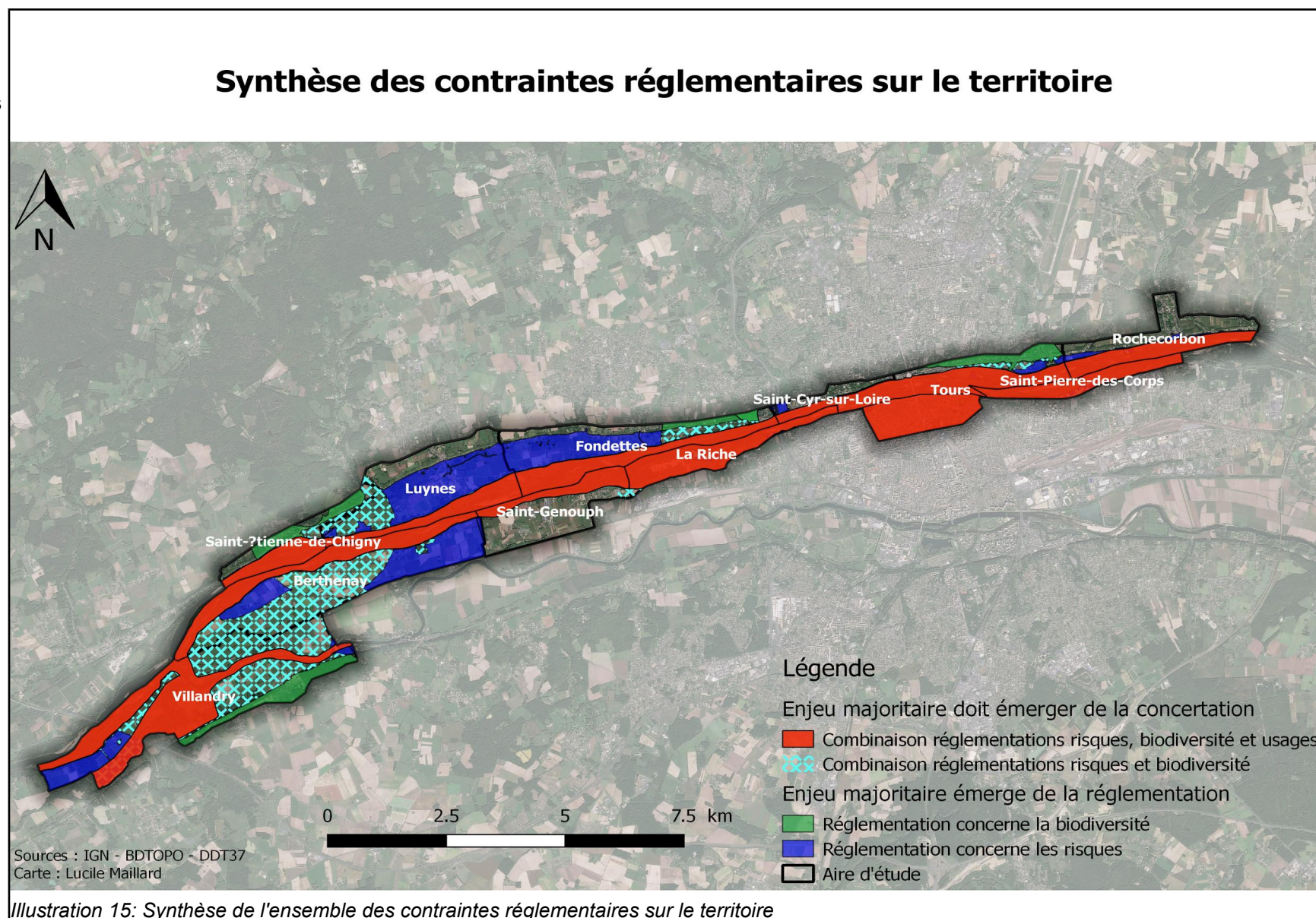


Illustration 15: Synthèse de l'ensemble des contraintes réglementaires sur le territoire

## 2. L'articulation des enjeux liés aux usages, à l'inondation et à la biodiversité : dire d'acteurs

*[Le verbatim des entretiens et les questionnaires se trouve en annexe]*

Afin de pouvoir mener à bien notre étude nous avons rencontré des personnes travaillant dans différents services de la DDT37 ainsi que dans d'autres structures (architecte et paysagiste conseil, DDT49, Mission Val de Loire). Le but de ces rencontres était de nous permettre de mieux comprendre l'avis porté par les différents services (ou structures) sur la Loire, mais aussi les missions et les ambitions portées sur ce territoire.

Nous avons mené ces entretiens de manière relativement libre. Nous avons prévu des questionnaires afin de conserver un certain fil conducteur. Il faut aussi préciser que nous avons enregistré nos entretiens afin de pouvoir les retranscrire plus fidèlement.

Nous avons ensuite analysé les différentes interviews afin de faire ressortir pour chacune d'elle : les sites évoqués qui présentent un intérêt quant à une réappropriation de la Loire, la vision de la Loire et les objectifs de chaque service, les conflits et les difficultés rencontrées à l'heure actuelle et enfin la manière dont chaque service articule et priorise chacun des enjeux du triple prisme risque-biodiversité-usage.

Le fait de déterminer l'articulation des enjeux au travers du prisme risque-biodiversité-usage pour chacun des services nous a permis ainsi de faire ressortir les points sur lesquels les services ont des opinions convergentes et ceux sur lesquels ils divergent. Cela dans le but de construire un discours cohérent et qui intègre les problématiques et enjeux qui sont portées par les différents services de la DDT37.

Ces analyses nous ont aussi permis de commencer à spatialiser les zones à enjeux en répertoriant celles mentionnées par chaque service. Leur synthèse nous permettra à terme de déterminer les espaces qui concentrent ces enjeux et qui peuvent impliquer une approche spécifique en raison de contraintes importantes.

## 2.1. Entretien avec M. Laurent Bresson (Directeur de la DDT37) [10/05/2017]

La problématique de la Loire au sein de la DDT est complexe, le fleuve est “mi-sauvage”, mi aménagé. La dualité du territoire est donc à prendre en compte. Une grande partie du lit majeur est investie par l'Homme, la prévention et la prise en compte du risque inondation est donc un élément très important pour la DDT.

Ce territoire est aussi fortement soumis à des conflits de représentation : les positions se radicalisent, davantage d'acteurs entrent en jeu et le débat est parfois très difficile à installer.

Afin de faciliter la discussion entre les parties prenantes l'Etat devrait initier une gouvernance partagée de l'espace ligérien. Cela permettra de développer une dynamique de projet qui devra venir de la métropole qui a la légitimité pour porter un projet de territoire (le concours Envies de Loire s'inscrit d'ailleurs dans cette tendance). En tant que gestionnaire, voire coordinateur dans cette gouvernance, la DDT doit pouvoir posséder une vision complète et concrète. Afin d'impulser cette gouvernance partagée il faut porter une dynamique nouvelle, notamment avec la mise en place d'un plan de gestion intégrée.

L'émergence de nouvelles activités, notamment touristiques, va obliger la DDT à réfléchir davantage avec une position ouverte en ce qui concerne les nouveaux usages et favoriser une cohabitation de ceux-ci qui ne lèsent personne. Afin de permettre à des projets d'émerger, il va falloir que ceux-ci s'inscrivent dans des “grandes lignes directrices consensuelles” qui permettent d'allier les approches des différents acteurs quant au caractère ou l'identité du territoire.

En prime les enjeux inondations et patrimoniaux très importants sur le territoire rendent d'autant plus difficile la mise en oeuvre d'un projet. Les contraintes réglementaires d'un point de vue patrimonial et risques sont en effet très fortes. Enfin il faut favoriser un passage du réglementaire à une dynamique de projet. En clair, il est nécessaire de réduire la contrainte réglementaire pour mieux faire prendre en compte les enjeux portés par l'Etat ce qui permet de favoriser l'innovation et la transformation urbaine.



### 2.1.1. Les sites importants

Intervenant	Sites évoqués	Quels intérêts ?
DDT  Direction (Mr Bresson)	Iles Noires	Problème d'un habitat permanent en zone inondable. Peut être une possibilité pour un retour vers du maraîchage.
	Ile Aucard	Espace urbanisé en milieu inondable, seulement attachement très fort de la population au lieu. Cela va nécessiter un certain temps pour désurbaniser l'Ile.
	Iles de Loire	Réflexion devrait être faite quand à une utilisation pour du bivouac sous certaines conditions.

### 2.1.2. La vision globale et les ambitions portées sur la Loire

La vision principale de la Loire au sein de la DDT est celle d'un milieu complexe et ambivalent. C'est un espace à la fois de risque mais aussi d'opportunités. A l'heure actuelle il n'existe pas de documents ou d'initiatives qui portent concrètement une volonté de gestion partagée sur le linéaire de la Loire. C'est un territoire qui, depuis l'arrêt des projets d'aménagement hydraulique dans les années 60, est laissé en l'état et ne porte pas une volonté de projet.

Le projet principal porté par la DDT est donc la mise en place d'une gouvernance partagée entre les différents acteurs du territoire ligérien. Cela dans un but de communication et d'échanges entre acteurs. Un partage de la gouvernance va aussi permettre de faire émerger des projets qui puissent répondre aux enjeux de chacun. Il y a donc une ambition très forte de la DDT à faire ressortir les lignes directrices principales des visions de chaque acteur quant à ce que qu'est la Loire afin de pouvoir mettre en avant une vision commune des projets dont le fleuve peut faire l'objet.

Par rapport à l'émergence de projets, la DDT souhaite adopter une position d'ouverture totale, ce qui nécessite une sensibilisation des parties prenantes.

### 2.1.3. Les problèmes et les conflits rencontrés sur le territoire

Les problèmes principaux qui ressortent sont liés à la multiplicité des acteurs et donc des visions de la Loire très différentes voire radicalement opposées. Un manque de communication qui conduit parfois à des conflits.

Il y a aussi un problème quant à un manque de gestion de la Loire qui est “laissée à l'abandon” en ce qui concerne la mise en place de projets.

On retrouve donc des conflits de niveaux différents : usage, vision et de cohérence entre la règle et les usages.

### 2.1.4. La prise en compte et l'articulation des enjeux liés aux usages, à l'inondation et à la biodiversité

L'enjeu inondation est pour la DDT prioritaire et doit être pris en compte en cohérence avec les autres enjeux mais en possédant tout de même un ascendant. En effet, les autres enjeux sont davantage considérés au travers de la concertation avec les associations et les différents acteurs du territoire. On peut dire que en ce qui concerne le risque la DDT agit selon ses enjeux mais que en ce qui concerne la biodiversité et le paysage elle doit faire attention aux modalités d'action employées.

## Enjeux identifiés par la direction de la DDT37

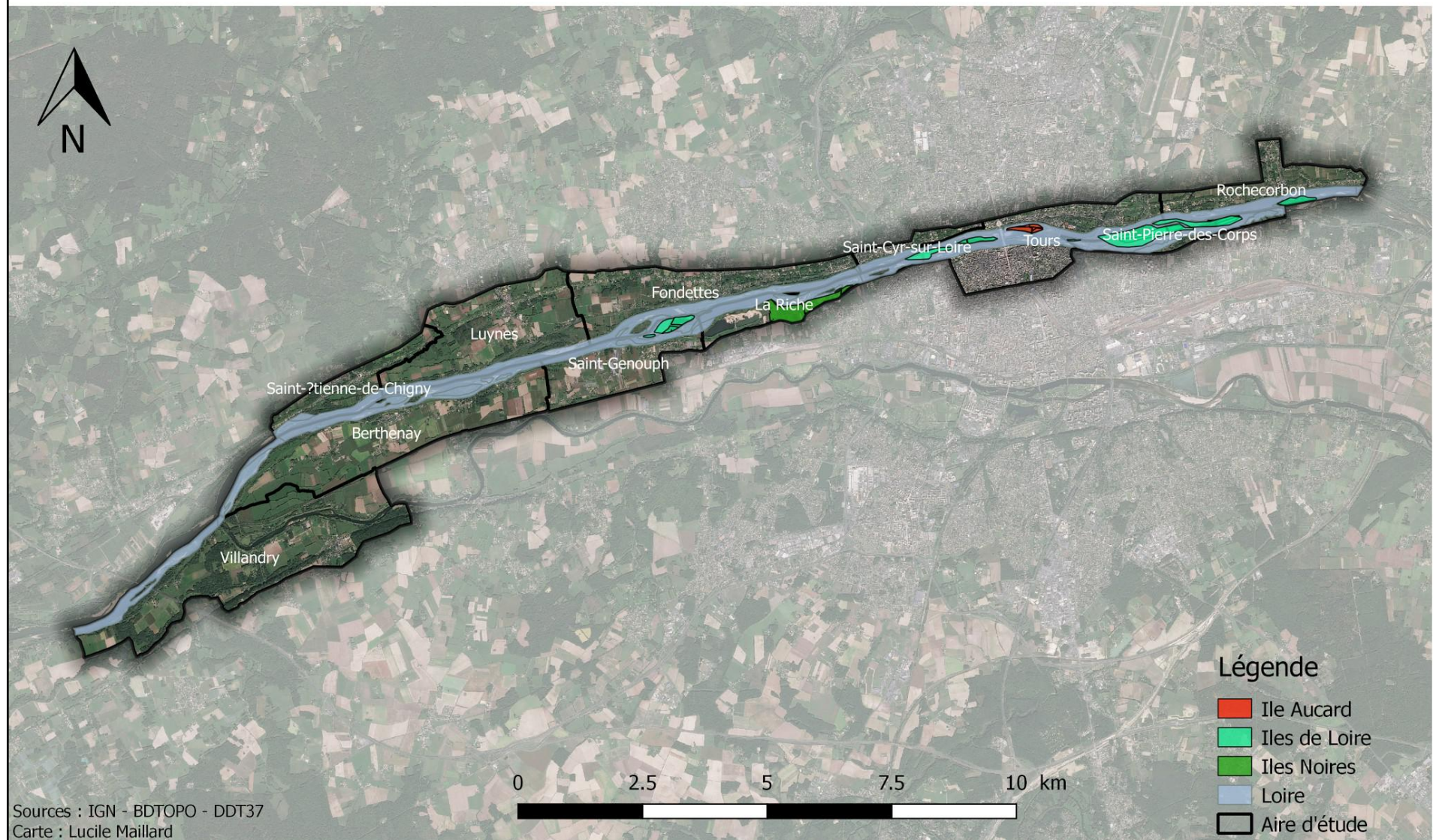


Illustration 16: Enjeux identifiés par la Direction de la DDT37

## 2.2. Entretien avec Mme Isabelle Laluque-Allano (Responsable d'unité Prévention des risques) [04/05/2017]

L'unité Environnement et Prévention des risques a été créée en 2007 au sein du service urbanisme et aménagement. Recentrée uniquement sur les missions liées à la prévention des risques et des nuisances, elle est désormais l'unité Prévention des Risques au sein du service Risques et Sécurité. Les missions de cette unité sont très variées, elles concernent tous les risques naturels (mouvements de terrains, inondations) et technologiques (industriel et, nucléaire) ainsi que des nuisances (bruit des infrastructures de transport terrestres et des aéroports).

### 2.2.1. Les sites importants

Intervenant	Site/thème évoqué	Intérêts
DDT Unité Prévention des Risques (Mme Laluque-Allano)	Site Primagaz (futurs friches industrielles potentielles)	Quel avenir pour les espaces en friches? Est-ce une solution de les rendre inconstructibles pour les questions de risques.
	Campings	Le bivouac quand il est autorisé en Loire ne pose pas trop de problèmes du point de vue du PPR. Des questions se posent concernant le camping avec la création de formes d'hébergement fixe (mobil-homes, HLL etc...) et des structures nouvelles liées à l'accueil (restauration, piscine...)
	Rabouilleuse à Rochemorbon	Enjeu batellerie/loisirs ou sport liées à l'eau en zone potentiellement inconstructible, comment les autoriser?

### 2.2.2. La vision globale et les ambitions portées sur la Loire

L'unité, qui se tourne de plus en plus vers la concertation en ce qui concerne l'élaboration des PPRI, souhaite poursuivre dans cette voie afin de : mieux sensibiliser la population au risque inondation et rédiger des documents plus adéquats favorisant la résilience. C'est en effet un des autres thèmes portés par le service. C'est une caractéristique importante du service de porter le retour d'une culture du risque et de l'inondation dans la ville.

Au travers des documents on peut ainsi retrouver deux volontés très fortes à savoir : le maintien de l'usage agricole dans les territoires qui sont soumis au risque inondation (notamment en ZDE) mais aussi de permettre le renouvellement urbain lorsque celui est pensé de manière résiliente et en cohérence avec le risque.

### 2.2.3. Les problèmes et les conflits rencontrés sur le territoire

Les problèmes que rencontre le plus l'unité lors de l'élaboration des PPR sont des situations de contradiction par rapport aux politiques publiques portées par les communes ou même l'Etat. On peut noter que dans le lit endigué on ne retrouve pas de contradictions.

Ainsi à Tours d'après le SCoT il faut densifier l'habitat dans le centre urbain afin d'éviter d'empiéter sur les espaces non urbanisés, cependant ces zones étant identifiées comme soumises à des aléas fort il a fallu autoriser la construction. Il a ainsi été décidé de favoriser particulièrement l'habitat résilient ce qui est en cohérence avec le fait que la ville soit inondable. Il s'agit là généralement d'ajustement entre les textes réglementaires par rapport à des usages raisonnables.

Bien que grâce à la mise en place de concertations régulières avec les différents acteurs il y ait de moins en moins de contestations concernant les zonages du PPR, il existe toujours des points de conflits. Ainsi, il est difficile de faire comprendre aux élus que, malgré la faible probabilité de l'inondation, il faut éviter d'augmenter le risque.

De plus, dans certaines zones du PPRI identifiés comme totalement inondables il peut se développer des usages liés à l'eau qui nécessitent la mise en place d'infrastructures dans le lit de la rivière. Il s'agit alors de traiter ces cas (qui sont en contradiction avec le PPRI) de manière individuelle en se basant sur le PGRI.

### 2.2.4. La prise en compte et l'articulation des enjeux liés aux usages, à l'inondation et à la biodiversité

Pour l'unité, la biodiversité est une donnée qui rentre en compte pour choisir les zones à déboiser, mais elle n'a pas l'air déterminante. Lors de notre entretien, la question de la biodiversité n'a pas été évoquée directement.

Il y a cependant des zones, pour lesquelles la question du risque inondation est primordiale et ne doivent pas faire l'objet d'une urbanisation (la désurbanisation étant parfois même envisagée). Les zones d'expansion des crues font l'objet de ces considérations.

Ainsi, les usages d'un site et l'urbanisation doivent se conformer à la présence du risque.

Certaines zones suivant cette problématique pourrait donc être "rendues à la nature", tandis que certains usages ayant besoin d'une proximité avec l'eau, (comme la batellerie), devrait pouvoir au contraire être facilité. Dans une vision plus large c'est la culture du risque qui doit être développée.



## Enjeux identifiés par le Service Risques et Sécurité de la DDT37

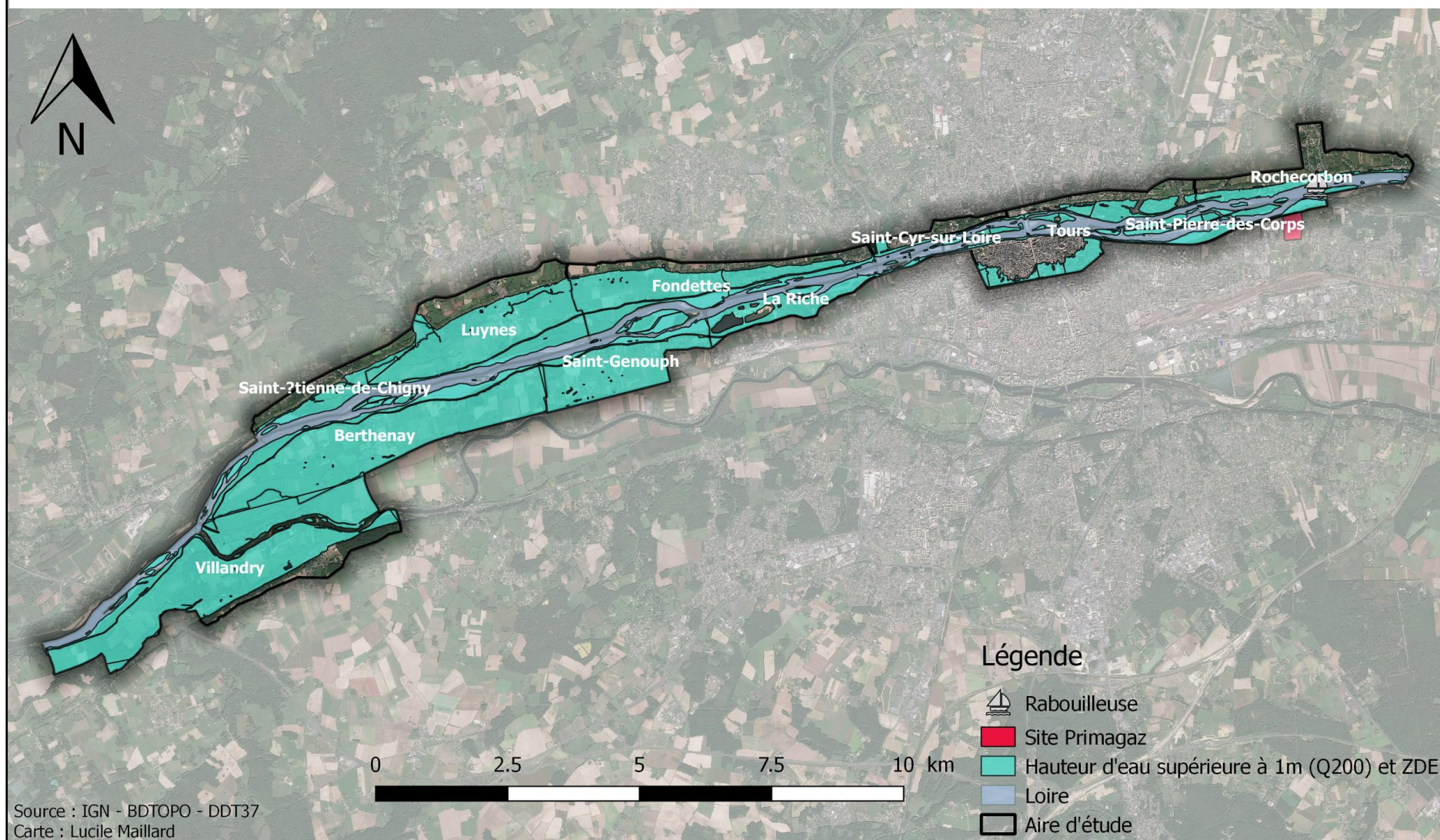


Illustration 17: Enjeux identifiés par le SRS de la DDT37

## 2.3. Entretien avec messieurs Lionel Guivarch, Jean-Luc Charrier, Jean-Yves Hardy, Fabrice Pasquer et mesdames Françoise Mathieu et Laureen Carreau (Unité Fluviale de la DDT 37) [03/05/2017]

Le travail de l'unité se concentre sur le lit endigué de la Loire et les levées. Les opérations réalisées par l'unité peuvent être classées selon trois types : la programmation, le suivi et la communication.

L'unité fluviale a notamment en charge l'entretien du lit de la Loire (que ce soit les îles, les francs-bords) et des digues. Cet entretien a pour but de sécuriser au maximum les digues mais aussi d'assurer un bon écoulement dans le lit. Cependant le morcellement très important du parcellaire dans le lit endigué rend difficile cet entretien car de nombreuses parcelles appartiennent à des particuliers.

Un autre volet important des activités de l'unité, est l'instruction d'Autorisation d'Occupation Temporaire (AOT) du Domaine Public Fluvial (DPF). Celles-ci permettent à des personnes de disposer d'un droit d'occupation d'une partie du domaine public. Le propriétaire peut alors implanter son activité contre une redevance.



### 2.3.1. Les sites importants

Intervenant	Sites évoqués	Quels intérêts ?
DDT Unité fluviale	La plage de Tours	Conflit entre l'arrêté municipal d'interdiction de baignade et les activités proposées qui tendent à la favoriser.
	Château de Chenonceau (hors secteur mais représentatif des contraintes d'usages)	Conflit bateaux/canoës/propriétaire du château
	Pont Wilson	Demande pour implanter des restaurants
	Iles de Loire	Développement de nouveaux usages qui peuvent nuire à la biodiversité. Présence d'arbres qui présentent un risque important pour les ouvrages d'art.

### 2.3.2. La vision globale et les ambitions portées sur la Loire

La vision du service quant à la Loire est principalement une vision de gestionnaire. Il s'agit d'entretenir le lit mineur, les francs-bords, et les digues. Les principaux objectifs du service sont donc le déboisement des espaces qui ont été identifiés par la DREAL et le SERN (pour permettre de limiter l'aggravation des crues ou bien permettre de recréer de l'habitat pour les oiseaux de la Loire).

De même pour les AOT, le but est de gérer l'occupation et les usages de la Loire. Cela dans le but de respecter la réglementation mais aussi de conserver l'aspect "naturel et sauvage" du fleuve.

Pour l'unité il faut promouvoir et faire entrer dans les mentalités l'importance d'un déboisement réfléchi de la Loire ainsi que l'importance de l'accessibilité aux berges par les services techniques. Le fait de disposer de chemins de service continus permettrait un meilleur accès aux digues et rendrait leur entretien et leur surveillance plus facile.

De plus, lors de notre entretien il nous a été mentionné que le manque de personnel de la police de l'environnement est un facteur qui limite le pouvoir d'application de la réglementation. A cause de cela des activités qui peuvent être nuisibles tendent à se développer.

### 2.3.3. Les problèmes et les conflits rencontrés sur le territoire

Dans le futur l'unité fluviale, par rapport aux nouveaux usages, va surtout avoir un rôle de réglementation et de conseil avec une part importante d'administratif (AOT). Celles-ci connaissent une évolution depuis quelques années, les demandes sont de plus en plus nombreuses et de plus en plus tournées vers des activités touristiques et de loisirs.

De plus en plus de secteurs réclament des AOT, en revanche cela concerne très peu le commerce pour l'instant. La régulation des usages qui ont tendance à se multiplier est un point qui va devenir de plus en plus important à l'avenir. Tout le monde ne maîtrisant pas les règlements, les conflits entre les différentes personnes disposant d'AOT vont augmenter. Le problème d'autoriser "l'habitat" dans le lit de la Loire est que cela entraîne une complexification des interventions pour la gestion de crise. Cela risque à terme de mener à des conflits en raison de la multiplication des acteurs. Les principaux conflits possibles relèvent surtout du conflit d'usage, notamment en lien avec la multiplication des acteurs. Cela va réclamer davantage de concertation et de travail en collaboration ce qui se révèle encore compliqué à l'heure actuelle. Comme vu précédemment le principal problème de l'unité est de permettre le développement de nouvelles activités dans la limite du raisonnable pour que cela ne soit pas un facteur aggravant en cas d'inondation mais aussi pour limiter les conflits entre les différents acteurs qui pratiquent la Loire. Il y a un intérêt à rendre ce territoire plus cohérent.

### 2.3.4. La prise en compte et l'articulation des enjeux liés aux usages, à l'inondation et à la biodiversité

Ce qui prédomine au sein de l'unité fluviale c'est l'enjeu inondation. Il conditionne même la biodiversité et les usages. En effet, l'action de la fluviale se base principalement sur l'entretien des digues et du lit mineur afin de sécuriser les ouvrages face aux inondations. La biodiversité est un élément tout de même important, qui est pris en compte, dans les questions de déboisement mais qui ne prime jamais face au risque. Ainsi, si des compromis sont dans la majorité des cas établis, il n'est en aucun cas question de favoriser la biodiversité par rapport à la protection de la population quant à l'inondation (déplacement d'animaux fouisseurs pour éviter l'endommagement des digues par exemple).

Il en va de la même manière pour les usages autorisés sur la Loire qui sont à la fois fixés par les enjeux liés aux risques et par les enjeux liés à la biodiversité.

## Enjeux identifiés par l'unité fluviale de la DDT37

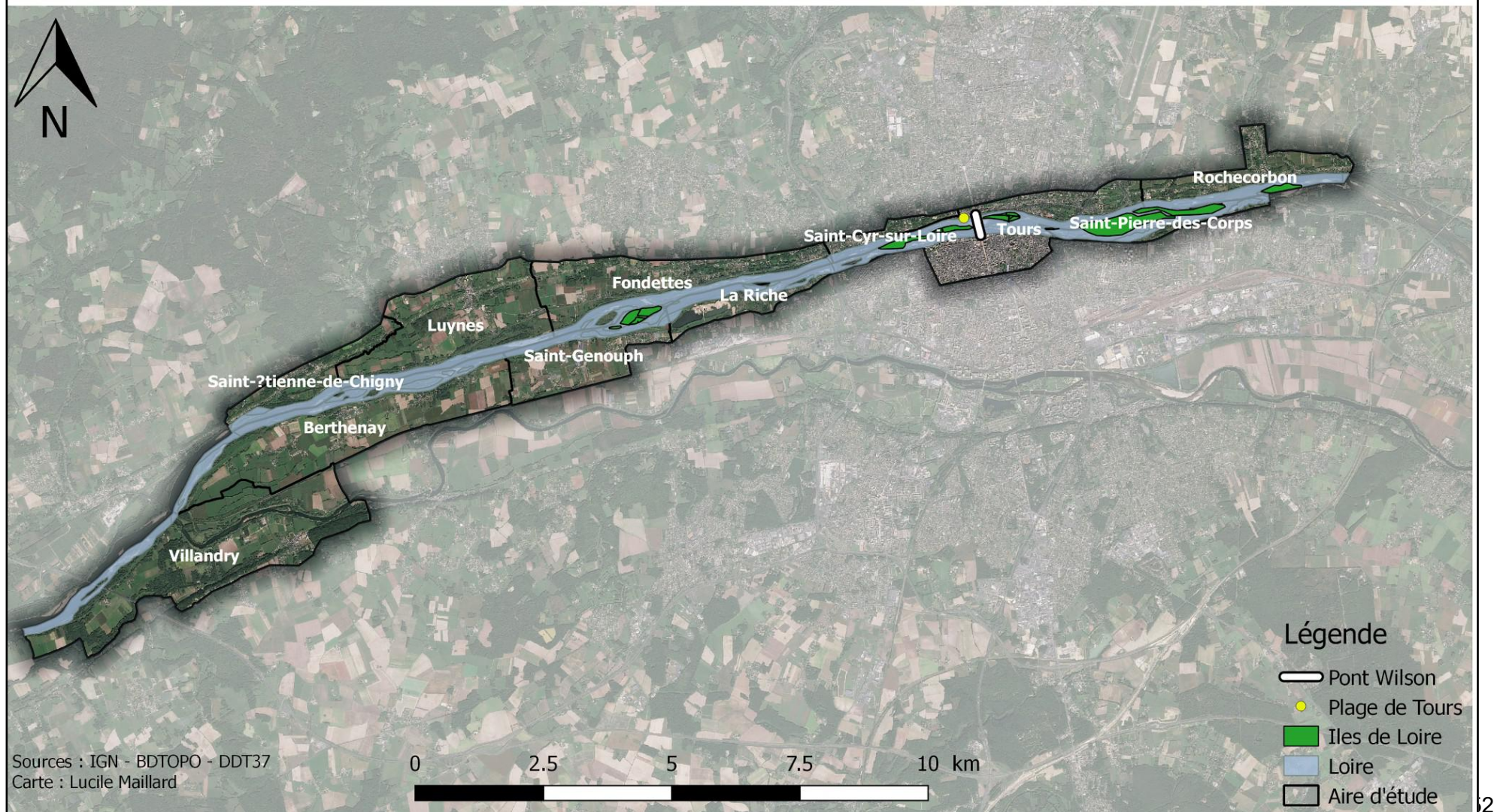


Illustration 18: Enjeux identifiés par l'unité fluviale de la DDT37

## 2.4. Entretien avec le Service Eau et Ressources Naturelles (DDT37) [11/05/2017 & 17/05/2017]

*A partir des entretiens de Pascal Pinard (11/05/2017) et Dany Lecomte (17/05/2017) du SERN*

Ce service s'occupe des Eaux et des Ressources Naturelles. Dans le premier domaine, il s'agit de travailler sur les aspects qualitatifs et quantitatifs (prélèvements, qualité de l'eau). Dans le second, qui est le plus sensible, le service doit analyser des projets pouvant impacter la faune et la flore. C'est le cas par exemple de la prise en compte des zones Natura 2000.

Cependant, ces plans ne sont pas restrictifs mais informatifs. Seuls les Arrêtés de Protection de Biotope (APB) permettent d'imposer une réglementation plus stricte, comme une interdiction d'accès par exemple. Ainsi la Ligue de Protection des Oiseaux (LPO) demande un APB sur les îles de la Loire dans le centre de Tours. Quatre îlots sont concernés : îlot du pont de fil à Tours (amont du pont Wilson), îlot en amont du pont Wilson, îlot de la Grande Bretèche, îlot des Maisons Blanches.

Ces espaces permettent une protection accrue des animaux qui ont un statut d'espèce protégée (hors période de reproduction aucun poisson en Loire ne fait l'objet d'une protection spécifique).

Sur notre zone d'étude, peu de projets sont prévus. Toutefois, lorsqu'un projet est en cours d'élaboration il est soumis à l'évaluation d'incidence, pour savoir quels seraient les conséquences sur la zone ciblée par le projet (paddle et camping sur les îlots...). Mais il est aussi soumis à un État Initial de l'Environnement afin de connaître précisément la situation de départ (population, espèces, habitats...).

Plusieurs sujets sont matière à conflits d'intérêts. C'est le cas par exemple de la Plage, notamment pendant la période estivale, l'étiage permettant un accès facilité aux grèves où les sternes nichent.

Le sujet de la pêche oppose les professionnels et les amateurs, notamment sur l'attribution de certaines portions de Loire. La Mission Val de Loire s'est proposée de servir d'intermédiaire entre les deux parties.

Le déboisement est aussi une source de conflit. En effet, d'après l'Office National des Forêts, les arbres sont devenus des œuvres pour certains, il y a une sacralisation de ceux-ci en bord de Loire. Il serait donc important de sensibiliser la population sur le déboisement.

Enfin certains usages sont aussi sujet à débat ; feux d'artifices (nuisance sonore), planche à voile, jet-ski.

La notion de paysage est aussi un sujet important, qui concerne notre présent et notre futur. En effet, il ne reste pas figé, il évolue. La Loire n'a pas toujours eu cet aspect végétalisé très fermé qu'on lui connaît à l'heure actuelle et il est difficile de faire comprendre cela aux habitants.



### 2.4.1. Les sites importants

Intervenant	Sites évoqués	Intérêts
DDT SERN (Dany Lecomte et Pascal Pinard)	Îlots	4 îles dans le périmètre de Tours vont faire l'objet d'Arrêtés de Protection de de Biotope (cf partie <a href="#">1.2.5.</a> )
	Montlouis, Saint-Genouph, Berthenay	Redonner à l'eau des espaces de libertés. De plus, la réutilisation des déchets de bois pour les centrales biomasses permettent aujourd'hui de financer plus de travaux. Il faut trouver un équilibre.
	Plage	Protection des espèces est difficile en raison de l'augmentation de la fréquentation
	Autoroute A 10 (projet en cours d'un bassin de récupération des eaux)	Protection de la qualité des eaux projet peu difficile s'il avait pris en compte à la réalisation de l'autoroute
	Zones de pêche	Tension entre les pêcheurs professionnels et les amateurs

Suite à une réunion participative, M. Lecomte a réagi à notre travail en nous indiquant que les points de captage d'eau et le périmètre de protection rapprochée sont des éléments à prendre en compte. En effet, ces protections impliquent des restrictions en matière de projets. Certaines activités sont interdites afin de préserver la qualité de l'eau prélevée.

## 2.4.2. La vision globale et les ambitions portées sur la Loire

D'un point de vue biodiversité, la DDT est concernée particulièrement par deux classements : Natura 2000 et les arrêtés de protection de biotope. Le réseau Natura 2000 trouve son origine dans une directive européenne qui prône la préservation de la biodiversité tout en permettant une valorisation des territoires. Il s'appuie sur deux directives : la directive "oiseaux" pour protéger les espèces d'oiseaux sauvages en Europe avec la création de zones de protections spéciales, et la directive "habitat faune et flore" pour assurer la conservation d'habitats naturels pour la flore et la faune sauvage en Europe. Chaque Etat est tenu à des obligations de résultats, mais pas de moyens.

Pour le SERN, la question aujourd'hui est essentiellement axée sur la dévégétalisation des bords de Loire. Sur ce point, l'unité biodiversité s'accorde avec l'unité fluviale, et par là avec l'unité prévention des risques, pour choisir les zones à déboiser. En effet, pour l'unité : "La richesse biologique de la Loire n'est pas celle des arbres et de la végétation mais celle des oiseaux de bancs de sable". Il faut toutefois préciser que la végétation alluviale présente un intérêt identifié au point de vue européen et qu'elle ne doit pas être négligée.

La vision du service est aussi qu'il ne faut pas créer de difficultés concernant l'implantation et le développement de nouveaux usages pour les humains en centre ville de Tours. Pour contrebalancer l'implantation d'usages humain sur la Loire dans Tours il est peut-être possible de fournir les conditions d'implantation des oiseaux ailleurs que dans le cœur urbain.

En effet, la protection de la biodiversité ne doit pas, et encore moins en centre urbain, empêcher totalement le développement d'usages humains et d'activités économiques.

## 2.4.3. Les problèmes et les conflits rencontrés sur le territoire

Les problèmes principaux qui ressortent d'après le service sont liés à la multiplicité des acteurs et donc des visions de la Loire très différentes voire radicalement opposées. Le manque de communication entre ces différents acteurs entraîne des difficultés à la mise en place de compromis.

Le manque de gestion de la Loire, le peu de projets qui y voient le jour ne favorise pas une appropriation et une vision commune de la Loire.

Enfin il y a conflit entre les espaces qui doivent être laissés à la nature et la pression qu'exerce les habitants pour avoir accès à des espaces au sein de la Loire. La question de la localisation est alors une manière d'établir un consensus. Ainsi, en centre ville, on va avoir tendance à ouvrir les espaces à la population. La faible qualité de l'environnement extérieur pour la faune étant un argument pour justifier la limitation des zones qui lui sont alors dédiées.

On préférera ré-ouvrir des berges et des bancs de sable dans des espaces plus ruraux afin d'offrir un cadre plus qualitatif. Cependant, s'agissant d'être vivants, on ne peut pas être certains de la réussite d'un déplacement de leurs espaces de vie. La mise en place de quelques arrêtés de protection de biotope en centre ville permet là aussi d'établir un consensus, en désignant des espaces pour la biodiversité et d'autres pour la population.

#### 2.4.4. La prise en compte et l'articulation des enjeux liés aux usages, à l'inondation et à la biodiversité

Pour le SERN, l'enjeu principal est la protection de la biodiversité bien que celui-ci ne soit pas considéré comme un facteur limitant notamment concernant les enjeux liés à l'inondation. En effet, comme mentionné précédemment, la richesse de la Loire réside dans les oiseaux qui nichent sur les bancs de sables et non pas dans les arbres présents sur les francs-bords ou les îles. La question de la dévégétalisation ne fait donc pas spécialement l'objet de réticences de la part du SERN, au contraire même.

De même, la protection Natura 2000 ne visant pas à interdire toute activité humaine, les usages ne sont pas dénigrés. Ainsi, tant que l'impact humain n'est pas négatif pour le milieu il n'y a pas de raison d'interdire l'implantation d'activités.

En conclusion, l'enjeu biodiversité est considéré au même titre que les enjeux liés au risque inondation. Il prime sur les usages mais principalement dans les espaces identifiés à enjeu pour la biodiversité. On peut ainsi trouver des compromis entre les enjeux de biodiversité et d'usages. Lorsque les projets sont cohérents et que cela ne crée pas de dommages au milieu cela ne pose pas de problème.

## Enjeux identifiés par le Service Eau et Ressources Naturelles de la DDT37

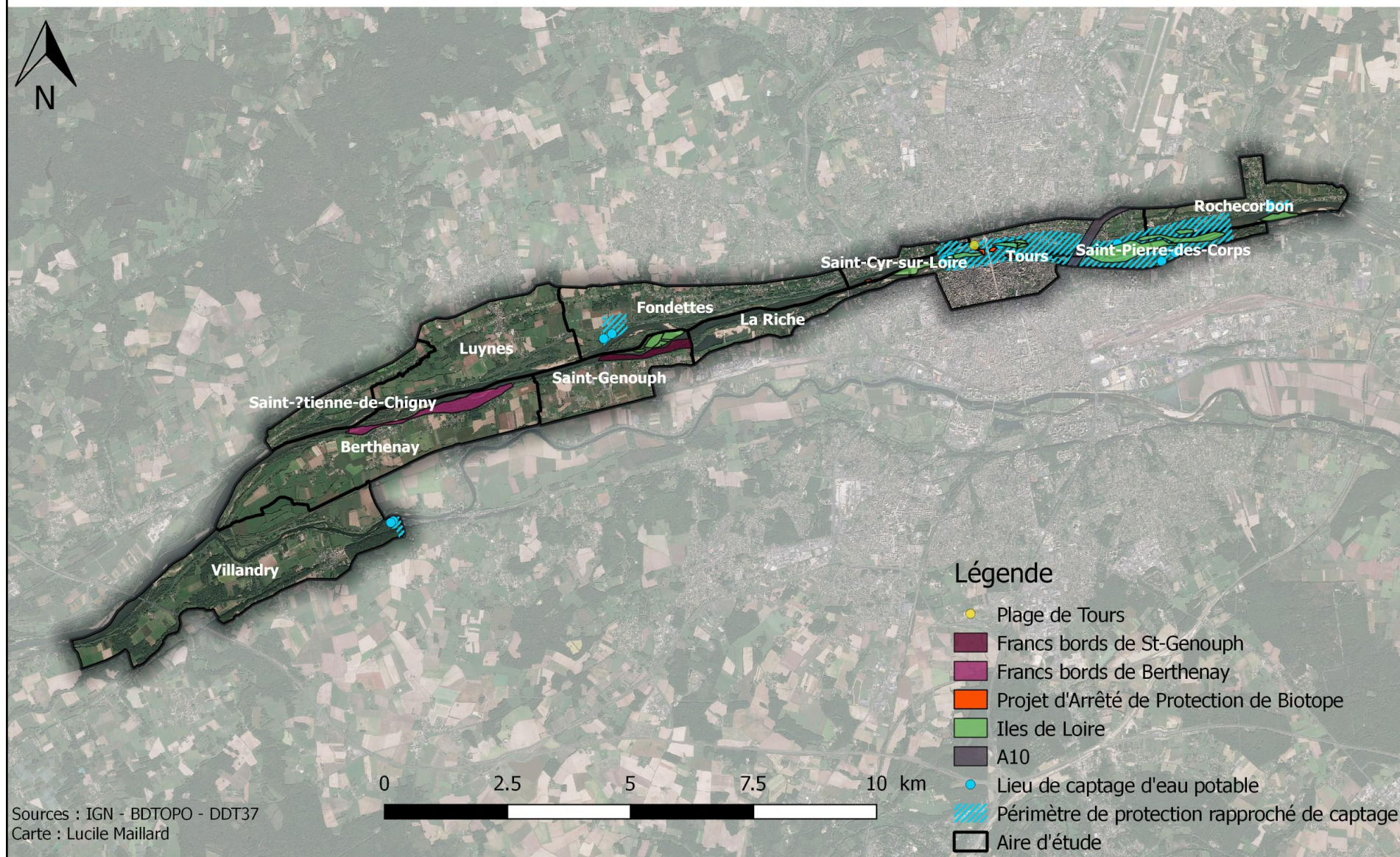


Illustration 19: Enjeux identifiés par le SERN de la DDT37



## 2.5. Entretien avec M. Jean-Luc Vigier (Chef du Service Urbanisme et Démarches de Territoires) [10/05/2017]

Le concours Envies de Loire s'inscrit dans un milieu présentant d'importantes contraintes d'urbanisation en raison du risque d'inondation important. Sur la ville de St-Pierre-des-Corps notamment la question se pose, la ville étant totalement inondable comment cela peut-il être géré ? Il faut permettre la mise en place d'un espace résilient. Au niveau du service cela implique une vision nouvelle de ce que pourrait être l'urbanisme en zone inondable.

Il est difficile d'aménager sur les bords de Loire car les espaces sont soit très bâtis soit à vocation agricole. Il y a donc très peu de foncier disponible pour de nouvelles constructions à moins de développer une nouvelle manière d'urbaniser en zone inondable. Cependant il faut faire attention, avec la Loire on dispose d'un espace naturel qu'il ne faut pas forcément bétonner. Au contraire il faudrait voir pour diminuer l'accès aux berges pour les voitures et favoriser leur accès pour les piétons.

### 2.5.1. Sites importants

Intervenant	Sites évoqués	Intérêts
DDT SUDT (Mr Jean Luc Vigier)	Saint Pierre des Corps (exemple concret de la problématique de l'inondation)	C'est une ville complètement inondable, il s'agit de se tourner vers un urbanisme plus résilient.
	La Loire à Vélo	Il s'agit d'un bon projet qui doit être développé.
	Iles Noires	Il s'agit d'une zone non constructible, qu'il serait intéressant de rendre à la nature
	Pont Wilson	L'idée d'un bateau restaurant auquel il faut faire attention en matière d'intégration
	Iles de Loire	Comment les différents usages souhaités par la population peuvent être conciliés avec la biodiversité présente.

### 2.5.2. La vision globale et les ambitions portées sur la Loire

Par rapport à la Loire le service a une vision de contraintes en matière d'urbanisme même si celle-ci est en train de changer petit à petit. En ce qui concerne la manière d'envisager la ville il faut que les mentalités changent, c'est un point important. Il faut construire différemment. Il faut une nouvelle vision du risque inondation, permettre la mise en place d'un espace résilient. Faire venir les personnes sur les bords de Loire, peut être en permettant des constructions là où elles ne sont pas forcément autorisées à l'heure actuelle. D'où une réflexion personnelle de Mr Vigier sur le développement d'un habitat flottant sur la Loire, qui pourrait être (pourquoi pas) une possibilité à développer.

D'après notre entretien nous avons pu voir que les types de projets que portent le service sont de plus en plus tournés vers la promotion d'un urbanisme résilient face à l'inondation. Une urbanisation des bords de Loire n'est pas spécialement souhaitée car il s'agit d'un espace préservé et relativement "naturel" qui ne doit pas forcément faire l'objet d'une urbanisation intensive. La préservation des espaces agricoles et les orientations du SCoT qui poussent au renouvellement urbain sont des ambitions portées par le service.

### 2.5.3. Les problèmes et les conflits rencontrés sur le territoire

Les principaux problèmes ou conflits que rencontrent le service sont en lien avec le fait que dans certains espaces les populations dédaignent les règlements en connaissance de cause ou non.

Lorsque des constructions sans permis sont réalisées en zones inondables ou en zones naturelles les élus se retrouvent démunis et font appel à la DDT 37. Cependant, si dans certains cas il est possible d'imposer la destruction des constructions cela n'est pas toujours le cas.

La problématique des Iles Noires, notamment est sujette à de nombreux conflits et des problèmes de gestion en raison de l'implantation de structures illégales.

Cela soulève le problème de méconnaissance du règlement par la population mais aussi du déni du risque.

### 2.5.4. La prise en compte et l'articulation des enjeux liés aux usages, à l'inondation et à la biodiversité

Au service urbanisme la Loire est envisagée sous plusieurs angles : risques, biodiversité et usages. Cependant lors de notre entretien un enjeu est particulièrement ressorti : celui du risque. Très ambivalent il est à la fois restrictif et à la fois un moteur d'innovation en matière de formes urbaines. L'urbanisme doit être résilient et par conséquent il peut être envisagé d'urbaniser dans des espaces qui n'ont pas cette vocation à l'heure actuelle. Cela passe par une prise en compte du risque (ici inondation) dans les documents et les réalisations. L'urbanisme n'est pas directement confronté aux questions d'usages, en effet ceux-ci s'adaptent à l'aménagement qui est fait d'un site. Le risque inondation fixe des règles pour l'urbanisation ce qui conditionne au final les usages.

Sur les bords de la Loire, comme sur les îles, il faudrait limiter l'urbanisation au maximum afin de ne pas "bétonner l'écrin" qu'ils constituent. Cela implique donc la nécessité de trouver des accords pour une cohabitation entre biodiversité et usage. Cette question se posant particulièrement en ce qui concerne la place de la voiture sur les berges. Il est donc nécessaire de trouver une articulation entre les usages et la biodiversité notamment au niveau des berges.

## Enjeux identifiés par le Service Urbanisme et Démarches des Territoires de la DDT37

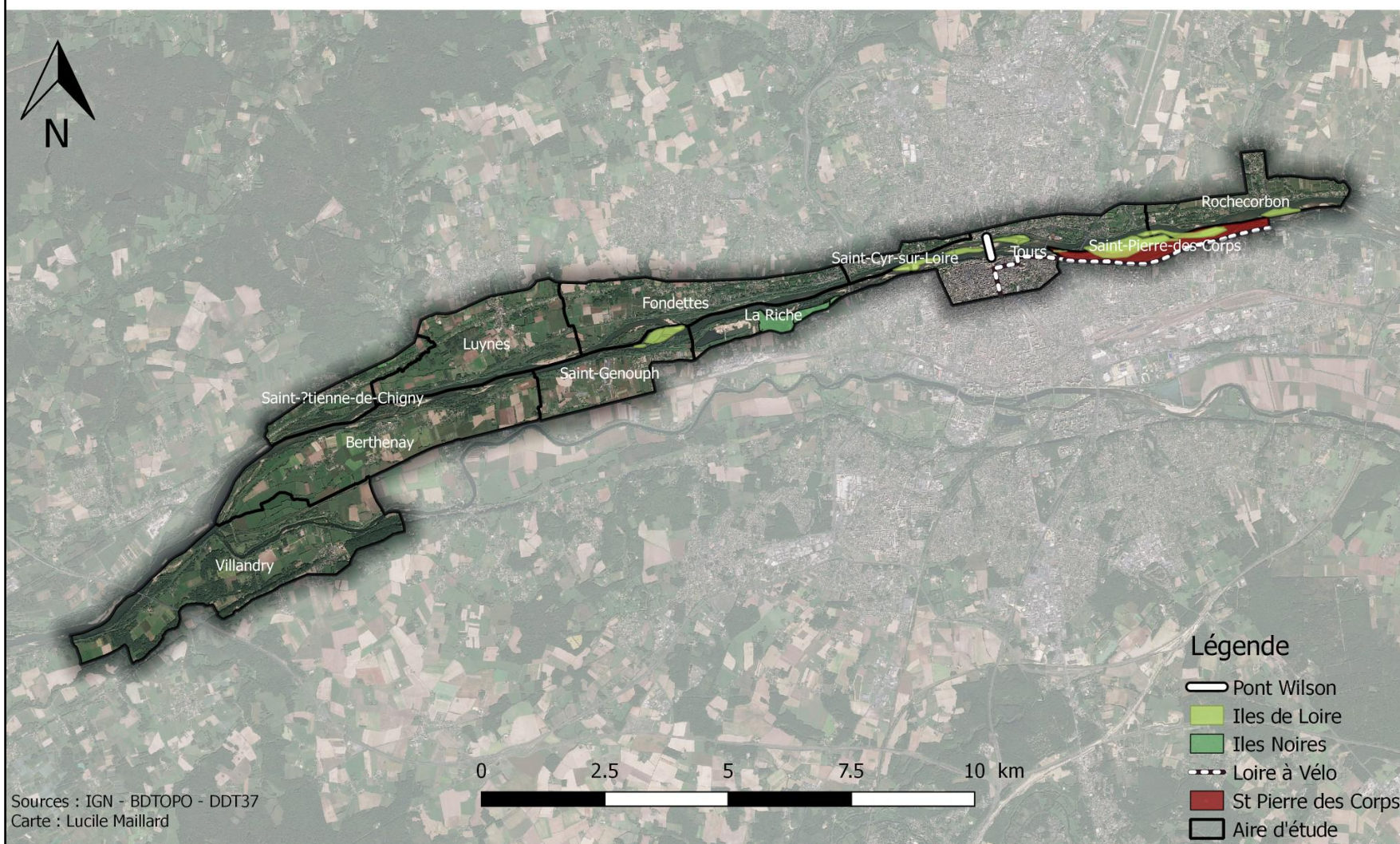


Illustration 20: Enjeux identifiés par le SUDT de la DDT37



## 2.6. Entretien avec Mme Clotilde El-Mazouni et M. Roland Rouzies (Chargé de mission politique urbaine et chargé de mission ville durable) [22/05/2017]

En ce qui concerne la planification urbaine le rôle de la DDT est double :

- rôle d'informateur du point de vue réglementaire afin de tenir la collectivité au courant de la réglementation et de vérifier l'application de celle-ci.  
En cas d'absence de prise en compte de la réglementation la DDT a alors une casquette de censeur au regard des documents qui ne respecte pas les enjeux portés par l'Etat.
- rôle de conseil et d'accompagnement des collectivités en collaboration avec les agences d'urbanisme, les bureaux d'études, les services techniques etc..

Le protocole de l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine est une exception dans le sens où la DDT participe beaucoup plus et contrôle davantage les opérations car les financements proviennent de l'Etat.

### 2.6.1. Les sites importants

Intervenant	Site évoqué	Intérêts
DDT Clotilde El-Mazouni (Chargé de mission politique urbaine) et Roland Rouzies (Chargé de mission Ville Durable)	Portion entre le Pont Napoléon et le Pont de Pierre (rive gauche)	Secteur à améliorer car source de nuisance sonore très importante.
	Parkings des bords de Loire	Le changement d'usage devrait permettre de réduire l'imperméabilisation des sols
	Levée de Saint Côme (La Riche)	Manque de continuité dans le cheminement bas des quais
	Accès à la Loire	A valoriser
	Quartier de la Rabaterie et St Pierre des Corps	Réfléchir à la faisabilité concernant un franchissement entre le quartier de La Rabaterie (St Pierre des Corps à plus grande échelle) et la Loire

## 2.6.2. La vision globale et les ambitions portées sur la Loire

La planification urbaine ne prend pas, à l'heure actuelle, directement en compte la présence de la Loire. En effet, la Loire est davantage considérée à travers le prisme du risque, c'est au travers des PPRI que celle-ci est prise en compte dans la planification urbaine.

On peut en revanche retrouver l'ambition de permettre un accès plus facile à la Loire, notamment pour les personnes à mobilité réduite, à travers des plans de voiries et des espaces publics qui sont en cours de réalisation.

L'agriculture et le développement de l'agropastoralisme dans la varenne constituent aussi une volonté de la ville de promouvoir l'agriculture de proximité. Cela se combine avec d'autres enjeux. En effet, en exploitant les varennes on valorise les bords de Loire (usages et paysage) et on contrôle la végétalisation du lit (risques et biodiversité).

Ainsi la préservation de la biodiversité et la prévention des risques montrent des enjeux communs et sont montrés lors de cette interview comme pouvant avoir les mêmes intérêts.

## 2.6.3. Les problèmes et les conflits rencontrés sur le territoire

Les principaux problèmes que l'on a pu relever concernent les infrastructures routières et de promenade autour de la Loire.

Ainsi la circulation importante sur les axes à proximité de la Loire (Pont Napoléon notamment) engendre une nuisance sonore importante qui a un réel intérêt à être diminuée autant que faire se peut.

Les franchissements piétons permettant de relier les différentes villes à la Loire souffrent d'importantes lacunes. L'accessibilité du site est mauvaise (pas de mise en valeur des accès aux quais, manque d'installations adaptées aux personnes à mobilité réduite, manque de continuité dans les cheminements).

En ce qui concerne les conflits cela concerne principalement une volonté de développer des usages ce qui n'est pas toujours en cohérence avec les enjeux de biodiversité et de risques.

## 2.6.4. La prise en compte et l'articulation des enjeux liés aux usages, à l'inondation et à la biodiversité

Si l'on considère les 3 enjeux au regard des ambitions portées par l'Etat ceux-ci se recoupent.

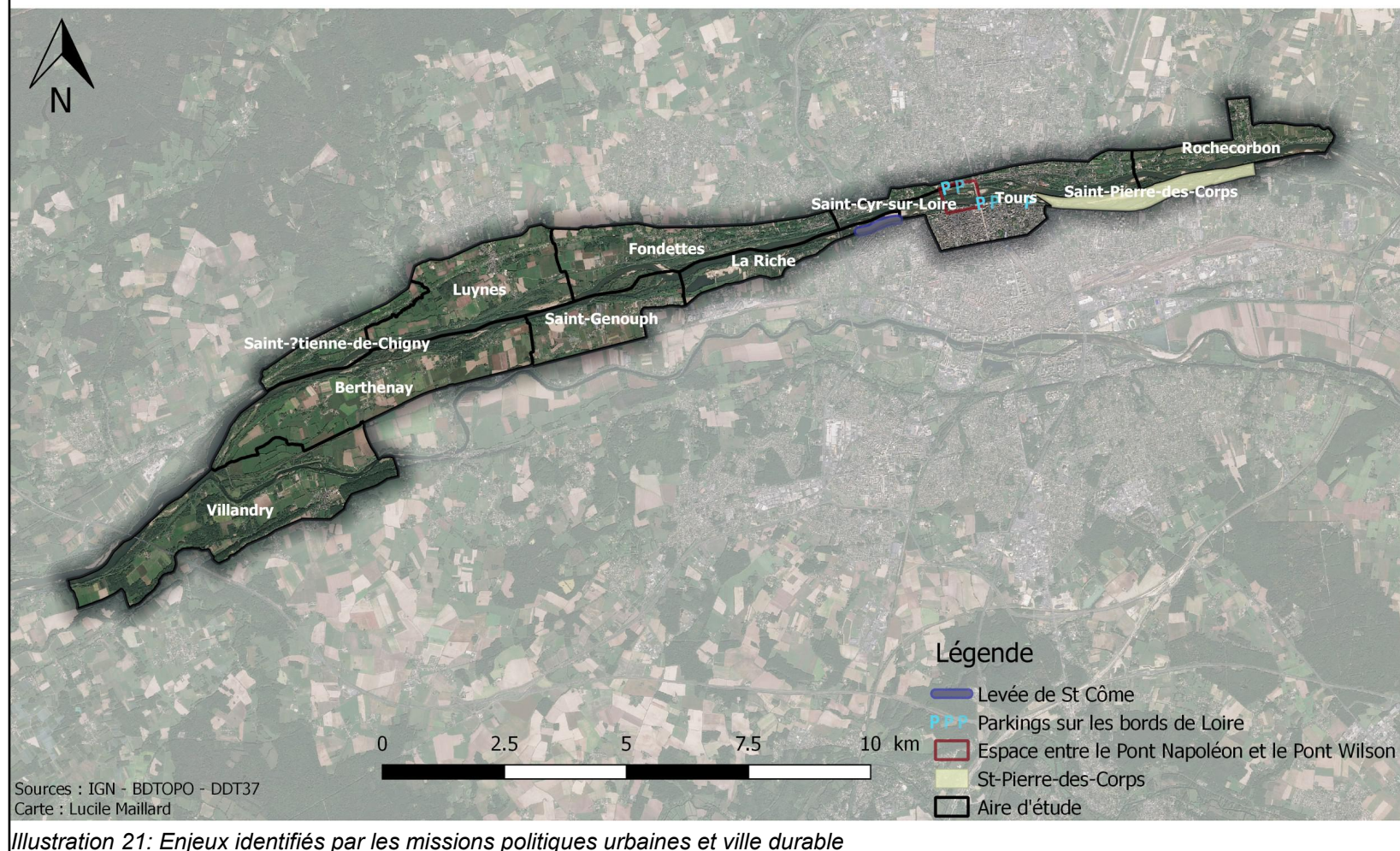
En effet, la réduction de la consommation d'espace va permettre de diminuer le risque inondation et favorise l'apparition d'espaces disponibles pour la biodiversité. Ainsi de manière générale les questions concernant le risque et la biodiversité entrent rarement en conflit et sont donc bien associées. En revanche la question des usages peut entrer en conflit avec les enjeux concernant le risque et la biodiversité.

Du point de vue de la planification urbaine, l'enjeu le plus reconnu est celui concernant les usages. En effet, une plus grande partie de la population y est sensibilisée et c'est le moyen le plus facile de communiquer auprès des citoyens car ils sont directement concernés.

Les risques, bien que plus reconnus avec la mise en place du second PPRI, ne sont pas un sujet qui fédère particulièrement les élus. C'est un sujet "moins amusant" que les usages. On peut même dire que le risque inondation a été "oublié" car il est vu davantage comme un risque théorique.

Enfin la biodiversité est un sujet vaste et peu maîtrisé par la majorité des personnes. Cette méconnaissance explique le fait que c'est un enjeu qui ressort relativement peu et qui n'est presque jamais utilisé par les élus pour fédérer autour d'un projet.

## Enjeux identifiés par les missions politiques urbaines et ville durable





## 2.7. Entretien avec Mme Cécile Gaudoin et M. Laurent Coüasnon (Architecte et Paysagiste conseil à la DDT37) [18/05/2017]

Les architectes et paysagistes conseils ont une mission d'expertise dans des domaines assez variés.

La ville qui était autrefois tournée vers la Loire s'en est peu à peu déconnectée pour maintenant se poser des questions de réappropriation de cet espace dans une optique de vivre ensemble, de valorisation des paysages. Cela s'inscrit dans une dynamique plus large portée par la DDT de "réconciliation des qualités naturelles et paysagères avec la prise en compte du risque inondation".

### 2.7.1. Les sites importants

Intervenant	Sites évoqués	Intérêts
Architecte et Paysagiste conseil (Laurent Coüasnon et Cécile Gaudoin)	Digues	Élément de l'architecture fluviale, doivent être prises en compte lors des aménagements. Idée d'intégration qualitative.
	Saint-Pierre-des-Corps	Espace très inondable, création grâce au PPRI très exigeant d'une nouvelle sorte d'architecture type du XXIème siècle
	Partie Sud-Ouest des quais de Tours	Alignement de platanes qui accompagne le fleuve et qu'il faut conserver car il est à l'échelle du fleuve.
	Iles et épis	Ce sont des zones du fleuve qui présentent une grande diversité, il faut les mettre en valeur notamment pour les piétons.

### 2.7.2. La vision globale et les ambitions portées sur la Loire

Il est important de conserver une certaine ouverture d'esprit lors de l'émergence des projets. Il ne faut pas chercher à retourner à un état initial mais plutôt avoir une certaine créativité et "inventer" un nouveau paysage. Il y a de très nombreuses possibilités en matière de création, c'est quelque-chose qu'il faut exploiter.

Cette créativité se retrouve au niveau du bâti. Il n'y a pas "une architecture" mais "des architectures" ligériennes, c'est une diversité qui bouge, la création d'une architecture spécifique à une ville inondable étant une nouveauté du XXIème impulsée par le PPRI.

La Loire est un élément de risque car elle est très mouvante et il faut intégrer cela dans les projets, la diversité des paysages étant importante à prendre en compte et à montrer à la population. La compréhension du fleuve, par son ouverture visuelle et son appréhension à travers des événements culturels ainsi qu'un dialogue et une concertation active sont des éléments qui permettront l'intégration des tourangeaux au projet.

Le fait de penser la Loire comme un parc paysager par exemple pourrait être une idée et permettrait de repenser la manière de cheminer sur les bords de Loire. A l'heure actuelle il n'y a pas de visibilité quant à un parcours au niveau du fleuve.

### 2.7.3. Les problèmes et les conflits rencontrés sur le territoire

Lors de cet entretien il n'est pas ressorti de points de conflits étant donné que nos interlocuteurs ne sont pas directement confrontés aux différentes parties prenantes d'un projet mais exercent seulement une mission de conseil au sein d'institutions de l'Etat.

Le seul "problème" que l'on peut relever lors de cet échange est l'abandon dont la Loire est victime à l'heure actuelle, ce qui entraîne une méconnaissance du fleuve.

### 2.7.4. La prise en compte et l'articulation des enjeux liés aux usages, à l'inondation et à la biodiversité

Il est ressorti lors de notre entretien que l'enjeu d'inondation est très important pour l'architecture car il conditionne la façon de concevoir la ville et va pouvoir entraîner un nouveau type architectural, caractéristique de la ville inondable au XXIème siècle. Cette prise en compte de l'inondation est aussi un élément important qui, associé à une considération de la biodiversité, va conditionner les usages.

En effet, une gestion de la végétation des bords de Loire va permettre de ré-ouvrir cet espace à la population et de modifier l'utilisation et la perception des bords du fleuve.

Ainsi, en conclusion, l'enjeu inondation et biodiversité associés sont déterminants pour les usages. En effet, c'est la prise en compte des risques et de la biodiversité qui vont permettre de déterminer les espaces pouvant être dévolus aux usages humains.

## Enjeux identifiés par Mme Cécile Gaudoin et Mr Laurent Coüasnon (Architecte et Paysagiste Conseil de la DDT37)

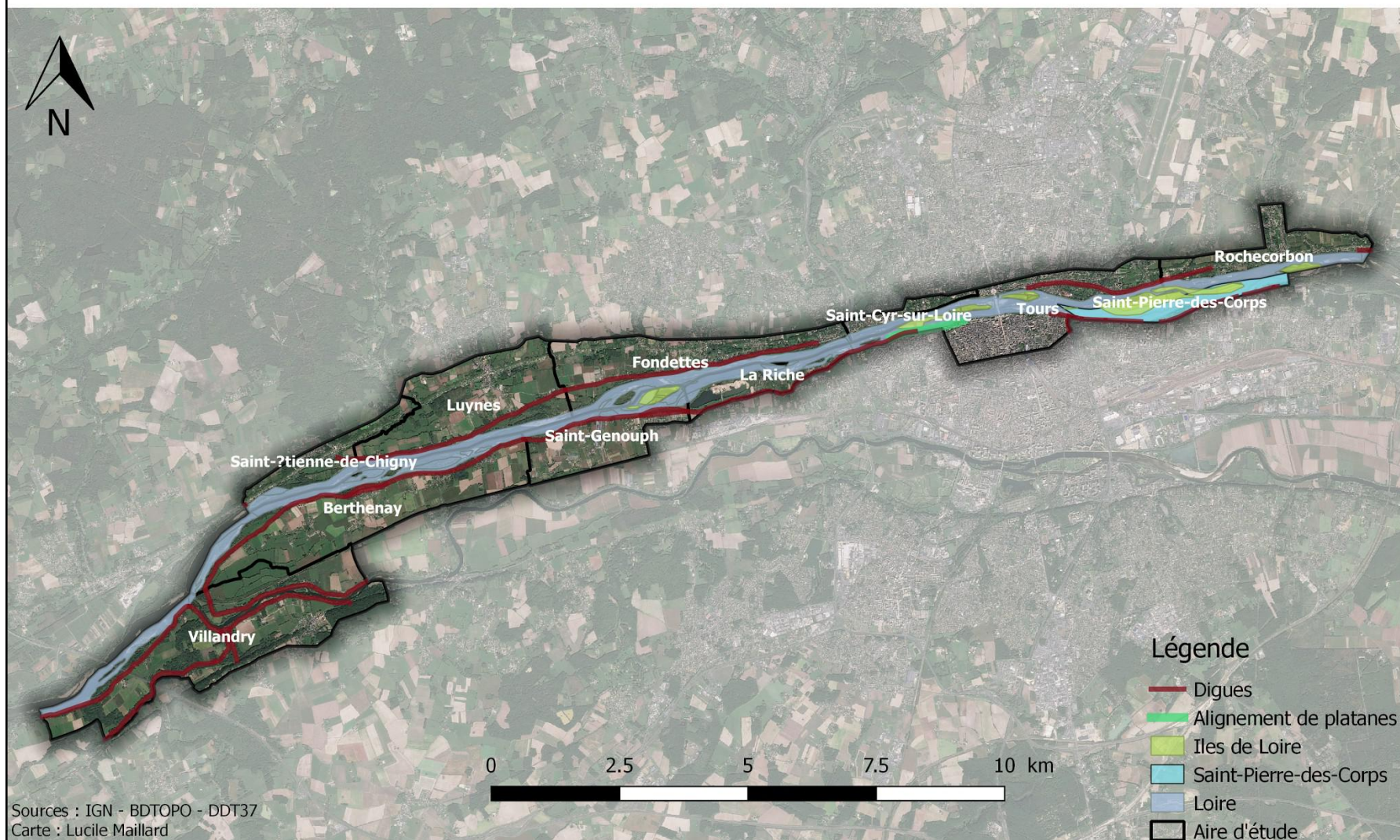


Illustration 22: Enjeux identifiés par l'architecte et le paysagiste conseil de la DDT37

## 2.8. Entretien avec M. Franck Lellu (Chargé de mission Val de Loire Unesco à la DREAL) [02/05/2017]

Le bien de la Loire et son paysage culturel constitue la Valeur Universelle Exceptionnelle du Val de Loire. Afin de garder cette richesse et ce statut de VUE plusieurs points sont à travailler (conservation du front ligérien, accompagnement du fleuve, conserver les codes culturels [tuffeau, ardoise...]). Ainsi, il s'agit d'envisager de nouveaux projets tout en considérant les éléments patrimoniaux et donc rester dans les canons de l'architecture de la Loire.

Les interventions qui peuvent être mises en place doivent cependant rester légères. En effet, la Loire est un territoire qui cristallise particulièrement les tensions. Chaque personne défend son point de vue quant à l'avenir de la Loire. Les différents acteurs ont chacun une idée bien précise concernant le fleuve, la question de la végétalisation par exemple est un sujet sensible dans le sens où pour une majorité de la population il s'agit d'une des caractéristiques de la Loire. Il est donc d'utilité publique d'expliquer, de sensibiliser aux éléments caractéristiques du territoire ligérien, de renseigner sur les usages passés. Le fleuve était auparavant vu uniquement comme un réservoir de biodiversité, maintenant on lui associe des enjeux liés à des nouveaux usages.

Il faut aussi retrouver des points de repères, ré-ouvrir ou laisser masquées certaines vues. En effet, la VUE fait partie du bien UNESCO (le coteau, les micro reliefs, la levée, les ponts, les traversées de villes, les châteaux, les ouvrages de navigation). Suite à une ré-ouverture, et donc la création d'un lien visuel, on peut réussir à recréer une liaison d'usages. On va donc pouvoir retrouver un certain patrimoine, certains usages qui autrefois existaient. Il faut dès lors trouver des projets fédérateurs qui permettent de coordonner les différents acteurs.

La Loire à Vélo ainsi que la navigation ligérienne sont des projets intéressants et qui suscitent des tensions modérées. Cependant d'autres projets peuvent créer davantage de tensions. C'est le cas par exemple de la plage de Tours, la protection des grèves de sables où nichent les sternes s'oppose à certains usages qui bien que non autorisés ont découlés du projet (la baignade, les excursions sur les îles).



### 2.8.1. Les sites importants

Intervenant	Sites évoqués	Intérêts
DREAL Monsieur Lellu	Abbaye de Marmoutier et le percement du coteau	Patrimoine historique dans un environnement abîmé, il y a un enjeu de protection.
	Les coteaux nord de Saint Cyr et Tours	Ambiance boisée dans la traversée de Tours, c'est une originalité et une force. Il y a un intérêt à leur préservation
	Les ports de Loire	Une mise en valeur est à faire.
	Couvent de la grande Bretèche (place Choiseul)	Mise en valeur est à faire pour en avoir une vue depuis l'autre côté du fleuve
	La plage de Tours	Il y a conflit entre les sternes et la baignade, peut-être peut elle voir le jour ailleurs ?
	Guinguette de Tours	Intégration dans le paysage doit rester un critère.
	Les troglodytes	Patrimoine à protéger
	Les cultures (agricoles)	Il faut protéger ces espaces de la crise pour les conserver comme tels.
	La Riche	Espace très dégradé, comment retrouver une certaine qualité visuelle ?
	Les Tanneurs	Bâtiment qui ne s'inscrit pas bien dans le reste du bâti, que faire ?
	Saint Pierre des Corps	Il y a un enjeu concernant la ville, comment la modifier, l'embellir, la reconnecter à la Loire
	La Loire à Vélo	Projet intéressant mais qui doit faire l'objet d'une mise en valeur.
	Iles de Loire	A l'origine elles n'étaient pas végétalisées, un retour à l'état original ou non ?

## 2.8.2. La vision globale et les ambitions portées sur la Loire

La Loire est vue comme un paysage culturel (c'est à dire comme une interaction entre l'homme et l'environnement, avec un développement harmonieux depuis plus de 2000 ans) ce qui lui a permis d'être inscrite au patrimoine mondial de l'UNESCO.

Il y a aussi un patrimoine riche le long du fleuve avec des nombreux bâtiments et sites classés. De plus, celui-ci montre une certaine harmonie dans toutes les villes de Loire du périmètre classé UNESCO, les maisons sont différentes mais on retrouve des volumétries, des couleurs et une organisation du bâti similaire de Blois à Saumur, voire jusqu'à Chalonnes sur Loire. On peut aussi noter la présence d'éléments de patrimoine qui ne sont plus d'actualité aujourd'hui, comme les systèmes portuaires, mais qui constitue une richesse qui retrace l'histoire du lieu. Les conserver permet de comprendre l'histoire des bords de Loire, l'évolution des usages.

La Loire par son histoire riche cristallise les différences de représentations ce qui peut amener à des conflits. Comme il n'y a pas de ligne directrice globale, lorsque qu'un projet est proposé il y a tout de suite des confrontations des associations ou collectivités concernées. Il faudrait donc un projet global sur la Loire, une vision d'ensemble, plus poussée et concrète que celle du Plan Loire Grandeur Nature.

La Loire doit aussi être comprise, des vues doivent être trouvées de part et d'autres du fleuve. Cette ré-ouverture de la Loire, peut permettre de nouveaux usages et de nouvelles collaborations entre deux villes ou les espaces situés sur les deux rives.

Il s'agit d'un des axes de travail les plus importants de ce service de la DREAL. Reconnecter les rives c'est ré-ouvrir la vue sur la Loire mais aussi reconnecter les rives physiquement à terme.

Cette reconnection physique, généralement réalisée à l'aide de bac ou autre rejoint l'un des autres projets que portent la DREAL à savoir le développement des modes de transport doux.

Les projets doivent ainsi avant tout être effectués en concertation, ils doivent fédérer les personnes. D'où l'importance d'un projet qui s'inscrit sur la globalité de la Loire.

## 2.8.3. Les problèmes et les conflits rencontrés sur le territoire

Les différents acteurs présents sur le territoire ligérien n'ont pas obligatoirement la même perception de la Loire ce qui peut mener à des conflits concernant les propositions qui peuvent être faites en matière d'aménagement.

De même les différents usages qui ne correspondent pas forcément à l'idée que chacun peut avoir de la Loire. De plus, certains usages se retrouvent parfois en contradiction voire en conflit.

#### 2.8.4 La prise en compte et l'articulation des enjeux liés aux usages, à l'inondation et à la biodiversité

Au cours de cet entretien les enjeux liés aux risques ne sont pas particulièrement ressortis on ne peut donc pas réellement les articuler avec les autres.

L'enjeu principal qui ressort est celui d'une préservation et d'une mise en valeur du paysage ligérien qui passe par une meilleure appréhension de celui-ci en retrouvant des vues sur le fleuve, les rives et autres. Cet enjeu est lié très étroitement à celui de la biodiversité et celui des usages. En effet, la mise en valeur du paysage passe notamment par une dévégétalisation des franc-bords et des îles de Loire, cela doit donc se faire en concertation avec les acteurs qui participent à la protection de la biodiversité. L'enjeu paysager n'étant pas "supérieur" à celui de la biodiversité.

En ce qui concerne les usages, ceux-ci dépendent beaucoup plus du paysage. Retrouver une vision sur le fleuve permet non seulement de mieux connaître voire retrouver des usages disparus mais aussi d'en développer de nouveaux.

## Enjeux paysagers sur l'aire d'étude (d'après Mr Franck Lellu, Chargé de Mission UNESCO- Val de Loire)

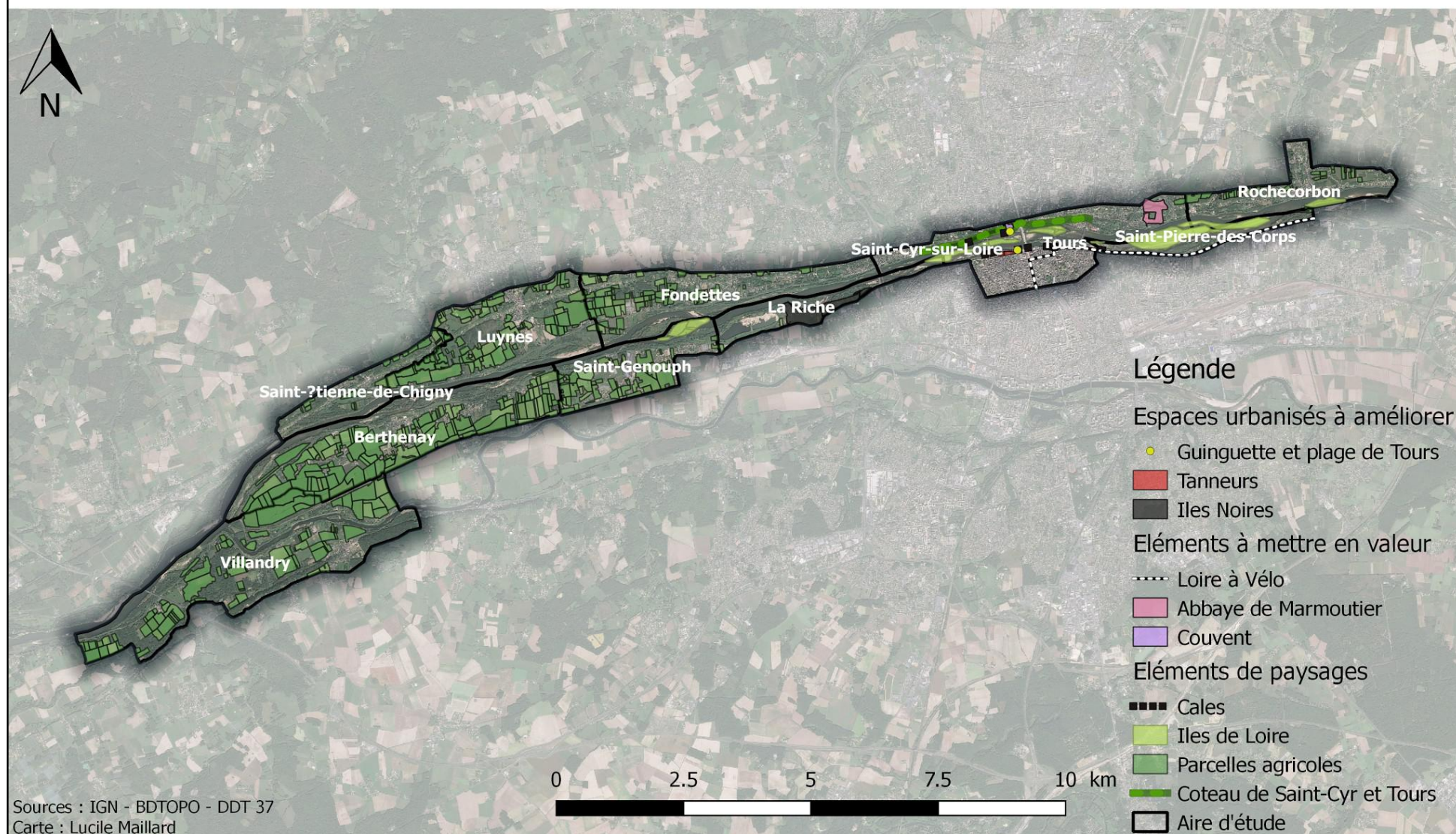


Illustration 23: Enjeux identifiés par la DREAL (paysage)



## 2.9. Entretien avec la Mission Val de Loire avec Mme Isabelle Longuet et Mme Myriam Laidet [24/05/2017]

La mission Val de Loire a comme mission principale la conservation du patrimoine ligérien. Elle s'intéresse aux interactions entre l'Homme et la Nature ainsi qu'à la biodiversité et au patrimoine bâti. La caractéristique importante des bords de Loire UNESCO est d'être un paysage vivant et non "sous cloche".

Le paysage ligérien doit pouvoir évoluer. Pour cela il est important de concilier les nouveaux usages et les nouvelles demandes sur la Loire en proposant des démarches concertées.

Aujourd'hui, il y a de grandes divergences sur notre lieu d'étude :

- La biodiversité et les usages sont souvent en opposition (ce sujet est aussi à traiter avec les différents conservatoires des espaces naturels régionaux de la région Centre Val de Loire et Pays de la Loire)
- La question du patrimoine et du risque inondation posent quelquefois des contradictions (conserver le patrimoine présent tout en réduisant la vulnérabilité face au risque inondation)
- Les différents usages de la Loire font l'objet de beaucoup de conflits. La cohabitation entre usages traditionnels (pêche, chasse) et les nouveaux (tourisme, randonnée, vélo). On peut aussi relever l'opposition très forte entre pêche professionnelle et amateur (pêche nourricière, no kill ou braconnage).

Pour réussir à limiter au maximum les conflits et divergences d'opinions il faut repenser les méthodes de travail. Il faut plus de concertation et de dialogue avec la population. Ainsi un partage des connaissances et des modes opératoires permettrait une meilleure appréhension du territoire par tous les acteurs. Il peut même être intéressant de repenser les techniques d'intervention sur le terrain et faire participer davantage de personnes.

L'Etat établit des rapports contractuels avec les collectivités : des AOT ou des conventions de superposition de gestion. Ce sont ces documents qui doivent être repensés pour être plus en lien avec l'actualité.

Il faudrait imaginer un statut avec de nouvelles formes d'occupation pour les AOT et permettre une réversibilité de celles ci. Cela dans le but d'une meilleure adaptation à l'environnement.

Au XVIIIe le haut de la rue Nationale et la place Anatole France avait un rôle de carrefour majeur. L'architecte Patou, lors de la reconstruction, a décidé de mettre en scène la Loire comme un monument naturel.

Ainsi, si au XVIIIème la priorité était la mise en valeur du bâti (front de Loire), au XXème on se consacre principalement à la mise en valeur du paysage. A l'heure actuelle il y a une tentative de conciliation : la mise en valeur du bâti (front de Loire : Haut de la Rue Nationale) et la mise en valeur du paysage (Envies de Loire).

### 2.9.1. Les sites importants

Intervenant	Sites évoqués	Intérêts
Mission Val de Loire	Iles de Loire	Certains espaces font l'objet d'une appropriation privée par des particuliers sans l'existence d'une concession faites par l'Etat.
	Iles de Rochecorbon	Impératif de ne pas y réaliser d'aménagement
	Iles de Berthenay	Conserver l'ambiance agricole du paysage
	La plage de Tours	Utiliser cet espace mais en évitant la baignade
	Quai près du parc Sainte Radegonde	Possibilité de baignade : côté du parc Sainte Radegonde dans une ancienne boire plus au Nord

### 2.9.2. L'appréhension globale et les ambitions sur la Loire

La mission Val de Loire s'intéresse aux interactions Homme-Nature.

Elle a deux axes principaux de travail :

- La prise en compte des paysages par les collectivités
- La valorisation et le partage du paysage et de sa connaissance avec les habitants et les élus.

Pour la mission, le territoire doit être compris et expliqué aux habitants. En effet, il est complexe et bien que tous les usages ne soit pas antinomiques il doit exister une réglementation des usages, sinon cela pourrait être mauvais pour le territoire.

La mission a deux orientations principales, la mise en place de plan de gestion du territoire et la fixation des orientations de développement et de conseil. Elle a aussi mis en place un schéma de navigation sur la Loire.

La Loire est vue par le prisme du paysage et par là, toutes les composantes sont abordées et intégrées. Le but de respecter les critères de l'UNESCO et donc de la VUE.

La Loire du centre ville de Tours est envisagée comme un point particulier qui implique des questions d'usages et de projet particulier mais faisant tout de même partie de l'ensemble du paysage ligérien.

### 2.9.3. Les problèmes et les conflits

Les problèmes principaux sont surtout le respect du paysage et de la biodiversité avec les nouveaux usages présents. Cependant il est important de faire du cas par cas.

Il faut aussi prendre en compte les conflits entre différents usages possibles.

La question du risque inondation ne semble pas être créatrice de conflit. Elle est discutée avec les différents maires et élus et le porté à connaissance s'effectue de manière de plus en plus intégrée avec les différents communes.

### 2.9.4. Comment sont pris en compte et s'articulent les enjeux liés aux usages, à l'inondation et à la biodiversité ?

Les trois thématiques sont liées par le paysage.

La question la plus sensible à traiter étant la question de la biodiversité car elle implique des associations très engagées.

## Enjeux identifiés par la Mission Val de Loire (Mme Longuet et Mme Laidet)

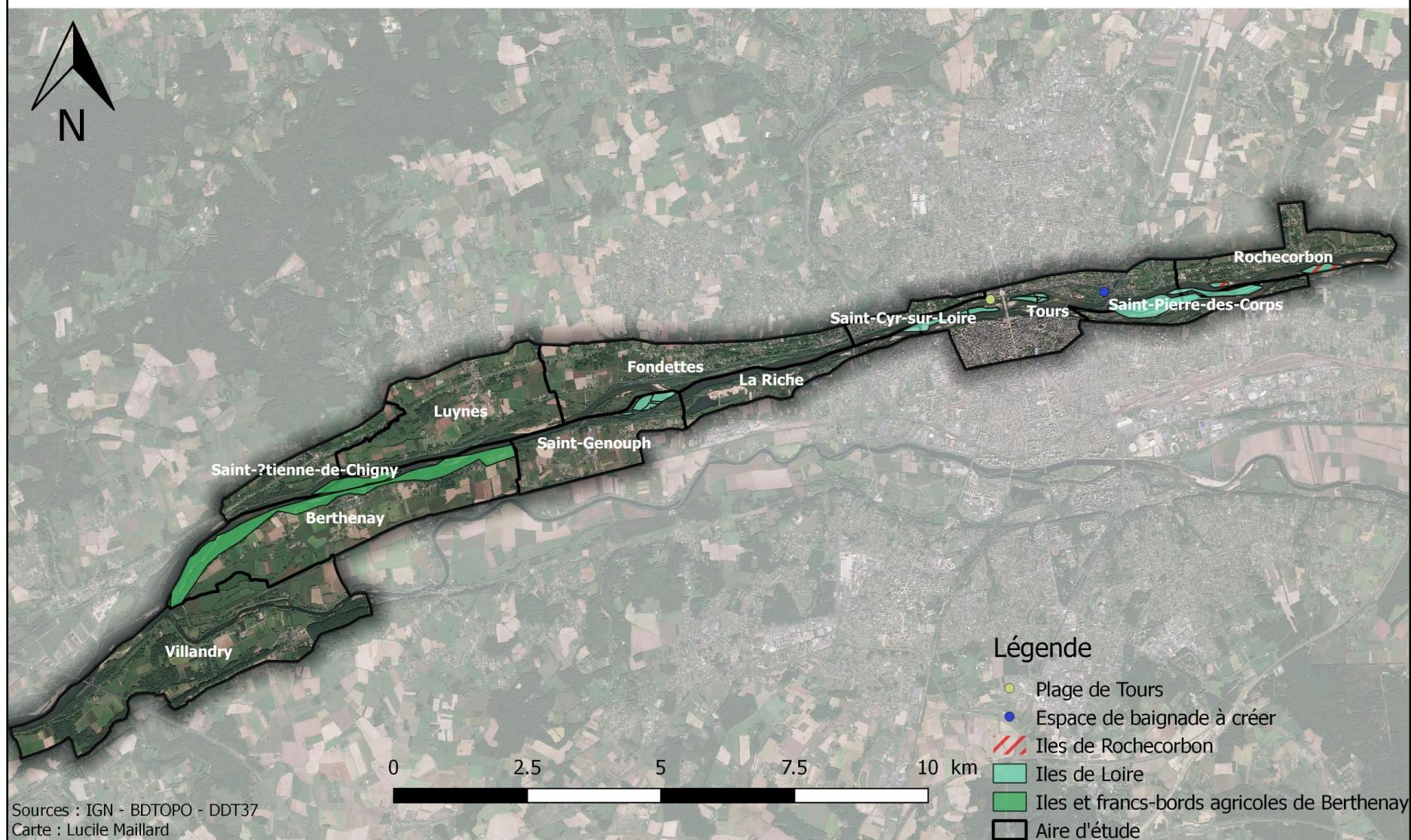


Illustration 24: Enjeux identifiés par la Mission Val de Loire



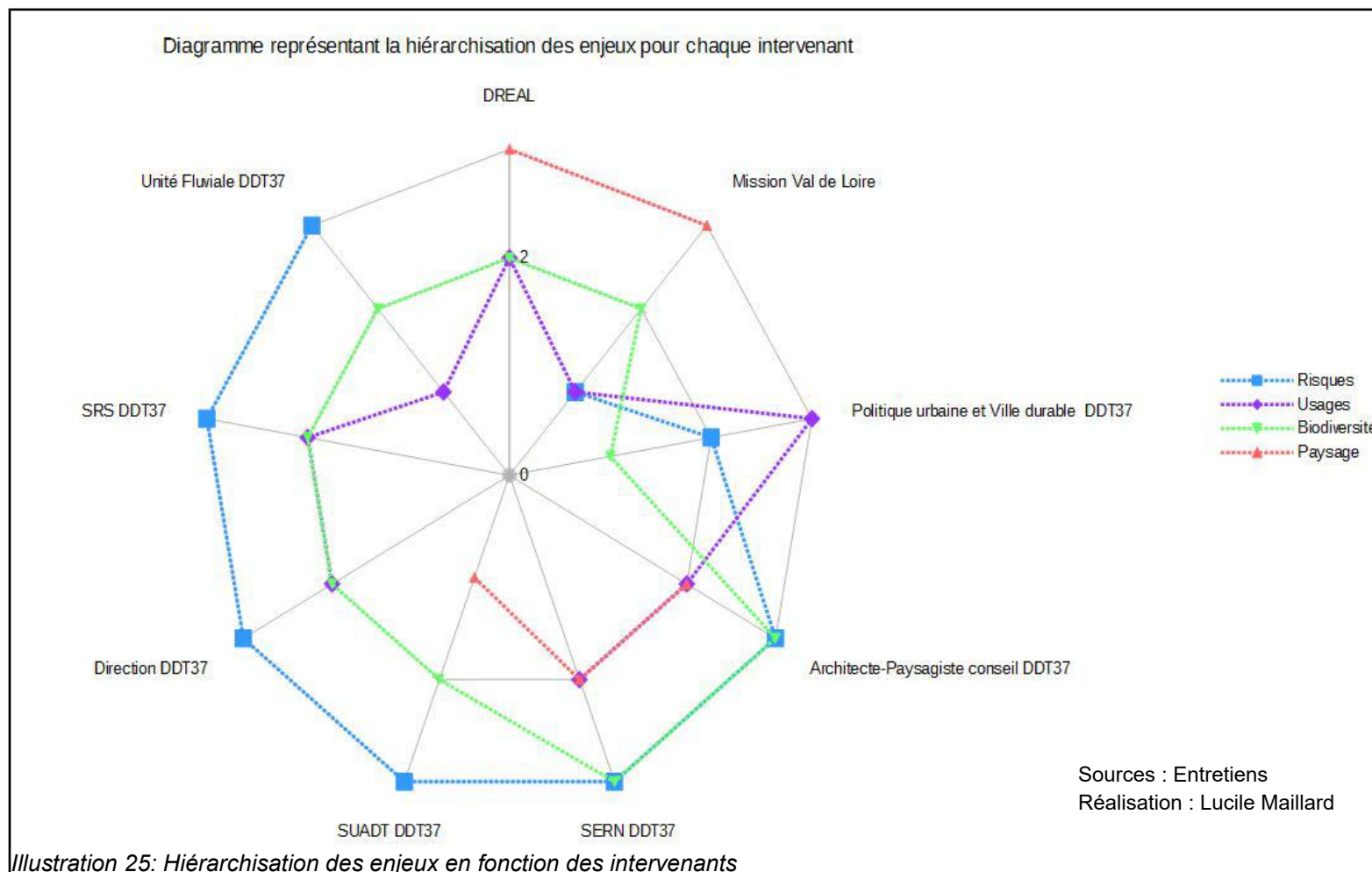
### 3. Synthèse de l'analyse des entretiens

#### 3.1. Hiérarchisation et articulation des enjeux selon chaque intervenant :

(Le schéma ci dessous a été réalisé à partir du tableau 1 en annexe)

On peut voir que dans la majeure partie des cas lorsque les intervenants font partie de la DDT l'enjeu principal concerne le risque (inondation). Pour la mission Val de Loire il s'agit d'un élément à prendre en compte en compte mais qui n'est pas l'angle d'étude employé. Pour la DREAL il n'a même pas été fait mention du risque inondation (il faut noter qu'il ne s'agit pas de l'avis de la DREAL mais de celle du service concernant les paysages).

La majeure partie du temps on retrouve deux thématiques envisagées au même niveau d'enjeu. En effet, il est souvent nécessaire de considérer les enjeux de manière intégratrice afin de pouvoir identifier les espaces importants et ceux qui le sont moins.



On peut aussi relever que, dans la plupart de nos entretiens trois enjeux s'intègrent relativement facilement : le risque, la biodiversité et le paysage. En effet, même si la biodiversité est parfois mise à mal par les aménagements et actions nécessaires à une protection face au risque, dans la majeure partie des cas la concertation et la prise en compte de ces différents enjeux permet d'aboutir à des solutions qui concilient les ambitions de chacun. La question des usages pose en revanche davantage de difficultés dans le sens où elle est souvent contradictoire avec les autres enjeux.

### 3.2. Des sites dont l'importance varient selon le point de vue..

*NB : Les chiffres correspondent aux nombres d'interviews dans lesquelles le site est apparu comme très important (lorsqu'il n'y a pas de chiffre c'est que le site est ressorti dans une seule interview)*

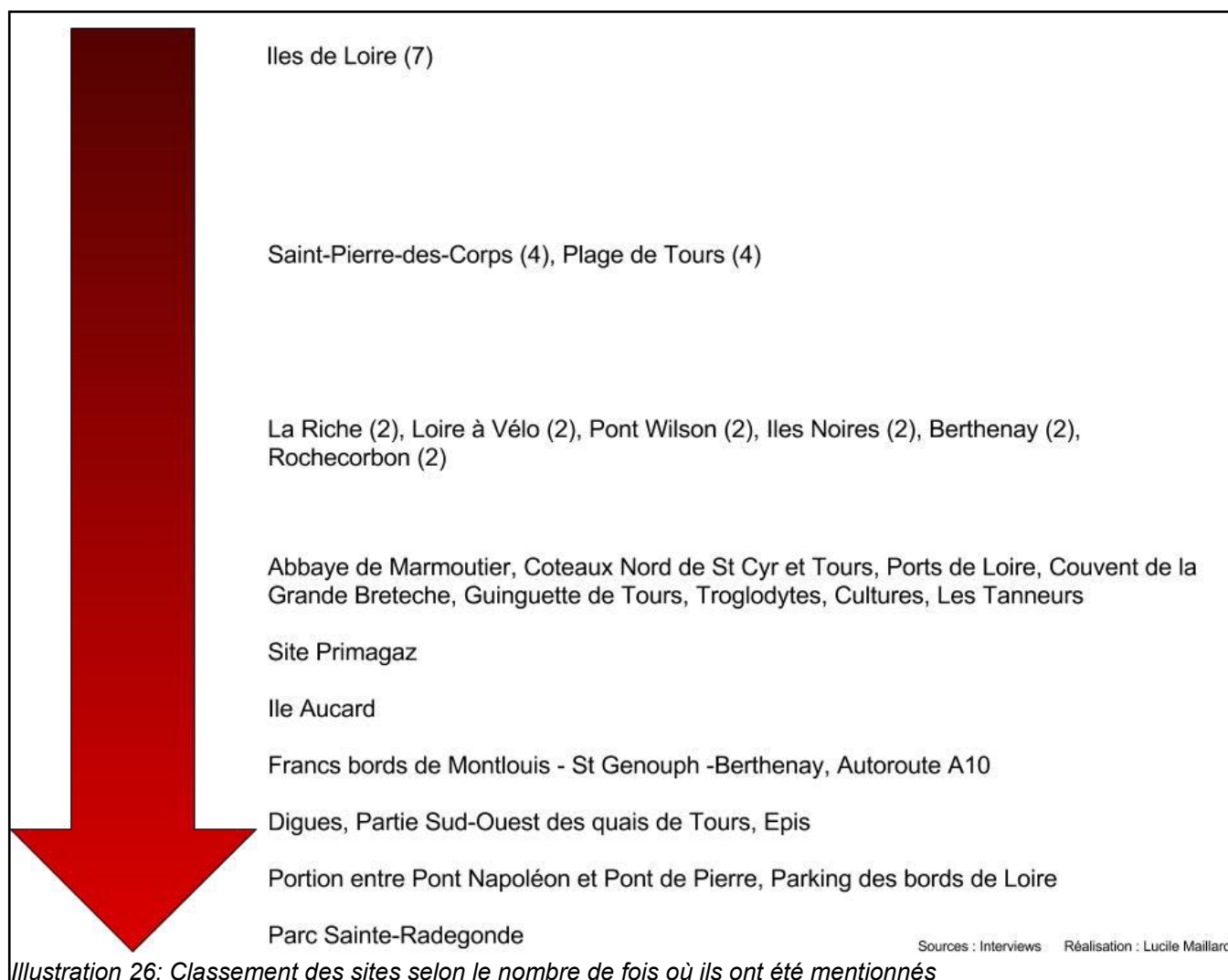


Illustration 26: Classement des sites selon le nombre de fois où ils ont été mentionnés

On peut ainsi voir que les sites qui sont le plus ressortis et combinent donc a priori le plus d'enjeux sont : les îles de Loire, Saint-Pierre-des-Corps et la Plage de Tours.

Ces espaces vont devoir faire l'objet d'une concertation beaucoup plus importante. En effet, les aménagements vont devoir intégrer tous les enjeux pour qu'ils puissent être acceptés par les différents acteurs.

Les **îles de Loire et la plage de Tours** notamment sont des espaces qui réclament une attention particulière :

- Risque : autoriser le développement d'activités dans le lit mineur est en contradiction avec la réglementation et rend plus difficile les évacuations en cas de crues
- Biodiversité : espaces de nature en ville mais à proximité des berges où les sternes nichent
- Usages : volonté de développer des activités humaines (baignade, camping, canoë-kayak etc..)
- Paysage : la végétation présente elle constitue un élément de "nature" mais empêche la vue coteau à coteau

Les îles et la plage sont donc des espaces qui concentrent des enjeux variés et qui vont présenter des contraintes fortes pour la réalisation des projets.

La **ville de Saint-Pierre-des-Corps** a aussi été mentionnée à de nombreuses reprises mais elle ne combine pas autant d'enjeux différents :

- Risque : prise en compte nécessaire dans la manière de concevoir la ville et d'envisager l'urbanisme
- Usages : favoriser l'accessibilité pour les habitants entre la ville et la Loire

Cependant, si la ville de Saint-Pierre-des-Corps est beaucoup ressortie dans les interviews, il faut garder en tête que c'est un exemple parmi d'autres (plusieurs communes sont inondables en totalité sur le territoire d'étude).

On peut ensuite voir les sites suivants : la Riche, le tracé de la Loire à Vélo, le Pont Wilson, les Iles Noires ainsi que les francs-bords et îles de Rochecorbon et Berthenay. Bien que moins ressortis lors des interviews ils peuvent présenter des contradictions entre les différents enjeux.

La commune de **la Riche** présente principalement les enjeux suivants :

- Usages : l'accessibilité de la Loire depuis la ville en améliorant la continuité des cheminements
- Paysage : on a une entrée de ville dégradée qu'il est nécessaire de requalifier

Les **îles Noires** (sur la commune de la Riche) étant un site particulièrement sensible :

- Risque : espace très fortement soumis au risque inondation (lit mineur endigué)
- Usages : habitat illégal qui se sédentarise

Les **îles de Berthenay et Rochecorbon** font converger de nombreux enjeux :

- Risque : la végétation doit être enlevée afin de permettre une meilleure gestion des crues et un meilleur entretien des berges
- Biodiversité : la dévégétalisation des bords doit tenir compte de la présence de la faune et la flore

- Usages : volonté de réimplanter de la batellerie (Roche-corbon)
- Paysage : espaces majoritairement agricoles ou à dominante naturelle qui doivent être conservés

Bien que situés sur des communes différentes ces îles sont très semblables par les problématiques qu'elles soulèvent. Nous n'avons pas relevé de conflits sur ces sites : en effet, la biodiversité représentative de la Loire ne réside pas dans les arbres des franges-bord. Leur coupe raisonnée dans le but de redonner du champ libre à l'eau pour diminuer le risque est même un moyen d'offrir de nouveaux espaces de nidification pour les sternes (qui elles sont représentatives de la biodiversité présente en Loire).

En ce qui concerne la **Loire à Vélo** celle-ci répond exclusivement à des enjeux d'usages humains. On peut donc retrouver de nombreux conflits d'usages sur le territoire.

Le **Pont Wilson** fait lui aussi l'objet de préoccupations majoritairement liées aux usages (développement d'un bateau-restaurant).

Ainsi, bien qu'étant moins ressortis au cours des interviews, on voit qu'il s'agit de sites qui concentrent différents enjeux. Il faut donc considérer ces espaces comme devant faire l'objet de concertations avant projet.

Les sites apparus une seule fois comme étant des espaces à enjeux ne doivent cependant pas être considérés comme des espaces que l'on peut négliger. Comme on peut le constater, là aussi on peut voir converger différents enjeux.

Notamment pour l'île Aucard et les franges-bords de Montlouis, St-Genouph et Berthenay.

Ainsi, sur l'**île Aucard** on peut voir converger :

- Risque : aléa inondation très important
- Usages : habitat permanent qui s'est développé et est devenu patrimonial (différence avec les Îles Noires)

Les **franges-bords de Montlouis, St Genouph et Berthenay** :

- Risque : entretien des berges est nécessaire dans le cadre de la gestion des crues (dévégétalisation)
- Usages : espaces de détente et de nature

Ces espaces sont soumis à une forte pression car il y a un conflit important entre les usagers, qui souhaitent conserver le cadre très vert du site, et les services de l'Etat qui doivent entretenir les berges.

Enfin, d'autres espaces ne font pas forcément l'objet de conflits entre enjeux mais plutôt d'une différence de perception et devront donc être traités de manière concertée afin de pouvoir trouver des projets qui conviennent à une majorité d'acteurs. Notamment :

- les **digues** qui sont vues comme un élément de protection face au risque, un élément qui aggrave le risque en cas de rupture ou bien encore comme un élément de patrimoine qu'il faut intégrer et considérer comme typique de l'architecture fluviale



- les **parkings des bords de Loire** qui augmentent les surfaces imperméabilisées et diminuent l'accessibilité au fleuve par les piétons et modes de transport doux.

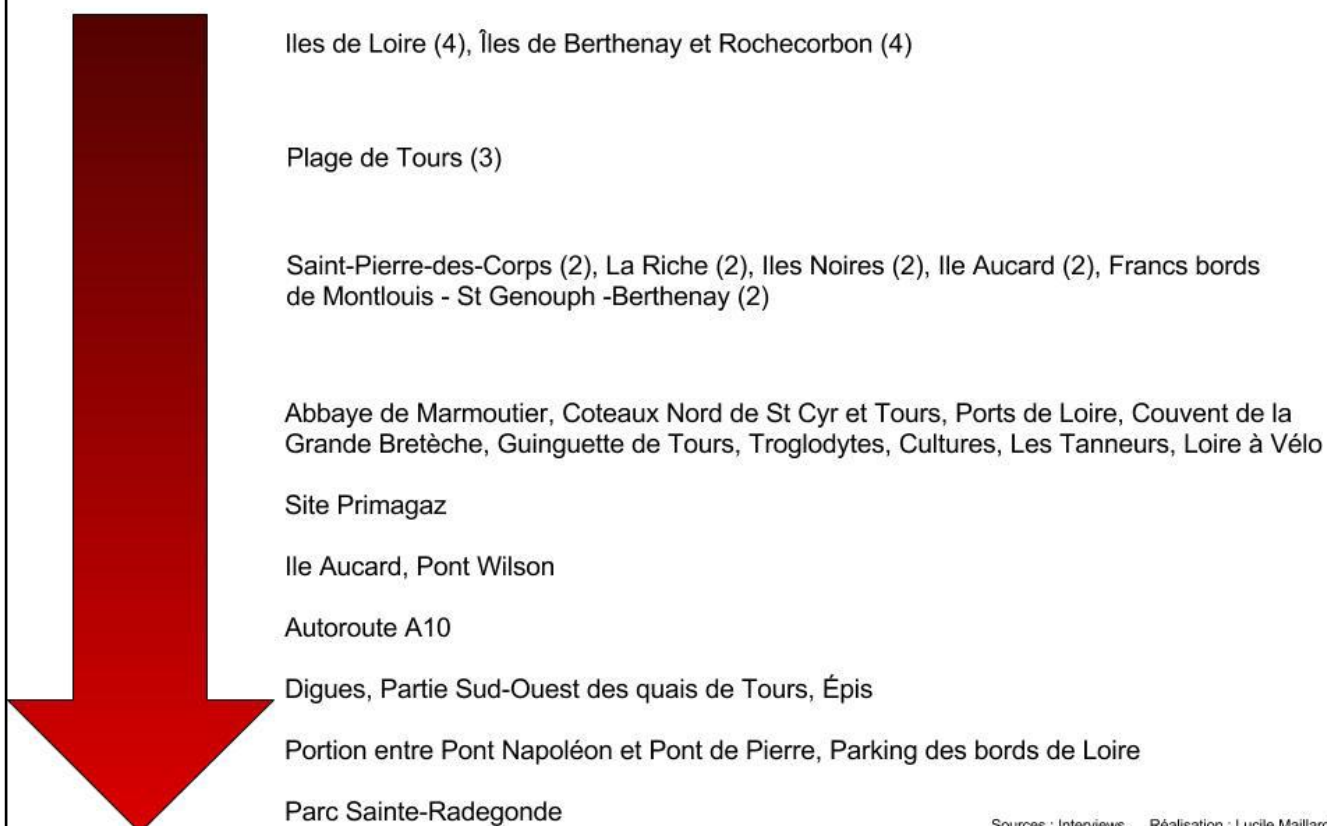
Cette analyse nous permet de voir que ce classement établi d'après la fréquence d'apparition des différents sites dans les interviews ne reflète pas tout à fait une forte concentration d'enjeux. Cela s'explique par une sensibilisation, notamment au sein de la DDT quant au risque inondation ou à la protection de la biodiversité. Des services portant sur d'autres thématiques mentionnent tout de même des sites ne présentant pas des enjeux les concernant directement (par exemple le SUDT qui aborde le fait que les îles de Loire doivent concilier usages ET protection de la biodiversité). On peut donc établir un autre classement en fonction de la diversité des enjeux qui peuvent être portés sur chaque site.

*(NB : Dans ce classement il a été décidé de prendre en compte l'enjeu du paysage qui a souvent été mentionné. Les numéros indiqués à côté des sites indiquent le nombre d'enjeux par lesquels ils sont concernés. Les sites sans numéro sont concernés par un seul enjeu. )*

On peut donc voir que ce n'est pas parce qu'un site a été régulièrement mentionné lors des interviews qu'il combine réellement plusieurs enjeux.

Il faut tout de même considérer avec précaution ces classements ceux-ci ayant été élaborés à partir d'analyse d'interviews. D'autres acteurs pourraient faire ressortir des enjeux (parmi les quatre considérés) sur certains sites qui n'ont pas été mentionnés lors de nos entretiens. De même, lors de nos analyses nous avons pu mal interpréter certains éléments sur-évaluant ou sous-évaluant la mention de certains sites.

## Classement des sites évoqués dans les entretiens en fonction du nombre d'enjeux qu'ils font converger



Sources : Interviews Réalisation : Lucile Maillard

Illustration 27: Classement des sites en fonction du nombre d'enjeux qu'ils font converger

De plus, il convient de préciser que la ville de Saint-Pierre-des-Corps doit être considérée comme un exemple des communes inondables et non comme un site très spécifique.

Nous avons pu répertorier les différents espaces mentionnés dans les entretiens de la manière suivante (seuls les sites combinant au minimum deux enjeux ont été représentés).

## Synthèse des espaces à enjeux mentionnés au cours des entretiens

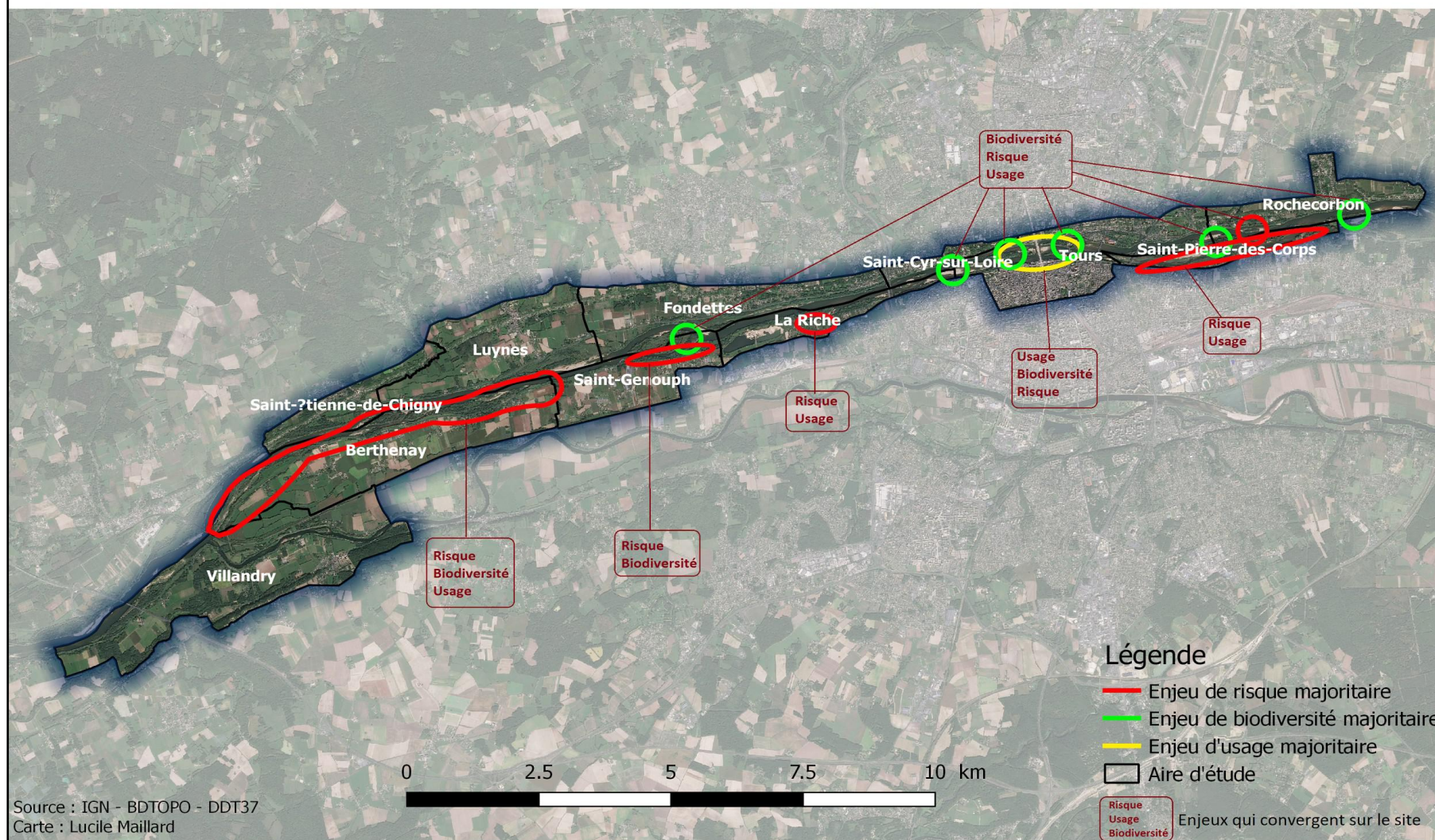


Illustration 28: Synthèse des espaces à enjeux mentionnés au cours des entretiens



## 4. Réflexion sur le devenir des usages sur la Loire

Il est important, pour la DDT, que des usages se développent sur le fleuve. En effet, un regain d'attractivité du fleuve, grâce à des activités respectueuses de la Loire permet de créer une culture du fleuve. A terme cela va permettre de mettre en place la culture du risque qui est aujourd'hui très peu présente sur le territoire de Tours.

De plus, le devenir des usages pose la question du devenir du positionnement de la DDT. Quelle est la position la plus adaptée : autoriser et encadrer les activités ou bien les interdire et subir leur apparition quoi qu'il arrive ?

### 4.1. Les usages de la Loire Tourangelle : des dynamiques nouvelles

L'Unesco a classé le Val de Loire comme patrimoine culturel, les usages présents sur la Loire contribuent à ce patrimoine culturel évolutif et vivant. Ceci se retrouve particulièrement dans la V.U.E du critère II de l'UNESCO : « Développement harmonieux d'interactions entre les hommes et leur environnement sur deux mille ans d'histoire ».

Certains usages sont présents depuis des centaines d'années :

- utilisation de l'eau de la Loire pour l'agriculture ou les besoins humains (avec le captage de l'eau sur les îles Aucard et aux Vaches aujourd'hui)
- utilisation du fleuve comme axe de transport en bateau (en voiture sur les berges aujourd'hui),.

Cependant de très nombreux usages, moins anciens, confèrent une valeur patrimoniale importante à la ville de Tours. Les usages présents aujourd'hui et en développement résultent des envies et des politiques urbaines mais aussi de l'appréhension de cet objet toujours aussi complexe qu'est la Loire.

Les usages que nous avons pu recensés sont classés dans quatre grandes catégories (loisirs, tourisme, urbanisme et nature) pour plus de simplicité, dans la rédaction et la représentation cartographique. Certains des usages pouvant être placés dans plusieurs catégories nous avons réalisé des choix arbitraires pour ceux-ci.

#### 4.1.1. La Loire loisirs

##### Événements ponctuels

Avant l'abandon total du fleuve dans les années 60, les bords de la Loire étaient un lieu de spectacle et d'attraction. Aujourd'hui, des événements ponctuels proposent des animations et des spectacles dans le centre ville, avec d'autres formes que ceux d'antan. La politique urbaine se réorganise autour d'une logique d'offre d'usages et d'ambiances nouvelles qui changent au cours des années et des saisons. Ces changements sont au centre de la réflexion sur le renouvellement des villes centres (Zukin, 1995)<sup>39</sup>.

<sup>39</sup>«Mettre en scène et mettre en intrigue: un urbanisme festif des espaces publics» Benjamin Pradel 2007



### Guinguettes et Programmations culturelles

Le centre ville de Tours comporte deux guinguettes, et notre périmètre d'étude trois avec celle de Rochecorbon.

La présence des guinguettes sur les bords de Loire doit s'intégrer dans le paysage<sup>40</sup>, le paysage de la Loire étant classé, les infrastructures ne peuvent pas prendre n'importe quelle forme.

La "Guinguette de Tours" sur le quai de la place Anatole France respecte les conditions d'intégration dans le paysage. Les structures sont situées sur un quai bétonné et goudronné et non sur un franc bord en sable ce qui permet une exploitation facilitée et un risque de pollution du fleuve moindre. Elle ne se trouve pas non plus à proximité immédiate des bancs de sable convoités par les oiseaux de Loire.

De mai à septembre, l'espace au pied du pont accueille également un grand nombre d'animations dans le cadre du programme "Tours sur Loire" comme des concerts, des spectacles de danse, des projections en plein air, des ateliers de découverte ainsi que des animations pour les enfants<sup>41</sup>.

En rive droite, la guinguette "Tours Plage" a vu le jour en face de la "Guinguette de Loire" sur le banc de sable au niveau du quai de Portillon. Cette guinguette est née dans la mouvance de "Paris Plage", à la différence près qu'elle est implantée sur le franc-bord avec un accès direct à l'eau et non sur les quais comme à Paris.

Il est assez paradoxal de proposer cette guinguette comme "Tours Plage" car la baignade est interdite dans la Loire. Pour les services de la DDT<sup>42</sup>, le lieu n'est pas le plus favorable à la conciliation des enjeux de protection de la biodiversité et de la population (risque de noyade). La plage pourrait se trouver en face, sur les quais aujourd'hui occupés par des parkings. Les activités de détente proposées à l'heure actuelle : transats, jeux de société, livres... peuvent être délocalisées sans problème.

Avec les deux guinguettes de Tours et celle de Rochecorbon, on retrouve la défense du patrimoine artistique et culturel ligérien ainsi qu'un espace modulable et adaptable aux demandes du public. La "guinguette de Tours" semble donc être un espace à protéger et à mettre en valeur. Cependant, il faut rester raisonnable et ne pas multiplier l'offre de guinguettes au risque de voir une banalisation de ces infrastructures.



Illustration 29: "Guinguette de Tours, quai des Tanneurs, Tours" Paul D

<sup>40</sup>Entretiens avec la DREAL Paysage (chargé de mission Val de Loire Unesco) et le service Risques de la DDT 37, 2017

<sup>41</sup>Gestion du lit de la Loire moyenne : étude DREAL, 2016

<sup>42</sup>En particulier l'unité fluviale de la DDT 37, 2017

A l'opposé, la guinguette de "Tours Plage" semble devoir subir quelques modifications pour pouvoir continuer son activité à cet endroit, ou, doit changer de localisation.



*Illustration 30: "Plage de Tours, quai Portillon, Tours"*  
Paul D

## Attractions, parc et fêtes

Parcs attraction (Lulu parc, projet de parc animalier)

Le parc d'attraction "Lulu parc" est situé à Rochecorbon sur le bord de la Loire. Il comporte une zone de loisirs, un mini-golf et une guinguette. Ce type de projet de parc d'attraction pourrait revenir, une idée de parc animalier a été proposée à la DDT, mais le projet n'a pas pu voir le jour. Les parcs animaliers impliquent des constructions spécifiques et de l'accueil de public, ce qui est compliqué à justifier dans le lit du fleuve sachant que la proximité avec le fleuve n'est pas obligatoire.



*Illustration 31: "Lulu Parc, Rochecorbon" Paul D*

## Fêtes

Les bords de Loire sont le théâtre de nombreux rassemblement festifs. Ainsi les quais proches de la bibliothèque de Tours ou les petites plages sur les quais Paul Bert et de Marmoutier accueillent de nombreuses personnes (étudiants et jeunes actifs en majorité) notamment durant la période estivale. Cet usage peut entraîner, dans quelques cas, des dérives : baignade de personnes (souvent alcoolisées), jets de déchets dans la Loire ou encore la sensation de “privatisation” de cet espace par une seule frange de la population.

Les projets visant à sécuriser les bords de l’eau ou dans la construction d’une culture du risque sont donc à développer.

La confluence du Cher et de la Loire (entre Berthenay et Villandry) est aussi un lieu qui attire beaucoup de personnes. On peut ainsi noter que beaucoup d’usagers s’y retrouvent. Ce lieu est fréquenté aussi bien par des familles, des baigneurs, des sportifs<sup>43</sup>.

Ces lieux de rassemblements sont attractifs en particulier grâce à un paysage agréable avec un aspect naturel important, il faut donc conserver cette ambiance et ce paysage, tout en sensibilisant les utilisateurs de ces sites sur les questions de biodiversité et de risques.

### 4.1.2. Loire sportive

#### Baignade

Aujourd’hui la baignade est interdite par un arrêté municipal<sup>44</sup> mais la demande est forte pour revenir se baigner dans la Loire. Cette pratique est difficile à mettre en place légalement aujourd’hui car elle met en conflit plusieurs enjeux forts. La baignade fait converger plusieurs problématiques : la question de la dangerosité du fleuve, une demande de plus en plus forte des classes populaires et des riverains pour aller se baigner dans la Loire et la protection de la biodiversité.

Les bancs de sable sont des espaces privilégiés pour la nidification d’espèces emblématiques des bords de Loire comme les sternes, les mouettes mélanocéphales ou encore les petits gravelots<sup>45</sup>. D’où la nécessité de limiter leur usage par des touristes ou locaux pour s’y installer (activités de baignade, détente..).

La Loire est aussi un fleuve dangereux, les bancs de sable ne sont pas des structures stables (phénomènes de “cul de grève”) et peuvent s’effondrer sous le poids d’une personne. De plus les tourbillons et bîmes peuvent entraîner les baigneurs si le fond du fleuve n’est pas homogène (disparition de 19 personnes dans le Maine-et Loire dans les années 70. La disparition d’un homme le 19/06/2017 au niveau du pont Wilson proche de “Tours Plage” vient rappeler le danger du fleuve).



Illustration 32: "Panneau d'interdiction de baignade à proximité de la guinguette de Tours Plage, Tours" Paul D

<sup>43</sup>Entretiens à la DDT

<sup>44</sup>Arrêté municipal n°2115-07, Tours

<sup>45</sup>Entretien avec le SERN de la DDT 37, 2017

De plus la qualité de l'eau de la Loire n'est pas contrôlée et le risque sanitaire n'est pas écarté.

Aujourd'hui, la mission Val de Loire avec son projet "habiter l'eau" revient sur cette demande et propose une idée pour retourner se baigner dans la Loire. Il s'agit de réapprovisionner en eau l'ancienne boire sous le parc Sainte Radegonde, juste à côté du club de tennis. Le projet est de recréer une baignade naturelle, sécurisée, avec la possibilité de contrôle de la qualité de l'eau. Si ce projet voit le jour, il semble qu'une autorisation d'occupation temporaire puisse être demandée pour l'installation d'un poste de surveillance. Sur Cartice, la demande se porte sur l'île Simon où l'idée serait d'implanter une piscine naturelle.

### Bivouac

La question du bivouac est assez complexe. Selon la définition du Parc Naturel Régional Loire-Anjou-Touraine, le bivouac est un campement provisoire et léger, d'une nuit maximum, du coucher au lever du soleil. Sur notre secteur d'étude, cette activité se pratique sur les bancs de sables et îlots de la Loire. C'est une activité à risque en raison de la très grande proximité avec le cours d'eau. C'est aussi une activité qui se pratique sur les mêmes espaces que ceux où vivent les espèces sensibles du bords de Loire (oiseaux protégés ou mammifères).

Il n'existe pas de réglementation ni d'interprétation claire de la part des différents acteurs sur la légalité ou non de cet usage. Le bivouac est souvent assimilé à une forme particulière de camping sauvage.

Si le bivouac est considéré comme du camping sauvage il est réglementé par le décret n° 2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre Ier du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme<sup>46</sup>. Dans ce cas là, le bivouac n'est pas autorisé sur les bancs de sable le long de la Loire, dans le lit endigué, sur les zones classées et dans les centres villes sauf par dérogation. Mais le bivouac est une forme très particulière de camping sauvage, on peut le considérer comme la forme la plus simple du "camping sauvage" car il n'est présent qu'une journée, sans véhicule à moteur sur les bancs de sable. L'idée du bivouac est juste de faire une petite pause dans la nature pour une nuit sans laisser de trace (déchet, feu...).

La réglementation en vigueur dans le parc Loire-Anjou-Touraine fait le distinguo entre camping et bivouac. Selon le PNR, le bivouac "n'est autorisé que sur les plages ou grèves accessibles à pied sec, non soumises aux Aires de Protection de Biotope et dans les endroits prévus à cet effet. Dans les sites classés, le bivouac est interdit"<sup>47</sup>. La Mission Val de Loire propose dans sa charte de la navigation une interdiction pure et simple du bivouac et du camping dans le périmètre de la Loire Unesco<sup>48</sup>.

On peut donc penser à une réglementation plus claire, avec des zones à délimiter en concertation avec les maires des communes des bords de Loire ou à minima une réglementation sur les responsabilités et les grands espaces autorisés ou non pour le bivouac. Il pourrait y avoir une extension de la réglementation du PNR sur l'ensemble de la Loire dans le centre de Tours voir dans le département, si la question des "endroits prévus à cet effet" était éclaircie.

<sup>46</sup>Site internet : <https://www.lecampingsauvage.fr/legislation-et-reglementation/camping-sauvage-bivouac>

<sup>47</sup>Plaquette "Les bonnes pratiques nautiques sur la Loire et la Vienne Informations et réglementation" Parc Naturel Régional Loire-Anjou-touraine

<sup>48</sup>"Charte de la navigation sur la section Val de Loire patrimoine mondial de l'Unesco Projet adopté le 21 mars 2007 par la Conférence territoriale Val de Loire-patrimoine mondial de l'Unesco et proposé à l'approbation des assemblées délibérantes de ses organismes membres." Mission Val de Loire



### Descentes de Loire: canoës, paddles, planche à voile

De nombreuses activités sportives existent sur le fleuve et certaines depuis longtemps. La principale est sans doute le canotage, mais les descentes de Loire prennent différentes formes depuis le renouveau de la navigation de Loire depuis les années 1990, du kayak monoplace à la sortie culturelle organisée avec dégustation sur un bateau de Loire.

Les canoës sur la Loire sont visibles depuis la Restauration et les premières régates verront le jour dans les années 1850. Les problématiques actuelles sont les mêmes que l'on parle de canoë, de paddle ou encore de planche à voile. Toutes ses activités de descentes de Loire peuvent entrer rapidement en conflit avec les espèces protégées qui nichent sur les bancs de sable<sup>49</sup> et les îles de Loire. Certains opérateurs de voyage laissent les touristes « dans la nature » sans consigne et avec "l'autorisation" de faire du feu. Ces activités sportives se disputent l'espace de la Loire avec les pêcheurs professionnels ou amateurs (que ce soit sur les bords avec la pêche à la ligne ou sur le fleuve avec les barques).

D'un point de vue paysager, l'entretien des berges doit permettre de ne pas avoir une vue trop monotone<sup>50</sup> le long de la descente. Que ce soit depuis ou vers le fleuve, il faut réussir à avoir des vues différentes et donc ouvrir des cônes de vues intéressants. Il est important de retrouver une visibilité sur la Loire pour que celle-ci soit considérée comme une véritable composante du paysage.

### Activités motorisées: ski nautique, jet ski ...

À l'exclusion du ski nautique, toutes activités sportives de vitesse pratiquées par des bâtiments motorisés ou engins motorisés (jet ski, aéroglisseur, hydroglisseur...) sont interdites sur la Loire et la Vienne dans tout le département. L'évolution des bateaux à passagers et des bateaux de plaisance est réglementée et la vitesse ne doit pas dépasser 10 km/h<sup>51</sup>. Il y a la possibilité de développer des activités motorisées ou des activités comme le télési nautique sur les plans d'eau dans le lit endigué (anciennes gravières), la question se pose donc sur les bâtiments accompagnant ce type de projet. La réglementation est moins contraignante dans le département voisin du Maine-et-Loire, généralement dans des zones hors de la Loire Unesco. Aucun projet, pour le moment, n'évoque la possibilité de faire une base de loisirs motonautique dans les environs de Tours.

### Pêche amateur et chasse de gibiers d'eau

La pêche est une activité très ancienne et très prisée sur la Loire<sup>52</sup>. Elle est pratiquée de manière amateur et professionnelle (usages que nous avons différenciés car ils ne posent pas les mêmes questions, même s'ils se ressemblent dans l'activité). La pêche amateur est autorisée et réglementée dans le département pour la majorité des poissons<sup>53</sup>. Cette activité est présente sur tout le linéaire du fleuve (sur notre aire d'étude sauf la réserve sous le pont Wilson interdit toute pêche) pour les amateurs ayant payés une cotisation à la fédération de pêche.

<sup>49</sup>Entretien avec le SERN de la DDT 37, 2017

<sup>50</sup>Entretien avec la DREAL Paysage, 2017

<sup>51</sup>Arrêté préfectoral Indre et Loire portant règlement particulier de police de la navigation intérieure sur les cours et plans d'eau d'indre-et-loire à l'exclusion du cher canalisé (entre la limite avec le département du loir-et-cher en amont et le barrage de bléré en aval) et des sections interdépartementales de la vienne et la creuse entre les départements de la vienne et d'indre-et-loire Article 4 - Restrictions à certains modes de navigation (Article R. 4241-14)

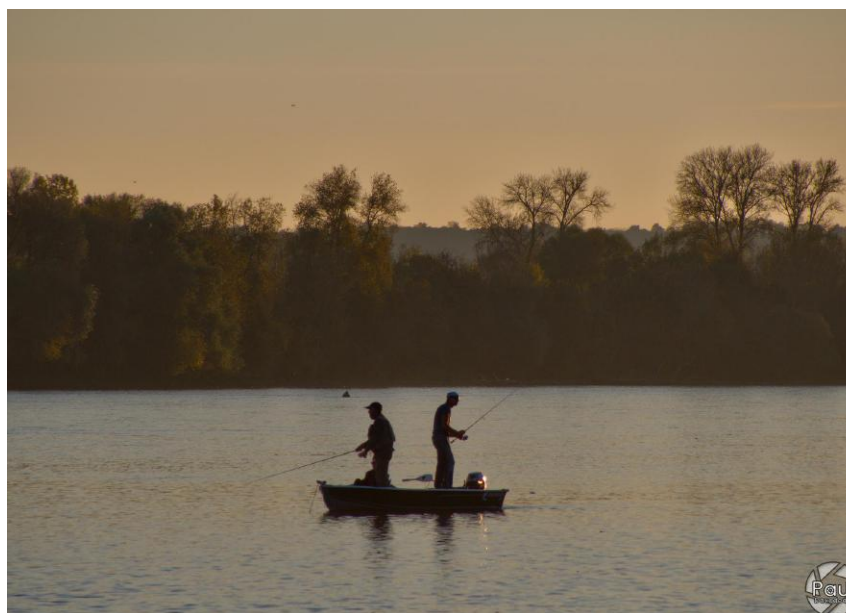
<sup>52</sup>Panneaux de l'exposition "Plaisirs de Loire", Mission Val de Loire

<sup>53</sup>Arrêté préfectoral Indre et Loire relatif à la pêche fluviale dans le département pour l'année 2017

La chasse est aussi une activité ancienne et très présente sur le territoire ligérien. Dans notre périmètre d'étude, seul la chasse au gibier semble poser question.

On peut relever des tensions dues à ces activités sur plusieurs points : la présence des chasseurs et des pêcheurs sur la majorité du linéaire pose parfois des tensions car les bords de Loire sont loués aussi bien aux fédérations de pêche et chasse<sup>54</sup>.

On peut aussi évoquer la question du braconnage, la pêche amateur étant pratiquée plusieurs manières. On peut noter les pratiques du No Kill, de la pêche loisirs, de la pêche vivrière ou encore du braconnage. Les pratiques de la pêche No Kill (le poisson est remis à l'eau, on cherche seulement à pêcher le plus gros poisson possible et à se photographier avec) et surtout du braconnage entrent en conflit avec les pêcheurs professionnels et parfois de manière violente. La question de la médiation entre les différents pêcheurs doit s'engager et la mission Val de Loire se propose pour la mener. On peut donc se demander la position que doit adopter la DDT quant à cette médiation ?



*Illustration 33: "Pêcheurs à la ligne, La Possonière (49)" Paul D*

<sup>54</sup>Entretiens avec le SERN et l'unité fluviale de la DDT 37, 2017

## Loire loisirs

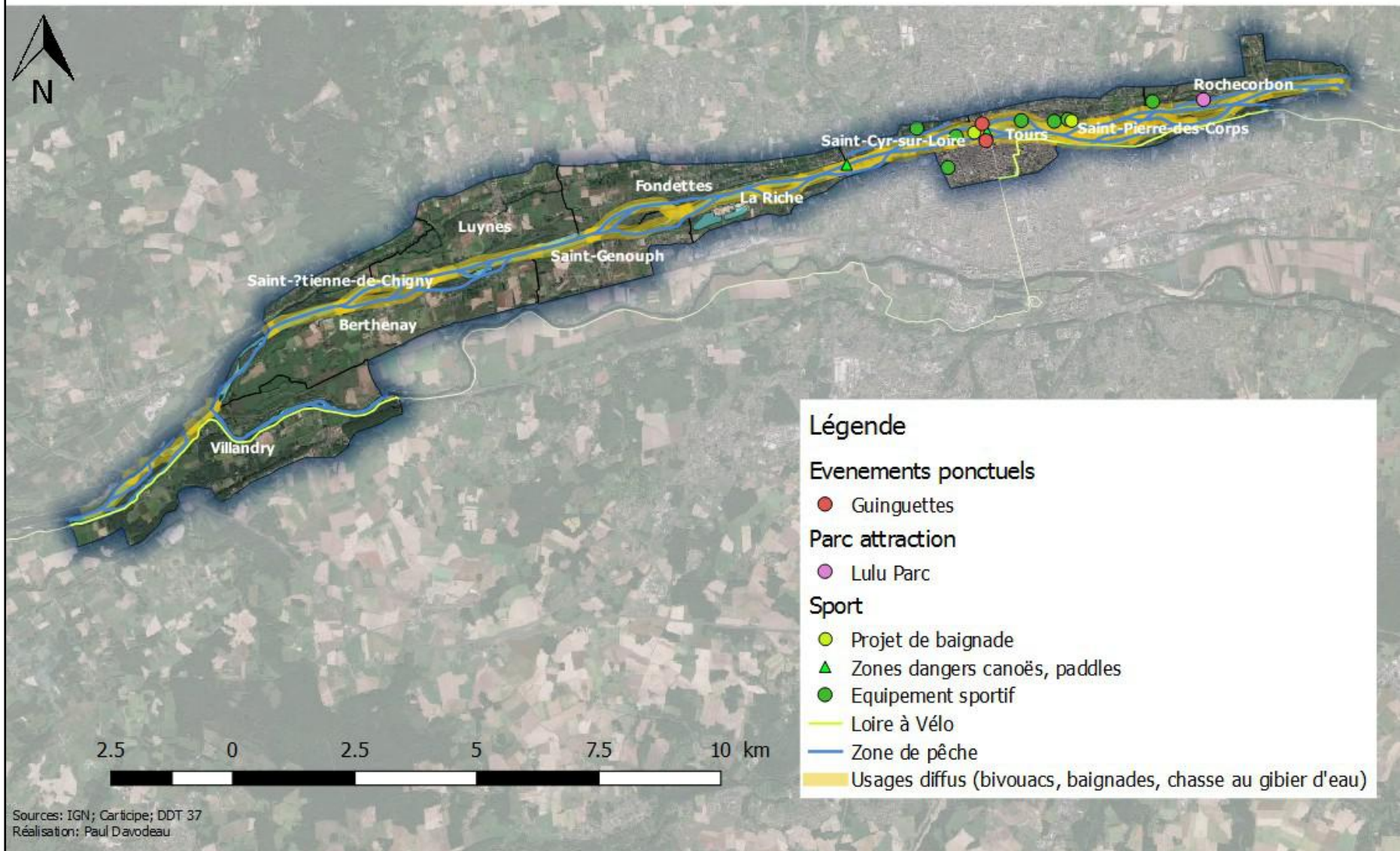


Illustration 34: Synthèse des usages de loisirs présents sur la Loire

### 4.1.3. La Loire touristique

#### Restaurants (sur les berges ou dans le lit du fleuve)

Il s'agit d'un usage qui, lorsque la prise en compte du risque est démontrée, n'est pas interdit. Toutefois, la multiplication des restaurants sur les berges de Loire n'est pas forcément souhaitée. Ainsi, selon l'unité fluviale de la DDT : « Ce sont des usages qui peuvent être identifiés sur d'autres territoires mais ne sont pas encore envisagés/envisageables sur le périmètre Val de Loire Unesco ». Cela augmente le nombre personnes et de biens exposés aux risque inondation. De plus, en raison du CG3P, aucun restaurant ne peut voir le jour entre les digues du fleuve (la guinguette de Tours utilise une subtilité du règlement car elle se trouve près d'un tertre). Une dégradation de la biodiversité peut aussi être provoquée par une présence humaine plus importante sur les bords de Loire. Tout ceci étant contraire aux principes de prévention des risques et de protection de biodiversité portés par la DDT.

Il semble donc que les projets de restaurants sur les berges et au plus près du fleuve ne doivent pas être encouragés, ils ne posent cependant pas de problèmes dans les centres urbains ou les espaces situés hors du lit du fleuve.

#### Monuments historiques (abbaye de Marmoutier)

La Loire est appelée le "Fleuve Royal", ce qui se justifie par le nombre impressionnant de châteaux, maisons de maître ou autres jardins à la française que l'on peut retrouver sur le linéaire.

De plus, de nombreux bâtiments historiques sont présents, protégés ou non. Le centre ville de Tours en étant particulièrement riche.

Toutefois sur notre aire d'étude un monument se démarque : l'abbaye de Marmoutier. Ce bâtiment est l'un des plus emblématique d'Indre-et-Loire en particulier pour les marcheurs sur les pas de Saint Martin de Tours. Il se situe juste au dessus des digues de Loire, dans le coteau nord est de la ville.

L'accessibilité et la vue de ce type de patrimoine doit pouvoir se faire avec une gestion des digues et de la végétation, afin de laisser des points de repères et une vue riche et intéressante lors des parcours sur les bords du fleuve<sup>55</sup>.

#### Loire à vélo

La Loire à vélo est un projet interrégional unique en France. Cette vélo-route de 800 km entre Nevers et Saint Nazaire est emprunté par 800 000 à un million de cycliste par an<sup>56</sup>. Ce projet né en 1995 de la collaboration des régions Centre et Pays de la Loire attire de nombreux touristes de l'échelon local à international (en particulier hollandais, allemands, belges et britanniques).

Cette route a permis de rapprocher les touristes et promeneurs avec les usagers traditionnels de la Loire que sont les chasseurs et pêcheurs. Ce qui peut parfois poser un problème quant à la "tranquillité" et sur le sentiment de sécurité recherché par les uns et les autres<sup>57</sup>.

<sup>55</sup>Entretien avec la DREAL Paysage, 2017

<sup>56</sup>Entretien et site internet de la mission Val de Loire Unesco, 2017



Illustration 35: "La Loire à Vélo, Tours" Paul D



Elle permet aussi la formation d'un réseau avec les points d'intérêts touristiques, les points de vue et les autres usages de la Loire. La Loire à vélo (eurovélo 6) peut être vue comme un outil de promotion des modes de transports doux (question que nous développerons dans la partie Loire urbaine) mais surtout du patrimoine riche de la région. Le parcours de la Loire à vélo permet de se rendre compte des différentes atmosphères ligériennes en fonction de la biodiversité et de la présence ou non de digues.

Sur notre aire d'étude, la Loire à vélo est peu présente car le tracé quitte la Loire pour longer le Cher à partir du parc de la Gloriette jusqu'à la confluence. Cet écartement par rapport à la Loire pourrait faire l'objet d'une "correction" en créant un parcours longeant la Loire jusqu'à Villandry. Ce qui offre en prime un potentiel important pour la diffusion de message par le biais de panneaux explicatifs, d'aménagement d'accueil de cycliste et de zones de pique-niques et de loisirs. Cela permettrait de développer la culture du risque et de sensibiliser la population quant à la biodiversité.

La forte demande touristique augmente d'années en années signe d'un intérêt vif de la part des touristes pour cet aménagement particulier.

### Camping

Le camping est réglementé et n'est pas autorisé dans le lit endigué de la Loire (en raison du CG3P), dès lors que des structures en dur sont installées et/ou que la durée du séjour dépasse une nuit. Il est difficile de défendre la présence de campings dans le lit endigué, le risque inondation y est très fort et la majorité de la biodiversité d'intérêt s'y trouve. L'accueil dans le lit de la Loire sous entend un impact fort sur cette dernière et n'est pas toujours compatible avec les exigences Natura 2000. Même avec un "camping vert", la demande tend vers des campings de plus en plus confortables, ce qui demande plus d'infrastructures présentes sur les sites toute l'année... Ce type de projet peut donc avoir lieu seulement hors des zones identifiées à risques et donc hors du lit endigué.

On peut donc se poser la question pour les petits campings n'accueillant que des caravanes et des tentes, facilement démontables et rapidement évacuables qui ne semble pas être un problème<sup>57</sup>. Dans ce cas, il semble possible, en concertation avec les mairies, de proposer des aires de camping avec des accès permettant une évacuation rapide et des règles strictes sur la temporalité des structures et la protection de l'environnement ainsi que sur l'intégration paysagère du projet.

### Projets touristiques (découverte de la nature)

Quelques projets touristiques émergent sur le fleuve. Certains, de plus en plus nombreux, posent la question de l'utilisation du fleuve et des descentes de la Loire sous toutes ses formes.

Des projets touristiques de descentes de Loire en canoës, paddles ou en bateaux posent problème. En effet, à partir du moment où le projet prévoit l'installation de structures dans le lit endigué du fleuve il n'est plus compatible avec la réglementation.

Ainsi, le projet "Made in Loire" de descente en paddle avec des installations sur une grande partie de l'année (et en particulier sur la période de reproduction des oiseaux) n'a pas pu obtenir d'AOT.

<sup>57</sup>Entretien avec la mission Val de Loire, 2017

<sup>58</sup>Entretien avec le service Risques de la DDT 37, 2017

La question du moyen de descente, tant qu'il est mû par la force de l'Homme ne pose aucun problème que ce soit au niveau réglementaire ou au niveau de la biodiversité<sup>59</sup>. Il se pose tout de même la question des dérives qui peuvent émaner de cette pratique.

On voit aussi émerger des projets "fous" avec le concours Envies de Loire. Des projets de pont habité ou pont musée provoquent de nombreuses réactions, projet inspiré par les ponts habités d'Italie<sup>60</sup>. Cependant, ajouter des piles de pont dans la Loire et accueillir du public dans le lit mineur est-ce compatible avec une bonne gestion du risque inondation ? D'un point de vue patrimonial, un pont habité se justifie-t-il ?

L'autre projet principalement débattu sur Carticipe est le retour d'un bateau restaurant (comme "Le Turone" du Pont Wilson des années 70). La cessation d'activité du restaurant vient d'un étiage trop marqué au cours duquel le bateau s'est brisé sur le fond du fleuve par manque d'eau. Des projets ont vu le jour pour le remettre en place mais il faudrait construire un support dans le fond du lit, ce qui est interdit par le CG3P. L'une des particularités de la Loire à Tours est la morphologie du fond du lit et de la grande variation de son niveau d'eau au cours de l'année ce qui complique la présence d'un tel ouvrage (ce qui n'est pas le cas à Angers sur la Maine ou sur les cours d'eau avec un niveau beaucoup plus stable tout au long de l'année). Le haut de la Rue Nationale et le Pont Wilson sont aussi en secteur sauvegardé ce qui en fait une contrainte supplémentaire.

59Arrêté préfectoral Indre et Loire portant règlement particulier de police de la navigation intérieure sur les cours et plans d'eau d'indre-et-loire à l'exclusion du cher canalisé (entre la limite avec le département du loir-et-cher en amont et le barrage de bléré en aval) et des sections interdépartementales de la vienne et la creuse entre les départements de la vienne et d'Indre-et-Loire

60Entretien avec le service Politique Urbaine et Ville Durable de la DDT 37, 2017

## Loire touristique

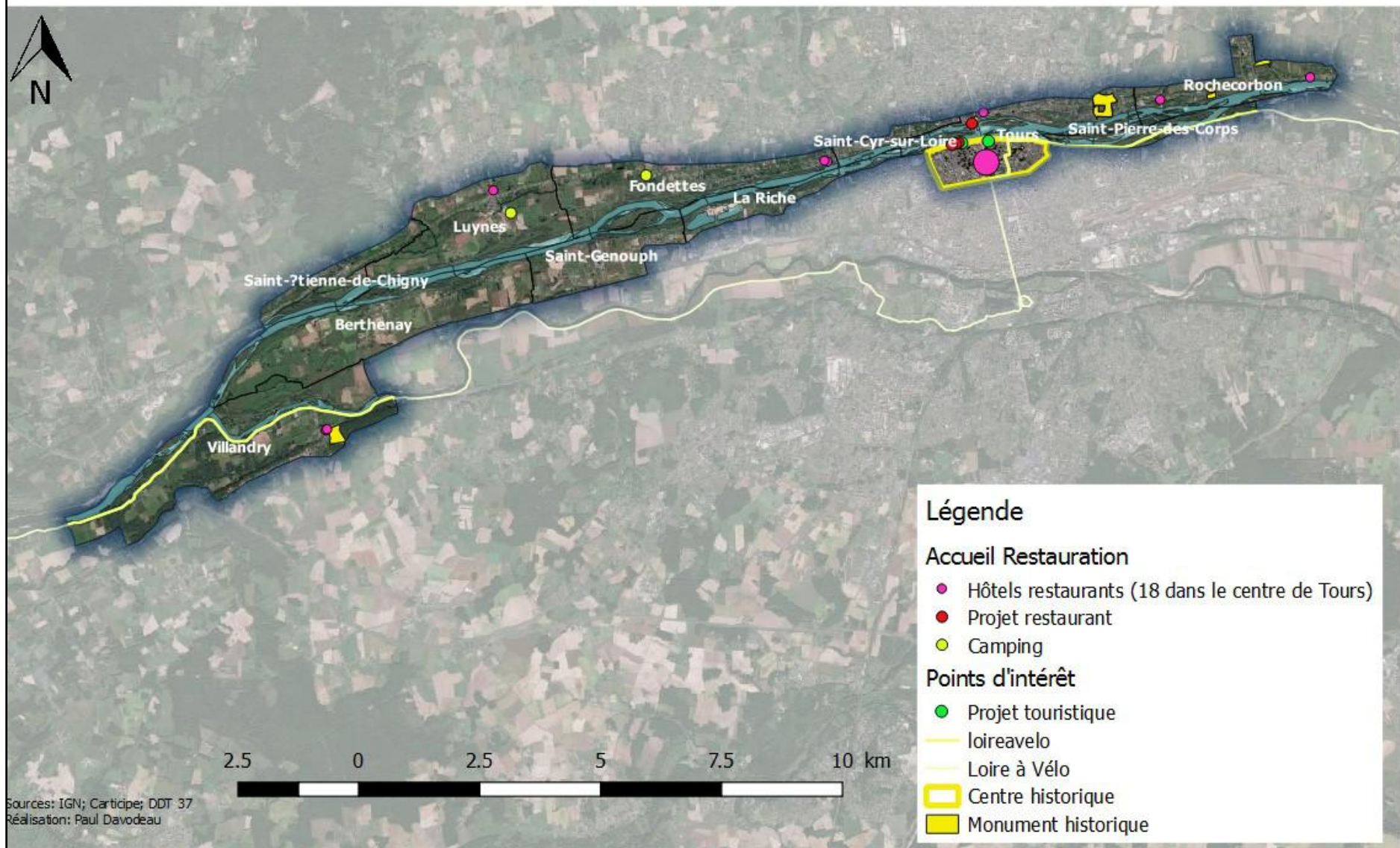


Illustration 36: Synthèse des usages touristiques sur la Loire

#### 4.1.4. La Loire urbaine

##### Déplacements (circulation sur les berges et les traversées de Loire)

Depuis toujours, la Loire est utilisée comme axe de communication. Au début en bateau, puis à cheval sur les chemins de halage, enfin par le train et les automobiles sur les digues et les levées. Cette utilisation n'est pas le fruit du hasard, souvent le chemin longeant le fleuve est le plus rapide et le plus facile (peu ou pas de dénivelé). La construction des digues et levées sous Louis XI dans les varennes de Tours n'a pas entraîné de construction mais a permis la mise en place d'une grande route<sup>61</sup>. La construction des digues moderne au XVIIIe siècle va permettre d'accélérer les échanges avec l'utilisation des quais par la voiture. Souvent trop minces pour soutenir des maisons ou d'autres activités en raison de leur forme, les digues deviennent des axes privilégiés pour l'implantation de voies de circulation.

Aujourd'hui, la Loire à Vélo se développe et avec elle une réflexion sur les modes de déplacement en ville s'est mise en place. Les politiques de la ville et le développement des politiques durables promeuvent une plus grande place pour les circulations douces (modes actifs) dans la ville comme indiqué dans les axes 1 et 3 du plan de déplacement urbain (PDU)<sup>62</sup>.

Comme on peut le voir sur Envies de Loire la présence omniprésente de la voiture en centre ville est de plus en plus reconsidérée par les citoyens eux même. On voit émerger des demandes pour développer les circulations douces notamment dans le coeur urbain afin de profiter du cadre privilégié qu'est la Loire.

il faut donc, avec le temps et l'échéance de la révision du plan de déplacement urbain de 2023, repenser la place de la voiture sur les digues ainsi que la sécurisation et la promotion des autres modes de transport.

##### Parkings sur les berges

Dans le centre ville de Tours, les quais de la Loire sont occupés par des parkings depuis la fin du XXe siècle. Aujourd'hui, les parkings sous les ponts Mirabeau, Napoléon et sous la bibliothèque sont les dernières places de stationnement gratuites dans le centre ville de Tours. Ces parkings sont très prisés des riverains et connaisseurs car il est plus facile d'y trouver une place (la signalisation très faible limite fortement le nombre de personnes qui y accède). Ils profitent à une population qui n'a pas toujours les moyens de se garer sur les places payantes de la ville (étudiants, classes moyennes etc...).

61"La Loire, Histoire des protections contre les crues" Le Préfet, Coordonnateur du Plan Loire Grandeur Nature p7

62Plan de Déplacement Urbain de l'agglomération Tourangelle adopté en 2013



Illustration 37: "Quai portillon, fracture entre le bâti et la Loire, route et parkings, Tours" Paul D



Ces parkings, aujourd'hui, posent l'un des problèmes majeurs pour la réappropriation des bords de Loire. Situés sur les quais, en contre bas, au plus proche de l'eau, ils créent une coupure nette avec le fleuve. Ils sont accompagnés par des rampes d'accès et des routes sur le niveau supérieur du quai (rue des tanneurs, avenue André Malraux...) ce qui fait une véritable frontière entre les habitations, commerces et l'eau.

Il y a une volonté de plus en plus importante de la part des riverains de trouver un moyen d'atténuer cette frontière. Sur le site du concours Envies de Loire, à l'agence d'urbanisme de Tours ou à la municipalité des solutions commencent à émerger. La plus "simple" étant de les cacher par une couverture végétale (mais cette idée est en contradiction avec la réduction du risque inondation), et la plus radicale est de les supprimer complètement comme l'a fait Orléans pour y développer le parcours de la Loire à vélo<sup>63</sup>.

Si le parking n'a plus sa place le long du fleuve il faut réfléchir au devenir des quais : le développement d'un parc urbain comme Sainte Radegonde pour offrir un espace agréable et résilient lors des crues, une terrasse en hauteur au niveau haut du quai comme dans le projet cœur de Maine à Angers afin de proposer une vue d'ensemble sur le fleuve.

En tout cas, il est certain qu'il faut redonner la place aux passants, piétons ou cyclistes, tout en réduisant les biens et la population soumise aux risques de la Loire.

### Habitat vulnérable

La particularité de la ville de Tours est de s'être développée majoritairement dans la plaine inondable<sup>64</sup>. Les logements soumis au risque d'inondations sont donc nombreux. Le PPRI Val-de-Tours-Luynes régit les contraintes, les cas particuliers et les zones soumises aux aléas de la Loire<sup>65</sup>. Mais quatre problématiques reviennent, au sein de la DDT, mais aussi avec les préoccupations de l'agence d'urbanisme et des citoyens sur Envies de Loire. On retrouve ainsi : les îles noires, l'île Aucard, les habitats encastrés dans les digues mais aussi la présence des personnes en marge de la société ou sans domicile fixe.

#### Îles Noires

La question du devenir de cet espace est en suspens depuis des années. Que faire des cabanes de jardin qui deviennent peu à peu des habitations permanentes ? Comment protéger cette population extrêmement sensible au risque<sup>66</sup> ? Pour le moment, l'idée principale est de désurbaniser cet espace<sup>67</sup> par la préemption des terrains et/ou par expropriation. Ce projet peut s'apparenter au projet de la Bouillie à Blois<sup>68</sup> avec la suppression d'habitation plus ou moins salubres, sur un déversoir de crue de Loire.

Il faut donc repenser l'usage de cet espace, car l'habitat n'a pas sa place dans le lit endigué du fleuve. Mais la Loire sert aussi de refuge pour des populations vulnérables. Il ne faut donc pas uniquement proposer une solution à court terme qui déplacerait le problème, mais bon avoir une vision plus

63 "Reconquête urbaine de la Loire et risque d'inondation : des représentations aux aménagements urbains" <https://geocarrefour.revues.org/7960> Sylvain Rode

64 "Histoire des incessants travaux menés par la ville de Tours pour lutter contre les inondations" Mémoires de l'Académie des Sciences, Arts et Belles-Lettres de Touraine, tome 25, 2012, p. 153-184 Jean-Luc Porhel

65 Entretien avec le service Risques de la DDT 37, 2017

66 Entretien avec le service Politique Urbaine et Ville Durable de la DDT 37, 2017

67 Entretien avec la direction de la DDT 37, 2017

68 "Le quartier périurbain de la Bouillie (Blois) Les nouveaux paysages du risque" Grégory Morisseau, 4 janv. 2012

globale sur le devenir des espaces utilisés par des populations sensibles. Pour avoir des éléments de réponse, il faudra suivre l'évolution du quartier de la Bouillie.

#### Île Aucard

On trouve sur cette île de nombreuses maisons, qui, à l'inverse des îles noires, sont pour une majorité salubres et avec un certain intérêt patrimonial. La question se pose donc à beaucoup plus long terme que pour les îles noires.

Désurbaniser serait une solution, mais l'attachement à ce quartier étant très fort<sup>69</sup> c'est une entreprise difficile qui doit s'inscrire dans le temps long.

Une politique de préemption des terrains pourrait être mise en place par la ville ce qui libérerait des terrains pour éventuellement mettre en place du maraîchage urbain.

Le problème pourrait aussi être envisagé de la manière dont le fait Saint Pierre des Corps (hors de notre zone d'étude mais en proximité immédiate) avec la question de l'habitat résilient. La ville de Saint Pierre des Corps étant quasiment intégralement en zone inondable, elle développe un urbanisme résilient qui intègre une possible rupture de digue lors d'une crue.

Ce type de projet de développement urbain va souvent plus loin que la prise en compte du risque car il propose une alternative crédible et viable économiquement pour les villes inondables. La DDT se place d'ores et déjà sur une acceptation et un accompagnement des projets de ce type<sup>70</sup>. L'île Aucard pourrait donc se voir doter d'un projet de rénovation urbaine résilient.

Aujourd'hui, interdit par le CG3P l'évolution du patrimoine bâti de l'île ne semble pas être possible, l'île Aucard peut donc devenir un quartier obsolète, et disparaître petit à petit.

#### Logements encastrés dans les digues

Les digues de Loire sont anciennes, elles ont été rénovées, consolidées et de nouvelles ont été créées par vagues successives. Ouvrage de protection face aux crues des habitations s'y sont toutefois greffées. Ces maisons encastrées dans les digues font partie du patrimoine ligérien. Elles sont considérées comme critères de l'Unesco pour la V.U.E.. La question est donc de savoir si elles sont à protéger ou non car l'habitat en zone inondable dans le lit endigué est interdit, mais ces éléments de patrimoine sont intégrés dans les critères de la V.U.E. Cependant elles représentent un problème du point de vue sécurité : elles abritent des personnes dans la zone la plus exposée aux aléas et sont des espaces de fragilité dans la digue<sup>71</sup>. Une solution envisageable est la préemption des maisons pour en interdire leur utilisation, mais la question est à poser à l'UNESCO quant à la valeur patrimoniale de ce type d'habitation.

#### Lieu de vie de personnes en marge de la société

Les bords de Loire sont un lieu de vie pour de nombreuses personnes qui, par choix ou par contrainte, trouvent sur les bords de Loire un espace pour vivre. Sous les ponts du centre ville de Tours ou dans les espaces plus discrets offerts par la végétation des digues de nombreuses personnes y voient un

<sup>69</sup>Entretien avec la direction de la DDT 37, 2017

<sup>70</sup>Entretiens avec la direction et le service Risques de la DDT 37, 2017

<sup>71</sup>Entretien avec le service Risques de la DDT 37, 2017

refuge, en particulier lorsque l'eau et les températures le permettent. Il faut donc garder à l'esprit que certaines zones doivent pouvoir rester inaccessibles et cachées. A défaut de pouvoir trouver des solutions plus pérennes et plus décentes, il est possible de ne pas dégrader encore un peu plus les conditions de vie de cette population en marge de notre société.

#### Accessibilité au fleuve

Les accès au fleuve dans le centre ville de Tours se font par des cales en pavés ou d'escaliers abrupts. L'existence d'accès est assez ancienne ceux ci ne sont pas adaptés à tous. Depuis 2005 la loi sur l'accessibilité de la voirie implique à la voirie et aux espaces publics d'être accessibles à toutes les populations <sup>72</sup>. Dans ce cadre, l'Etat doit encourager la ville à faciliter l'accès des espaces publics sur les quais de la Loire.

#### Prélèvement de l'eau de Loire pour l'eau potable

Aujourd'hui, la nappe d'eau profonde du Cénomanien est surexploitée pour fournir de l'eau à la population de l'agglomération tourangelle. Les puits de captage en Loire, qui fournissent en eau la ville de Tours, ont été rénovés et le projet est de développer ce captage pour réduire la pression pour la nappe profonde. Il est donc important de prendre en compte les alentours de ces captages. Ils font l'objet de périmètres de protection réglementaire, qu'il faut prendre en compte. Plus largement il faut faire attention aux projets pouvant avoir un impact négatif sur la qualité de l'eau. Plus la part de la population alimentée en eau de Loire est importante et plus les risques augmentent<sup>73</sup>.



*Illustration 38: "Puits de prélèvement d'eau potable dans la nappe alluviale, île Aucard, Tours" Paul D*

<sup>72</sup>Entretien avec le service Ville et Développement Durable de la DDT 37, 2017

<sup>73</sup>Entretien avec le SERN de la DDT 37, 2017

## Loire urbaine

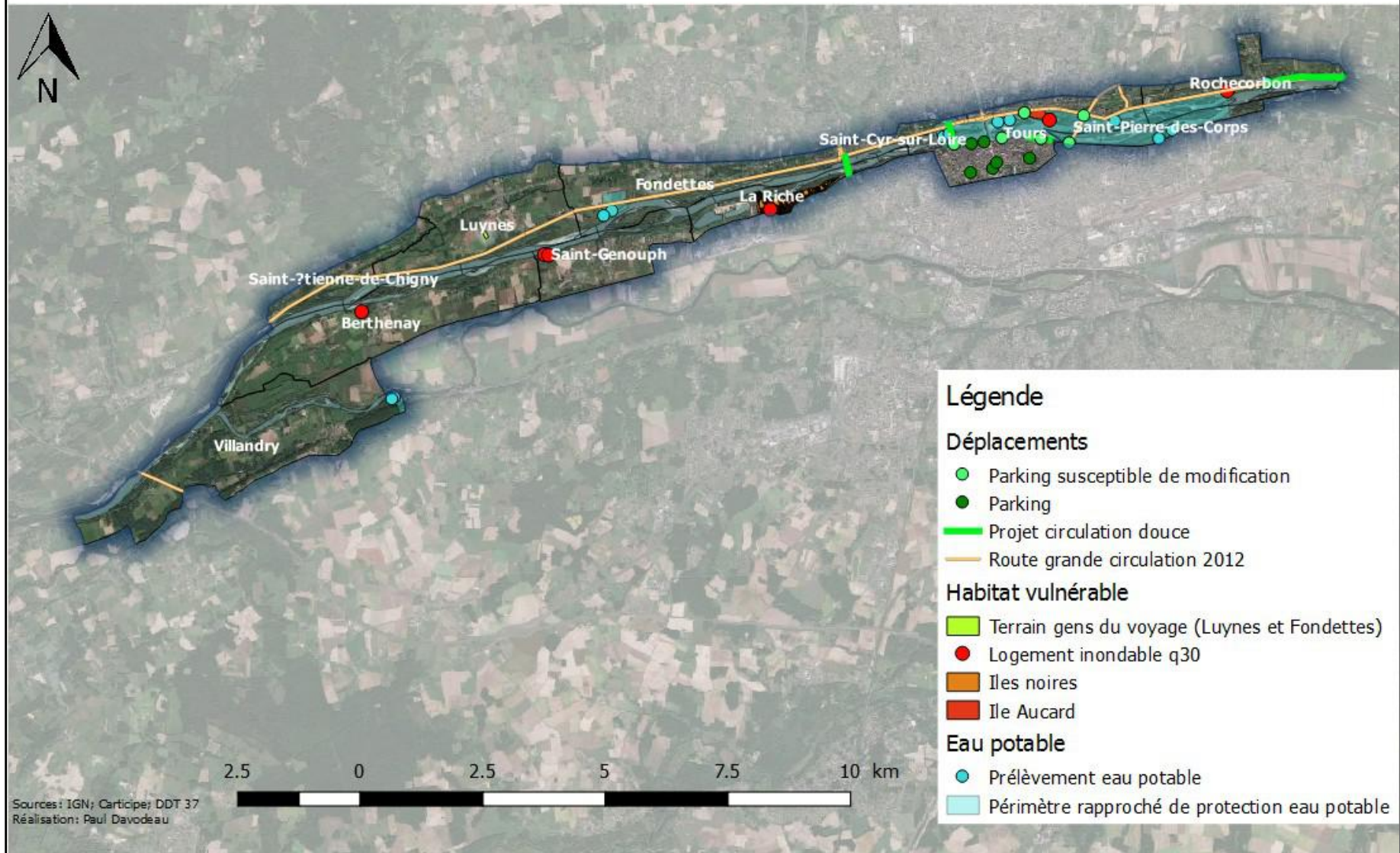


Illustration 39: Synthèse des usages "urbains" sur la Loire



#### 4.1.5. La Loire nature et exploitation du territoire

##### Agriculture (conventionnelle, agro pastoralisme et maraîchage)

La région tourangelles est, depuis la Renaissance, reconnue comme le jardin de la France. Les jardins et cultures se sont développés en suivant le cours du fleuve ce qui a créé une certaine unité paysagère<sup>74</sup>. Les reliefs et la nature des sols de touraine ont permis une grande diversité de cultures. Des vergers (autrefois l'une des cultures principales) à la vigne, en passant par les peupleraies, les prairies de pâturage dans le bocage ou les champs d'agriculture céréalière, tout est présent dans le val de Tours. Aujourd'hui la vigne est l'une des cultures les plus emblématiques du Val de Loire et de Tours (on peut citer les vins de Vouvray, de Touraine, ou de Touraine-Amboise), elle a modifié le paysage avec ses lignes, en général, à flanc ou en tête de coteau. Les pieds de vigne, ne présentant pas des hauteurs importantes, permettent de conserver une vision de coteau à coteau.

Les zones humides ou les zones d'expansion des crues abritent d'autres types d'agriculture. On peut noter le long de la Loire et de ses affluents la présence de prairies non drainées avec de l'élevage et du pâturage. Les formes bocagères (prairies délimitées par des haies) sont présentes dès la sortie de Tours. Lorsque les prairies ne sont plus pâturées, la végétation se développe et finit par fermer le paysage.

Autour de la ville de Tours, la ceinture maraîchère est en train de disparaître petit à petit, à cause de la pression urbaine<sup>75</sup>. La présence du maraîchage est un élément important pour la ville de Tours et en particulier pour la métropole de Tours ainsi que l'agence d'urbanisme<sup>76</sup> qui souhaitent redynamiser cette pratique. La question des nouvelles pratiques agricoles est une question importante pour un territoire qui bénéficie de la richesse des terres alluviales de la Loire ainsi que d'une image de région "verte" grâce aux grands espaces forestiers et agricoles.

##### Pêche professionnelle

Le développement de la pêche professionnelle en Loire se heurte à plusieurs questions.

Tout d'abord, elle entre en conflit avec les autres usagers de la Loire que sont les pêcheurs amateurs, et en particulier les adeptes du No Kill. Certains amateurs ne comprennent pas la légitimité qu'ont les pêcheurs professionnels à pêcher des poissons issus de frayères entretenues et restaurées par des associations de pêche amateurs<sup>77</sup>.

Ce type de conflit relève de l'incompréhension entre les rôles de chacun et demande donc une médiation qui semble être engagée par la Mission Val de Loire. On pourrait aussi penser à gérer de manière différenciée les lots de pêches amateurs et professionnels, ou encore, engager les professionnels de la pêche dans la restauration des frayères en partenariat avec les pêcheurs amateurs.

Sur la question du braconnage, il semble par contre, que seul les moyens de police peuvent endiguer ce phénomène d'utilisation illégale.

74"Plan de gestion - Référentiel commun pour une gestion partagée" Mission Val de Loire

75"Plan de gestion - Référentiel commun pour une gestion partagée" Mission Val de Loire

76Entretien avec l'ATU, 2017



Illustration 40: "Réserve de pêche du pont Wilson, Tours" Paul D

### Navigation de Loire (port, batellerie)

La navigation de Loire fut très importante jusque dans les années 1960. Avant cette période de désaffection, la navigation de loisirs avait une histoire longue de deux siècles<sup>78</sup>. Certains éléments de paysage en témoignent et font aujourd'hui partie du patrimoine de Loire comme les épis, les duits, les anneaux et les ports.

Aujourd'hui, la mission Val de Loire, et l'ensemble des villes ligériennes tentent de redévelopper cette navigation oubliée. Les associations tourangelles telles que Boutavant ou la Rabouilleuse proposent : des balades en Loire sur des bateaux typiques, de la location et de la construction de bateaux spécifiques à la Loire.

La question principale pour ces activités ne concerne pas la navigation mais plutôt les infrastructures nécessaires. En effet, certaines installations devant être liées au fleuve se trouvent dans la zone inconstructible du PPRI et même du CG3P. Il faut alors étudier les propositions au cas par cas.

Les ports et autres cales sont aussi des points importants. Ils sont particulièrement nombreux sur la Loire et représentaient autrefois des espaces sociaux<sup>79</sup>. Aujourd'hui l'usage des ports évolue, l'association de la Rabouilleuse propose d'ailleurs la rénovation du port de Rochecorbon pour pouvoir y développer ses activités. La mission Val de Loire porte une attention particulière à la navigation de Loire avec la mise en place d'une charte de la navigation sur le périmètre de la Loire Unesco<sup>80</sup>. On y trouve répertoriées toutes les contraintes et opportunités liées à la réfection et à la réutilisation ces cales. Celles-ci peuvent permettre la mise en place d'un passage en bac entre deux villes<sup>81</sup> comme le projet à Luynes. Ou comme à Tours d'accueillir l'association Boutavant et une guinguette.

Les projets de réutilisation des ports doivent donc être accompagnés tout en veillant à l'utilisation proposée afin que celle ci soit conforme en matière de sécurité et respecte la biodiversité<sup>82</sup>.



Illustration 41: "Ensemble de bateaux de Loire, La Possonière (49)" Paul D

77Entretiens SERN de la DDT 37 et Mission Val de Loire, 2017

78Panneaux de l'exposition "Plaisirs de Loire" Mission Val de Loire UNESCO

79Panneaux de l'exposition "Ports de Loire" Mission Val de Loire UNESCO

80"Charte de la navigation sur la section Val de Loire patrimoine mondial de l'Unesco Projet adopté le 21 mars 2007 par la Conférence territoriale Val de Loire-patrimoine mondial de l'Unesco et proposé à l'approbation des assemblées délibérantes de ses organismes membres." Mission Val de Loire

81Entretien avec la DREAL Paysage

82"Charte de la navigation sur la section Val de Loire patrimoine mondial de l'Unesco Projet adopté le 21 mars 2007 par la Conférence territoriale Val de Loire-patrimoine mondial de l'Unesco et proposé à l'approbation des assemblées délibérantes de ses organismes membres." Mission Val de Loire



## Loire nature, Loire vivrière Exploitation du fleuve

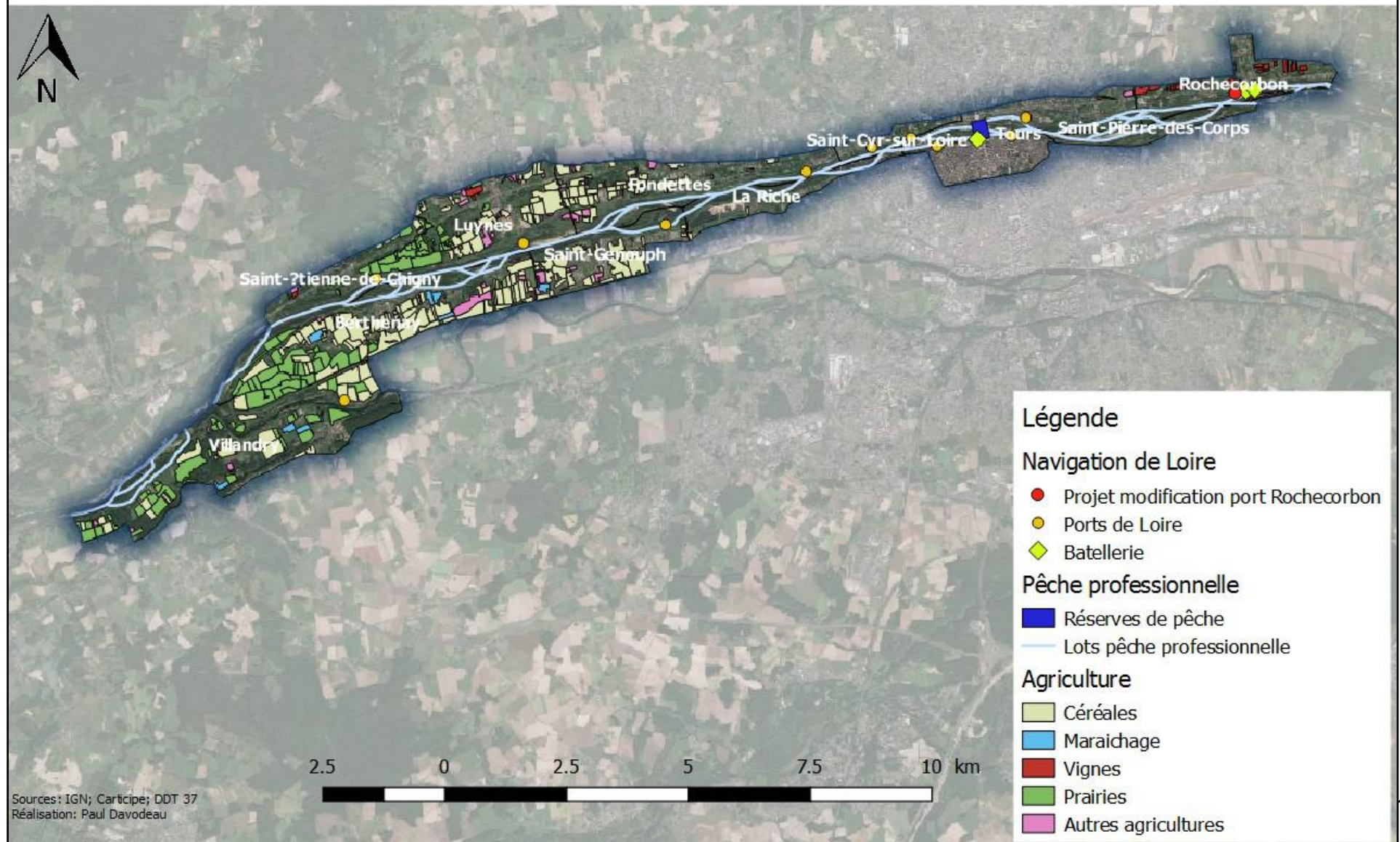
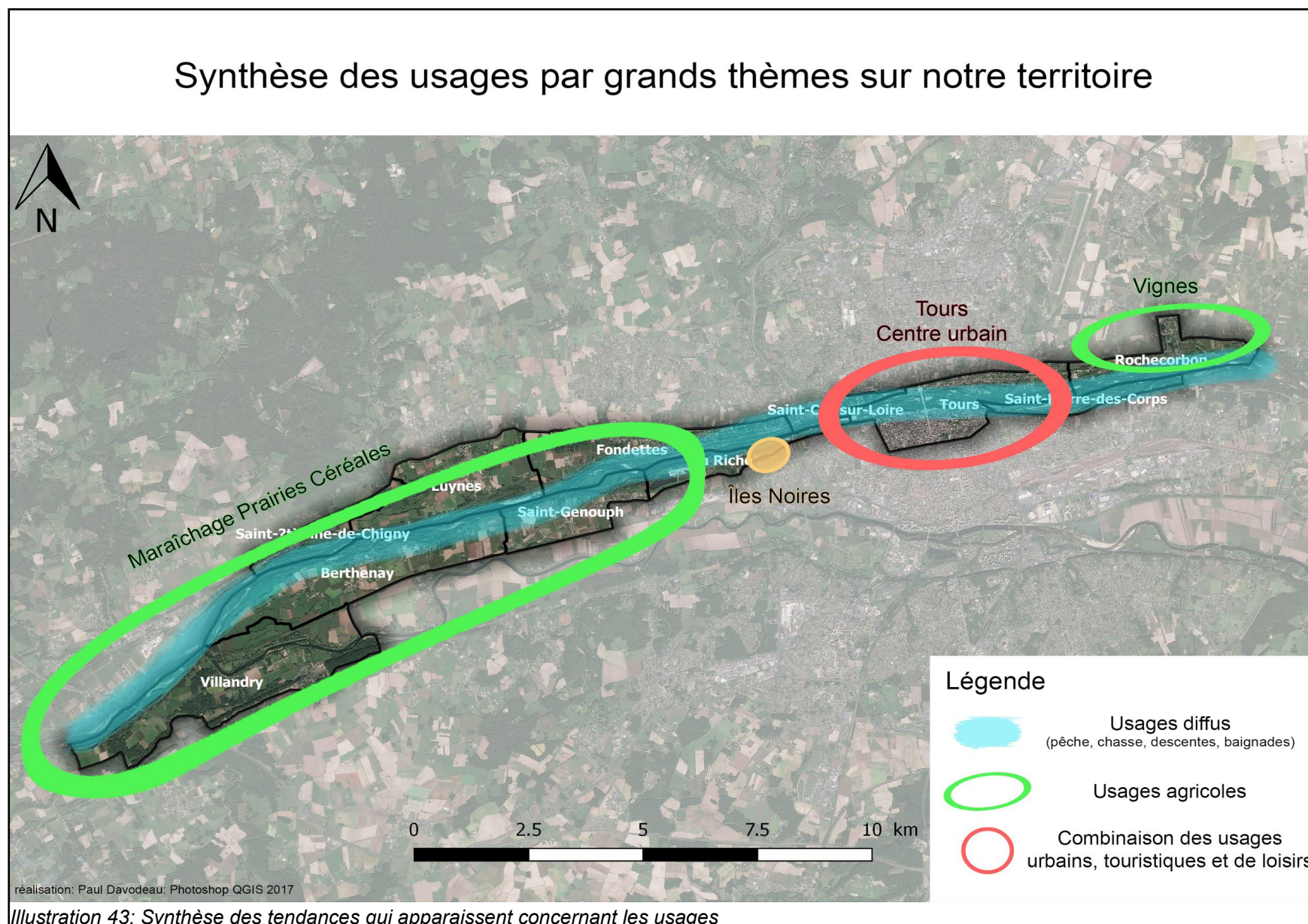


Illustration 42: Synthèse des usages liés à l'exploitation de la Loire



Ces usages, peuvent être synthétisés de la manière suivante. On remarque alors que certains secteurs se démarquent particulièrement : le lit mineur de la Loire, le centre urbain de Tours, les espaces périurbains (les Îles Noires posant des questions très spécifiques). Ces espaces posent des problématiques différentes et amèneront donc des positionnements différents quant aux projets.





## 4.2. Un positionnement qui doit s'inscrire dans les spécificités de chaque espace

En tant que service déconcentré de l'Etat, la DDT porte des enjeux en matière de risque et de biodiversité. Dans l'optique d'une réappropriation du fleuve par la ville, la DDT doit donc se positionner sur les projets qui vont voir le jour.

Nous avons déterminé, en croisant la réglementation en vigueur sur le territoire avec les usages qui tendent à se développer<sup>83</sup>, les espaces nécessitant une attention particulière.

Pour chacun de ces espaces nous avons détaillé quatre éléments qui permettent d'éclairer la DDT quant aux intérêts et problématiques que soulève chaque site :

- Réglementation (R) : il s'agit de savoir si la réglementation fait peser des obligations fortes ou non. Il est aussi question d'indiquer si le site fait l'objet de règlements concernant un ou plusieurs enjeux
- Contraintes (C) : il s'agit des éléments qui imposent des contraintes non réglementaires sur le territoire. Ce sont des éléments qui peuvent rendre plus difficile l'application de la réglementation (attachement sentimental au territoire par exemple) ou encore la mise en place de projet (risque inondation très élevé).
- Opportunités (O) : il s'agit des opportunités que la DDT peut saisir sur le territoire afin de mettre en avant les enjeux qu'elle porte
- Vigilance (V) : il s'agit des éléments auxquels la DDT va devoir prêter attention (afin de faire respecter la réglementation ou afin que les projets soient cohérents avec les enjeux portés)

Nous avons par la suite indiqué si les usages présents étaient cohérents avec la réglementation (ou entre eux) et la position qu'il serait le plus judicieux de la part de la DDT d'adopter pour l'avenir du site et dans le but de promouvoir les enjeux de risque, biodiversité et usages. Ces positions peuvent être très variées, allant du réglementaire fort (ce qui prime c'est de faire respecter la loi) au simple conseil en passant par un rôle de médiateur entre les différents acteurs. C'est en prenant en compte la spécificité de chaque site que la DDT va pouvoir adopter l'attitude la plus pertinente possible vis à vis des projets.

<sup>83</sup> Carte "Synthèse des usages par grand thème sur notre territoire"

## Espaces nécessitant un positionnement spécifique de la DDT

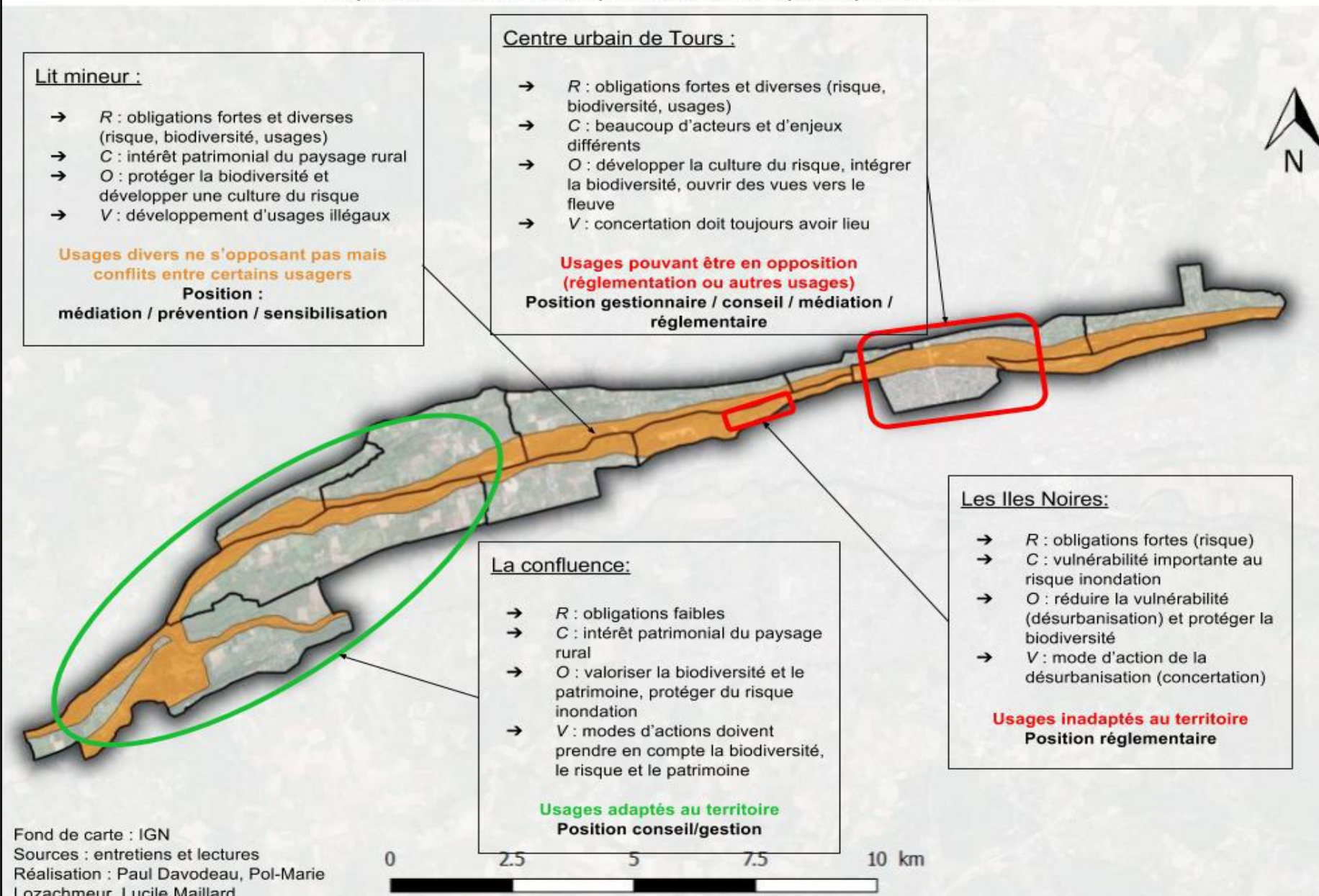


Illustration 44: Synthèse des espaces nécessitant un positionnement spécifique de la DDT



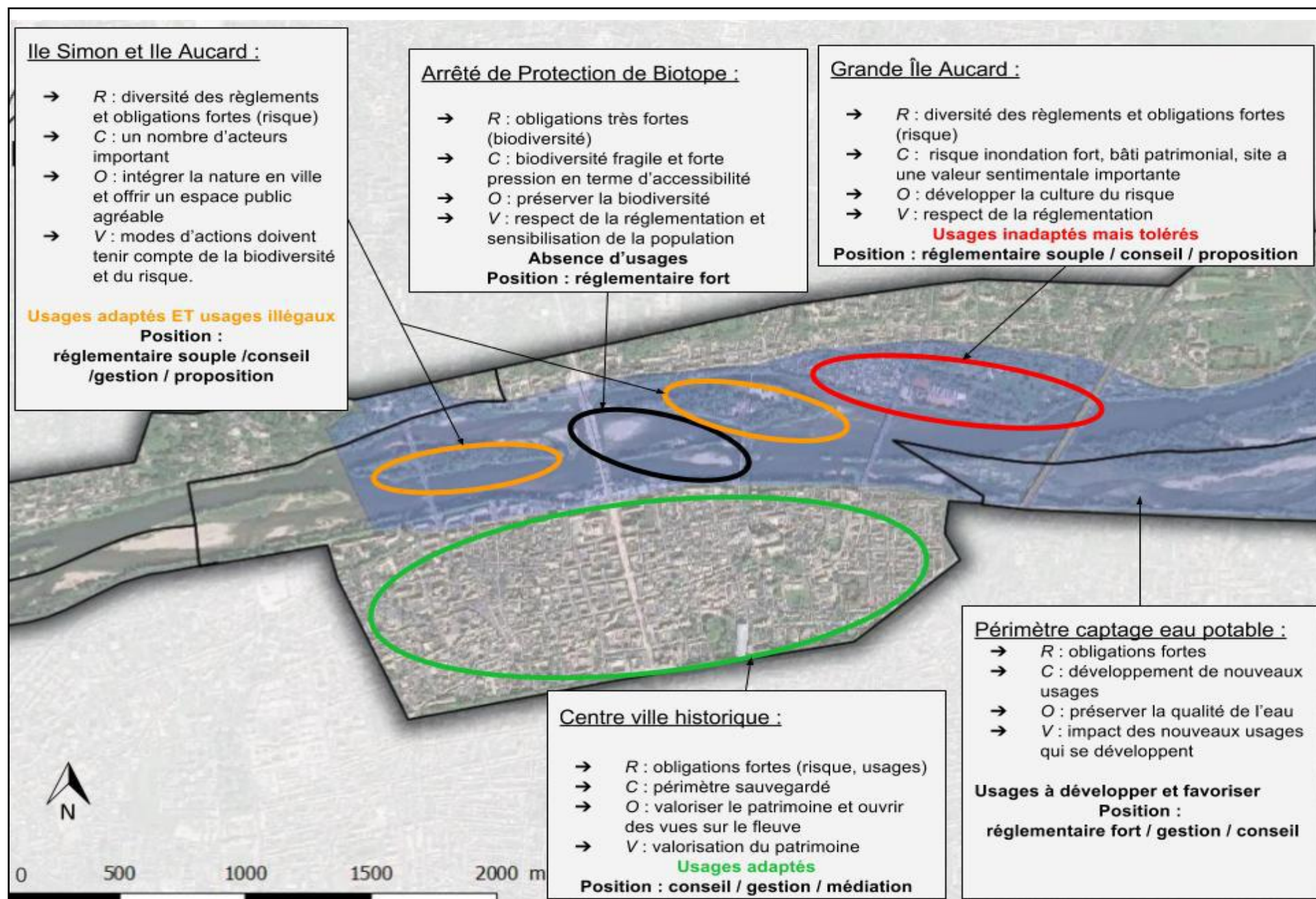


Illustration 45: Synthèse des espaces nécessitant un positionnement de la part de la DDT (coeur urbain de Tours)

### 4.3. Pistes de positions éventuelles concernant les futurs projets...

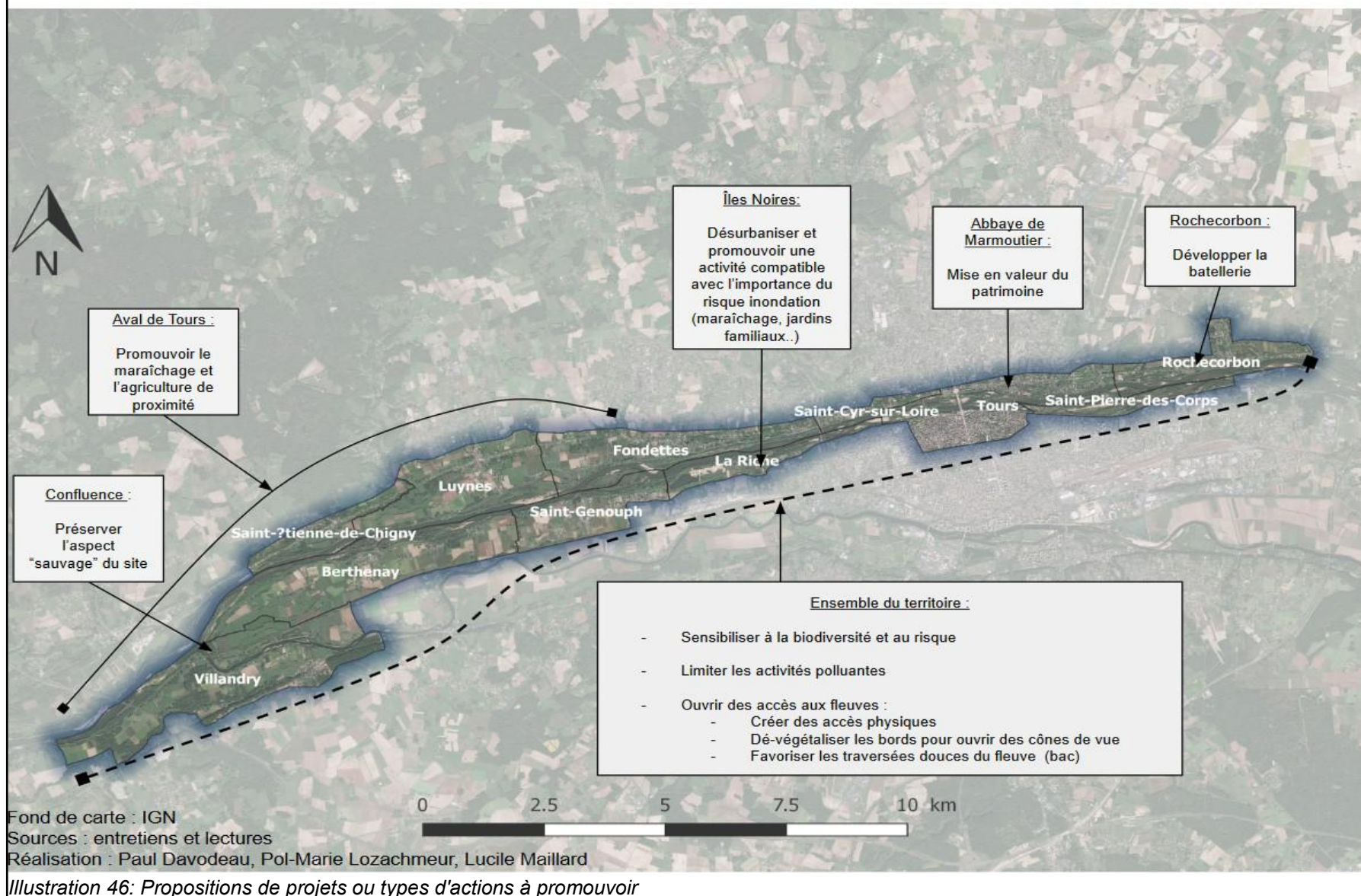
En fonction de la position adoptée par l'administration les projets peuvent être promus de différentes manières : en adaptant la réglementation lorsque les projets sont novateurs et réalistes, en sensibilisant la population aux enjeux portés, en faisant participer les différents acteurs lors d'ateliers...

Considérant les cartes de synthèse précédentes, nous avons pu déterminer des pistes qu'il serait intéressant de développer ou des projets qui seraient à valoriser.

Ces pistes de projets concernent donc des projets déjà identifiés mais aussi des usages qui tendent à se développer sur notre aire d'étude. Il peut être intéressant pour la DDT de s'intéresser à ces exemples afin d'avoir une vision plus concrète des évolutions de la Loire dans les prochaines années. Le fait d'anticiper l'avenir des projets va permettre à la DDT de : valoriser et mettre en avant les usages en accord avec une meilleure gestion du risque et de promouvoir la prise en compte de la biodiversité. Le but étant, à terme, d'acquérir une vision globale qui pourra être portée à l'ensemble du département.



## Exemples de projets et d'actions à promouvoir sur le site d'étude





## Exemples de projets et d'actions à promouvoir sur la ville de Tours

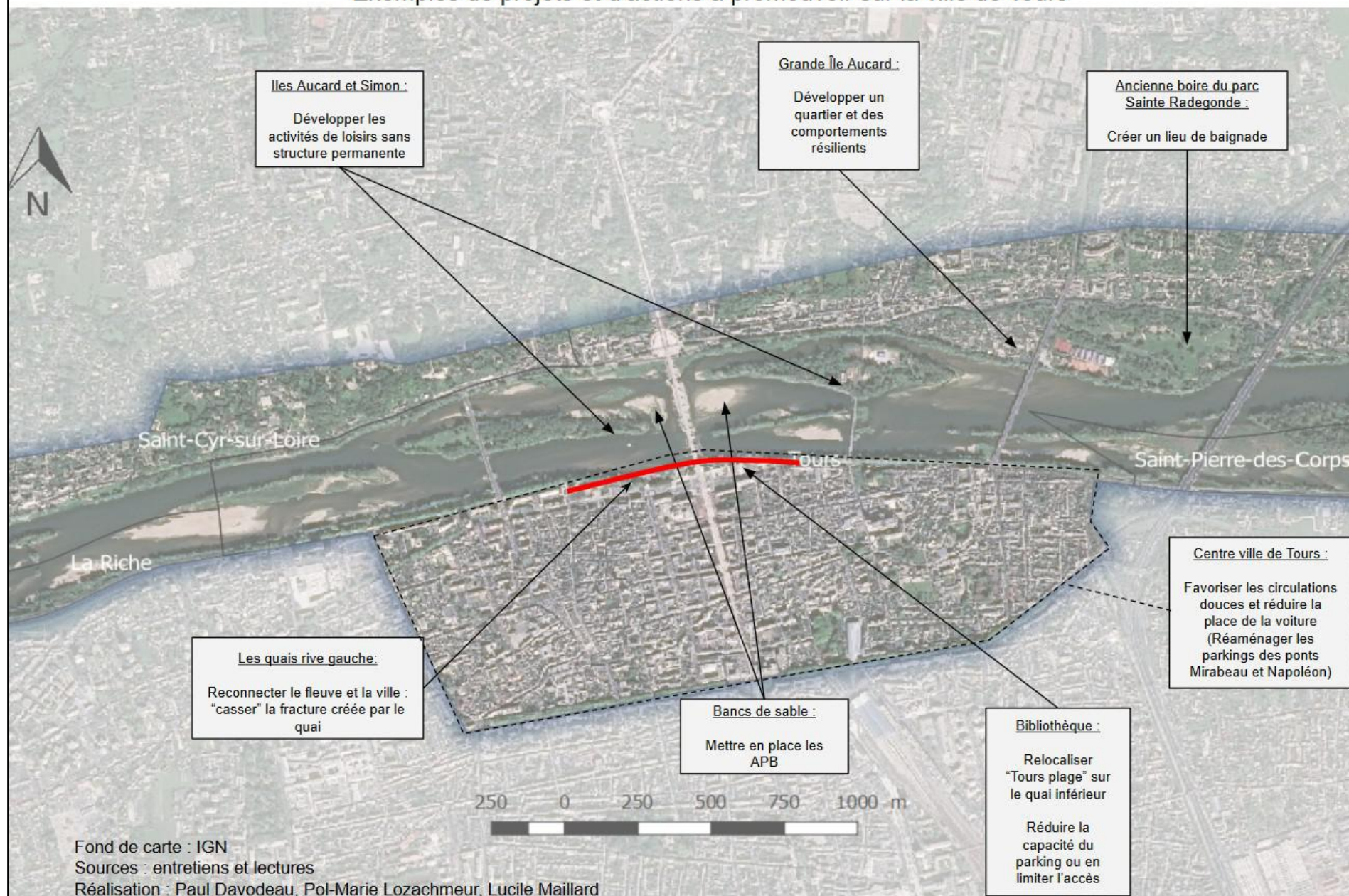


Illustration 47: Propositions de projets ou type d'action à promouvoir (cœur urbain de Tours)

## 5. Etude comparative des villes de Blois, Angers et Nantes

Finalement la réappropriation du fleuve engagée par la Métropole de Tours s'inscrit dans un contexte mondial de reconquête des fronts fluviaux. De plus en plus de villes retournent vers le fleuve, afin de : dynamiser des espaces inoccupés ou développer une offre en matière de tourisme et de loisirs qui ne demande qu'à s'accroître. On veut se tourner vers cet élément patrimonial qui a été délaissé depuis quelques années. Ainsi, on voit fleurir de nombreuses animations et des événements culturels qui permettent à la population de redécouvrir ces lieux oubliés, devenus des marges urbaines. Cet attrait s'exprime aussi par la multiplication des projets immobiliers ou touristiques sur les fleuves français et mondiaux. Cette redécouverte des fronts fluviaux s'explique par une volonté de plus en plus forte de la part des élus d'intégrer le fleuve dans la planification et d'ainsi retrouver un lien vers cet élément qui est à l'origine de la ville.

Les projets portés varient beaucoup d'une ville à l'autre mais l'on peut retrouver le fait que dans une grande majorité des cas le retour au fleuve se fait suite à des considérations économiques et non pas écologiques. Il est très difficile d'initier un projet autour des berges d'un fleuve uniquement sur une base écologique. La préoccupation majeure des projets de reconquête des fronts fluviaux semble en effet être la rentabilité économique. La nature est alors considérée comme une "valeur ajoutée" qui va permettre de valoriser d'autant plus le foncier. On envisage, de manière générale, très peu les aspects écologiques et sociaux. Cela explique la difficulté qu'il peut y avoir à atteindre les objectifs fixés dans le cadre des projets. De plus, cette prise en compte partielle des intérêts fait naître un phénomène récurrent de gentrification ou de quartier "musée" sur les fronts fluviaux réhabilités<sup>84</sup>.

Cependant, si l'on doit garder en tête ces possibilités il ne faut pas pour autant dénigrer les projets de reconquête des fronts fluviaux qui ont permis de créer des espaces de nature en ville, de ré-ouvrir des espaces à la population, de dynamiser des marges urbaines etc..

La ville de Tours a, depuis 2004, lancé le programme "Tours sur Loire". Celui-ci, par la mise en place d'infrastructures légères et temporaires (guinguette, plage) ou d'événements ponctuels, tend à promouvoir un retour au fleuve et une valorisation de l'identité ligérienne. Cependant, il ne s'agissait pas encore d'un véritable projet d'agglomération qui vise à reconquérir les fronts fluviaux. C'est pour cela qu'en 2017 a été lancé le concours "Envies de Loire" qui vise à faire participer les citoyens quant aux projets de réappropriation des bords de Loire. Cette phase de participation sera suivie par des propositions d'aménagements qui vont devoir s'inscrire dans le contexte particulier du périmètre UNESCO.

Le but de cette étude comparative est donc, en étudiant les projets d'autres villes, de déterminer les éléments qui ont favorisé ou au contraire limité l'évolution des projets. Afin d'avoir des éléments de comparaison précis nous avons réalisé cette étude sur plusieurs villes qui ont déjà entamé une politique de retour vers le fleuve depuis quelques années.

<sup>84</sup>"Au cœur du renouvellement urbain nantais : la Loire en projet" Aude Chassieriau 2004

Nous avons choisi les 3 villes suivantes pour cette comparaison :

- **Blois** : c'est une ville de taille inférieure à Tours (125 994 habitants dans l'aire urbaine contre 490 915 habitants dans l'aire urbaine de Tours ) qui possède donc moins de moyens mais se situe sur le linéaire où la Loire est qualifiée de "royale". Il a donc fallu se poser la question de l'intégration des projets dans la dimension patrimoniale du site.

Différents projets ont vu le jour, ils ne sont pas tous de la même envergure et ne traitent pas tous des mêmes problématiques.

On retrouve ainsi les principaux projets suivants :

- *Aménagement Coeur de Ville Loire (ACVL)* : pour répondre à des enjeux socio-économiques la ville de Blois a lancé cet ambitieux projet urbain. Celui-ci vise à créer une nouvelle centralité paysagère autour de la Loire dans le coeur urbain. Cela a aussi pour but de préserver et valoriser le patrimoine et les espaces remarquables ainsi que les paysages et les vues sur la Loire (cela pour répondre au classement UNESCO). Enfin la valorisation des entrées et des axes de découverte du site afin de valoriser le commerce sont aussi un moyen de redynamiser le centre-ville.
- *Déversoir de la Bouillie* : afin de répondre à des enjeux de prévention de l'inondation et de protection des risques ce quartier a fait l'objet d'une Zone d'Aménagement Différé (ZAD). Le projet vise à rendre sa vraie fonction au déversoir à savoir protéger la ville des inondations et pour cela il a été prévu de désurbaniser le quartier de la Bouillie (en cours). Si l'objectif de désurbanisation est presque atteint la principale question qui se pose désormais sur ce territoire est d'imaginer le devenir de cet espace périurbain inondable (réflexion sur du maraîchage périurbain). Ce projet est particulièrement intéressant à suivre pour la ville de Tours car celle-ci doit faire face aux mêmes problématiques en ce qui concerne les Îles Noires et l'Île Aucard.

Plusieurs projets d'envergure moindre mais permettant de se réapproprier la Loire (appelés "*petits projets*" dans l'étude)

- *Port de la Creusille* : le réaménagement de cet espace en bordure des quais vise à redonner une attractivité touristique fluviale à la ville. Les problématiques du paysage et des animations culturelles et touristiques y ont été intégrées.<sup>85</sup>
- *Loire à Vélo* : Agglopolys, en 2014, a décidé de finaliser les tronçons de la Loire à Vélo afin de permettre aux personnes qui empruntent ce parcours de disposer d'un itinéraire continu. Il y a là un enjeu de tourisme.<sup>86</sup>
- *Fenêtres sur Loire* : il s'agit de créer des percées dans la végétation afin de redonner de la visibilité sur la Loire depuis les sentiers et les routes qui la bordent. Cette action considère des enjeux de risque (entretien des berges), de paysage et de tourisme.<sup>87</sup>

<sup>85</sup><http://www.valdeloire.org/Ressources/Experiences/Le-port-de-la-Creusille-a-Blois>

<sup>86</sup><http://www.agglopolys.fr/1865-finaliser-les-sentiers-de-la-loire-a-velo.htm>

<sup>87</sup><http://www.agglopolys.fr/1863-des-fenêtres-sur-la-loire.htm>



- *Lac de la Loire* : cet ancien espace d'animation très utilisé dans les années 80 fait aujourd'hui l'objet d'un projet de revalorisation afin de permettre la création d'un pôle "d'interprétation des paysages culturels du Val de Loire"<sup>88</sup>. Ce qui répond à la fois à un enjeu paysager et à un enjeu touristique.

Ces projets sont portés par quelques acteurs principaux, à savoir : la ville de Blois, l'agglomération ainsi que la communauté de communes Agglopolys.



*Illustration 48: Port de la Creusille (Source : <http://chatmouettes.fr>)*



*Illustration 49: Projet d'aménagement Coeur de Ville Loire (Source : <http://www.sativa-paysage.com>)*



*Illustration 50: Proposition d'aménagement du Déversoir de la Bouillie (Source : <http://www.agglopolys.fr>)*

<sup>88</sup><http://www.agglopolys.fr/1864-revaloriser-le-lac-de-loire.htm>

- **Angers** : de taille assez comparable (407 295 habitants dans l'aire urbaine) et située sur la Maine. Nous avons décidé de considérer cette ville, qui a déjà amorcé la reconquête du fleuve, comme une ville "miroir" de Tours. Angers a engagé les réflexions sur la réappropriation de sa rivière dès 2010 avec la création de la société Angers Rives Nouvelles et du projet du même nom<sup>89</sup>. A la suite des élections municipales de 2014 et de l'alternance politique, le projet a changé de nom pour Angers Coeur de Maine, et à vu à la baisse son envergure et la temporalité de sa mise en place. Lancé en mars 2017, le projet Imagine Angers vient compléter ce projet sur l'ensemble de la ville. La ville rencontre donc des problématiques relativement semblables à celles que va pouvoir connaître la métropole de Tours.

Deux projets sont ainsi en cours à Angers :

- Le projet *Angers Coeur de Maine* : Le réaménagement des rives de Maine a commencé avec la mise en place du nouveau théâtre "Le Quai" en rive droite près de la cale de la Savatte. Le projet Coeur de Maine voit donc le jour après, suite à une demande de la part des habitants de retourner vers le fleuve et dans un contexte de métropolisation<sup>90</sup>.

Les premières réflexions portées sur les voies sur berges et le bas du centre-ville sont apparues lorsque la DDE 49<sup>91</sup> a dû céder la gestion des voies sur berges au département. Ce projet, aujourd'hui porté par la métropole d'Angers, avec le soutien de l'Agence d'Urbanisme de la Région Angevine (AURA), d'Anjou Loire Territoire (ALTER) et d'Angers Loire Développement (ALDEV) se décline en trois sous-projets : Centre-Ville-Maine, Quai-Saint-Serge Site Actif ainsi que l'apaisement des voies sur berges. Le but d'Angers Coeur de Maine est de renouer avec la rivière en s'appropriant les berges sans pour autant réaliser des investissements de grande ampleur<sup>92</sup>. La volonté est d'y intégrer le traitement des voies sur berges, véritable fracture dans la ville et axe extrêmement utilisé entre Nantes et Paris.

- Le projet Imagine Angers lui, se rapproche d'Envies de Loire, au moins dans la mise en place. Une participation citoyenne suivi d'un concours d'aménagement reprenant les demandes des angevins. Ce projet est quant à lui plus diffus dans l'espace car il se trouve sur l'ensemble du centre urbain et non uniquement sur le bord du fleuve. L'intérêt de ce projet, du point de vue tourangeau est d'observer comment la participation citoyenne et les projets finaux s'articulent avec l'utilisation des nouvelles plateformes collaboratives sur internet.

<sup>89</sup><http://projets-architecte-urbanisme.fr/angers-rives-nouveles-berge-maine-grether-phytolab/>

<sup>90</sup>Même si Angers n'est pas reconnu Métropole lors de l'examen à l'Assemblée nationale du projet de loi sur le statut de Paris et l'aménagement métropolitain

<sup>91</sup>Entretien avec le SUAR/PAT de la DDT 49, 2017

<sup>92</sup><http://www.anjouloireterritoire.fr/ecoquartiers/angers-coeur-de-maine-235.html>





*Illustration 51: Projet d'aménagement du bas du centre ville et des voies sur berge (Source: Grether Phytolab - Mairie d'Angers)*



*Illustration 52: Projet de couverture des voies sur berge (Source: Grether Phytolab - Mairie d'Angers)*



*Illustration 53: Projet d'aménagement du Parc Paysager de Saint-Serge (Source: Grether Phytolab - Mairie d'Angers)*



- **Nantes** : métropole de taille supérieure (908 815 habitants dans l'aire urbaine) à Tours nous avons choisi cette ville car le moteur principal des projets a été la participation citoyenne (ce qui est le but du concours Envies de Loire). De plus, la ville a une ancienneté bien plus importante dans les projets de reconquête des fronts fluviaux ce qui permet de prendre du recul sur la démarche mise en place pour mener le projet mais aussi sur les aménagements déjà présents . En effet, la Ville de Nantes, sous l'impulsion de Jean-Marc Ayrault, avec la Société d'Aménagement de la Métropole Ouest Atlantique (SAMOA) et l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Nantaise (AURAN) a lancé depuis plusieurs années un projet permettant de répondre à des enjeux politiques, économiques, territoriaux et socio-écologiques.

Nous allons ici nous intéresser à un seul projet :

- **Ile de Nantes** : ce projet est souvent l'image que l'on a de la reconquête des fronts fluviaux. Il s'agit plus précisément d'une opération de régénération urbaine qui prend en compte l'amélioration de l'environnement et du cadre de vie. L'île étant située au milieu du fleuve on vise à reconquérir la Loire et son patrimoine en les reliant visuellement et physiquement les espaces publics. Il s'agit ainsi de reconnecter la zone au reste de la ville, il faut désenclaver les *waterfronts*, ici l'île de Nantes. On peut noter que dans ce projet on recherche tout particulièrement à valoriser le passé industriel du site.

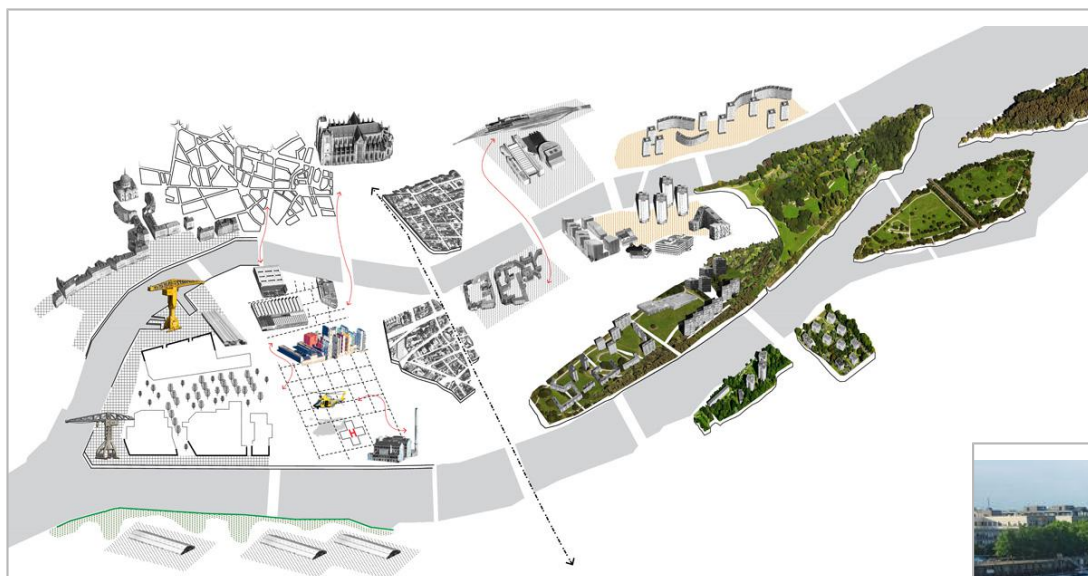


Illustration 55: Plan du site de l'île de Nantes (Source : [www.chu-nantes.fr](http://www.chu-nantes.fr))



Illustration 54: Les machines de l'île (Source : [www.lesmachines-nantes.fr](http://www.lesmachines-nantes.fr))



Illustration 56: Anneaux de Buren (Source : [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr))



Ville	Blois	Angers	Nantes
Taille aire urbaine	125 994 habitants	407 295 habitants	908 815 habitants
Cours d'eau concerné	La Loire	La Maine et la Loire	L'Erdre et la Loire
Quelle ancienneté de la volonté de réappropriation ?	La plupart des projets proposés ont été lancés entre 2005 et 2010.	Les premiers projets datent de 2010 (Rives nouvelles) Mise en place du projet Coeur de Maine début 2016.	Relativement ancienne, les projets ont commencé à partir de 1999
Les projets ont ils abouti ? Partiellement ? Complètement ?	<p><b>Port de la Creusille / Loire à Vélo / Fenêtres sur Loire</b> : aboutis</p> <p><b>Lac de Loire</b> : fin prévue à l'horizon 2020</p> <p><b>Déversoir de la Bouillie et ACVL</b> : s'inscrivent dans le temps long car ce sont des projets de plus grande ampleur</p>	<p><b>Rives nouvelles</b> : abandonné puis réutilisé dans le projet actuel</p> <p><b>Cale de la Savatte</b> : projet abouti</p> <p><u>Projets en cours</u> :</p> <p><b>Coeur de Maine</b> : fin des premiers travaux fin 2018 / mi 2019</p> <p>Le projet Coeur de Maine sera complété avec la construction de la 2<sup>de</sup> ligne de tramway fin 2022 (qui implique un nouveau pont sur la Maine)</p> <p>Aujourd'hui les réalisations livrées sont:</p> <p>La modification de l'accès en centre ville et le début de modification des voies sur berge, ainsi que les travaux préparatoires aux démolitions et construction des nouveaux édifices</p>	<p>Le projet de l'île de Nantes s'inscrit dans le temps long (25 à 50 ans) et est donc toujours en cours</p> <p><u>Phase 1 (2000-2010):</u></p> <p>Objectifs : faire la ville durable, reconquérir des espaces perdus, exploiter le patrimoine, développer la mixité sociale</p> <p>Résultats : 51 ha d'espaces publics créés, 4 400 nouveaux logements réalisés (265 000 m<sup>2</sup>), dont 23 % de logements sociaux</p> <p><u>Phase 2 (2010-2030):</u></p> <p>Objectifs : connecter l'île de Nantes au centre-ville historique, développer les mobilités, joindre les quartiers grâce à une tram paysagère</p>

<p><b>Le paysage a-t-il une place importante dans les projets d'aménagement ?</b></p>	<p>Globalement, en raison du classement UNESCO dont Blois fait l'objet, le paysage est un élément important dans les projets. Afin de conserver ce classement, la dimension paysagère et la conservation des vues sur le fleuve, sont des éléments très importants.</p> <p><b>Petits projets</b> : Mise en valeur des paysages ligériens en ouvrant des vues sur le fleuve</p> <p><b>ACVL</b> : on cherche à recréer une centralité paysagère en liant les 2 rives et le fleuve.</p>	<p>On cherche dans les différents projets à mettre en place une meilleure lisibilité du paysage, à renouveler le cadre paysager avec des ambiances agréables.</p> <p>De plus, il y a un projet de modification du paysage urbain par la suppression de la fracture urbaine entre les quartiers bas du centre ville grâce à des parcs paysagers. Ce qui permettrait d'investir les bords de Maine.</p>	<p>Le paysage urbain est vu comme un bien collectif symbolique et récréatif qu'il faut valoriser. La trame d'espaces publics s'appuie sur la construction progressive d'une grande figure paysagère. Il s'agit de créer une certaine cohérence entre la partie nord de la métropole et l'île de Nantes.</p>
<p><b>Quelle est la prise en compte de l'inondation et du risque ?</b></p>	<p><b>Déversoir de la Bouillie</b> : Une Zone d'Aménagement Différée a été instaurée afin de pouvoir répondre à la problématique du risque inondation. En effet, le but est de désurbaniser le déversoir mais aussi de renforcer la protection du quartier de la Vienne et permettant une meilleure décharge des crues.</p> <p><b>"Fenêtres sur Loire"</b> : ce projet prend en compte le risque inondation dans le sens où (même si ce n'est pas le but principal) la dévégétalisation des berges permet un meilleur entretien de celles-ci</p> <p><b>ACVL / "Port de la Creusille" / "Lac de Loire"</b> : pas spécialement de prise en compte du risque inondation si ce n'est du point de vue réglementaire</p>	<p>A proximité de la Maine un grand parc public partiellement creux est imaginé pour accueillir les crues de la rivière. Cet espace vert public aura donc une double fonction (usages et prévention des risques)</p> <p>A contrario, l'espace où est prévu la couverture des voies sur berges est situé dans une zone identifiée comme à risque maximal<sup>93</sup>.</p>	<p>Le risque inondation est fortement pris en compte dans la métropole nantaise. Dans certaines zones comme les bords de Loire; 90% des logements seront fonctionnels en cas d'inondations. Cependant, malgré une forte réglementation, l'information à destination du public semble encore très peu développée.</p>

<p><b>Quelle prise en compte de la biodiversité ?</b></p>	<p>Seul le projet concernant le <b>Déversoir de la Bouillie</b> semble prendre réellement en compte la biodiversité. En l'attente d'un projet, la gestion "écologique" (différenciée et sans produits phytosanitaires) de cet espace péri-urbain permet de préserver la biodiversité.</p> <p>De plus, les projets proposés s'inscrivent dans cette lignée (parc agricole urbain afin de mettre en place une activité maraîchère biologique, développement de "tourisme de nature").</p>	<p>Assez présente dans le projet initial "Rives nouvelles" avec la création de : parcs, d'îles, promenades aérées et quartiers paysagers celle ci semble beaucoup moins présente dans le projet actuel. En effet, désormais les seuls éléments de "biodiversité" sont la présence d'une toiture végétalisée sur les voies sur berges et l'aménagement paysager le long des futures voies sur berges (avec une majorité d'espaces en gazon, à la biodiversité assez pauvre)<sup>94</sup>.</p> <p>La nature en ville est envisagé sous le prisme de la verdure, du végétal mais pas de la protection et la mise en valeur de la biodiversité animale et végétale présente sur les bords de la Maine.</p>	<p>L'île de Nantes a une identité très urbaine, avec historiquement peu de place pour les espaces verts. La ville propose deux parcs sur l'île de Nantes (Fonderies et Chantier). Le but n'est pas de créer des niches de biodiversité en soi mais de proposer des îlots de nature aux habitants du quartier. Les espaces verts proposés sont adaptés au cadre très urbain du site.</p> <p>La protection de la biodiversité ne doit pas être un frein au développement de Nantes. On ne peut pas proposer la création de grands espaces naturels en centre urbain, la tendance urbanistique actuelle étant à la densification de la ville. Cette explication éclaire en partie le peu de végétation non anthropisée sur l'île de Nantes.</p>
<p><b>Comment les citoyens ont ils été intégrés ?</b></p>	<p><b>ACVL</b> : il y a eu une série d'ateliers et de réunions publiques, des communications dans le journal de la ville</p> <p><b>Déversoir de la Bouillie</b> : les habitants n'ont pas réellement été intégrés mais directement confrontés au fait qu'ils devaient partir (ce qui a suscité une très forte opposition )</p>	<p><b>Coeur de Maine</b> : il y a eu une concertation préalable portant sur les deux premiers sites d'aménagement, des réunions publiques ainsi que l'utilisation d'outils numériques participatifs</p> <p><b>Imagine Angers</b> : participation citoyenne via le numérique(semblable à Carticipe)</p>	<p>La participation citoyenne et la concertation sont des axes majeurs de ce projet : réunions de concertation, ateliers de conception, ateliers citoyen, dispositifs expérimentaux... Le projet se construit grâce au dialogue qui prend en considération le plus d'acteurs possibles, y compris les associations et les habitants.</p>

<sup>94</sup>[http://presse.angers.fr/fileadmin/plugin/tx\\_dcddownloads/angers\\_cm\\_presentation\\_18\\_mai\\_20150515.pdf](http://presse.angers.fr/fileadmin/plugin/tx_dcddownloads/angers_cm_presentation_18_mai_20150515.pdf)

<p><b>Quels éléments ont participé à la réussite du projet ?</b></p>	<p><b>ACVL</b> : pour le moment le projet est en cours il n'y a pas le recul nécessaire</p> <p><b>Déversoir de la Bouillie</b> : pas de réel recul sur le projet. Cependant le fait d'avoir mis en place une ZAD a permis à la ville d'acquérir très rapidement des terrains et donc de commencer à désurbaniser le territoire de manière efficace</p> <p><b>Petits projets</b> : le fait de proposer des espaces pourvus d'équipements publics adaptés (tant à la population qu'au cadre paysager) a permis une forte augmentation de la fréquentation (port de la Creusille). De plus, associer cette réflexion autour du mobilier urbain avec une modification des cheminements doux aux alentours a favorisé le fonctionnement des site.</p>	<p>Le projet de réfection de la cale de la Savatte et le réaménagement de la place du théâtre du Quai, en 2010, ont permis un retour des riverains sur les pelouses en rive droite de la Maine.</p> <p>Pour le projet Coeur de Maine, il n'y a pas assez de recul pour savoir si le projet saura trouver son public.</p> <p>On peut noter une volonté politique commune aux deux derniers maires de se réapproprier la Maine. Le même architecte a été choisi par les deux équipes municipales. Ce qui contribue à la poursuite du projet</p> <p>Premières phases opérationnelles en cours de réalisation: pas le recul nécessaire</p> <p>La mise en place d'une ZAC, les discussions avec les entreprises et riverains des secteurs concernés par les plus gros aménagements, ainsi que les accords passés avec la SNCF et EDF sur les terrains à réutiliser ont permis une mise en place du projet dans les temps du calendrier. Le projet aujourd'hui ne semble pas avoir pris de retard notable.</p>	<p>Du point de vue de la fréquentation des fronts fluviaux et de réappropriation du fleuve par les Nantais on peut dire que le projet est une réussite. Cela tient en majeure partie aux nombreux aménagements piétons qui ont vu le jour. Ceux-ci ont été réalisés en tenant compte d'une certaine valorisation paysagère de la Loire.</p> <p>Cependant, l'élément qui a le plus participé à la réussite du projet de l'Ile de Nantes, est l'importance donnée à la culture. En effet, c'est un des axes les plus importants de la politique de réappropriation du fleuve. La culture est mise en avant à travers des oeuvres pérennes (les anneaux de Buren) ou des événements ponctuels (le Voyage à Nantes / Estuaire).</p> <p>Un autre élément a aidé à la réussite du projet ; l'exploitation du patrimoine historique du site. L'identité maritime du quartier, malgré tous les aménagements, reste le fil conducteur de ce vaste projet de réappropriation de friches industrielles.</p>
--	--	--	--



<p><b>Quels éléments ont créés des difficultés pour le projet ?</b></p>	<p><b>ACVL</b> : pas de recul sur le sujet</p> <p><b>Déversoir de la Bouillie</b> : sur ce projet la principale difficulté a été de composer avec les habitants qui étaient attachés à leur logement et avait fait leur projet de vie dans ce quartier. Des associations de riverains se sont montées afin de lutter contre le projet. Le fait que le risque inondation ne soit pas "avéré" a aussi créé une difficulté en raison d'une réticence des citoyens à prendre en compte le risque. En somme le manque de culture du risque a été un frein à la désurbanisation.</p> <p><b>Petits projets</b> : il n'y a pas de retour quant à d'éventuelles difficultés car ce sont davantage des opérations "chirurgicales" qui soulèvent moins de problématiques</p>	<p>Les principales difficultés sont liées à l'alternance politique qui a modifié :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la temporalité du projet (on est passé d'une vision à 30 ans à une vision pour les 4 voire 5 prochaines années)</li> <li>- le site du projet (on est passé d'une vision globale du site des berges de Maine à une vision centrée sur deux zones uniquement<sup>95</sup>)</li> <li>- le budget, avec une limitation drastique sur les dernières années</li> </ul>	<p>La volonté d'implanter des logements, des infrastructures publiques (CHU) est confrontée au risque inondation qui limite le développement d'espaces urbanisés. Cet aléa et le manque de connexions au centre ville explique en partie le manque de commerces et d'habitations sur l'île. On retrouve donc majoritairement la fonction de loisirs sur l'île mais assez peu d'autres fonctions ce qui en fait un espace relativement désert en semaine.</p>
<p><b>Notre impression sur le projet</b></p>	<p>Les principaux projets de la ville de Blois sont encore en cours et il est difficile de prendre du recul dessus. On peut toutefois déjà dire que ce sont des projets qui ont comme vocation une amélioration du cadre de vie et une valorisation du patrimoine classé. On peut aussi voir que les projets de plus faible envergure permettent, eux aussi, une valorisation du territoire à travers des opérations ciblées qui peuvent être mises en place facilement et avec des moyens plus faibles.</p>	<p>Le traitement de la cale de la Savatte a l'air de porter ses fruits car cet espace est régulièrement occupé depuis la fin des travaux, avec la maison du port, le point de vue sur la Maine depuis la terrasse en hauteur du théâtre et les manifestations estivales Tempo Rives et Accroches Coeurs<sup>96</sup>. Concernant le projet Coeur de Maine, le travail de communication très important semble vouloir compenser un faible investissement financier<sup>97</sup>. Il faut donc réussir le défi de "S'approprier et qualifier</p>	<p>Il s'agit d'un projet très ambitieux, qui se veut intégrateur du plus de personnes possibles. Cependant, des aménagements qui ont été réalisés, ne sont utilisés que pendant le week-end. Le Hangar à Banane, la salle des Machines de l'île sont des zones désertées la semaine. En résumé, le projet n'est pas fonctionnel à 100% car à l'heure actuelle il propose majoritairement des espaces de loisirs et de détente. L'île de Nantes n'est pas encore devenue un véritable lieu de vie. Peut-être que ce sera le cas lorsque l'intégralité du</p>

<sup>95</sup>Site internet: [http://www.angersmag.info/Dans-le-Coeur-de-Maine-battent-les-rives-nouvelles\\_a10745.html](http://www.angersmag.info/Dans-le-Coeur-de-Maine-battent-les-rives-nouvelles_a10745.html)

<sup>96</sup>Site internet: <http://www.angersloiretourisme.com/fr/bouger/sur-leau/le-port-fluvial-dangers>

<sup>97</sup>Site internet: <http://www.anjouloireterritoire.fr/ecoquartiers/angers-coeur-de-maine-235.html>

		<p>les rives de Maine sans investir lourdement<sup>98</sup>.</p> <p>Le projet n'étant pas complètement réalisé, il est difficile de savoir si les angevins iront davantage sur les bords de la Maine. On peut aussi se demander si ce projet est incomplet<sup>99</sup> comme l'affirme l'ancien maire de la ville, avec une prise en compte partielle du front de Maine et un retour en arrière sur le sujet de la biodiversité. On peut remarquer que la question de réappropriation demande de lourd investissement financier, qui ne sont pas toujours possibles ou souhaités finalement.</p>	projet aura été réalisée.
--	--	---	---------------------------

98Plaquette "Coeur de Maine Un projet urbain d'ensemble, deux nouveaux sites en coeur de ville", alter Angers ville en mouvement, mars 2017

99Site internet: [http://www.angersmag.info/Conseil-municipal-d-Angers-deux-visions-qui-Maine-au-coeur-du-debat\\_a11361.html](http://www.angersmag.info/Conseil-municipal-d-Angers-deux-visions-qui-Maine-au-coeur-du-debat_a11361.html)

La plupart de ces projets étant encore en cours, il est difficile de pouvoir réaliser une réelle rétrospective. Cependant on peut déjà souligner des éléments qui ont été favorables aux projets et d'autres qui ont, au contraire, créé des difficultés.

Critères favorisant les projets	Critères limitant les projets
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en place d'outils d'aménagement spécifiques (ZAD, ZAC etc..)</li> <li>- Réflexion sur le mobilier urbain</li> <li>- Cheminements doux (piétons et vélos) favorisés et améliorés</li> <li>- Culture et patrimoine historique valorisés</li> <li>- Concertation active avec les différents acteurs présents sur le territoire</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Caractère inondable des sites qui limite le développement d'activités</li> <li>- Manque de culture du risque qui rend l'acceptation de certains projets difficile (désurbanisation du déversoir de la Bouillie)</li> <li>- Alternance politique crée des modifications dans les visions des projets</li> </ul>

Cependant, dans notre étude, nous avons aussi voulu aborder un autre point. En effet, au vu des enjeux que porte la DDT nous avons essayé de voir quels ont été les positionnements, par rapport au risque inondation et quant à la préservation de la biodiversité.

On peut ainsi noter que dans la majeure partie des cas, le risque inondation semble être considéré puisque les aménagements prennent en compte le caractère résilient que doit posséder le projet (infrastructures démontables pour le port de la Creusille, désurbanisation du secteur de la Bouillie, développement d'un habitat résilient à presque 100% dans le cas de Nantes, création d'un "jardin-bassin" de rétention des crues à Angers). On notera toutefois que certains aménagements posent parfois des questions (couverture des voies de circulation dans un espace en aléa très fort à Angers, implantation d'un CHU sur l'île de Nantes dans le périmètre inondable). En effet : comment garantir les soins aux malades dans un contexte de crue ? Quels moyens de transport pour se rendre au CHU en cas de crue impactant les voies d'accès ?

Il semble donc que si le risque est relativement bien intégré certaines volontés tendent à prévoir des aménagements qui peuvent être sensibles à l'inondation. De plus, il est ressorti (principalement dans le cas du déversoir de la Bouillie) que le manque de culture du risque est un frein à l'acceptation de projets en zone inondable.

En ce qui concerne la préservation de la biodiversité les projets sont beaucoup plus timides.

Ainsi, Nantes, qui a pourtant été élue capitale verte de l'Europe en 2013, n'intègre pas réellement la problématique de la biodiversité dans le projet de l'île de Nantes. C'est le cas aussi dans les autres villes, on envisage la biodiversité sous le prisme de la présence du végétal en ville. Ainsi ce n'est pas tant préserver la "diversité" qui est important que d'offrir des espaces verts à la population. Il s'agit d'un traitement paysager plus que d'un traitement écologique.

Le projet qui prend le plus en compte la biodiversité est celui du déversoir de la Bouillie. On peut noter qu'il s'agit d'un espace périurbain et qu'il se différencie donc des autres pour cette raison. De plus, il s'agit d'un déversoir, il n'a pas vocation d'habitat.

On peut donc émettre l'hypothèse que, la préservation de la biodiversité sera plus facilement prise en compte dans des projets en zone périurbaine qu'en cœur de ville. Il est en effet difficile d'introduire de la "biodiversité" en pleine zone urbaine, ainsi il faudra s'attendre davantage à des projets qui abordent la nature sous un angle très paysager : création de parcs, implantation d'arbres, fleurissement de parterres etc..

Un élément qui est en revanche commun aux projets des 3 villes est l'importance de la concertation avec la population pour mener les projets. Il est en effet primordial de tenir les citoyens au courant quant aux projets qui vont être menés. Le mieux étant de mettre en place des ateliers de concertations ou de participation, où tout un chacun peut donner son opinion et formuler des idées. On notera que, à l'exception de Blois, des concours d'idées et de propositions d'aménagement ont été mis en place pour la réalisation des projets.

Le seul projet ayant fait l'objet de moins de concertation préalable (déversoir de la Bouillie) a créé beaucoup de tensions. En effet, les habitants du déversoir ont monté une association pour protester contre la destruction du quartier. Ces territoires, qui font l'objet d'un attachement sentimental, nécessitent de favoriser au maximum la discussion mais aussi la sensibilisation face au risque pour pouvoir faire accepter les projets.

Une étude comparative plus large, portant sur la requalification des fleuves à Nantes, Bordeaux et Lyon nous a fourni une liste de critères de réussite plus exhaustive :

"Résumé des critères de réussite :

- Référence historique assumée
- Liaison cohérente des voies douces
- Agencement harmonieux entre les différentes fonctions
- Eveil des sens par l'aménagement
- Traitement paysager alliant faune, histoire et créativité
- Traitement particulier des ouvertures de la ville vers son fleuve
- Place importante du loisir"<sup>100</sup>

Certains de ces critères couvrent d'autres thématiques que celle présentées dans notre étude mais sont tout à fait adaptées à la reconquête des fronts fluviaux à Tours. Ils n'ont pas été abordés dans cette étude car nous avons décidé d'axer notre étude sur les enjeux de risque et de biodiversité principalement. Nous avons cependant décidé de les mentionner car il nous paraissait important de considérer des critères autres que ceux liés au risque et à la biodiversité.

<sup>100</sup>La reconquête des fronts fluviaux : Vers un nouveau lien entre la ville et son fleuve Julien Lecoutere



# Conclusion

La Loire est un espace très complexe avec des nombreuses réglementations et de fait beaucoup de contraintes. Le patrimoine riche et les paysages spécifiques ont participé au classement UNESCO du Val de Loire. Cette distinction fait peser une contrainte encore plus importante sur le territoire. Malgré cela, la métropole Tours Val de Loire a décidé d'engager une politique de requalification des bords de la Loire.

Déjà, depuis quelques années, le programme "Tours sur Loire" permet aux habitants de se rapprocher du fleuve grâce à des animations ponctuelles et des infrastructures comme la guinguette. Cependant, cela ne relevait pas encore du véritable projet d'aménagement : ce qu'entend promouvoir le concours Envies de Loire lancé en 2017.

Dans ce contexte la DDT doit pouvoir adapter son discours et sa position quant aux propositions qui vont lui être soumises. D'où la nécessité d'avoir une vision prospective des usages pouvant se développer sur le territoire.

Cette étude nous a permis de mettre en évidence les espaces qui, sur notre territoire d'étude, nécessitent des positionnements spécifiques.

On peut remarquer que la difficulté réside dans la multiplicité des positionnements nécessaires pour pouvoir s'adapter aux contraintes très variables. De plus, la nature des usages varie fortement en fonction de la localisation (espace rural, périurbain et urbain). On peut déjà voir se développer des tendances. Ainsi, en périphérie une agriculture de proximité qui permettrait un entretien des berges et en même temps la promotion d'une agriculture locale (éventuellement nourricière) est une idée intéressante à développer. Des sites, tels que les îles noires ou l'île Aucard qui ont vocation à être désurbanisées, pose des questions quant à leur avenir et leur vocation à long terme.

Les contraintes fortes, notamment en matière de risque, sont un frein au développement. Il est donc important de se tourner vers une politique qui valorise des projets ambitieux qui tiennent compte des contraintes quitte à devoir par la suite adapter le règlement.

Toutefois, la DDT porte des enjeux (préservation de la biodiversité, prévention des risques, mise en valeur du paysage) qui doivent être pris en compte et respectés. Une sensibilisation et un accompagnement des projets est donc nécessaire afin de pouvoir promouvoir une vision globale qui intègre les différentes problématiques.

Cela soulève un nombre important de questions :

- Jusqu'où la DDT peut-elle aller pour faire respecter la réglementation ? (Par exemple : réaliser des expropriations sur le site des îles noires) Faut-il repenser les méthodes actuelles
- Lorsqu'un projet prend en compte et intègre totalement le risque inondation, est-ce pertinent de l'interdire car le PPRi indique que la zone est inconstructible ?
- Comment le traitement de la question de la végétalisation des bords permet de créer une dynamique de projet de retour au fleuve, en prenant en compte la biodiversité et le risque ? (Etude de Laureen Carreau)
- Quels moyens peuvent-être mis en place pour établir une réglementation plus souple qui permettra d'innover en matière d'urbanisme ? Comment peut-on de manière générale rendre la réglementation plus facilement lisible et accessible ?

- Comment peut-on faciliter la communication des réglementations et des enjeux portés par la DDT ? (Exemple de l'observatoire de l'eau du Maine-et-Loire<sup>101</sup> qui permet de centraliser toutes données et de faire travailler l'ensemble des acteurs du département pour offrir un outil de connaissance, de communication et d'aide à la décision)
- Etant donné la multiplicité d'acteurs sur le territoire la DDT ne peut plus être la seule gestionnaire du DPF. Quel mode de gestion adopter afin de permettre une intégration du maximum d'acteurs dans les projets ? Comment favoriser la communication avec les partenaires, le public ?
- Faut-il mettre en place de nouvelles institutions, afin de permettre une collaboration plus facile entre les agences gouvernementales, les associations, les habitants ? (Accentuer la communication de la Mission Inter Services de l'eau et de la Nature qui regroupe les services de l'Etat et les établissements publics concernés par les politiques de l'eau et de la nature et qui a pour but la coordination des services dans le département?)

Cette étude a donc pour but d'entamer une réflexion, sur les questionnements qui émergent de la dynamique de retour au fleuve lancée par la ville.

Ce travail doit être approfondi en menant des études précises sur les états initiaux des sites mentionnés dans ce rapport (cf partie 4.2.). Cela permettra de déterminer plus précisément, à l'échelle du site, les éléments qui doivent être conservés et ceux qui peuvent éventuellement être supprimés ou relocalisés.

De plus, l'étude abordait principalement la question du risque, de la biodiversité et des usages. Or, dans le contexte de la Loire classée au patrimoine de l'UNESCO, il est important d'intégrer de manière beaucoup plus significative la question du paysage et du patrimoine historique.

Enfin, le point de vue de la métropole doit nécessairement être intégré à la réflexion car il s'agit d'une actrice majeure du territoire (et partenaire du concours Envies de Loire). En raison de la récente métropolisation de l'agglomération il n'a pas été possible, sur la durée de notre stage, de rencontrer des personnes travaillant à la métropole. Pour cette raison nous n'avons pas pu intégrer les ambitions de la métropole dans ce document.

<sup>101</sup>Site internet: <http://www.eau-anjou.fr/missions/>

## Notre retour d'expérience sur le stage

Ce stage de trois mois a été riche en découvertes. Nous avons appréhendé une nouvelle manière de travailler dans une administration d'Etat. Le sujet du stage nous a permis de travailler sur une thématique actuelle (la requalification des fronts fluviaux), que nous avons pu observer d'un point de vue global jusqu'à son application locale sur la métropole tourangelle.

L'élaboration de ce document nous a amené à nous questionner, nous interroger tout au long du stage sur ce qu'on attendait de nous, sous quelle forme etc...

Tout d'abord, pour construire le discours de l'administration sur la réappropriation des bords de Loire, nous avons essayé de comprendre les enjeux et les politiques menées par la DDT. La compréhension du discours portée par celle-ci n'a pas été évidente :

- Lors de nos recherches externe (hors intranet et entretiens DDT), nous avons trouvé très peu de documents sur les enjeux, politiques et projets de la DDT.
- Les sensibilités et opinions propres à chaque service et interlocuteur ont pu influencer les enjeux mentionnés lors de nos entretiens. En effet, des thèmes sensibles comme la biodiversité et les usages peuvent donner lieu à des visions différentes. La question du risque ne fait pas autant l'objet de discussions. Il est plus facile d'interpréter la position de la DDT, car la documentation relative (PPRi) est facilement accessible. De plus, c'est la thématique qui fait le plus l'objet d'une sensibilisation des acteurs

Le sujet que nous avons eu à traiter demandait de réfléchir en amont, de manière prospective, sur les projets qui peuvent émerger suite au concours. Il s'agissait d'une nouveauté pour nous ; au cours de notre formation nous avons réalisé des projets de la phase de diagnostic aux propositions. Ici il s'agissait de mener une réflexion préalable à tout aménagement. Celle-ci ayant pour objectif d'être cohérente avec les enjeux portés sur les thèmes de la biodiversité, du risque et des usages.

Le fait de devoir réfléchir en amont, sur un territoire plus vaste que ce dont nous avons l'habitude, nous a permis d'avoir un autre regard sur la façon dont un projet émerge. Ceci fut enrichissant, et nous permet une meilleure compréhension de la façon dont sont élaborés les cahiers des charges préalables aux aménagements.

Enfin, la méthode de travail était laissée à notre libre appréciation. Nous avons ainsi disposé d'une très grande liberté pour réaliser notre travail, tant du point de vue de la méthode que de la production finale.

Cependant, par moment, cette liberté a été une difficulté. Le sujet du stage s'est révélé complexe, vaste et nous avons eu du mal à le définir en objectifs précis au départ. Les nombreuses problématiques que recouvrent les trois thèmes abordés nous ont de très nombreuses fois fait nous interroger sur la pertinence de certaines recherches que nous avons effectué.

Il a été très formateur pour nous de constamment devoir remettre notre travail en question et chercher à affiner notre vision du sujet.

# Bibliographie

## Ouvrages ou articles

**Agnès Fortier**, « La conservation de la biodiversité », *Études rurales* [En ligne], 183 | 2009, mis en ligne le 01 janvier 2011. URL : <http://etudesrurales.revues.org/8971>

**Aude Chasseriau** (2004), "Au cœur du renouvellement urbain nantais : la Loire en projet" : <https://norois.revues.org/899>

**Audrey Richard-Ferroudji, Nadia Dupont, Séverine Durand et Frédéric Grelot**, « Une politique du « vivre avec » un fleuve et ses débordements », *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement* [En ligne], Volume 14 Numéro 2 | septembre 2014, mis en ligne le 16 septembre 2014, consulté le 04 juillet 2017. URL : <http://vertigo.revues.org/15057> ; DOI : 10.4000/vertigo.15057

**Benjamin Pradel** (2007) "Mettre en scène et mettre en intrigue: un urbanisme festif des espaces publics" p 123-130 : <https://geocarrefour.revues.org/2177>

**Catherine Carré** « Les évolutions en France dans la théorie et les pratiques d'une gestion territoriale du risque : l'application au cas des inondations », *Annales de géographie*, 2006/2 (n° 648), p. 133-153. DOI : 10.3917/ag.648.0133. URL : <http://www.cairn.info/revue-annales-de-geographie-2006-2-page-133.htm>

**Gabriele Lechner** (2017) Note de synthèse du "DGUIHC, Le fleuve dans la ville, La valorisation des berges en milieu urbain" : [http://www.cdu.urbanisme.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/fleuve\\_dans\\_la\\_villeaveccouv\\_cle24aafe.pdf](http://www.cdu.urbanisme.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/fleuve_dans_la_villeaveccouv_cle24aafe.pdf)

**Grégory Morisseau**, 4 janv. 2012, "Le quartier périurbain de la Bouillie (Blois) Les nouveaux paysages du risque" : [http://www.projetsdepaysage.fr/le\\_quartier\\_periurbain\\_de\\_la\\_bouillie\\_blois](http://www.projetsdepaysage.fr/le_quartier_periurbain_de_la_bouillie_blois)

**Isabelle Berthier** (1991) « Pour que l'eau vive », *Diagonal*, n° 89-90, pp.12-14 (CDU); Cherier, Gilles, « Le SDAGE, les SAGE et la DCE : des outils pour la gestion de l'eau », *Les Cahiers de l'IAURIF : Le fleuve. Un système, des territoires, des acteurs*, op. cit., pp. 51-54.(CDU)

**Jean-Luc Porhel** (2012) Mémoires de l'Académie des Sciences, Arts et Belles-Lettres de Touraine, "Histoire des incessants travaux menés par la ville de Tours pour lutter contre les inondations" tome 25, p. 153-184 : [http://academie-de-touraine.com/Tome\\_25\\_files/153-184.pdf](http://academie-de-touraine.com/Tome_25_files/153-184.pdf)



**Julie Daluzeau, Mathilde Gralepois and Clément Oger**, « La résilience face à la normativité et la solidarité des territoires », *EchoGéo* [Online], 24 | 2013, Online since 10 July 2013, connection on 04 July 2017. URL : <http://echogeo.revues.org/13445> ; DOI : 10.4000/echogeo.13445

**Julien Lecoutere**(2015) "La reconquête des fronts fluviaux : Vers un nouveau lien entre la ville et son fleuve "

**Kevin Jahouvey** (2015) "Le plan de gestion des risques inondation du bassin Loire-Bretagne – Réunion de présentation aux élus du Cher", URL: [http://www.cher.gouv.fr/content/download/11142/75351/file/presentation\\_PGRI\\_Bourges.pdf](http://www.cher.gouv.fr/content/download/11142/75351/file/presentation_PGRI_Bourges.pdf)

**Laure Cormier, Fabienne Joliet et Nathalie Carcaud**, « La biodiversité est-elle un enjeu pour les habitants ? », *Développement durable et territoires* [En ligne], Vol. 3, n° 2 | Juillet 2012, mis en ligne le 08 janvier 2013, consulté le 02 juillet 2017. URL : <http://developpementdurable.revues.org/9319> ; DOI : 10.4000/developpementdurable.9319

**Laurent Simon and Lydie Goeldner-Gianella**, « Quelle biodiversité pour quels habitants dans la trame verte urbaine ? L'exemple du Val Maubuée (Seine-et-Marne, France) », *Développement durable et territoires* [Online], Vol. 3, n° 2 | Juillet 2012, Online since 06 July 2012, connection on 03 July 2017. URL : <http://developpementdurable.revues.org/9326> ; DOI : 10.4000/developpementdurable.9326

**M. Lang, C. Coeur, A. Bard, B. Bacq, T. Becker, et al.**. Les inondations remarquables en France: premiers éléments issus de l'enquête EPRI 2011. La Houille Blanche - Revue internationale de l'eau, EDP Sciences, 2013, p. 37 - p. 47.

**Rachel Rodrigues-Malta** (2004) « Une vitrine métropolitaine sur les quais. Villes portuaires au sud de l'Europe », *Les Annales de la recherche urbaine*, n° 97, p. 93-101.(CDU)

**Sophie Bonin**, « Fleuves en ville : enjeux écologiques et projets urbains », *Strates* [En ligne], 13 | 2007, mis en ligne le 22 octobre 2008. URL : <http://strates.revues.org/5963>

**Sylvain Rode** « Reconquête urbaine de la Loire et risque d'inondation : des représentations aux aménagements urbains », *Géocarrefour* [En ligne], Vol. 85/3 | 2010, mis en ligne le 15 mars 2011, consulté le 03 juillet 2017. URL : <http://geocarrefour.revues.org/7960> ; DOI : 10.4000/geocarrefour.7960

**Sylvain Rode** (2017) « Reconquérir les cours d'eau pour aménager la ville », disponible en ligne: Cybergeog : European Journal of Geography, Aménagement, Urbanisme, document 806

## Documents et publications d'informations

Agglomération de Tours (2013) Plan de déplacement urbain : <http://mobilite.agglo-tours.fr/index.php?idtf=43>

ALTER Angers ville en mouvement (2017) Plaquettes "Coeur de Maine Un projet urbain d'ensemble, deux nouveaux sites en coeur de ville" [http://www.angers.fr/fileadmin/plugin/tx\\_dcddownloads/plaquette\\_coeur\\_maine\\_mars\\_2017\\_bdp\\_\\_p.pdf](http://www.angers.fr/fileadmin/plugin/tx_dcddownloads/plaquette_coeur_maine_mars_2017_bdp__p.pdf)

Association des Maires de France (2007) "Un guide du Code général de la propriété des personnes publiques (CG3P)" <http://www.maire-info.com/juridique/droit/un-guide-du-code-general-de-la-propriete-des-personnes-publiques-cg3p-article-8288>

CEPRI, Le maire face au risque d'inondation (guide) : <http://www.mementodumaire.net/wp-content/uploads/2012/07/CEPRI-guide-maires-et-agir-hors-PPRI-2008.pdf>

CEREMA (2013) "La ZPPAUP décryptée par Denis Berthelot" : <http://outil2amenagement.cerema.fr/la-zppaup-decryptee-par-denis-berthelot-a628.html>

Certu (2012), "Mobilités et transports – Outils et méthodes - Le Plan de Déplacements Urbains" Pour une intégration des politiques de mobilité : [http://outil2amenagement.cerema.fr/IMG/pdf/PDU\\_cle02ad4c.pdf](http://outil2amenagement.cerema.fr/IMG/pdf/PDU_cle02ad4c.pdf)

Direction départementale des territoires de l'Isère (2015) 14ème rencontre des intercommunalités iséroises : [http://www.maires-isere.fr/agenda2008/RII2015/PLUI\\_Rencontre%20Interco\\_AMI\\_18062015v2.pdf](http://www.maires-isere.fr/agenda2008/RII2015/PLUI_Rencontre%20Interco_AMI_18062015v2.pdf)

DREAL Bretagne (2016) Plan de gestion des risques inondation (PGRI) : <http://www.bretagne.developpement-durable.gouv.fr/plan-de-gestion-des-risques-d-inondations-pgri-a2697.html>

FNCCR (2016), Les enjeux de la protection contre le risque d'inondation et l'urbanisme : <http://fnccr.asso.fr/congres2016/nvx/eau/eau-tr7.pdf>

Guide pour l'évaluation des incidences Natura 2000 en Indre-et-Loire (Réseau Natura 2000 et DDT37), date non connue : <http://www.conservation-nature.fr/article3.php?id=148>

Le Préfet, Coordonnateur du Plan Loire Grandeur Nature, date non communiquée, "La Loire, Histoire des protections contre les crues" p7 : [http://www.side.developpement-durable.gouv.fr/EXPLOITATION/DEFAULT/Infodoc/ged/viewportalpublished.ashx?eid=IFD\\_FICJOINT\\_0005312&search=](http://www.side.developpement-durable.gouv.fr/EXPLOITATION/DEFAULT/Infodoc/ged/viewportalpublished.ashx?eid=IFD_FICJOINT_0005312&search=)

Mairie de Tours, 31 août 2007, Arrêté municipal n°2115-07 portant sur l'interdiction de la baignade dans la Loire et le Cher

Master 2 Environnement, Territoire et Paysage (2015) "La ville et le fleuve aujourd'hui, renouer avec la Loire à Tours Nord"

Ministère de la culture, date non communiquée, fiches pratique n°14 "Créer et mettre en valeur un secteur sauvegardé" : <http://www.culture.gouv.fr/culture/infos-pratiques/fiches/fiche14.htm>

Ministère de la cohésion des territoires (2017) Présentation générale du SCoT : <http://www.cohesion-territoires.gouv.fr/schema-de-coherence-territoriale-scot>

Ministère de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables (?), Le rôle des acteurs de la prévention des risques naturels : [http://www.mementodumaire.net/wp-content/uploads/2012/09/roles\\_acteurs\\_prevention\\_RN.pdf](http://www.mementodumaire.net/wp-content/uploads/2012/09/roles_acteurs_prevention_RN.pdf)

Mission Val de Loire patrimoine mondial UNESCO, 2012, "Plan de gestion - Référentiel commun pour une gestion partagée", URL: [whc.unesco.org/document/138546](http://whc.unesco.org/document/138546)

Mission Val de Loire patrimoine mondial UNESCO, Panneaux de l'exposition "Plaisirs de Loire"

Nantes Métropole et al. (2016), Dossier de Presse "Ile de Nantes Aménagement des berges du faubourg : un projet coproduit avec les habitants" : <http://www.iledenantes.com/files/documents/pdf/presse/dp-bergesfaubourg-mai2016-web-09-06-20106.pdf>

Parc Naturel Régional Loire-Anjou-touraine, date non communiquée, Plaquette "Les bonnes pratiques nautiques sur la Loire et la Vienne Informations et réglementation" : [http://www.parc-loire-anjou-touraine.fr/fr/telechargements/copy\\_of\\_documentation-touristique/activites-nautiques/copy\\_of\\_les-bonnes-pratiques-nautiques-sur-la-loire-et-la-vienne](http://www.parc-loire-anjou-touraine.fr/fr/telechargements/copy_of_documentation-touristique/activites-nautiques/copy_of_les-bonnes-pratiques-nautiques-sur-la-loire-et-la-vienne)

Préfecture d'Indre-et-Loire (2014) "Arrêté préfectoral Indre et Loire portant règlement particulier de police de la navigation intérieure sur les cours et plans d'eau d'indre-et-loire à l'exclusion du cher canalisé (entre la limite avec le département du loir-et-cher en amont et le barrage de bléré en aval) et des sections interdépartementales de la vienne et la creuse entre les départements de la vienne et d'indre-et-loire" : <http://www.indre-et-loire.gouv.fr/content/download/10617/71992/file/RPP%20cours%20d%27eau%20et%20plans%20d%27eau%2037%20RAA.pdf>

SCOT de l'agglomération tourangelle, Projet d'Aménagement et de Développement Durables du SCoT de l'agglomération Tourangelle (page 6) ( 2013) : <http://www.scot-agglotours.fr/67-scot-approuve.htm>

SPL de l'Anjou (2015) Angers Coeur de Maine réunion publique, URL :

[http://presse.angers.fr/fileadmin/plugin/tx\\_dcddownloads/angers\\_cm\\_presentation\\_18\\_mai\\_20150515.pdf](http://presse.angers.fr/fileadmin/plugin/tx_dcddownloads/angers_cm_presentation_18_mai_20150515.pdf)

## Sites internet

Aquavit 37: <http://www.aquavit37.fr/2014crues/>

aimpress.com : <http://www.aimpress.com/environmental/article/906/fulltext.html>

agglopolys.fr :

- Fenêtres sur Loire : <http://www.agglopolys.fr/1863-des-fenetres-sur-la-loire.htm>
- Loire à Vélo : <http://www.agglopolys.fr/1865-finaliser-les-sentiers-de-la-loire-a-velo.htm>

angersloiretourisme.com : <http://www.angersloiretourisme.com/fr/bouger/sur-leau/le-port-fluvial-dangers>

angersmag.info : [http://www.angersmag.info/Conseil-municipal-d-Angers-deux-visions-qui-Maine-au-coeur-du-debat\\_a11361.html](http://www.angersmag.info/Conseil-municipal-d-Angers-deux-visions-qui-Maine-au-coeur-du-debat_a11361.html)

angersmag.info : [http://www.angersmag.info/Dans-le-Coeur-de-Maine-battent-les-rives-nouvelles\\_a10745.html](http://www.angersmag.info/Dans-le-Coeur-de-Maine-battent-les-rives-nouvelles_a10745.html)

anjouloireterritoire.fr : <http://www.anjouloireterritoire.fr/ecoquartiers/angers-coeur-de-maine-235.html>

carrieres-publiques.com : <https://www.carrieres-publiques.com/actualite-fonction-publique-avez-vous-entendu-parler-du-cg3p-code-general-de-la-propriete-des-personnes-publiques-d-197>

Cartcipe : <https://cartcipe.net/>

cnrs.fr : [http://www.cnrs.fr/cw/dossiers/dosbiodiv/index.php?pid=decouv\\_chapB\\_p1\\_f1&annee=1912#evenements](http://www.cnrs.fr/cw/dossiers/dosbiodiv/index.php?pid=decouv_chapB_p1_f1&annee=1912#evenements)

collectivites-locales.gouv.fr :

- Administration de l'Etat : <http://www.collectivites-locales.gouv.fr/ladministration-territoriale-letat>
- PLH : <http://www.collectivites-locales.gouv.fr/programme-local-lhabitat-plh>



conservation-nature.fr :

- APB : <http://www.conservation-nature.fr/article3.php?id=125>
- ZNIEFF : <http://www.conservation-nature.fr/article3.php?id=148>

data.gouv.fr : <https://www.data.gouv.fr/en/datasets/zone-reglementee-du-plan-de-prevention-des-risques-naturels-previsibles-dinondation-du-val-du-cher-dans-lindre-et-loire/>

DREAL (Centre et Pays de la Loire)

- Arrêté de Protection de Biotope : <http://www.centre.developpement-durable.gouv.fr/qu-est-ce-qu-un-arrete-de-protection-de-biotope-a1986.html>
- Cartographie Interactive : <http://www.centre.developpement-durable.gouv.fr/cartographies-interactives-r34.html>
- Natura 2000 : <http://www.pays-de-la-loire.developpement-durable.gouv.fr/natura-2000-et-documents-d-urbanisme-a977.html>
- Plan de gestion Val de Loire : <http://www.centre.developpement-durable.gouv.fr/le-plan-de-gestion-pour-le-val-de-a1827.html>
- ZNIEFF : <http://www.pays-de-la-loire.developpement-durable.gouv.fr/znief-et-documents-d-urbanisme-a903.html>

eaufrance.fr :

- DCE : <http://www.eaufrance.fr/comprendre/la-politique-publique-de-l-eau/la-directive-cadre-sur-l-eau>
- SDAGE : <http://www.eaufrance.fr/agir-et-participer/planifier-et-programmer/schemas-directeurs-d-amenagement>

Ecole Normale Supérieure, Département Géographie :

- Berges de la Seine (Séminaire d'initiation à la recherche) : [http://www.geographie.ens.fr/IMG/SIRenligne\(1\).pdf](http://www.geographie.ens.fr/IMG/SIRenligne(1).pdf)
- Nantes : <http://www.geographie.ens.fr/-Nantes-la-ville-et-le-fleuve-.html>

ecologique-solidaire.gouv.fr : <http://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/prevention-des-inondations>

futura-sciences.com : <http://www.futura-sciences.com/planete/definitions/developpement-durable-plan-local-urbanisme-6984/>

gesteau.fr : <http://www.gesteau.fr/presentation/sdage>

La Rotative: <http://larotative.info/un-futur-proces-xynthia-a-tours-de.html>

lecampingsauvage.fr : <https://www.lecampingsauvage.fr/legislation-et-reglementation/camping-sauvage-bivouac>

legifrance.gouv.fr : [https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do;jsessionid=CD58054E34ABC8A84D364A38884D653A.tpdila07v\\_3?idArticle=LEGIARTI000006361185&idSectionTA=LEGISCTA000006192163&cidTexte=LEGITEXT000006070299&dateTexte=20140514](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do;jsessionid=CD58054E34ABC8A84D364A38884D653A.tpdila07v_3?idArticle=LEGIARTI000006361185&idSectionTA=LEGISCTA000006192163&cidTexte=LEGITEXT000006070299&dateTexte=20140514)

mappemonde-archive.mgm.fr : <http://mappemonde-archive.mgm.fr/num22/articles/art09202.html>

Ministère de la transition écologique et solidaire :

- Biodiversité (2017) : <http://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/biodiversite-presentation-et-enjeux>
- Loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages (2016) : <http://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/loi-reconquete-biodiversite-nature-et-des-paysages>
- Services déconcentrés du ministère (2016) <https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/services-deconcentres-du-ministere>
- Stratégie nationale pour la biodiversité (2017) : <http://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/strategie-nationale-biodiversite>

my-angers.info : <http://www.my-angers.info/01/26/angers-coeur-de-maine-fait-debat-au-conseil-municipal/45638#xVK4lpLSjGu4VwFk.99>

Mission Val de Loire :

- Charte de navigation : <http://portdeloire.com/Chartedenavigation.pdf>
- Outils réglementaires : <http://www.valdeloire.org/Ressources/Outils-methodologiques-et-reglementaires/Outils-reglementaires/Domaine-Public-Fluvial-DPF>
- <http://www.valdeloire.org/Ressources/Outils-methodologiques-et-reglementaires/Outils-methodologiques/Schema-Marines-et-ports-de-Loire>
- Plan de Gestion : <http://www.valdeloire.org/Gerer/Plan-de-gestion/Plan-de-gestion>
- Port de la Creusille (Blois) : <http://www.valdeloire.org/Ressources/Experiences/Le-port-de-la-Creusille-a-Blois>
- Schéma de Gouvernance : <http://www.valdeloire.org/Gerer/Schema-de-gouvernance>

Observatoire de l'eau : <http://www.eau-anjou.fr/missions/>

Plan Loire Grandeur Nature: <http://www.plan-loire.fr/fr/le-plan-loire/presentation-plgn/>

rhone-mediterranee.eaufrance.fr : <http://www.rhone-mediterranee.eaufrance.fr/gestion/inondations/contexteDI.php>

risquesnaturels.re : <http://www.risquesnaturels.re/risques/programme-de-gestion-du-risque-dinondation-pgri>

Services de l'Etat en Indre et Loire :

- Présentation DDT : <http://www.indre-et-loire.gouv.fr/Services-de-l-Etat/Agriculture-environnement-amenagement-et-logement/Direction-departementale-des-territoires>
- Gestion de l'eau : <http://www.indre-et-loire.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Gestion-de-l-eau/Eau-et-milieus-aquatiques>
- Navigation : <http://www.indre-et-loire.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Domaine-public-fluvial/Securite-navigation>
- PPRi : <http://www.indre-et-loire.gouv.fr/Politiques-publiques/Risques-naturels-et-technologiques/Plan-de-prevention-des-risques-inondations/P.P.R.I.-de-Loire-Val-de-Tours-Val-de-Luynes>

smaar.org : <http://www.smmar.org/article/etudes-actions/risque-inondation-et-urbanisme>

syndicatdelachere.fr : <http://www.syndicatdelachere.fr/cadre-reglementaire-et-definition-de-la-strategie-locale-inondation/>

sysdau.fr : <http://www.sysdau.fr/qu%E2%80%99est-ce-qu%E2%80%99un-scot>

territoire-durables.fr : <http://www.territoires-durables.fr/SRCE>

trameverteetbleue.fr : <http://www.trameverteetbleue.fr/presentation-tvb/qu-est-ce-que-trame-verte-bleue/outil-alliant-preservation-biodiversite-amenagement-territoire?language%3Den=fr>

vnf.fr : <http://www.vnf.fr/vnf/faq.vnf?action=byType&type=domaine>

Wikipedia.org :

- [https://fr.wikipedia.org/wiki/Histoire\\_de\\_la\\_pr%C3%A9vention\\_du\\_risque\\_d%27inondation\\_en\\_France](https://fr.wikipedia.org/wiki/Histoire_de_la_pr%C3%A9vention_du_risque_d%27inondation_en_France)
- Directive Inondation : [https://fr.wikipedia.org/wiki/Directive\\_inondation](https://fr.wikipedia.org/wiki/Directive_inondation)
- Réseau Natura 2000 : [https://fr.wikipedia.org/wiki/R%C3%A9seau\\_Natura\\_2000](https://fr.wikipedia.org/wiki/R%C3%A9seau_Natura_2000)
- Schéma de Cohérence Ecologique : [https://fr.wikipedia.org/wiki/Sch%C3%A9ma\\_r%C3%A9gional\\_de\\_coh%C3%A9rence\\_%C3%A9cologique#Obligations\\_de\\_prise\\_en\\_compte](https://fr.wikipedia.org/wiki/Sch%C3%A9ma_r%C3%A9gional_de_coh%C3%A9rence_%C3%A9cologique#Obligations_de_prise_en_compte)
- Sommet de la Terre : [https://fr.wikipedia.org/wiki/Sommet\\_de\\_la\\_Terre#Liste\\_des\\_sommets\\_de\\_la\\_Terre](https://fr.wikipedia.org/wiki/Sommet_de_la_Terre#Liste_des_sommets_de_la_Terre)

## Stage de groupe DAE4 2016-2017

Paul Davodeau, Pol-Marie Lozachmeur, Lucile Maillard

Organisme d'accueil : Direction départementale des territoires d'Indre-et-Loire (37)

Tuteur universitaire : Mathilde Gralepois

Tuteur professionnel : Marie Thevenin et Elise Poireau

La réappropriation des fronts fluviaux est un sujet d'actualité. A Tours, le concours Envies de Loire vise à engager un retour au fleuve, à la Loire. Ce concours va se décliner en deux phases : consultation citoyenne et propositions d'aménagements par des équipes internationales d'urbanistes. La DDT, souhaitant se positionner en amont des projets, nous a proposé ce stage afin d'obtenir des premiers éléments de réflexion quant à la réappropriation des fronts fluviaux sur le territoire de la métropole. Le but étant de participer à la création d'un discours cohérent de la DDT sur la question de la requalification du fleuve. Pour cela, il nous a été demandé de produire une analyse intégrée et spatialisée des enjeux actuels et à venir (considérant le risque inondation, la biodiversité et la gestion des usages urbains) sur les bords du fleuve. Une deuxième partie, plus succincte, nous a également été demandée. Il s'agissait de réaliser une analyse comparative de projets d'aménagements répondant à l'objectif de réappropriation du fleuve, entamés dans d'autres villes. Le but étant de déterminer des facteurs qui ont favorisé ou freiné l'émergence d'une stratégie globale sur les territoires.

Lors de cette étude nous n'avons pas eu de propositions d'aménagements à réaliser. Nos réflexions se sont axées sur les questionnements et les problématiques auxquelles la DDT va se retrouver confrontée dans les années à venir. Il s'agissait d'obtenir une vision prospective du territoire. Ainsi, chaque site pour lequel nous avons pu identifier des enjeux a fait l'objet de propositions de positions qui nous paraissent pertinentes au regard des enjeux portés. Ces positions ont été réfléchies en prenant en compte la volonté de la DDT de devenir une instance accompagnatrice des projets du territoire. L'analyse comparative à quant à elle permis de mettre en avant des points importants à considérer dans les aménagements de front fluviaux afin de favoriser au mieux les projets qui peuvent émerger.

Mots clés : Requalification de fronts fluviaux / Risque, Biodiversité, Usages, Patrimoine / Spatialisation d'enjeux / Service Public  
Tours, Indre et Loire, Centre Val de Loire (37)



# Annexes

## Stage de groupe DAE4 2016-2017

La réappropriation de la Loire sur le territoire métropolitain de Tours

Construire le discours de la DDT

Organisme d'accueil : Direction Départementale des Territoires 37

Tuteur universitaire : Mathilde Gralepois

Tuteurs professionnels : Marie Thevenin et Elise Poireau

Davodeau Paul

Lozachmeur Pol-Marie

Maillard Lucile

# Cahier des charges



DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

Service Risques et Sécurité

PREFET D'INDRE-ET-LOIRE

Tours, le 06 mars 2017

Projet de stages collectifs de 4<sup>em</sup> année des élèves - ingénieurs en génie de l'aménagement et de l'environnement 2017  
(18 avril au 8 juillet 2017 )

## **La réappropriation de la Loire sur le territoire métropolitain de Tours Construire le dire de l'État**

---

### **I le contexte**

La ville de Tours en partenariat avec la communauté d'agglomération Tours(s) plus a identifié le corridor ligérien dans sa traversée métropolitaine en 2016 comme un territoire de projet nécessitant la mise en œuvre d'une réflexion prospective et créative (concours d'idée international Loire).

Le processus de transformation du corridor ligérien dans sa traversée métropolitaine paraît très probable et ce d'autant que l'agglomération tourangelle accède au statut de métropole en 2017, ce qui devrait accentuer son attractivité.

Cette réflexion s'inscrit dans la droite ligne d'autres démarches portées par les villes de bord de fleuve.

En effet, depuis une trentaine d'années, l'espace urbain fluvial, comme l'a souligné Magali Reghezza-Zitt<sup>1</sup>, se transforme en espace convoité, support du développement local. Ce retour au fleuve marque un véritable renouveau des territorialités citadines, avec de nouvelles pratiques de loisir ou d'habiter.

Les différentes opérations d'aménagement des espaces fluviaux urbains se pensent alors en opposition à la rupture entre la ville et le fleuve, amorcée au 19<sup>e</sup> siècle. Elles sont souvent accompagnées d'un discours qui met en exergue le thème de la réappropriation du fleuve par les habitants et acteurs du territoire.

Cette thématique de réappropriation du fleuve permet de construire un nouveau rapport nature/société autour d'un élément qui participe de l'identité et du développement de la ville. Le projet d'aménagement cherche alors à transformer l'espace du fleuve en patrimoine historique et culturel, mais aussi en patrimoine naturel ce qui soulève des questions de valorisation économiques des espaces naturels et de tensions entre intensification des usages et protection du milieu et des personnes.

Les projets d'aménagement autour des berges expriment la volonté de faire du fleuve une composante forte d'un paysage urbain, en réponse aux attentes sociales d'amélioration du cadre de vie. *«Le fleuve garde tout de même quelques fonctions, fourniture d'eau à divers usages et navigation mais, pour l'essentiel, il est devenu décor.»* Les questions de dévégétalisation des berges et d'aménagement d'espaces de co-visibilité vers et depuis le fleuve sont alors prégnantes.

<sup>1</sup> Magali Reghezza-Zitt, *La France dans ses territoires* (cf. chapitre 2 : « Des territoires entre nature et société » p. 59 à 62), SEDES, 2011.

Enfin, les espaces fluviaux relèvent de statuts juridiques complexes qui produisent une fragmentation à l'origine de nombreux conflits d'acteurs. Toutefois, pour une large part, l'espace du fleuve appartenant au domaine public fluvial, propriété de l'État, peut être considéré comme « une emprise de l'État » au sein des villes. La DDT, lorsque ce fleuve n'assure plus des fonctions de navigation, en est le gestionnaire pour le compte du Préfet.

Sur ce DPF, la DDT met en œuvre les politiques relatives notamment à :

- la prévention des risques naturels;
- l'aménagement, l'urbanisme et le paysage ;
- la protection et à la gestion durable des eaux, des espaces naturels, forestiers, ruraux et de leurs ressources ainsi qu'à l'amélioration de la qualité de l'environnement, y compris par la mise en œuvre des mesures de police y afférentes ;
- la protection et à la gestion de la faune et de la flore sauvages ainsi qu'à la chasse et à la pêche.

Ces politiques recouvrent des enjeux importants, qui peuvent de prime abord ne pas être convergents et qu'il importe de défendre selon une logique partenariale, propice à un portage ciblé et proportionné, pour apporter des expertises adaptées au projet métropolitain porté par les acteurs locaux.

Les questions portées par la DDT sont les suivantes (liste non exhaustive) :

► Risque Inondation

- Comment favoriser une culture du risque inondation ?
- Comment promouvoir une politique du vivre avec le fleuve et ses débordements ?
- Comment inscrire dans l'espace la mémoire du risque (valorisation des repères de crues ... ) sans générer une anxiété contre-productive ?
- Comment réaliser des aménagements submersibles (résilience) ?
- Comment « respecter » dans les aménagements futurs la spécificité de la Loire son régime hydrique variable et la mobilité de sa morphologie (dynamisme sédimentaire) ?
- Comment préserver ou recréer des zones d'écoulement, des espaces de mobilité et des champs d'expansion des crues ?



- Quel devenir pour les secteurs urbanisés au sein même du lit mineur du fleuve (notamment celui de l'Île Aucard à Tours) ?

► Biodiversité et gestion de la végétalisation

- Comment concilier protection de la biodiversité et usages croissants des bords de Loire (baignade-promenade – bivouac ...) ?
- Comment concilier protection de la biodiversité et prévention des risques contre les inondations ?
- Comment s'inscrire dans le plan de gestion Val de Loire UNESCO afin de préserver la valeur universelle exceptionnelle du site ?

► Occupation du domaine public, usages et conflits d'usage

- Quels usages actuels et à venir ?
- Comment limiter les conflits d'usage sur le DPF ? ( aménagements adaptés et de qualité, participations, communication )

## **II les objectifs de l'étude**

L'étude confiée aux stagiaires visera deux objectifs principaux :

-analyser des projets d'aménagements répondant à l'objectif de réappropriation du fleuve par des métropoles telles qu'Orléans, Nantes ou Bordeaux.

Il est attendu de cette analyse comparative qu'elle permette d'éclairer la DDT sur les questionnements qui ont été au centre des projets ainsi que sur les facteurs ayant favorisé ou freiné l'émergence d'une stratégie d'intervention globale sur ces territoires.

-produire sur le territoire d'étude une analyse intégrée et spatialisée des enjeux actuels et à venir sous le triple prisme du risque inondation, de la biodiversité et la gestion de la végétalisation et des usages urbains des bords du fleuve.

### **III le territoire d'étude**

Les limites du périmètre envisagé sont celles de la métropole tourangelle (limite administrative de la communauté urbaine de Tours plus) et en largeur celles du périmètre val de Loire Unesco (confer cartes jointes).

### **IV la méthode**

La méthode d'étude est laissée à la libre appréciation des stagiaires. Toutefois, elle devra intégrer des moments de production collective au sein de la maison des projets de la DDT.

Le rendu de l'étude devra faire l'objet d'une réunion inter service au sein de la DDT réunissant à minima les services Risques et Sécurité, Eau et Ressources Naturelles et Urbanisme et Développement des Territoires.

#### Documents transmis à l'appui de la commande :

- Etude de l'école nationale supérieure du Paysage de Versailles (2016)
- Stratégie Locale de Gestion du Risque Inondation - Territoire à Risque important de Tours - 2017
- Organigramme DDT (2017)
- La Loire Urbaine agglo de Tours : Carnets de projet (2016)

## Partie 1.1.2. :

Figure 1 : Représentation schématique de l'organisation des documents réglementaires

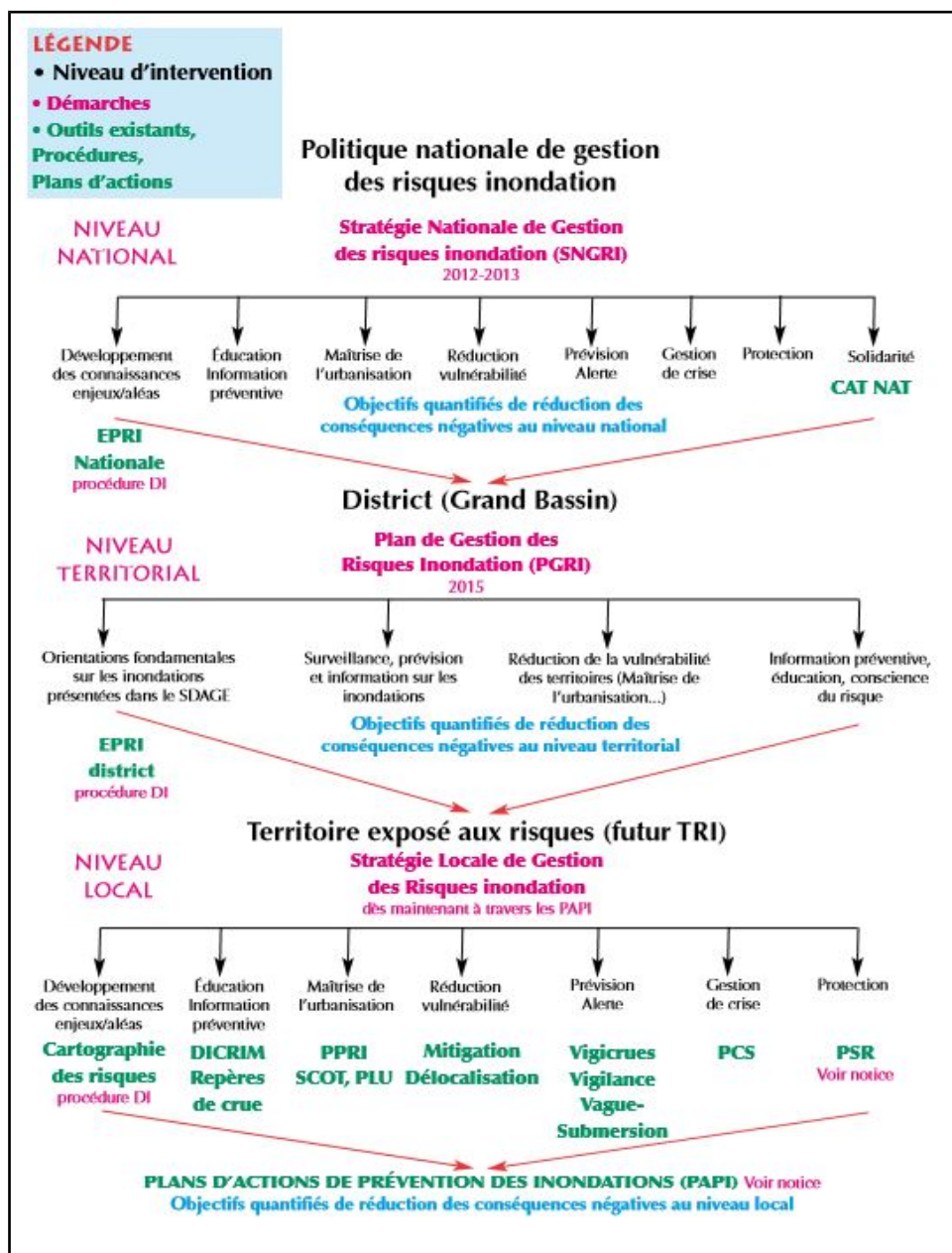


Tableau 1 : Hiérarchisation des enjeux pour chaque service ou chaque personne interviewée  
(la hiérarchisation des enjeux suit l'ordre croissant des numéros)

Intervenant	Risques	Usages	Biodiversité	Paysage	Remarques
<b>Direction DDT37</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	Pas mentionné	L'enjeu inondation est prioritaire et doit conditionner les autres. En effet, les usages et la biodiversité sont principalement considérés au travers de la concertation.
<b>Services risques et sécurité DDT37</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>2</b> (pas mentionné directement)	Pas mentionné	En raison d'un enjeu lié au risque très fort les enjeux d'usages et de biodiversité doivent s'y conformer
<b>Unité fluviale DDT37</b>	<b>1</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	Pas mentionné	Les enjeux liés aux risques prennent le pas sur les autres enjeux, même si les zones concernant la biodiversité font l'objet de concertations.
<b>Service Eau et Ressources Naturelles DDT37</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>2</b> (Pas mentionné directement)	Même si la biodiversité est un facteur très important elle n'est pas limitante pour la prise en compte des enjeux liés aux risques et aux usages.



<b>Service urbanisme DDT37</b>	<b>1</b>	Pas mentionné	<b>2</b>	<b>3</b>	La question des usages n'est pas directement liée à l'urbanisme. En revanche la biodiversité et le paysage sont des composantes importantes qui limitent en partie l'urbanisation.
<b>Architecte et Paysagiste Conseil DDT37</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>2</b> (Pas mentionné directement)	L'enjeu inondation et biodiversité combinés sont déterminants pour les usages car ils permettront de déterminer les usages
<b>Chargé de mission politique urbaine et Chargé de mission ville durable DDT37</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>3</b>	Pas mentionné	Les différents enjeux se recoupent généralement et les conflits entre les risques et la biodiversité sont très rares. C'est plutôt les usages qui sont source de conflits.
<b>DREAL Mr Franck Lellu</b>	Pas mentionné	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	La biodiversité et les usages sont très étroitement liés à la question du paysage.
<b>Mission Val de Loire</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	Le paysage est le moyen de lier les 3 enjeux. La biodiversité étant l'enjeu qui est le plus difficile à traiter.

# Retranscription de l'entretien avec Monsieur Franck Lellu (Chargé de mission Val de Loire Unesco à la DREAL) [02/05/2017]

Il y a beaucoup de réglementations sur la Loire venant de différents acteurs

La Loire est un enjeu de paysage, expertise sur les enjeux paysagers sur plusieurs champs :

- Le bien UNESCO : inscrit au titre des paysages culturels. Caractérisation de la Valeur Universelle Exceptionnelle. Concept un peu compliqué. Organisation de l'espace de caractérisation par le biais de la VUE du bien. S'étudie au niveau des PLU des SCOT
- Protection des sites classés, loi 1930, avec l'ABF, comme le pont Wilson "site classé". Une bonne partie des coteaux dans la traversée de Tours sont protégés, le plan d'eau du pont Napoléon au pont de fil.

## Question sur le projet Hilton, peut-il faire perdre à Tours son accréditation UNESCO ?

Les fronts ligériens constituent un élément de la V.U.E., motif récurrent dans les grandes agglomérations comme à Saumur, Blois, Orléans, on retrouve un accompagnement du fleuve par un système portuaire (avec des quais, des cales, des anneaux) des éléments de patrimoine qui ne sont plus d'actualité par qu'il n'y a plus de navigation.

Il y a une construction du bâti qui est très ligérienne avec la pierre, l'ardoise, qui se lit quand vous êtes de l'autre côté.

Il n'y a pas deux bâtiments qui se ressemblent mais vous avez un velum de hauteur de construction qui accompagne la perspective. Le projet des tours des deux hôtels ne vient pas forcément contrarier ce velum même s'ils sont un peu plus haut. Le parti architectural est également important pour la réussite de l'opération dans ses choix de couleur, de matériaux et de forme. Le projet actuel a été validé par les instances locales et nationales du ministère de la culture.

Quand vous regardez la traversée de Tours vous voyez bien qu'on est pas sûr de la construction XVIIIe mais bien sûr une architecture de reconstruction d'après guerre, et l'architecte de l'époque s'est calé sur les lignes et l'organisation du bâti XVIIIe avec son écriture toute ligérienne.

En la matière l'UNESCO n'a pas inscrit le front bâti de Tours, elle reconnaît cependant la récurrence de ce motif bâti que l'on retrouve sur bons nombres de villes ligériennes. A Blois, Orléans et Saumur, ces fronts bâtis se composent de maisons au style parfois hétérogène mais assez homogène dans leur gabarit, leur volumétrie, leur couleur. Le front bâti, est souvent accompagné d'un mail planté, et de son espace portuaire le long du fleuve qui structure l'organisation de l'espace des fronts de Loire.

## Pourquoi vous allez participer au concours Idées Loire ?

La traversée de la Loire est concernée à la fois par des protections au titre des sites et par la zone unesco. Il faut intégrer ces protections pour que les idées qui vont sortir ne soient pas incompatibles.

## **Quelles sont les grands sites et les grandes zones, avec des points particuliers qui sont sujets à débat, qui posent question ?**

L'abbaye de Marmoutier est un site particulier pour l'histoire ligérienne, c'est un site intéressant. C'est un site qui a été un peu malmené, avec des routes tout autour. Pour la V.U.E. c'est une abbaye importante au niveau national et international.

La spécificité de la traversée de la Loire à Tours repose également sur ce coteau nord, de Saint Cyr à Tours, constitué par un chapelet de grandes propriétés du XIXe avec leurs parcs

L'ambiance que génère ces parcs boisés confère à la traversée de la ville, une ambiance assez particulière, car finalement on se trouve dans une agglomération assez importante en nombre d'habitants et pourtant avec ce caractère boisé une ambiance « naturelle » a pu être préservée. On n'a pas l'impression d'être dans une très grande ville. C'est une originalité et un point fort de la traversée.

Le traitement de ports qui ont été longtemps des parkings qui ont encore à certains égards une connotation très routière. Une reconquête de ces espaces serait une bonne chose avec des partis d'aménagement qui mettent bien valeur ces traces de l'histoire, on pourrait ainsi imaginer une mise en valeur de ses espaces par des traitements au sols moins routiers, effacer des arbres pour retrouver des grandes étendues de perrés en pierre, des quais, des rampes... On sent bien qu'à Tours, comme partout en France, la population retourne vers le fleuve et se réapproprie les bords d'eau.

On a des espaces qui sont intéressants pour la population (avec l'eau quand il fait chaud, pour se balader pour se poser). Mais aussi pour le patrimoine, avec des usages qui sont différents d'avant avec des traces du passé qui montrent que c'est un lieu qui est chargé en terme de patrimoine. Mais il faut des interventions, à mon avis, assez fines et légères.

## **Quels acteurs qui sont “contre” ?**

Il est nécessaire de produire un projet global qui puisse fédérer les différents enjeux et les différentes attentes, en évitant les conflits d'usage ou d'enjeux. Il faut expliquer les usages passés, et le paysage peut fédérer et prendre en compte toutes les contraintes (eau, usages, biodiversité). Il faut avant de dire ce que l'on veut faire, rappeler les dynamiques passées et en cours

Il n'y a pas si longtemps, les bords de Loire ne connaissaient pas la même fréquentation, l'intérêt que l'on portait à ces espaces était largement moins fort qu'aujourd'hui. La ville avait tourné le dos au fleuve, ce qui explique pourquoi ces espaces ont été réservés aux stationnements automobiles. Maintenant on aime bien s'y promener, on aime bien aller boire un verre à la guinguette, on retrouve le pont.

Les îles se sont boisées, les tourangeaux perdent peu à peu cette mémoire et assimile ce site à une espace où les arbres sont omniprésents. Et pourtant, retrouver la ville d'en face avec le pont, la grande Bretèche [couvent à côté de la place Choiseul] pourrait avoir du sens. Mais c'est aussi un travail très fin car il faut cacher des aménagements moins réussis et donc là plutôt se servir des boisements.

## **Quelle est la richesse de ce paysage ?**

La traversée de cette partie urbaine par le fleuve aux couleurs, et aux débits changeants, ses bancs de sable. Le pont de pierre et ses deux places à son débouché. Les fronts bâtis fortement marqués par la pierre et les toits d'ardoise. Les ouvrages portuaires vestiges d'un passé prestigieux, aujourd'hui lieux de promenade par leur proximité au fleuve.

## **Est-ce que la région, prévoit de nouveaux usages sur la Loire?**

Le projet régional important qui a changé le regard des gens, est la Loire à vélo avec une réflexion sur les tracés, la découverte. La navigation est repartie avec la marine de Loire et aujourd'hui on a une batellerie qui s'est étoffée.

### **En terme de gestion des berges, quelle est la coopération privé-public ?**

Ca dépend vraiment des secteurs, , s'il y a de l'agriculture ça se tient sinon non.

Pour la guinguette par exemple, elle dépose une demande au niveau de la DREAL pour les sites classés, de la DDT pour les AOT, il faut qu'il n'y ait pas d'incidence sur la zone natura 2000. Mais chacun joue sa partie, il faut que chacun reste dans sa compétence.

### **Quelles sont les connaissances sur la Loire ?**

La Loire est très étudiée mais toujours d'une façon thématique. Il manque un peu une armature de tout ça, afin d'essayer de comprendre le territoire.

### **Pour le moment il n'y a pas vraiment de conflit sur le territoire pour le moment du point de vue de la DREAL ?**

On est en Touraine et ce n'est pas une terre de conflit parce que les gens n'aiment pas trop se confronter, mais le conflit ressort dès qu'il y a un projet, il y a une inquiétude et les projets ne sont pas faciles à mettre en place.

Le concours Idées Loire, est né d'une idée de définir une vision globale de la traversée avec les usages.

La guinguette de Tours devait respecter des conditions d'intégration pour être acceptée dans ce site patrimonial. Elle doit se conformer à l'esprit des lieux pour que le projet s'inscrive bien dans le site, sans le dénaturer au regard des enjeux de protection.

### **Quelles sont les zones emblématiques à préserver ?**

- Tous les ouvrages portuaires
- Tous les passages urbains avec les constructions et le bâti, pas forcément des fronts constitués mais des constructions qui vont du vernaculaire à la grande demeure. Tout est riche (moulures, encadrements de fenêtres), richesses avec des vestiges anciens avec des châteaux, gallo-romain, abbaye...
- Les habitats troglodytiques
- Les cultures / agriculture qui s'expriment en fonction des terres, on a un modèle ligérien qui est très organisée mais qui a tendance à souffrir de la crise
- Il y a une histoire locale importante jusqu'au XVIIIe mais ça s'arrête au milieu du XIXe. Contrairement à d'autres fleuves avec un passé industriel important, en val de Loire il n'y a pas eu ce développement. On est resté avec ce fleuve « sauvage » (enfin qui n'a rien de sauvage, avec de la nature).



## Qu'est ce qui est porté d'un point de vue paysage par la DREAL ?

Pour le paysage c'est la préservation de la VUE du bien UNESCO à travers le coteau, les micro reliefs, la levée, les ponts, les traversées de villes, les châteaux, les ouvrages de la navigation. Retrouver des points de vue qui en dehors de l'aspect esthétique constituent des points de repères cruciaux dans le paysage. L'effacement de certains secteurs végétalisés est donc une mesure qui a du sens mais qui doit être dosé en fonctions des enjeux du territoire et de la capacité de gestion. Un partenariat avec les collectivités est une piste pour gérer certains points de vue, certains espaces. Il faut trouver des points de convergence entre l'état et le gestionnaire pour redonner des points de repère dans le paysage en terme aussi du patrimoine UNESCO. Il est nécessaire de croiser les trois enjeux: hydraulique, biodiversité dans cette logique d'ouverture et ainsi répartir la charge. On doit aussi chercher une gestion pour le maintien de l'ouverture afin qu'elle soit perenne.

Notre position est d'essayer de trouver des points de convergence et donner du sens à l'ouverture, à ce qu'on voit. Par exemple à Luynes certains secteurs doivent être déboisés pour limiter les risques, ces secteurs sont également concernés par des points de vue sur la château qui profiteront de l'intervention. Ces ouvertures permettront également de recréer un liaison d'usage entre les deux rives après la création de cette liaison visuelle. On va donc retrouver un patrimoine, un usage et une connexion visuelle, donc c'est un territoire qui va basculer d'est en ouest en nord-sud.

## Quelles verrues en bords de Loire ?

\_\_\_\_\_ On peut se poser la question au niveau de La Riche, est ce qu'on garde tout ? Avec des bâtiments de grande hauteur, des bâtiments qui ont tournés le dos au fleuve

Devant les tanneurs c'est pas ce qu'on a fait de mieux en terme d'architecture.

Saint Pierre des Corps aussi. On est sur un schéma pas facile parce qu'il n'y a plus de front ni de logique très ligérienne, c'est village de péri urbain très classique.

Le percement du coteau au niveau de l'abbaye de Marmoutier, avec à l'est de l'abbaye une rupture très forte. C'est un aménagement qu'on ne ferait plus maintenant. C'est une vraie saignée, avec une gestion du déblai remblai qui n'est pas très bonne et on ne lit plus l'organisation ligérienne. On se demande ce qu'il s'est passé quand on en connaît l'histoire. On se dit qu'il y a un truc qui n'est pas normal. C'est un peu contrariant pour la site alors qu'on avait un coteau qui était bien constitué.

# Retranscription entretien avec l'unité fluviale de la DDT37 [03/05/2017]

## **Les missions de l'unité :**

L'unité travaille sur le lit et les levées. Les opérations se font en plusieurs étapes : Programmation, suivi, communication.

Les principales missions sont l'entretien et le déboisement des digues, levées et bords de Loire. L'objectif étant de les rendre plus propres et plus sûres, en effet plus la présence d'arbres est importante plus la sûreté du site diminue. Grande difficulté car les parcelles sont très morcelées et appartiennent à énormément de personnes différentes.

Instruction des AOT du Domaine Public Fluvial, en effet les demandes d'exploitation ne cessent de croître.

Le déboisement se fait en partenariat avec différents acteurs; en particulier la DREAL. Il faut maintenir en état les éléments de protection (digue, levée...) des crues de la Loire. L'esthétique, le visuel sont aussi un des objectifs principaux.

Un organisme extérieur (bureau d'étude privé) est chargé de vérifier une fois par an l'état des digues et préconise les actions à faire.

En cas de crise, les missions de l'unité fluviale sont de surveiller, signaler, assister les interventions et faire remonter informations. Elle fait du conseil technique et du retour d'expériences.

La DDT n'a pas les moyens d'intervenir sur les francs-bords. Elle ne déboise que les zones choisies par la DREAL.

L'évaluation environnementale se fait en régie en coopération avec le SERN. L'unité fluviale fonctionne avec différents marchés. Des entreprises peuvent être sollicitées pour l'entretien ou la gestion de crise 24h/24h. Cela peut concerner l'inspection des levées, les études environnementales ou encore l'entretien des chemins de service.

Elle travaille aussi avec les concessionnaires qui possèdent des digues ou de ouvrages d'art (SNCF, collectivités, VINCI ...).

Lancement d'un marché pour racheter les parcelles des bords de Loire.

## **Evolution des demandes des AOT (“je pense que votre mission c’est l’aboutissement de nombreuses demandes que l’on a depuis 1 an - 1 an et demi”) ?**

Depuis quelques années, il y a une importante évolution touristique.

Au niveau du Val de Loire cela apporte de nombreuses contraintes (protection du biotope, du Val de Loire Unesco)

Ainsi des nouvelles activités comme les bivouacs en paddle amène des contraintes d’implantation de structures, des contestations ont lieu de la part des associations de protection de la nature.

L’installation d’habitations flottantes, le vis-à-vis avec certaines zones ou monuments remarquables peut être parfois controversé.

Le bivouac sauvage aussi une contrainte importante, la tente est dans le bateau, on s’arrête où on veut.

Des excursions paddle-trottinettes ont aussi été avortées.

Sur Tours, la tendance actuelle est plutôt la mise en place des restaurants sur les grandes berges, ou d’installation de toue cabanée (massage...). Des associations construisent des toues pour les promenades (conflit avec château de Chenonceau)

Ce sont des usages qui peuvent être identifiés sur d’autres territoires mais ne sont pas encore envisagés/envisageables sur le périmètre Val de Loire Unesco.

L’unité fluviale participe à la protection de l’environnement et de la sécurité des activités nautiques et de navigations, elle fournit les AOT si celles-ci ne posent pas de problèmes de sécurité.

L’AOT permet à une personne ou une société, d’occuper une partie du DPF contre une redevance, qui peut être nulle (sur l’eau/levées/souterrains). Les redevances n’étant pas les mêmes entre associations et sociétés cela crée des conflits.

La demande en AOT était auparavant principalement destinée à la batellerie. De plus en plus de demandes sont déposées : dans le futur comment cela va se passer ?

Aujourd’hui il ya beaucoup plus de secteurs concernés sauf pour la mise en place de commerce qui est toujours faible.

*“A un moment il va falloir dire stop” “si on dit oui à tout le monde dans 10 ans ca va être une autoroute, ca va perdre son aspect sauvage [...] ils vont faire tout ce qui est interdit”*

Cependant, il faut faire attention au surnombre car il faut garder le côté “sauvage” du fleuve. Pour faire respecter : gendarmerie fluviale, ONCFS, ONEMA. Cependant peu de contraintes en fait : les gens se sentent libres.

Dans les années 70, il y avait déjà un restaurant, sur un bateau, au niveau du pont Wilson.

Dès qu’il y a un incident, les recours juridiques ciblent de plus en plus la DDT fluviale (méthode américaine).

**Sur la question de la plage de Tours, qu'est ce que vous en pensez ?**

Il y a une AOT pour l'implantation de la plage

Les usages de la Loire sont actuellement contradictoires, en effet l'accès au fleuve est largement facilité mais des activités comme la baignade sont interdites.

Tension entre l'arrêté municipal d'interdiction de baignade alors que la ville propose des activités de plage. Ce type de contradiction va devenir de plus en plus fréquent.

Pas d'activité de baignade proposée mais cependant tout est fait pour la faciliter.

Aujourd'hui, la problématique principale est de canaliser la multiplicité des activités qui se développent. En effet, des activités comme les bivouacs sont autorisées mais il reste toujours des problèmes de sécurité, d'accidents notamment au niveau des ouvrages. Tout le monde ne maîtrise pas la réglementation et les règles, on a des conflits. Il est difficile de permettre quelque-chose à une personne car les autres réclameront la même chose, ce qui est légitime mais impossible à mettre en place.

Il y a peu de moyen de répression, peu de gens sont assermentés pour faire la police de l'eau au niveau du département.

Lorsque légalement la DDT ne peut pas interdire une activité, ils peuvent mettre en place des missions conseils.

Ainsi, plus on autorise l'installation "d'habitats" dans le lit de la Loire plus la gestion de crise est compliquée. *"plus on autorise les gens à habiter le lit de la Loire et plus on a des risques"*

**Avez vous des cartes permettant de recenser le parcellaire ?**

Non, travail s'effectue sur le cadastre.

Lorsqu'un incident a lieu : première vérification ; était-ce sur une parcelle du DPF.

Très grande complexité car les cadastres sont parfois faux par manque de connaissance.

Problème de paiement double ce qui n'est pas normal.

Le problème de la Loire et de sa gestion, c'est un fleuve spécial, peu comparable aux autres fleuves français. L'esprit de la Loire doit être respecté et certains porteurs de projets trouvent que faire quelque chose sur la Loire est difficile.

**Est-ce-qu'il y a des zones autres que les digues et le lit (exemple : zones d'écoulement) qui appartiennent à la DDT ?**

Quelques parcelles boisées à entretenir.

Souvent terrains autres ont été achetés pour permettre le renforcement de la digue.

Les maisons encastrées (partiellement encastrées) dans la digue appartiennent pour partie au DPF.

**Comment ça se passe du coup pour ces maisons au niveau de la gestion ?**

Comme pour les autres maisons.

**Quand vous dites que vous travaillez avec Tours Métropole, comment ça s'organise un travail avec Tours Métropole ?**



*“C’était expérimental, on a passé un accord de principe, un accord à l’amiable”*

A terme GEMAPI et les gestions des digues revient aux collectivités ou au syndicats. La gestion des milieux aquatique restent à la charge de la DDT donc il est possible de penser à la modification des tâches et des outils dont elle va avoir besoin (bateaux, barges, tracteurs puissants à la place des engins de coupes et de tonte ainsi que les outils de maçonnerie).

**Par rapport au fait des nouveaux usages sur la Loire, vous ca va surtout être comment gérer le développement de la multiplicité des usages ?**

Au niveau des nouveaux usages, la DDT fluviale va plus avoir un rôle réglementaire et de conseil. Beaucoup d'administratif.

Dans les conflits plus un rôle d'observateur.

**Du coup pour vous le fait que de nouveaux usages se développe ça va vous apporter des difficultés supplémentaires ?**

Pour eux, il n'y aura pas de problèmes de manière directe, mais plus tard il risque d'y avoir des conflits entre les différents acteurs qui vont cohabiter.

C'est l'état qui tranche au final, mais il peut être influencé par les communes ou différents organismes pour donner un avis sur les projets.

De plus en plus de consultation entre différents acteurs, avec de nouveaux moyens de communication, de nouveaux partenariats, relations... ce qui reste difficile.

Travail en collaboration avec le conseil départemental sur la question des Espaces Naturels Sensibles, et essayer de travailler avec les partenaires associatifs comme la SEPANT en les considérant comme des partenaires et non comme des opposants.

**Et il y a des associations sur Tours ou autre qui vous soutiennent ?**

A part les bateliers et les pêcheurs professionnels non. Et cela dépend des politiques portées.

Pour l'unité fluviale, le problème est qu'il faut comprendre l'augmentation des demandes, et limiter les autorisations pour ne pas augmenter les risques présents sur la Loire.

# Retranscription entretien avec Mme Isabelle Lалуque-Allano (Responsable d'unité Prévention des risques) [04/05/2017]

## **Présentation et historique du service :**

Unité Prévention des Risques date de 2007 avant c'était l'unité "Environnement et Prévention des Risques" au sein du service urbanisme et habitat. Les missions sont très variées.

Petite unité qui manque de moyens (en comparaison avec le Loiret) avec pourtant un enjeu inondation beaucoup plus fort

Chargé de l'avis de synthèse de la DDT sur le ICPE, de l'élaboration, du suivi de la prise en compte et des PPR.

Un PPRI est une procédure très longue (3 ans + 18 mois), législation qui a instauré une deadline. Cependant on évolue, de plus en plus de concertation (population et élus)

Document moins étatique, on associe davantage les autres acteurs

Mettent à jour le droit à l'info sur les dangers auxquels sont exposés les habitants (IAL).

Donne un avis pour les permis : ne donne pas d'avis conforme sauf sur CG3P

Contribue au porté à connaissance de l'Etat.

Unité consulté en cas d'interrogation quant à l'interprétation du PPR.

Complexe car il y a des projets imprévus qui doivent donner lieu à une certaine inventivité sur comment gérer le projet ?

## **En terme d'association par exemple qui sont assez revendicatrices, qui posent problème ?**

Conflits acteurs souvent avec la Sépant/Aquavit37/ASPI

Enjeu sur le site Primagaz de St Pierre : quelle vocation à désurbanisation ? Très intéressant du point de vue inondation : retrouver du champ d'expansion des crues.

## **Est-ce qu'il y a des zones que vous avez repéré sur le PPR qui sont discutés par les communes ? Ou les associations comme la digue avec l'aquavit ?**

Non.

## **Le PPRI (pouvoir régalien c'est la responsabilité de l'Etat)**

→ aléa (phénomène inondation caractérisé par hauteur d'eau et vitesse [ici surtout la hauteur d'eau et très peu la vitesse])

→ suraléa (risque de rupture de digues)

Modèle de crue de référence (plus forte crue connue) : celle de 1856 (ensemble des digues ont sautées) cependant on ne prend pas en compte l'urbanisation nouvelle dans le calcul des hauteurs d'eau (on peut supposer que cela sera plus haut en raison de l'augmentation des constructions).

Les zones d'aléa faible sont très peu nombreuses donc regroupées avec les zones d'aléa moyen pour former la catégorie modérée.

Aléa fort => 1m d'eau

Aléa très fort => 2.5m

### **Quels sont les dangers supplémentaires liés à la ZDE ?**

Risque de destruction du bâti très important, cela s'apparente à des coulées de lave.

Création de fosses d'érosion.

Il y a eu des contestations sur la digue (aquavit) mais celles ci ne pouvaient pas vraiment être prise en compte car il y a de la documentation scientifique dessus.

Val de Tours - Val de Luynes = territoire le plus touché d'Indre et Loire (centre urbain touché de façon très importante)

Zones à enjeux : champ d'expansion des crues et zones urbanisées

A en ZDE : zéro construction, maintenir l'usage pour ces territoires.

B : En centre ville urbain possibilité de faire du renouvellement urbain résilient

### **Principales discussions sur le PPRI**

Les zones A ont fait l'objet de beaucoup de questions.

Les zones B ont fait l'objet de contestations pour pouvoir passer en C afin de pouvoir construire.

Il n'y a pas eu de contestations ou de problèmes sur la définition de la ZDE.

### **Y a t'il des zones sur lesquels il y a des conflits d'intérêts et des contradictions ? Des projets qui augmentent le risque ?**

Les politiques publiques contradictoires : plus l'aléa est fort moins on doit urbaniser mais dans le centre ville de Tours [...] on se trouve parfois en contradiction.

ZAC des fougerolles sur la ville aux dames qui est touchée par la ZDE mais qui doit pouvoir s'étendre d'après le scot.

La zone A sous Primagaz est un espace d'enjeu pour permettre l'expansion des crues (enjeu SLGRI)

Les guinguettes/ camping en zone inondable posent problème lorsque la temporalité de la présence des infrastructures augmente.

Difficulté de faire comprendre aux acteurs que même si la probabilité de l'inondation est relativement "faible" il faut éviter d'augmenter le risque.

Difficulté pour imposer le fait de construire au dessus des PHEC en zone inondable → quel usage des RDC, quel nouveau visage de la ville inondable?

*"on peut entendre ce que nous disent les élus mais c'est pas une discussion de marchands de tapis"*

Site de la Rabouilleuse à Rochecorbon pose problème (en contradiction totale avec le projet PPRI) enjeu batellerie d'exploitation du site. On se base donc sur le PGRI : usages directement liés à la présence de l'eau bénéficient d'un autre traitement

Pour les zones A l'activité doit être liée au sol (pas de hors sol par exemple) ou être en lien avec le droit de vente.

En CG3P il faut faire attention car beaucoup de choses sont interdites mais certains usages liés à l'eau ont besoin d'aménagement en contradiction.

# Retranscription entretien avec Mr Laurent Bresson (Directeur de la DDT37) [10/05/2017]

## **Présentation de Mr Bresson :**

Laurent Bresson, 47 ans, depuis 2012 directeur Direction Départementale du Territoire. Avant c'était le directeur adjoint de la DDT Puy-de-Dôme. Monsieur Bresson a fait des études de droit; ses principales compétences sont dans la politique urbanisme, le logement, la rénovation urbaine...

## **Présentation de la DDT (historique et missions) :**

La Direction Départementale du Territoire a été créée le 1er janvier 2010, est la réunion de la Direction Départementale de l'Équipement (DDE) et de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt (DDAF) suite au RGPP lancée par N.Sarkozy. C'est la RÉATE. Avant 2010, plusieurs tentatives ont été tentées afin de restructurer les DDE et DDAF avant 2010.

Après la seconde guerre mondiale l'armature territoriale est proposée et portée par les ministères de l'agriculture et de l'équipement.

Les Ponts et Chaussées → DDE

Génie rural → DDAF

Aujourd'hui, augmentation de l'importance des collectivités locales. L'état n'a plus le même rôle, et la DDT reste quand même une administration technique (d'opérateur).

La DDT est sûrement la structure ayant le mieux réussi sa mise en place. C'est plus difficile pour la DDPP. A la DDT la mise en place d'une nouvelle culture "d'entreprise" a été rapide et l'idée de l'action transversale et horizontale a pris de l'importance car l'approche institutionnelle ne fonctionne plus sur les territoires.

Aujourd'hui, la phase de création est finie. Une culture nouvelle est mise en place, axée la mutation agricole et équipement. Chacun s'intéresse à tout ce qui se passe dans la structure. Les différents services portent un intérêt transversal concernant les différentes actions de la DDT, c'est moins cloisonné.

Le fait que Tours ait pu accéder au statut de métropole est en partie expliqué par le benchmarking qui a été fait par les élus. Le fait d'avoir ce statut de métropole est un atout considérable, cela en fait un espace beaucoup plus attractif. Aujourd'hui on se trouve dans une période avec de la concurrence entre territoire, il y a un an et demi, la métropole n'était pas une évidence pour Tours.

L'Etat joue un rôle nouveau: il n'est plus là pour tout orienter, planifier et réaliser (DATAR etc...) mais plus pour réguler.

Dans les démarches actuelles de la DDT:

- démarche et planification territoriale (PLU, PLUi, SCoT) et de programmation (PLH, PDU) → intégreur des différentes actions et acteurs (doit jouer un rôle stratégique)
- transition énergétique; accompagne les différents territoires dans cette démarche, sujet d'envergure mondiale, la DDT se place comme une accompagnatrice de territoire



- gestion des risques: notamment GRI en Touraine → SRS gestionnaire du DPF, réunir la totalité des compétences. Aujourd'hui, la prise en compte du risque doit être le socle des projets du territoire. Même s'il est souvent vu, ou a été vu, comme une contrainte ou un frein au développement. Cela peut être un facteur d'accélération en matière d'urbanisme. Quand on le prend réellement en compte, il s'agit d'être ambitieux et de mettre en avant l'innovation en matière d'urbanisme. C'est un accélérateur de la transformation urbaine

Dans le futur SCoT, la SLGRI doit être prise en compte. Il faut accepter la donnée de base du risque inondation, quand on le prend en compte on découvre de nouveaux champs d'innovations qui peuvent permettre de positionner le territoire par rapport aux autres.

Les autres grands sujets:

- politique agricole: couvre 60% du territoire local, il s'agit de garder la diversité des productions, développer de nouvelles formes d'agriculture. Il y a un grand bassin de consommation; il suffirait de développer les circuits courts. Développer une agriculture plus résiliente qui doit s'adapter aux futures contraintes climatiques et de marchés. Il faut éviter le risque d'une végétalisation complète de la production agricole. Il faut utiliser le bassin des 600 000 consommateurs..
- Environnement; eau (qualitatif, quantitatif), préservation de la biodiversité

**Par rapport à la Loire et cette réappropriation de la Loire quelles ont été les actions entreprises par la DDT à tous les niveaux et quelles seraient les actions futures concernant cette partie du territoire ?**

LOIRE et DDT, une relation complexe

Une relation complexe entre les deux entités. La DDT a en charge le fleuve. C'est un bien commun, public et ouvert à tous. La DDT est le "représentant" du propriétaire du domaine public. La Loire étant un bien commun, elle ne peut donc pas être appropriée dans le sens commun du terme.

La Loire est un sujet complexe pour la DDT. Le fleuve est mi sauvage, mi aménagé. Il est endigué sur plus de 400 km depuis environ 1000 ans, ce qui divise par 4 ou 5 la largeur de son lit majeur. Le territoire est très investi par l'homme et les éléments naturels sont à cultiver dans cet environnement anthropisé. Il faut gérer la dualité de ce territoire.

Prévention et la prise en compte du risque inondation sont l'essence de l'action prioritaire (cela l'est traditionnellement).

Territoire d'affrontement et de conflits de représentation:

- les positions se radicalisent
- les corporations veulent toutes donner leur avis: Qu'est ce que doit être la Loire?
- le débat est parfois difficile

Opposition Tourisme -Environnement

Par exemple, la mise en place de la pêche traditionnelle → beaucoup de détracteurs, des adeptes du no kill qui ont des positions très radicales et qui ne veulent pas toujours comprendre ce qu'est la pêche professionnelle ! Forte opposition. Les moyens de la DDT ne sont pas toujours à la hauteur. La DDT est toujours critiquée, qu'elle agisse ou non.

*"Ce fleuve peut rendre les gens mabouls"*

Le territoire a besoin d'une dynamique de projet !

Dans les années 60, l'état a tenté de mettre en place un projet d'aménagement hydraulique: barrages et digues etc... → échec, très forte mobilisation des acteurs du territoire pour préserver une Loire "naturelle" et depuis c'est toujours cette politique qui a guidé l'état. Plan Loire grandeur nature n'est PAS un projet (avis personnel).

#### Mise en place d'une gouvernance partagée

l'Etat doit initier une gouvernance plus ouverte de cet espace ligérien.

DDT n'a pas de réelle légitimité sur la Loire → position de "coordinateur" ? Ce n'est pas l'Etat qui pourra mettre en place une dynamique de projet. Cela doit venir du territoire, de la métropole (qui est légitime à porter un projet de territoire).

La tendance actuelle est de conserver les caractéristiques naturelles. Cependant, il n'y a toujours pas de projets, pas de dynamique de projet. Plan Loire Grandeur Nature. Il faut mettre en place une dynamique de projet multi-acteur, partagée.

Le concours Idées Loire; émergence d'un projet du territoire. La métropole identifie la Loire comme une priorité. Redonner une vraie place à la Loire. La DDT et l'état doivent être un partenaire de bon niveau, et l'importance est de le faire maintenant dans le concours idées Loire. La DDT joue un rôle de gestionnaire; il faut avoir une vision très complète et concrète.

La stratégie de la DDT est d'impulser une dynamique nouvelle; mise en place d'un plan de Gestion Intégrée. les objectifs: enrichissement des berges, ouvrir le fleuve... mais aussi d'impliquer plus de personnes.

Quant aux projets sur la Loire la DDT a une position d'ouverture "totale" *"il ne faut rien s'interdire à tout point de vue"* les nouveaux usages peuvent être très diversifiés, sur le linéaire il faut voir pour favoriser une cohabitation des usages possibles et souhaités sans en dégrader aucun.

La logique protectionniste quant au risque inondation a éloigné les lieux de vie du fleuve.

#### **Par rapport à l'usage de la Loire y a t'il des grands mouvements (nouveaux) qui sont en train d'émerger sur le territoire ?**

Nouvelle offre touristique : *"terrain de jeux qui n'est pas totalement exploité"*. On trouve beaucoup de nouvelles formes d'activités. Offre se renouvelle constamment.

Il y a de très vives contestations pour prévoir des nouvelles activités.

Cependant difficile de mettre en place ces activités car beaucoup d'interdits sur la Loire liés aux représentations du fleuve → pas de réelle argumentation dans certains cas.

*"Dans l'inconscient de certains acteurs"*

*"je ne veux pas de dogmatisme, ni dans un sens ni dans l'autre"*

#### **Est-ce que vous avez des sites en tête, pour lesquels sur l'agglomération de Tours dans le périmètre UNESCO, des sites vraiment importants sur lesquels il va falloir parler dans le projet et proposer des choses ?**

Site à enjeux ou enjeux (vision de l'Etat) :

- secteur avec habitat permanent en zone inondable (dans le lit endigué de la Loire), l'habitat n'a pas vocation à demeurer
  - Iles Noires, habitat très précaire avec cabanisation (seul possibilité : la désurbanisation au fur et à mesure retour au maraîchage à terme ?)
  - Ile Aucard (seul projet pour l'instant : la désurbanisation, mais du coup que faire après ? On a une problématique très forte d'attachement → suppose une action sur du très long terme donc il faudrait un Établissement Public Foncier)
- Usages à développer pour permettre aux tourangeaux de retourner au fleuve d'en profiter (par exemple : Tours Plage) de développer le tourisme
- Repenser la relation entre la ville bâtie et le fleuve (opération du haut de la rue nationale ne répond pas vraiment à ces ambitions)
- Redonner la possibilité aux piétons d'accéder au fleuve (exemple : pont Wilson qui donne en plus la plus belle vue sur la Loire dans Tours)
- Rétablir des vues sur le fleuve
- Utiliser les espaces urbains de la Loire pour en promouvoir les usages humains et réduire ces mêmes usages lorsque l'on sort du cœur urbain

[Avis personnel : Le territoire est banalisé, en panne d'identité → redonner du caractère, de la typologie. Potentiel de caractérisation est très très fort, il faut en profiter. La végétalisation du lit participe à ce manque d'identité, on ne voit pas le fleuve. Fleuve est invisible une très grande majorité du temps. Idée du bivouac sur les îles de Loire très bonne]

Le fait que ce territoire soit perçu comme banalisé est une vision "d'étranger", la population ne fait pas ressortir cette impression.

↪ Pour faire du projet : il faut trouver des grandes lignes directrices consensuelles et que les projets s'inscrivent dans ces lignes qui combinent les approches des différents acteurs quant au caractère/identité du territoire. Sinon cela risque de mener à un échec.

Difficile de faire un projet porté quand au classement UNESCO car caractérisation floue et globale qui n'est pas bien comprise par les citoyens.

Les projets ne doivent pas se faire dans une logique défensive "finalement la ville en zone inondable doit être en inondable" : ville ouverte-résiliente. Il faut arrêter de penser que l'on peut s'opposer au fleuve.

Volonté de passer du réglementaire à la dynamique de projet (qui s'inscrit dans la prise en compte des enjeux portés par l'Etat). Réduction de la contrainte réglementaire au profit des enjeux portés. Règlement n'est pas un facteur d'innovation.

→ réglementaire existe toujours mais doit s'assouplir pour permettre une avancée. Quand un projet est ambitieux/respectueux/responsable que la réglementation celle ci devrait être modulable. *"Il faut peut-être moins de règlements et plus d'avis"*

→ *"Nous ne sommes pas les seuls à être légitime dans la gestion de la Loire"*

# Retranscription entretien avec Mr Jean-Luc Vigier (Chef de service Urbanisme et démarches de territoires) [10/05/2017]

## **Missions du service :**

Créé pour plus de lisibilité en interne et en externe. Baisse d'effectifs, comment s'y adapter ?  
Animation droit et fiscalité de l'urbanisme (instruction des permis de construire pour les bâtiments publics, avis conforme sur les permis de construire pour toutes les communes sans PLU, POS/ Gestion de la taxe d'aménagement)

Urbanisme et planification (accompagner les collectivités pour l'élaboration des documents d'urbanismes (SCOT PLU(i) ), dans le porté à connaissance des règlements et des enjeux et politiques publiques portés par l'état ainsi que dans l'analyse de la consommation de l'espace → inciter les collectivités à suivre les grands principes portés par l'état mais sans pouvoir les y obliger/ Analyse et avis sur les implantations commerciales)

Unité d'application de la réglementation sur la publicité extérieure.

Paysage est pris en compte dans le classement UNESCO, pas de porté réglementaire mais très incitatif (ne pas perdre le label). Il y a accompagnement des communes qui ont des projets dans les zones patrimoniales

Pôle d'accompagnement des transitions et des territoires: portage des transitions (transitions énergétiques et économiques) en interne et en externe:

- Projet sur le solaire plus facile à développer et soutenir que l'éolien (réticences des ABF, de la population et de beaucoup d'associations).
- Projet de méthanisation avec association public-privé à Pernay, un méthaniseur d'un agriculteur permet de chauffer une salle et une école

La DDT n'a plus la compétence de la voirie celle ci a été déléguée au conseil départemental.

Sur les constructions des documents d'urbanisme, la DDT travaille avec des référents territoriaux qui sont les relais de la DDT directement auprès des communes et dans le temps. On parle de veille territoriale (positionnement sur des projets en fonction des enjeux de celui-ci) il y a eu création du "Coup d'oeil territorial" et d'une document de veille territoriale

## **Concours envies de Loire**

Porté par la Métropole et l'ATU .

Identification du milieu comme présentant d'importantes contraintes d'urbanisation car il y a de grands risques.

Jusqu'à maintenant Il fallait se prémunir du fleuve avec des digues qui peuvent, en cas de rupture augmente le risque, il faut changer d'approche et pourquoi pas enlever les digues ?

La Loire est un atout touristique, patrimonial, économique, historique et en terme de biodiversité.

La ville de Saint Pierre des Corps est complètement inondable, on en fait quoi ? On bloque tous les projets ou pas ? Pour ne pas tout bloquer il faut construire différemment. Il faut une nouvelle vision du risque inondation, permettre la mise en place d'un espace résilient. Du point de vue du service il faut acquérir une nouvelle vision de ce que peut être l'urbanisme en espace inondable. Faire venir les personnes sur les bords de Loire, peut être en permettant des constructions là où elles ne sont pas forcément autorisées à l'heure actuelle, avec une nouvelle façon de construire et d'urbaniser.

Potentiel énorme avec une mauvaise valorisation de la Loire

Il y a beaucoup de conflits d'usages:

- pêche
- canoë
- irrigation
- alimentation en eau de l'Authion et des agriculteurs
- biodiversité

Projet de la Loire à Vélo, bon projet à développer qui n'impacte pas trop le milieu : utilisation de chemins existants.

Plus d'extraction du sable, modification progressive de l'impression du "plus de sable" et abaissement du lit de la Loire.

Pas d'intérêt à la végétation présente sur les îles car n'est pas patrimoniale.

### **Est-ce qu'il y a des zones où des projets sont mis en place ?**

Beaucoup d'espaces sont bâtis (centre ville urbain de Tours)

Au dessus des fronts de coteaux, présence de production agricole. Il est très difficile d'aménager sur les bords de Loire.

A Cinq Mars la Pile il y a eu un projet de parc de loisir en plein milieu de la zone inondable. Cela a été impossible.

Dynamiser d'un point de vue aménagement urbain les bords de Loire est très difficile et n'est peut être pas souhaitable. On a un écrin qu'on ne doit pas forcément bétonner.

La voiture sur les berges n'est pas un avantage, il faudrait enlever la voiture des bords de Loire ? Déplacer la voirie ? Cependant c'est compliqué.

Mais cela permettrait une réappropriation car l'accès aux berges est compliqué et dangereux pour les piétons.

### **Est-ce qu'il a des points des zones avec des enjeux particuliers.**

Idée du bateau restaurant qui divise énormément. Quel enjeu patrimonial à prendre en compte ?

### **Est-ce que vous d'un point de vue urbaniste l'habitat flottant sur la Loire est une possibilité ?**



Habitat flottant sur la Loire ? [d'un point de vue personnel, pourquoi pas si c'est bien intégré]. Il ne s'agit pas d'en faire un projet central. Ce n'est plus un fleuve navigable donc il n'y a pas une réelle opposition par rapport à cela. Cependant l'avis de l'ABF est très important.

**Est-ce que les communes se tournent de plus en plus vers un urbanisme qui prend de plus en plus en compte le risque inondation et les constructions résilientes ?**

Les élus sont obligés de prendre en compte le risque inondation dans tous les cas lorsque le règlement est écrit ou en cours.

SLGRI → implication des élus plus importante, marche plutôt bien et mieux qu'avant avec les PPRI. Elle permet une meilleure appropriation de la notion du risque inondation.

Cependant il y a certains espaces où des populations dédaignent les règlements, les Iles Noires notamment (pas constructible, zone naturelle) et les élus sont démunis.

# Retranscription entretien avec le Service Eau et Ressources Naturelles (DDT37) [11/05/2017 & 17/05/2017]

Mr Pascal Pinard

Le déboisement de la Loire a trois objectifs: - sécurité, - financer les travaux avec le bois; - modifier le moins possible la biodiversité

Manque d'entretien : forte dynamique de boisement → dév de forêts de bois chétifs et forêts alluviales (réserves de biodiversité)

Boisement a des conséquences sur la sécurité, facteur aggravant du risque inondation ralentissement du cours et risque d'embâcles dans les ponts. mais aussi sur la biodiversité car oiseaux de Loire sont inféodés aux grèves sableuses : il faut retrouver un milieu favorable cependant c'est très cher.

## **Quels sites de dévégétalisation ?**

Des travaux de déboisement ont été réalisés à Montlouis sur Loire (superficie de 14ha). Les prochains prévus sont situés à Berthenay et St Genouph. Il faut choisir les zones pour la sécurité, il faut couper assez de bois pour trouver un acheteur mais protéger au maximum la biodiversité. Sur la Loire il faut concilier les intérêts économiques, écologiques, paysagers. Il y a aussi des forêts alluviales qui se sont développées sans aucune contraintes qui sont aujourd'hui des réservoirs de biodiversités superbes

## **Avez vous les données sur une base de données?**

Oui mais elles demandent une expertise.

La Loire est couverte par deux sites natura 2000, état des lieux des différents habitats sur la Loire. La carte date de 2005 et la situation a pas mal changée dans le sens d'un boisement. Les jeunes boisements sont devenus des vieux boisements.

## **Quels sont les conséquences de ce boisement ?**

Ils ont deux conséquences:

- une sur le risque
- une sur la biodiversité, la plus intéressante sont les oiseaux de grèves sableuses (sternes / mélanocéphale), perte d'habitat. Plus beaucoup de grèves. Il faudrait dessoucher mais ça coute très très cher et l'état n'a plus les moyens.
- espèces naturelles sensible du conseil départemental

La Loire est un milieu très riche en terme d'oiseaux, d'insectes, de mammifères (castors, mammifères)

## **Est-ce que les zonages (natura 2000 et ENS) ont mis de très fortes contraintes sur le développement de nouveaux usages?**

Il y a trois ans je vous aurais dit: aucun.

Les ENS appartiennent au conseil départemental où ils sont propriétaire. Donc ils font ce qu'ils veulent chez eux.

Natura 2000 au début: une démarche uniquement contractuelle avec des versements de l'état et une demande de résultats, mais si pas de contrat aucun de besoin de résultat.

Il y a 3 ans la France a été condamnée car elle n'a pas respectée l'étape d'étude d'impact, depuis la réglementation en zone Natura 2000 est plus restrictive. L'évaluation d'incidence n'était pas faite en France jusqu'en 2013 où elle a été condamnée pour. Par exemple maintenant les AOT prennent en compte une évaluation d'incidence Natura 2000.

Natura 2000 est maintenant une contrainte sur la Loire. Autrement c'est le pétitionnaire qui réalise cette évaluation.

Par exemple sur les déboisements que la DDT va organiser sont soumis à évaluation d'incidence. En l'occurrence ici c'est la DDT qui la fait, qui juge si elle bien fait et si les travaux sont compatibles.

### **Au niveau de la réappropriation des bords de Loire, que pensez vous de la place de biodiversité ?**

La réappropriation pose des problèmes de conflits.

Les arrêtés de biotope, à Montlouis sur un bancs de sables avec des sternes et de mouettes. Il est interdit d'y faire quoi que ce soit et les canoës doivent passer à au moins 15m. Surtout au niveau des îles. La LPO demande un arrêté de biotope sur les îles de la Loire dans le centre de Tours, pour les sternes, elle met l'enjeu des oiseaux au dessus de tout. La DDT est prise entre deux feux, entre une commune qui veut se réapproprier la Loire et les défenseurs de la nature.

Il y a 3 arrêtés de biotope en Indre et Loire; celui qui nous concerne → Montlouis sur Loire

### **Quels sont les nouvelles activités qui apparaissent sur les bords de Loire ?**

On voit apparaître des activités payantes, très organisées, avec le canoë, "l'autorisation" de faire du feu → illégalité, les campings sont interdits dans le lit de la Loire.

On retrouve beaucoup de conflits d'usages légaux (pêche, chasse) → Etat loue la Loire mais il y a une "superposition des couches" d'autorisation. Grande complexité car milieu riche et donc beaucoup d'activités différentes.

Le feu d'artifice de La Riche du 14 juillet peut poser problème car il se trouve à côté d'une grosse station de sternes (en 2016).

On a une police ONCFS capable de verbaliser sur les îles, mais elle ne peut pas être partout, ils sont 11 dans le département.

En centre ville de Tours la DDT ne voit pas de problème à l'implantation et au développement de nouveaux usages pour les humains. Peut-être fournir les conditions d'implantation des oiseaux ailleurs que dans le centre, les oiseaux en centre ville "ok" mais pas au dessus des enjeux d'utilisations des riverains et des activités économiques: On est en centre-ville.

Du point de vue réglementaire :

- ENS ne pose aucune contrainte réglementaire (propriété du Conseil Général)

- Natura 2000 (depuis 2013) : activités doivent demander une AOT et réaliser une étude d'incidence sur les habitats qui est obligatoire et la DDT va juger sur l'activité peut être réalisée ou non
- Arrêté de biotope : interdiction de toutes activités humaines (niveau de contrainte très élevé)

## Mr Dany Lecomte

Le service s'occupe des Eaux et des Ressources Naturelles.

Dans le premier domaine, il s'agit de s'occuper de l'aspect qualitatif (prélèvement) et de l'aspect quantitatif (impact de nouvelles installations: lotissement, ouvrage linéaire traversants au dessus de la Loire).

Sur l'aire d'étude il y a peu de projets (A10→ bassin de récupération des pollutions pour les mises aux normes).

Au niveau de la biodiversité; c'est le sujet le plus sensible. Le service analyse les projets pouvant impacter le Périmètre Natura 2000 (espèces rares qui transitent, fréquentent, se reproduisent: une partie de leur cycle de vie). Ce plan se divise en deux parties: habitats et oiseaux. Le projet sont soumis à l'évaluation d'incidence (Paddle → camping sur des îles où les sternes nidifient). Ce sont des fortes contraintes pour les projets.

La gestion de la plage est un sujet complexe, notamment à l'étiage. La protection des espèces est difficile.

Les Arrêtés de Protection de Biotope sont aussi gérés en partie par ce service.

La Pêche oppose les pêcheurs professionnels et les amateurs. Des conflits ont lieux entre ces deux parties. Des portions sont ainsi attribués aux uns ou aux autres. La Mission Val de Loire s'est proposée d'être le médiateur entre les deux.

Plusieurs animaux ont un statut d'espèces protégées; c'est le cas des castors par exemple qui ont une population en constante progression.

4 îles dans le périmètre de Tours vont faire l'objet d'Arrêtés de Protection de de Biotope.

Le statut Natura 2000 n'interdit pas, il informe. Contrairement aux Arrêtés.

Îlots du pont de fil à Tours (en amont du pont WILSON), Îles en amont du pont Wilson, Îlot de la Grande Bretèche, Îlots des Maisons Blanches

Il faut tenir compte de l'évolution du territoire, ce n'est pas figé (îles...). En effet, les îles sont mouvantes et les statuts des espèces animales peuvent changer.

Des travaux de déboisements ont et auront lieux (MontLouis, Saint Genouph, Berthenay). Il faut redonner à l'eau des espaces de libertés. De plus, la réutilisation des déchets de bois pour les centrales biomasses permettent aujourd'hui de financer plus de travaux. Il faut trouver un équilibre.

D'après l'ONF, la Forêt et les Arbres sont devenus un musée avec ses oeuvres. Il y a une certaine sacralisation des arbres en bord de Loire. Il s'agit donc de sensibiliser les populations sur l'importance du déboisement.

La notion de paysage est un sujet important d'aujourd'hui et de demain, car il évolue, ne reste pas figé. En effet, les personnes ont cette image figée de la Loire, alors qu'au fil des décennies le paysage évolue. avant, c'était un espace beaucoup plus ouvert. Cette vision est très personnelle.

Il s'agit d'être attentif à tous les projets pouvant impacter les lieux de production de biodiversité. Les États Initiaux de l'Environnements sont fait pour ça, il faut déterminer la situation actuelle afin de savoir quels pourraient,être les conséquences sur ce milieu, afin d'impacter le moins possible les espaces protégés.

Il est parfois difficile d'apprécier les enjeux.

Il n'y a pas de réglementations particulières concernant les poissons, mis à part pendant les période de reproduction.

L'impact du bruit peut aussi être un axe de travail (feux d'artifices...).



# Retranscription entretien avec Mme Cécile Gaudoin et Mr Laurent Couâsnon (Architecte et Paysagiste conseil à la DDT37) [18/05/2017]

## **Que veut dire conseil ?**

Conseil auprès de l'état, apporter de l'expertise aux administrés toujours en lien avec les politiques actuelles de l'état et les porter auprès des services. En tant que professionnels praticiens on a une expertise de pratique. Il y a aussi le domaine pédagogique et culturel. A la fois une mission de conseil, intervention sur tous les dossiers ayant des enjeux suffisamment importants (archi et paysage), on émet des avis, ou on rencontre les pétitionnaires, on intervient dans tous les domaines où l'on demande conseil. Dans les domaines variés, on travaille sur l'éolien, l'ANRU II... rapport à l'usage de la DDT, avis assez technique qui peut aussi être déconnecté des fois. Les avis servent aux DDT pour être transmis aux préfets avec des choses qui peuvent être ajoutées ou supprimées. On a pas de contraintes, de censure. Après il peut y avoir des filtres.

## **Pour vous, quels sont les grands enjeux paysagers et architecturaux ?**

Historiquement la ville était tournée vers la Loire et elle était une sorte de cordon ombilical par lequel tout se faisait (échanges commerciaux etc...) et puis les choses se sont inversées et la ville tourne le dos à la Loire et ce sujet apporte un enjeu fondamental car la présence de l'eau est une richesse sous cette forme avec la Loire qui traverse l'agglomération. Cet élément qui liait Tours à sa région et au delà et les deux berges, est devenu aujourd'hui une séparation. Il y a des débuts de réappropriation au niveau du pont Wilson, mais il y a une question de vivre ensemble, de valorisation des paysages, la ville s'intéresse à nouveau à ce site. (La Loire) peut être un élément très fédérateur. Mais ça implique fortement des éléments comme la circulation automobile et des transports en commun. C'est donc une bonne idée ce concours et ce qui sera décidé sur les bords de Loire doit pouvoir guider l'action de la métropole sur les 15 prochaines années.

Avec un regard plus neuf, il y a un enjeu entendu à la DDT de réconciliation des qualités naturelles et paysagères avec la prise en compte des risques inondations, c'est peut être pour ça qu'elle a été mal vécue. C'est une digue.

## **Qu'est ce que vous pensez des digues ? Est ce un élément patrimonial ? Paysager fort ? La modification ou la suppression ?**

On ne peut pas fermer quelques portes que ce soit, ni les plus "extravagantes" comme la suppression. Les digues sont un des éléments de l'architecture fluviale. Les projets qui verront le jour doivent prendre en considération ses éléments constructifs ou d'aménagement. Par rapport aux digues elles sont parfois surmontées de garde corps qui coupent la vue. Avant on voyait d'une berge à l'autre et maintenant ce n'est plus forcément le cas. Il y a des secteurs qui peuvent ouvrir et d'autres non. Il y a aujourd'hui, en même temps que la fermeture visuelle il y a une perte de richesse de la Loire en matière de variété d'ambiances, de perception des éléments techniques qui ont permis de juguler le fleuve.

C'est aussi une opportunité pour être créatif, ça ne peut pas être un retour à l'état initial compte tenu des enjeux de protection et c'est justement ce nouveau paysage que forme les digues peut permettre de créer une certaine nouvelle forme d'aménagement. Il y a l'idée de les intégrer de manière qualitative.

Pour illustrer le potentiel à création, l'atelier des territoires sur le secteur de la Rabaterie, qui a fait des propositions pour éviter les ruptures de digues, on pourrait faire sur une 100aine de mètres un grand terre plein. La ville de Saint Pierre tourne le dos au fleuve. Et avoir une promenade urbaine à la place de la départementale. Le remblais serait le nouveau sol de construction. Aujourd'hui on a des grandes tours avec des accès qui se feraient à partir du 5<sup>e</sup> étage.

### **Quels sont les caractéristiques du patrimoine ligérien?**

Architecture plus balnéaire aussi, il y a Saint Radegonde, l'Ile Aucard plus riche par rapport aux îles noires.

Le secteur tout à fait dans le lit mineur où l'on a des maisons orientées vers le boulevard et des maisons presque les pieds dans l'eau avec la place des Terreaux à Saint Cyr sur Loire.

La réglementation du PPRI est assez exigeante à Tours et est en train de créer une nouvelle sorte d'architecture contemporaine sur pilotis (Saint Pierre des Corps). On risque de voir une architecture type du XXI<sup>e</sup> siècle.

### **En terme de cartographie où peut on trouver tous les bâtis historiques? Par rapport?**

Carte de repérage des monuments ATU (plui) ou les bâtiments de France avec des fiches bâtiments.

### **Sur la question de la végétalisation des berges ?**

Relire le document. Et déboiser où les boisements n'ont pas d'intérêts biodiversité ni risques. Il faut connaître l'histoire des évolutions des paysages de Loire mais en aucun cas revenir à un état initial de 1970 ou 1930.

### **Quels éléments peuvent être symbolique ? Sur lesquels ont ne pourra rien faire ?**

Dans la partie ouest il y a un alignement de platane qui présente un réel intérêt, par le volume de verdure et ce sont des éléments végétaux qui n'empêche pas des vues et qui accompagne le fleuve , majestueux à l'image du fleuve.

En terme de bâti il y a tout le bâti protégé. Ca donne envie que ce soit le théâtre de lieux et d'architecture contemporaine, c'est un territoire qui est appelé à vivre. Il y a déjà un élément qui sort de terre au bout de la rue nationale et c'est important que les projets qui verront le jour s'inscrive dans de la création contemporaine.

### **Que pensez vous de projet du haut de la rue Nationale ? Est ce vraiment un retour au fleuve ?**

Je ne sais pas du tout.

### **Est-ce qu'il a des vues à mettre en valeur ?**

Les épis sont à mettre en valeur, dans les îles on voit très bien qu'il y a des grandes plages de sables, des prairies. Quand on est piétons on ne se rend pas trop compte et ils faut que le travail puissent permettre de lire les différents ambiances, paysages ou faciès. La Loire n'est pas que le bras d'eau qui varie au cours des saisons. C'est ce aussi que le projet doit pouvoir révéler avec les différents états de l'eau tantôt agité, ou calme, et faire en sorte que la promenade soit variée et intéressante et ce n'est pas trop le cas aujourd'hui. Il faut des ouvertures bien situées et créer de nouvelles choses par des projets architecturaux. Il faut permettre une compréhension du fonctionnement du fleuve.

Par exemple à Nantes, il y a eu beaucoup de programmations culturelles, projet ESTUAIRE (propositions architecturales ou oeuvres...) avec la création d'oeuvres contemporaines de balades etc.

Il est important que les tourangeaux soit intégrés au projet et qu'il y ai un dialogue entre les élus [l'état ?] et la population.

Il y a des sensibilités parfois contradictoire et le projet doit être accepté par la population. Si la Loire était vu comme un parc paysagé. Par exemple à Versailles le grand canal dirige le regard avec des perspectives intéressantes avec des pleins et des vides avec des axes de vision privilégiés. La promenade s'accompagne par des découvertes d'éléments intéressants. Aujourd'hui si on considère la Loire comme un parc il a été plus ou moins abandonné où il faut penser des vues, par endroit importantes ou chirurgicales ou pas d'ouverture du tout par endroit et valoriser des éléments patrimoniaux ou des vues longitudinales aussi avec une profondeur de vue.

Souvent un parc il a une enceinte et ce qui manque c'est une manière de cheminer dans le parc.

Ca serait très intéressant que les îles ait un vrai usage, que les îles soient plus utilisées qu'elles ne le sont ? Mais je ne connais pas beaucoup la Loire.

La navigation sur la Loire doit être valorisée. Il peut y avoir des parties navigables pour la navigation.

Il ne s'agit pas de tout faire partout.

# Retranscription entretien avec Mme Clotilde El-Mazouni et Mr Roland Rouzies (Chargé de mission politique urbaine et chargé de mission ville durable) [22/05/2017]

Ville durable: intégration problématique, ce n'est pas la même chose que de la planification.

## **Par quel document autre que le PPRI, les zones Natura 2000, biotope? Rôle de l'état dans l'aménagement de la ville?**

Planification, suivi du SCoT/PLU/PDU des communes du coeur urbain. La DDT participe mais n'est pas responsable de l'élaboration. Rôle de conseil/censeur-régalien. Intégration des problématiques transversales.

La DDT a une double "casquette".

Tout d'abord, il y a l'aspect réglementaire (informer la collectivité), être là en continu et assurer que la collectivité suive les documents réglementaires. Le rôle réglementaire, mais l'état est intégré dans les étapes d'information et d'élaboration, il n'est censeur qu'après si le document ne respecte pas les documents réglementaires donc lorsque les enjeux de l'Etat ne sont pas pris en compte.

La DDT a aussi un rôle de conseil et d'accompagnement des collectivités: organisation des déplacements, prise en compte de l'état, étalement urbain, accompagnement des collectivités. Il y a beaucoup de travail en collaboration concernant les documents d'urbanisme, il faut travailler en commun avec les collectivités, les élus, les bureaux d'études, les services techniques des communes et de l'agence d'urbanisme.

## **Quel est la prise en compte du risque?**

Organise les évacuations préventives en cas de crise.

Communication avec les élus et les collectivités

Sur le marché foncier, la prise en compte du risque n'est pas un élément de choix, les prix ne s'en ressentent pas.

L'objectif de la DDT est surveillé si l'information sur le risque est donnée

Au début, la contribution dans un contexte assez flou et peu défini.

Sur Tours, "oubli" du risque inondation, c'est plus un risque théorique qu'un risque réel. La population n'est pas, plus convaincue du risque inondation.

DICRIM+PCS→ aide de la DDT

## **Cas particulier de l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine**

Politique de la ville: exclusivement participation sous forme de conseil pour SCoT, PLU sauf pour le protocole ANRU participation et contrôle assez important car il y a des financements de l'état. Mais elle ne produit son projet de ville. Mécanisme de la conception associée : Participation au COTEC et COPIL.

## **Comment s'articulent les trois grandes thématiques : usages, biodiversité, risques.**

### **Comment le service de la ville voit les liens entre les trois enjeux?**

Pas d'antinomie quant aux 3 enjeux, objectif de l'état de la réduction de la conso d'espace favorise la biodiversité et diminue le risque

En pratique pour la plupart des élus et citoyens de l'agglomération, thème sur lequel tout le monde est plus sensibilisé → Usages > Risques (avec la mise en place du 2e PPRI) >

Biodiversité (la biodiversité des bords de Loire n'est pas le plus important pour fédérer).

Liens:

Biodiversité et risques s'associent bien et sont rarement en conflit. A part les cas d'abattage d'arbres.

Souvent, ce sont les usages qui sont en conflit avec le risque et la biodiversité.

### **Quels usages et zones vous semblent sensibles le long de la Loire?**

De nombreuses idées:

- maisons flottantes mais on n'est pas sur des canaux, on fait quoi quand il y a une crue
- ponts habités idée qui vient d'Italie, augmentation de la résistance à l'eau et personnes mises dans la zone d'aléa la plus forte.
- Quelques zones à enjeux particuliers: - Pont Napoléon jusqu'au Pont de Pierre ; source de bruit très important, manque de place pour les piétons et les modes doux. il y a un enjeu très important à améliorer le secteur entre ce pont et le pont Wilson

Bords de la Loire → parking ; les usages doivent faire diminuer l'imperméabilité des sols

Levee de Saint Côme à la Riche; stoppé de le cheminement près de la Loire; circulation

Possibilité de faire jardin en "haut", un espace de transit. Et un jardin en bas, endroit où on peut être au calme.

Valorisation des accès à la Loire; valorisation des axes verts

### **Quel lien entre le projet du haut de la rue Nationale et Hilton?**

Opération du haut de la rue nationale ; mise au point par la précédente équipe municipale.

Le lien est beaucoup moins fort entre le projet et l'équipe actuel. Le projet se poursuit donc "mollement". Création d'un hôtel de 4 étoiles et d'un autre de 3 étoiles.

Au départ, il n'y avait pas de projet de réappropriation des bords de Loire mais l'objectif était de recréer une vraie entrée de ville: il n'y avait pas de lien particulier avec le fleuve mais juste avec le haut de la rue et la place.

Les hôtels Hilton permettent de répondre au constat suivant: il n'y a pas d'offre touristique de haut standing.

### **Quels sont les liens avec les Loire dans les autres projets de la métropole ?**

Il faut aussi travailler sur la faisabilité de nouveaux franchissements; Rabaterie-Loire, plus largement Saint Pierre des Corps.

### **Plus personnellement quels usages faites vous de la Loire ?**

Les usages ; balade, guinguette. Ils vont rarement sur les bords de Loire. Balades très occasionnelles.



L'aspect festif et récréatif est un bon point qui atténue la vision négative, dangereuse du fleuve.

L'agriculture et agro pastoralisme avec une exploitation douce de la varenne et valorisation des bords de Loire, tout en contrôlant la végétalisation du lit

La baignade en Loire est un enjeu très fort, il y a des difficultés à la mise en place.

Accessibilité des bords de Loire, des espaces publics pour les personnes à mobilité réduite.

La ville de Tours travaille dessus. Des plans de voiries et des espaces publics sont mis en place.

# Retranscription entretien avec la Mission Val de Loire avec Mme Isabelle Longuet et Mme Myriam Laidet [24/05/2017]

S'intéresse au paysage (naturel (surtout interaction homme - nature) / biodiversité / patrimoine bâti). Il s'agit d'une vue à grande échelle, pas de hiérarchisation entre les enjeux. Paysage à préserver (mais paysage vivant, prise en compte différente de celle de la réglementation française) mais il faut en parallèle permettre son évolution.

La mission réalise des études d'impact

Deux axes de travail :

- prise en compte des paysages par les collectivités
- valorisation / partage du paysage et de sa connaissance aux habitants :
  - mise en place de projets valorisables par le tourisme mais pas de promotion touristique à proprement parler

La Mission val de Loire est une structure inter région (Centre Val de Loire et Pays de la Loire)

Orientations de la mission

Plan de gestion (avec comme thème les vues de coteau à coteau, les cônes de vue sur la Loire et les dévégétalisations par endroits)

Orientations fixées aussi avec les régions

La mission n'a pas une vision univoque, conciliation avec les usages actuels

Schéma de navigation sur la Loire

- de nouveaux usages
- animation des rives (par exemple les ports de Loire)

Multiplication des usages

Favorable à des démarches concertées

**Quels sont les grandes divergences sur le lieu de notre étude ?**

- Biodiversité - Usages (ouvrir des vues sur la Loire) → sujet sensible à traiter avec les conservatoires naturels des deux régions
- Pêche professionnelle VS amateur et surtout le no kill (qui est très valorisé et se fait beaucoup entendre) il faut sensibiliser, mettre en place de la concertation et du partage

- Les amateurs faisant partis des fédérations restaurent certaines boires et parties de des frayères ils s'approprient les zones qu'ils entretiennent et ne comprennent pas que les pêcheurs pro puissent vivent de poissons qui viennent de frayères entretenues par des amateurs. Cela pose un problème quant à leur légitimité, celui-ci provient d'une méconnaissance du rôle public d'intérêt général des deux côtés.
- Conflit aussi entre les amateurs qui font du braconnage et les pêcheurs professionnels qui payent un droit de bail (conflit dans les zones périurbaines et surtout rurales à la confluence Vienne Loire)
- Conflit possible entre les chasseurs qui font aussi de l'entretien et du nettoyage. La proximité de la Loire à Vélo et son développement (environ 1 million de cyclistes par an) a permis de rapprocher les acteurs traditionnels de la Loire (chasseurs, pêcheurs, amateur et randonneur) à un public beaucoup plus large (touristes...)
- Le patrimoine et le risque inondation sont parfois en opposition
  - Quelles techniques de restauration par rapport au patrimoine?
  - dans le 49 fermer toutes les petites fenêtres sur le parapet de la digue pour descendre sur la Loire par des escaliers. Est-ce vraiment une bonne idée ?

### **Quels sont les lieux qui posent des questions ?**

- La question des îles de Loire:
  - Le problème du projet paddle était la privatisation d'une zone publique qui était exploitée par un privé sans concession faite par l'Etat : ce n'est pas possible. Il faudrait imaginer un statut avec de nouvelles formes d'occupation pour les AOT, les peaufiner et mettre des références sur l'utilisation réversible, légère et respectueuse de l'environnement. Cela revient à la question de changer les modes opératoires.
- Il ne faut rien sur les îles à Rochecorbon (ambiance "d'ailleurs", pas une sensation de banlieue de ville)
- A Berthenay l'ambiance n'est pas la même que dans le centre urbain de Tours, elle est beaucoup plus agricole et il faut aussi respecter ce paysage. La Loire est caractérisée par des séquences paysagères où différents usages peuvent se superposer
- La plage de Tours : on peut utiliser cet espace tout en évitant la baignade qui pose problème tout en ayant une possibilité à côté du parc Sainte Radegonde dans une ancienne boire plus au nord

### **Qu'y a t il à faire pour réduire ces conflits ?**

Il y a une méthode de travail à repenser

Par exemple sur la coupe d'arbre à Montlouis, la DDT a fait une coupe d'arbre sur un espace géré par le conservatoire d'espace naturel, en faisant intervenir une entreprise. Or seul le maire avait été informé, il n'y a pas eu de concertation avec la population. Il faut donc repenser les techniques d'interventions et accentuer la concertation et le dialogue. Ce partage de connaissances ayant pour but de changer les modes opératoires actuels.

## Quelle est la place de l'état dans cet environnement ?

L'état passe des rapports contractuels avec les collectivités:

- AOT
- Convention de superposition de gestion : l'état est gestionnaire mais il peut déléguer à d'autres des fonctions voire des projets
- Afin de repenser les documents il est important de prendre en compte l'actualité

## Quel est votre avis sur le projet du Haut de la Rue Nationale ?

Joker

### Alors sur le rôle de cette place dans la ville ?

Le traitement de la place Choiseul et de la place Jean Jaurès avec au milieu la place Anatole France, au XVIIIème il s'agissait d'un carrefour.

Patou voulait mettre en scène la Loire, vue comme un monument naturel. Suite à la révision du PSMV (avec le haut de la rue Nationale) on a eu une remise en scène du front de Loire et non de la Loire.

Ainsi :

- XVIII, on a une mise en valeur du bâti (front de Loire)
- XX, on observe une mise en valeur du paysage (moment naturel)
- XXI, il y a mise en valeur du bâti (front de Loire avec le Haut de la Rue Nationale) et mise en valeur du paysage (moment naturel avec le concours Envies de Loire).

## Informations sur les usages provenant des conclusions de l'atelier Rives de Loire

*"Les usages possibles des rives de Loire*

*La création d'aire de baignade*

*Les aménagements des espaces de loisir fluvial (aire de baignade) rencontrent une forte demande sociétale. Toutefois, leur mise en place reste compliquée en raison de l'actuelle réglementation qui interdit la baignade en Loire. L'exemple de l'aire de baignade à Saint Mathurin créée en 2012 et reconduite en 2013 démontre que la réalisation est possible quand le projet donne les garanties nécessaires de prise en compte patrimoniale et environnementale des lieux.*

*Cônes de vue et co-visibilité*

*La question de la visibilité de la Loire et du patrimoine bâti devient une préoccupation majeure pour la qualité paysagère du site de Val de Loire. En effet, la fermeture paysagère des rives paralyse le réinvestissement des rives de Loire par les habitants et les visiteurs. Cette problématique est largement évoquée dans le cadre des ateliers par divers acteurs. Plusieurs projets aux rives de Loire visent à créer des ouvertures végétales notamment celui d'Agglopolys qui mène actuellement un projet intitulé « Fenêtres sur Loire », visant à mettre en place des ouvertures paysagères dans l'agglomération blésoise.*

*Le stationnement en bord de Loire*

*La problématique du stationnement est récurrente le long du linéaire de Loire au sein des agglomérations et des villages du Val de Loire. La volonté politique et le changement de comportement des habitants sont des facteurs indispensables pour parvenir à supprimer/à délocaliser les parkings en bord de Loire, à l'image de la ville d'Orléans qui a régulé le stationnement sur les quais en rive droite et interdit l'accès sur le quai du châtelet. Des démarches similaires sont lancées dans les villes de Tours, d'Amboise, Chinon, Saumur et Blois.*

*La question de la pêche*

*La pêche et la vente locale de poissons contribuent au renouvellement d'un lien entre les riverains et la Loire. L'activité de pêche est souvent associée à celle de l'entretien du fleuve (notamment des boires), le pêcheur professionnel est aussi un opérateur environnemental, qui rend compte de l'évolution de la ressource halieutique de Loire. Plusieurs projets d'implantation de pêcheurs professionnels existent dans le périmètre UNESCO, en Maine-et-Loire, Indre-et-Loire et Loiret ; à noter l'initiative de ville de Meung-sur-Loire pour mettre en place une vente à la criée une fois par semaine.*

*L'accessibilité des sites pour les personnes à mobilité réduite*

*Le sujet est systématiquement abordé dans les projets de reconversion des quais en espaces publics de loisirs mais il reste difficile d'adapter certains ouvrages (les cales) à l'accueil des personnes à mobilité réduite.*

*La protection du ciel nocturne*

*La qualité du ciel nocturne a été abordée dans les deux ateliers : en lien direct avec les questions actuelles de maîtrise de l'énergie, de préservation de la biodiversité et de maintien de l'équilibre physiologique humain, ce thème a une résonance touristique, notamment au travers d'une demande récurrente de nos visiteurs de qualité de découverte du ciel étoilé"*

## Rapport habiter Loire

3 points: la halte, le belvédère, la baignade

Invitation au forum le 27 juin à Montsoreau

Nous avons établi un questionnaire type que nous avons modifié par la suite pour certaines interviews.

### Questionnaire type :

1. Quels domaines de compétence pour ce service ? Quels acteurs sont partenaires/influencés/"dirigés"/impactés par les décisions du service ?
2. Quels sont vos principaux interlocuteurs ?
3. Quelles sont les actions entreprises ? Quelles orientations futures pour le service concernant le territoire ?
4. Quels moyens sont mis en place pour accompagner les projets au lieu de simplement régler ?
5. Quelle position et quel rôle par rapport à la Loire (gestion, réglementation, contrôle) ?
6. Quelles opportunités la réappropriation de la Loire offre au service (par exemple : Nouveau moyen de favoriser une culture du risque. Facilitation de la mise en place d'une nouvelle gestion du DPF sur le linéaire.) Quel est l'aspect le plus important pour vous dans la réappropriation de la Loire ? Quels sont les principaux freins ?
7. Quelle orientation et quelle vision du service quant au concours Idées Loire.
8. Plus personnellement quel usage faites vous de la Loire ? Et quel aspect voudriez vous conserver et quels problèmes voudriez vous régler.



## Questionnaire direction DDT :

1. Quels domaines de compétence pour ce service ? Quels acteurs sont partenaires/influencés/"dirigés"/impactés par les décisions du service ?
2. Quels sont vos principaux interlocuteurs ?
3. Quelles sont les actions entreprises ? Quelles orientations futures pour le service concernant le territoire ?
4. Quels moyens sont mis en place pour accompagner les projets au lieu de simplement réglementer ?
5. Comment la DDT doit se positionner sur le concours, plutôt règlements ou avis ou travail en collaboration avec les autres structures (collectivités, DREAL...)
6. Quelle position et quel rôle par rapport à la Loire (gestion, réglementation, contrôle) ?
7. Quelles opportunités la réappropriation de la Loire offre au service (par exemple : Nouveau moyen de favoriser une culture du risque. Facilitation de la mise en place d'une nouvelle gestion du DPF sur le linéaire.) Quel est l'aspect le plus important pour vous dans la réappropriation de la Loire ? Quels sont les principaux freins ?
8. Quels les sites sensibles à regarder et suivre de plus près. Quels sont les zones à enjeux forts dans le futur et quels sont vos avis par rapport à l'abbaye de Marmoutier, des coteaux nord de St Cyr et Tours, de la Riche, des Tanneurs de Saint Pierre?
9. Plus personnellement quel usage faites vous de la Loire ? Et quel aspect voudriez vous conserver et quels problèmes voudriez vous régler.

## Questionnaire Unité PPRI :

1. Quels domaines de compétence pour ce service ? Quels acteurs sont partenaires/influencés/"dirigés"/impactés par les décisions du service ?
2. Quels sont vos principaux interlocuteurs ? Qui vous fournit les informations ?
3. Quelles sont les actions entreprises ? Quelles orientations futures pour le service concernant le territoire ?
4. Avez vous accompagné des projets favorisant la culture du risque ? Est-ce que c'est une volonté de la DDT de développer cette culture du risque ? Si oui quels sont les moyens envisagés.
5. Quelle position et quel rôle par rapport à la Loire (gestion, réglementation, quelles mesures de contrôles) ?
6. Quelles opportunités la réappropriation de la Loire offre au service (par exemple : Nouveau moyen de favoriser une culture du risque). Quel est l'aspect le plus important pour vous dans la réappropriation de la Loire ? Quels sont les principaux freins ?
7. Quelle orientation et quelle vision du service quant au concours Idées Loire. Plus personnellement quel usage faites vous de la Loire ? Et quel aspect voudriez vous conserver et quels problèmes voudriez vous régler.
8. Quels sont les acteurs privés qui pose problème ou question sur la zone ?
9. Quels conflits par rapport au PPRI ? Les contestations ? Les associations ?
10. Quelles sont les zones les plus vulnérables ? Prescriptions concernant ces espaces ?
11. Quelles possibilités pour investir des espaces soumis au risque ?
12. Afin de conserver au maximum la biodiversité, quelles sont les grands projets de la DREAL?

## Questionnaire Unité Fluviale :

1. Quels domaines de compétence pour ce service ? Quels acteurs sont partenaires/influencés/"dirigés"/impactés par les décisions du service ?
2. Quels sont vos principaux interlocuteurs ? Avez-vous des comptes à rendre ?
3. Quelles sont les actions entreprises ? Quelles orientations futures pour le service concernant le territoire ?
4. Quels moyens sont mis en place pour accompagner les projets au lieu de simplement réglementer ? Quels projets avez vous accompagnés ?
5. Quelle position et quel rôle par rapport à la Loire (gestion DPF , réglementation DPF, quelles mesures de contrôles) ?
6. Quelles opportunités la réappropriation de la Loire offre au service (par exemple : Nouveau moyen de favoriser une culture du risque. Facilitation de la mise en place d'une nouvelle gestion du DPF sur le linéaire.) Quel est l'aspect le plus important pour vous dans la réappropriation de la Loire ? Quels sont les principaux freins ?
7. Quelle orientation et quelle vision du service quant au concours Idées Loire. Plus personnellement quel usage faites vous de la Loire ? Et quel aspect voudriez vous conserver et quels problèmes voudriez vous régler.
8. Quels sont les acteurs privés sur la zone?
9. Quelles sont les zones à votre charge ? Y a t'il des gestions, des usages ou des infrastructures particuliers sur les affluents de la Loire ? Cher Indre Choissille etc?
10. Quels documents répertorient les zones appartenant à l'Etat, la réglementation ? Où les trouver? Quels supports graphiques?

## Questionnaire SERN :

1. Quels domaines de compétence pour ce service ? Quels acteurs sont partenaires/influencés/"dirigés"/impactés par les décisions du service ?
2. Quels sont vos principaux interlocuteurs ?
3. Quelles sont les actions entreprises ? Quelles orientations futures pour le service concernant le territoire ?
4. Quels moyens sont mis en place pour accompagner les projets au lieu de simplement réglementer ?
5. Quelle position et quel rôle par rapport à la Loire (gestion, réglementation, contrôle) ?
6. Quelles opportunités la réappropriation de la Loire offre au service (par exemple : Nouveau moyen de favoriser une culture du risque. Facilitation de la mise en place d'une nouvelle gestion du DPF sur le linéaire.) Quel est l'aspect le plus important pour vous dans la réappropriation de la Loire ? Quels sont les principaux freins ?
7. Quelle orientation et quelle vision du service quant au concours Idées Loire.
8. Plus personnellement quel usage faites vous de la Loire ? Et quel aspect voudriez vous conserver et quels problèmes voudriez vous régler.

## Questionnaire SUDT :

1. Quels domaines de compétence pour ce service ? Quels acteurs sont partenaires/influencés/"dirigés"/impactés par les décisions du service ?
2. Quels sont vos principaux interlocuteurs ?
3. Quelles sont les actions entreprises ? Quelles orientations futures pour le service concernant le territoire ?
4. Quels moyens sont mis en place pour accompagner les projets au lieu de simplement réglementer ?
5. Comment la DDT doit se positionner sur le concours, plutôt règlements ou avis ou travail en collaboration avec les autres structures (collectivités, DREAL...)
6. Quelle position et quel rôle par rapport à la Loire (gestion, réglementation, contrôle) ?
7. Quelles opportunités la réappropriation de la Loire offre au service (par exemple : Nouveau moyen de favoriser une culture du risque. Facilitation de la mise en place d'une nouvelle gestion du DPF sur le linéaire.) Quel est l'aspect le plus important pour vous dans la réappropriation de la Loire ? Quels sont les principaux freins ?
8. Quelles sont les grandes tendances, les grands mouvements sur le territoire ? Sur quel sujet le territoire veut être en pointe ? (résilience
9. Quels les sites sensibles à regarder et suivre de plus près. Quels sont les zones à enjeux forts dans le futur et quels sont vos avis par rapport à l'abbaye de Marmoutier, des coteaux nord de St Cyr et Tours, de la Riche, des Tanneurs de Saint Pierre?
10. Plus personnellement quel usage faites vous de la Loire ? Et quel aspect voudriez vous conserver et quels problèmes voudriez vous régler.



## Questionnaire Architecte - Paysagiste conseil :

1. Quels sont les enjeux paysagers au niveau de la réappropriation de la Loire ?
2. Quelles sont les caractéristiques du bâti ligérien sur l'agglomération ? Les communes rurales ?
3. Les bâtiments patrimoniaux sur la région ? Liste ou carte ?
4. Quelles contraintes sont apportées par le PSMV ? Ou autres documents ?
5. Quels éléments paysagers sont à prendre ? Caractéristiques / symboliques
  - a. A quels éléments du paysage sont attachés les riverains ? En fonction de leur âge, de leur provenance ?
6. Quels types de bâti, quels éléments techniques et architecturaux peuvent modifier le paysage de manière importante ?
  - a. Les ponts ?
  - b. Les ports ?
7. Quelles sont les vues intéressantes à ouvrir sur le périmètre d'étude ?
8. Comment sont liés le paysage et les usages / les risques / la biodiversité ? ( Quel est le fil conducteur entre tous ? )
9. Que pensez vous du projet Hilton ?
10. Une Loire sans digue ? Perte d'un élément paysager important ou non ?